

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**L'ANALYSE DU RENOUVELLEMENT DE LA 'GAUCHE' EN
AMERIQUE LATINE : LES EXPERIENCES
GOUVERNEMENTALES DU BRESIL ET DU VENEZUELA**

Mahmut Hamsici

**Directeur de recherche:
Yrd. Doç. Dr. Selcan Serdaroğlu**

Memoire pour l'obtention du DEA des Relations Internationales

Février 2007

**UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DES RELATIONS INTERNATIONALES**

**L'ANALYSE DU RENOUVELLEMENT DE LA 'GAUCHE' EN
AMERIQUE LATINE : LES EXPERIENCES
GOUVERNEMENTALES DU BRESIL ET DU VENEZUELA**

Mahmut Hamsici

**Directeur de recherche:
Yrd. Doç. Dr. Selcan Serdaroğlu**

Memoire pour l'obtention du DEA des Relations Internationales

Février 2007

Pour ma mère et Mlle Selcan Serdarođlu...

SOMMAIRE

L'INTRODUCTION.....1

PREMIERE PARTIE: QUELS SONT LES FACTEURS DU RENOUVELLEMENT DE LA 'GAUCHE' EN AMERIQUE LATINE?.....6

CHAPITRE 1 – FACTEURS OBJECTIFS ET CONJONCTURELS.....6

A - Les administrations militaires et la violation des droits de l'homme et de la démocratie.....6

B - La destruction sociale créée par les politiques économiques néolibérales.....18

C – La présence continue d'un acteur externe: Les Etats - Unis.....34

CHAPITRE 2 – FACTEURS SUBJECTIFS, POLITIQUES.....50

A - L'apparition de nouveaux mouvements sociaux.....50

B - Le renouvellement idéologique, politique et organisationnel de la gauche Latino-américaine.....69

DEUXIEME PARTIE : COMMENT 'LA GAUCHE' RENOUVELEE GOUVERNE?: UNE ANALYSE COMPARATIVE DU BRESIL ET DU VENEZUELA100

CHAPITRE 1 – LA COMPARAISON POLITIQUE DES PARTIS DE LULA ET DE CHAVEZ.....100

A – Deux différents historiques.....100

B - Les lignes idéologiques et les structures organisationnelles du Parti des travailleurs et du Mouvement Bolivarien.....122

CHAPITRE 2 – LES APPLICATIONS DES GOUVERNEMENTS DE LULA AU BRESIL ET DE CHAVEZ AU VENEZUELA.....135

A - Les applications de politique intérieure des gouvernements.....135

B - Les applications de politique étrangère des gouvernements.....158

CONCLUSION.....168

ABREVIATIONS

ALBA	:Alternative Bolivarienne pour les Amériques
AD	:Action Démocratique
ANL	:Alliance Nationale Libératrice
ALENA	:Accord de Libre-échange Nord-américain
AP	:Action Populaire
ARENA	:Alliance Républicaine Nationaliste
BM	:Banque Mondiale
CAN	:Communauté Andine des Nations
La Causa R	:La Cause Radicale
CEPAL	:Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CONAIE	:La Confédération des Nationalités Indigènes de l'Equateur
CTV	:La Confédération des Travailleurs du Venezuela
CUT	:Le Centrale Unique des Travailleurs
EBR-200	:Armée Bolivarienne Révolutionnaire-200
ELN	:Armée de Libération Nationale
EZLN	:Armée Zapatiste de Libération Nationale
FALN	:Forces Armées de la Libération Nationale
FARC	:Forces Armées Révolutionnaires de Colombie
FENOC	:Fédération Nationale d'Organisations Paysannes
FLN	:Front de Libération Nationale
FMI	:Fonds Monétaire International
FMLN	:Front Farabundo Marti de Libération Nationale
FSLN	:Front Sandiniste de Libération Nationale
FT	:Front Large Uruguayen
IDE	:Investissements Directs Étrangers
MAS	:Mouvement vers le Socialisme
MBR-200	:Mouvement Bolivarien Révolutionnaire
MDB	:Mouvement Démocratique Brésilien
MIR	:Mouvement de la Gauche Révolutionnaire
MST	:Mouvement des Sans-Terre
MVR	:Mouvement pour la V ^{ème} République
OCDE	:Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONG	:Organisation non gouvernementale
ONU	:Organisation des Nations Unies
OLAS	:Organisation Latino-américaine de Solidarité
OPEP	:Organisation des Pays Exportateurs des Pétrole
PCB	:Parti Communiste Brésilien
PMDB	:Parti du Mouvement Démocratique Brésilien
PIB	:Produit Intérieur Brut
PID	:Banque Interaméricaine de Développement
PNB	:Produit National Brut
PCV	:Parti Communiste Vénézuélien
PRD	:Parti de la Révolution Démocratique
PRV	:Parti de la Révolution Vénézuélienne
PSUV	:Parti Socialiste Unifié du Venezuela
PT	:Parti des Travailleurs
UE	:Union Européenne

INTRODUCTION

La gauche s'est confrontée dans le monde entier à une crise lourde et politique dans les années 1990 après l'effondrement des socialismes réels dans l'Union Soviétique et en Europe de l'Est. Le modèle socialiste a même perdu de son prestige auprès de ses partisans traditionnels, les régimes socialistes en Chine et au Vietnam se sont livrés à adopter les mécanismes du marché, la sociale démocratie de l'Occident s'est orientée à la recherche d'une nouvelle gauche par l'intermédiaire de laquelle elle interrogera les valeurs fondamentales de l'idéologie de gauche, la victoire du libéralisme s'est proclamée. Juste en cette période Francis Fukuyama a présenté le capitalisme comme l'objectif final de l'humanité en publiant son livre intitulé « La Fin de l'Histoire » et « le consensus néo-libéral » a dominé dans tout l'Occident et l'Orient.

Cependant, les thèses de la victoire finale du libéralisme furent commencées à être interrogées en moins de dix ans après la chute de l'Union Soviétique. Les politiques néo-libérales d'un Nouvel Ordre Mondial qui promettent que la démocratie, les droits de l'homme, la paix et la justice existeront sur un monde dominé par le marché causèrent des effondrements lourds économiques, sociaux et politiques dans le tiers-monde, l'Amérique latine en tête. Face à ces effondrements de nouveaux mouvements sociaux, des structures syndicales de nouveau type, des nouveaux partis et organisations de gauche surgirent aux quatre coins du monde, l'Amérique latine en tête. Sans doute, les plus originaux et les plus efficaces d'entre eux ont apparu en Amérique latine qui est la source de plusieurs mouvements de gauche dans le monde après les années 1960. Avec l'énergie des mouvements sociaux qui se développèrent contre le néo-libéralisme, les parties de gauche commencèrent à accéder au pouvoir les uns après les autres au début des 2000.

Ainsi la période des gouvernements de gauche de Amérique latine qui apparut à la même période historique du mouvement alter-mondialiste a endommagé la victoire absolue du libéralisme proclamée après la chute de l'Union Soviétique.

Ce processus, contemplé avec une curiosité attirante par l'opinion internationale a commencé en 1998 au Venezuela et ce avec la victoire électorale de Hugo Chávez devenu maintenant une « star » de la politique internationale. Il s'est poursuivit avec les victoires électorales, parfois répétitives, des candidats de gauche ou de centre-gauche durant des élections à

l'échelle continentale: Néstor Kirchner et puis son épouse Cristina Fernández de Kirchner en Argentine, Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil, Tabaré Vázquez en Uruguay, Martin Torrijos au Panamá, Evo Morales en Bolivie, Michelle Bachelet au Chili, Alan García au Pérou, Daniel Ortega au Nicaragua et Rafael Correa en Equateur. Quoique Lopez Obrador, candidat de gauche de la Mexique fût perdant lors des élections de 2006, une augmentation considérable de votes a été constatée pour la gauche. De même, en Colombie, le bastion de la droite, où Alvaro Uribe, le président qui pour la première fois a changé la Constitution afin de pouvoir se représenter comme candidat, a remporté l'élection de 2006, le sénateur Carlos Gaviria, candidat de gauche a su emporter 22 % des votes, un succès électoral jamais atteint par la gauche en Colombie.

Cette période qui influence l'avenir du continent comme celui des pays un par un et qui influence directement et indirectement la transformation du système politique international.

La période de gouvernements de gauche en Amérique latine est attentivement suivie par la Turquie qui a expérimenté des processus politico-économiques similaires. Cependant, la rareté des ouvrages académiques portant sur l'Amérique latine ainsi que le manque de ressources suffisantes tant pour l'histoire que pour la structure du continent nous divulguent la carence des analyses faites en Turquie. Ce point est valide notamment pour le point de vue qui, avec une vision monolithique, traite les différents gouvernements de gauche en un pied d'égalité. Dans le présent processus, marqué par la mondialisation, il est erroné d'évaluer un pays quelconque et non seulement ceux en Amérique latine à l'écart du système politico-économique du monde tout en prenant en compte les structures politico-économiques individuellement différentes. Notamment, depuis les années 1980, les pays d'Amérique latine connaissent des changements internes similaires et de grande amplitude, tant politiques et économiques que culturels et sociaux. Mais dans le même temps, chaque pays d'Amérique latine a une histoire singulière qui pèse encore lourd souvent et une actualité propre à chacun. Et, bien sur, il est impossible de parler d'une gauche unique en Amérique latine, comme pour le monde entier. Selon Alain Rouquié, la gauche en « extrême Occident », a des dissemblances en soi comme en Europe.

Cette étude vise à aborder le nouveau processus en Amérique latine sans commettre la faute de s'y consentir à une évaluation monolithique concernant à la fois le continent et tous les gouvernements gauches. L'étude est basée sur l'analyse comparative de deux gouvernements

gauches en deux différents pays de l'Amérique latine dont le gouvernement de Luiz Inácio Lula de Silva au Brésil, un des pays industrialisés de l'Amérique latine et le gouvernement de Hugo Chavez au Venezuela. Ces deux gouvernements ont été choisis parce qu'ils sont des exemples de deux différents types de gouvernements de gauche en Amérique latine.

Dans la première partie seront examinés les motifs conjoncturels et politiques subjectifs qui causèrent le déclenchement du renouvellement de la gauche et le commencement des gouvernements de gauche en Amérique latine.

Dans le premier chapitre de l'étude seront analysés les motifs conjoncturels d'une part et subjectifs et politiques de l'autre conduisant le continent au processus des gouvernements gauches pour tout le continent mais avec une concentration relativement forte au Brésil et au Venezuela. Parmi les motifs conjoncturels et conformément au processus historique, les administrations militaires et les guerres civiles seront traitées dans le cadre des causes et effets. Ensuite, nous interpréterons les résultats socio-économiques découlant des politiques néo-libérales appliquées dans une partie des administrations militaires et dans l'ensemble du continent après la démocratisation. Dans la troisième section, on essaiera d'exposer le rôle que la réorientation de la politique étrangère américaine, déclenchée à la suite des attentats de 11 septembre a joué sur le nouveau processus.

Au cours du deuxième chapitre portant sur les motifs subjectifs et politiques, nous allons traiter les politiques qu'ont employées les partis et mouvements de gauche en faveur des communautés victimes des politiques néo-libérales et des administrations militaires. Dans la première section, on traitera les « nouveaux mouvements sociaux » étant parmi les plus importants facteurs menant la gauche au pouvoir en Amérique latine et ses relations tant intimes que distancées avec les partis de gauche. Dans la deuxième section, on analysera le renouvellement de la gauche face aux problèmes et demandes sociétales résultants de la période néo-libérale et la continuité et le changement ayant lieu au sein du mouvement gauchiste.

Dans la deuxième partie, les ressemblances et les dissemblances entre les gouvernements gauches en Amérique latine seront comparativement analysées à partir des gouvernements de et des mouvements de Luiz Inácio Lula de Silva et de Hugo Chavez.

Dans le premier chapitre sera traitée la position idéologique et politique de ces deux figures et mouvements en rappelant leurs origines dans l'histoire politique de l'Amérique latine. Dans la première section de ce chapitre, afin d'analyser correctement les lignes politiques des partis dirigés par Lula et Chavez, seront prises en main à la fois l'historique des luttes sociales et celle des partis en question, tandis que dans le deuxième chapitre on analysera les lignes idéologiques et les structures organisationnelles des partis politiques. Le deuxième chapitre se concentrera sur les pratiques récentes des gouvernements de Chavez et de Lula. Dans la première section de ce chapitre sera traitée la politique interne, dans la deuxième partie la politique externe des gouvernements.

A la fin de la thèse on essaiera de décrire les caractéristiques politiques de la période de nouveaux gouvernements de gauche en Amérique latine et de voir s'il est possible de parler d'une nouvelle ligne unique de gauche.

L'analyse de ce nouveau processus en Amérique latine est importante pour plusieurs raisons. Ce processus en Amérique latine, soutenu par l'intégration européenne, la montée exponentielle de la République Populaire de Chine, les efforts d'intégration économique en Asie Centrale, la transition de la Russie d'acteur régional vers l'acteur global et l'impasse de la situation en Iraq nous signale que l'unipolarité pourra, au moins à l'échelle économique, se voir diminuée. D'autre part, depuis la Révolution Cubaine de 1959 les mouvements gauchistes et sociétaux survenus en Amérique latine ont une influence importante sur les organisations similaires du monde (notamment en périphérie et semi périphérie). Donc, il convient de prendre les tendances gauchistes en Amérique latine comme un modèle pour les autres pays. Dernièrement, l'analyse de ce processus a une signification spéciale pour la Turquie. Quoique géographiquement distancée et culturellement différente, la Turquie a vécu des processus politiques, économiques similaires avec l'Amérique latine et ce notamment dans les trois dernières décennies. Donc, l'Amérique latine, évoquant une sorte de laboratoire pour les politiques néo-libérales, offre plusieurs leçons pour la Turquie qui continue à appliquer les mêmes politiques.

PREMIERE PARTIE: QUELS SONT LES FACTEURS DU RENOUVELLEMENT DE LA 'GAUCHE' EN AMERIQUE LATINE?

Après les défaites régionales et l'effondrement des socialismes mondiales la gauche latino-américaine a été renouvelé idéologiquement, organisationnelement et culturellement pendant les années 1980 et 1990. Ce processus de renouvellement a été réalisé sous l'influence des facteurs objectifs et conjoncturels tant que grâce aux efforts des organisations de gauche. Nous analyserons premièrement les facteurs objectifs et conjoncturels par une perspective historique pour mieux comprendre ce processus.

CHAPITRE PREMIER-FACTEURS OBJECTIFS ET CONJONCTURELS

Le fait que les peuples de l'Amérique latine s'orientèrent, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, vers des partis politiques et des mouvements de gauches résulte, en grande partie, des politiques anti-démocratiques qui violaient les droits de l'homme adoptées par des régimes autoritaires durant les décennies 1960, 1970 et 1980.

A - Les régimes militaires et la violation des droits de l'homme et de la démocratie

Les régimes militaires de l'Amérique du sud ainsi que les guerres civiles en Amérique centrale des années 1960, 1970 et 1980 ont donné lieu à une vive demande de démocratie, des droits de l'homme et de stabilité politique. La réponse apportée par des partis politiques de gauche, qui comptent eux-mêmes en premier lieu, parmi les victimes de la période en question, a procuré un large soutien pour ces demandes. Pour cette raison, les partis politiques de gauches de l'Amérique latine n'ont pas accédé récemment au pouvoir seulement par la poussée des demandes d'emploi, de terre, de justice sociale, de droit aux soins médicaux, de l'éducation générale et qualifiée mais aussi par la vivacité et l'urgence des demandes concernant les droits de l'homme, la démocratie et la stabilité politique.

1) La tradition du militarisme latino-américain

L'armée en principe n'étant pas une force politique, dans les pays développés elle est au service du pouvoir civil pour assurer la sécurité extérieure et exceptionnellement intérieure de l'État. Mais les forces armées ont une longue tradition d'avoir demeuré l'un des plus importants acteurs de la vie politique des pays de l'Amérique latine. Sa discipline et la possession des armes l'y *invitaient* de même que la considération de la situation actuelle du pays. « *Plus que de défense nationale, son rôle est avant tout extra-militaire* »¹.

Le militarisme d'aujourd'hui est l'héritier du caudillisme (*caudillismo*)² d'hier.

¹ Olivier Dabène, *La Région Amérique Latine: Interdépendance et Changement Politique*, Paris, Presses De La Fondation Nationale Des Sciences Politiques, 1997, p. 474.

² « *En Amérique latine du XIXe siècle, le pouvoir local, régional voire national est bien souvent accaparé par des personnages tout puissants. L'émergence de ces hommes forts, les caudillos, n'est pas, comme on l'a parfois avancé, liée à l'incapacité congénitale des populations latino - américaines pour le self - government. Le caudillismo naît de la décomposition de l'État après la chute des autorités coloniales des nations issues de l'ancien Empire espagnol. Ce sont les seigneurs de la guerre qui, dans les conditions troublées de l'indépendance, se taillent un fief à la pointe de l'épée.* », Alain Rouquié, *Amérique Latine : Introduction à l'Extrême Occident*, Paris, 1998, Point Essai, p. 262.

Après l'indépendance les armées du continent ne devinrent pas véritablement des armées nationales. Dans la structure féodale, c'étaient les *caudillos* qui prenaient souvent un titre militaire et dominaient la vie politique dans un grand nombre de pays au cours de XIXe siècle. L'armée n'était guère plus qu'une garde prétorienne du *caudillo* qui conservait le caractère d'improvisation qui avait été celui des forces révolutionnaires. « *Lorsque la paix revenue, beaucoup retournèrent à leurs tâches civiles et surtout à la politique, ils furent souvent remplacés par des aventuriers qui ne voyaient pas de raison pour ne pas participer eux – mêmes aux profits de cette politique. De garde prétorienne l'armée devint une institution corporative, organisée, disciplinée, professionnalisée. Elle changea de nature, mais son rôle interventionniste n'en a pas décliné pour autant* »³.

Les armées qui se formèrent de 1869 aux vingtaines devinrent de grands acteurs de la vie politique vers 1930. Entre 1930 et 1960, on peut relever une quarantaine de coups d'États militaires réussis dans 15 pays de l'Amérique latine. Le déséquilibre structurel du milieu et l'éminence d'une révolution populaire qui régnait dans les pays à cet époque, avec enfin la dépendance structurelle dans laquelle se trouvait le continent tout entier vis-à-vis des États-Unis constituaient les motifs et les conditions essentiels de l'intervention périodique de l'armée.

2) Les régimes militaires de 1959 jusqu'aux années 1990

a) La vague révolutionnaire et contre-révolutionnaire

La tradition d'interventions militaires dans les pays du continent de l'Amérique latine puise ses sources d'une assez longue histoire.« *À partir des années 1960 s'ouvre une période qu'on a pu qualifier d'État militaire où les armées revendiquent l'exercice du pouvoir politique et estiment qu'il est de leur devoir, de prévoir et d'éliminer les dangers qui risquent de menacer l'avenir de la nation. La reconnaissance de cette vocation légitime et aussi la forme de leur accession au pouvoir : le coup d'Etat préventif* »⁴.

³ Olivier Dabène, *op-cit.*, p. 474.

⁴ Caroline Canale, "Armées et Etat en Amérique Latine: Figures et Avatars du Pouvoir Militaire", *Thématiques*, No. 4, Juillet 2006, p. 5.

La nouvelle vague de régimes militaires créée après la Révolution Castriste à Cuba, avait été inspirée par la doctrine de la sécurité nationale et le but était de prévenir le mouvement révolutionnaire au continent. Depuis le coup d'État 1964 au Brésil et surtout de 1973 au Chili, l'idée que les armées latino-américaines sont manipulées de l'extérieur en vue des intérêts propres des États-Unis et du grand capital international pendant la guerre froide faisait son chemin. « *Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, soulignant l'hégémonie absolue des États - Unis sur le continent tout en accentuant l'affaiblissement de la Grande Bretagne, les États - Unis mirent en place les instruments diplomatiques soutenus des dispositifs militaires nécessaires pour la coordination des armées latino - américaines sous la houlette du Pentagone* »⁵.

De 1945 jusqu'au début des années soixante, l'Amérique latine n'était pas une zone à haute priorité militaire. Mais au début des années soixante, le défi cubain a modifié les conceptions stratégiques des États-Unis. Sous l'impulsion du Pentagone, les armées du continent adoptèrent de nouvelles hypothèses de guerre. Face au danger de 'subversion communiste' les forces armées du continent s'entraîneront à la guerre contre-révolutionnaire. La sécurité nationale remplaça la défense nationale. « *La vigilance et l'alarmisme anti - subversif des militaires encouragés par Washington aboutirent à traquer le communisme partout. Toute tentative de changement social, surtout si elle obtient le soutien de partis de gauches locaux est assimilée à la révolution* »⁶.

Le socialisme n'était pas une idée neuve sur le continent mais avant la révolution cubaine aucun État socialiste se réclamant du Marxisme-Léninisme n'avait été encore formé . En janvier 1959, le régime dictatorial de Fulgencio Batista fût renversé par les guérillas révolutionnaires commandées par Fidel Castro. Au début, le régime ne s'est pas réclamé officiellement du Marxisme. C'est après avoir rompu avec Washington qu'il se proclama socialiste en avril 1961. Un État socialiste était venu de naître à une centaine de kilomètres des côtes des États-Unis et une nouvelle période historique était née pour l'Amérique latine.

La révolution cubaine fût le déclencheur d'un nouveau mouvement de guérillas révolutionnaires sur le continent. Parallèlement, une autre période répressive commençait

⁵ Alain Rouquié, *op-cit.*, p. 212.

⁶ *Ibid.*, p. 213.

aussi sous la pression des élites latino-américaines. Il faudrait empêcher ‘le danger rouge’. Et la vague révolutionnaire fit naître une deuxième vague: La vague contre-révolutionnaire.⁷

La révolution cubaine était bien le déclencheur initial de ce double processus de propagation, mais il serait abusif et caricatural d’avancer que la révolution eût la tendance de se propager et que les États-Unis ont lancé une contre-offensive afin de stopper sa progression. Dans ce climat de sécurité nationale, les armées latino-américaines s’opposèrent donc à toute réforme sociale et à toute politique extérieure qui n’était pas alignée sur les États-Unis. C’est ainsi que, de 1962 à 1967, furent déclenchés des coups d’États dans neuf pays du continent (Mars 1962 Argentine, Juillet 1962 Pérou, Mars 1963 Guatemala, Septembre 1963 République Dominicaine, Octobre 1963 Honduras, Avril 1964 Brésil, Novembre 1964 Bolivie, Juin 1966 Argentine).

Jusqu’en 1967, un des objectifs les plus importants du Cuba était de pouvoir soutenir le courant révolutionnaire au continent. Cuba, « a honoré » en 1966 la Conférence tricontinentale des mouvements révolutionnaires. En l’été 1967, la Conférence de l’OLAS (Organisation latino-américaine de solidarité) a eu lieu au Cuba. Pourtant, faisant face à des crises telles que le fiasco de la Baie des Cochons, la crise de missiles et l’embargo, le Cuba s’aligna progressivement avec l’Union soviétique. Et avec la mort mythique de Ernesto Che Guevara en 1967, le lieutenant de Castro, fût ouvert une nouvelle étape. Après cette date, le Cuba arrêta ses efforts pour exporter la révolution. Cependant, avec les difficultés de la Guerre de Vietnam et l’émergence de nouvelles menaces au Moyen Orient, la nouvelle administration de Nixon adopta une politique de profil bas à l’égard de l’Amérique latine.

b) Les militarismes ‘progressistes’

C’est dans ces circonstances que les militaires nationalistes et progressistes vinrent au pouvoir dans quelques pays de l’Amérique latine entre 1968 et 1972. Le gouvernement socialiste du général Velasco Alvarado au Pérou et le gouvernement nationaliste du général Torrijos furent fondés en 1968. Une version affaiblie de ce ‘prétorianisme radical’ apparût également en Équateur où le général Rodriguez Lara se proclama en février 1972 « révolutionnaire,

⁷ Il faut citer que tous les coups d’États dans les années soixante et soixante - dix en Amérique latine ne sont que des réactions à la révolution cubaine. Mais les coups d’États sont aussi redevables d’évolutions internes propres à chaque pays.

nationaliste, social-humaniste et pour un développement autonome ». Au mois de décembre de la même année, les officiers honduriens, eux aussi, mirent l'arme à gauche et instaurèrent un gouvernement militaire chargé d'actualiser l'économie et la société nationale. En Bolivie, le virage à la gauche opportuniste d'un régime militarisé et conservateur, sous la direction du général Ovando déboucha sur l'éphémère gouvernement populaire du général Torres, soutenu par les partis Marxistes et les syndicats, érigés en 'double pouvoir' dans un débordement de lyrisme néo-léniniste, provoqua un contrecoup d'État de la droite militaire. On pourrait ajouter à cela des évolutions parallèles, comme la nationalisme militaire en Argentine dans les premiers mois du péronisme restauré en 1973. Ainsi, vît-on à la réunion des commandants en chef des armées américaines de Caracas, le commandant péruvien Mercado Jardin et son homologue argentin le général Carcagno s'opposer à la doctrine de la sécurité nationale des théories hérétiques sur la sécurité économique, le développement autonome et la justice sociale. Cette 'aventure' fût de courte durée.

c) Une étape plus noire débutée en 1973

En 1973, une étape encore plus noire débuta pour le continent. Au Chili et en Uruguay, les coups d'États violents eurent lieu au cours cette même année. En mars 1976, une nouvelle intervention militaire en Argentine causa l'ajournement de l'espoir de la rétablissement de la démocratie. Les trois régimes qui vivent alors en commun avec leurs caractères sanglants et répressifs, leur volonté étant de rendre impossible à jamais le retour de la subversion ou de l'hydre du communisme. Des réformes nationalistes effectuées pacifiquement par un gouvernement légal au Chili, la faiblesse du système démocratique face à des guérillas déjà militairement vaincues en Uruguay et en Argentine furent les prétextes que les militaires de ces trois pays utilisèrent pour imposer leur dictateur terroriste⁸.

Parmi les régimes militaires de l'Amérique latine pendant les années 1960 et 1970, les plus répressifs furent ceux du Chili et de l'Argentine.

Au Chili, le pays ayant une longue tradition de démocratie, les années 1960 furent marquées par une crise du modèle de développement et du modèle politique. C'est dans ces conditions que l'Unité Populaire arriva au gouvernement en 1970, « avec 36,2 % des suffrages ».⁹

⁸ Alain Rouquié, *op-cit.*, p. 216.

⁹ Olivier Dabène, *op-cit.*, p. 157.

L'administration de Salvador Allende tenta de changer le pays avec une vision socialiste-réformiste. Ses applications économiques, surtout les nationalisations, causèrent une forte réaction de la part de la droite chilienne. La scène politique fût polarisée. En 1973, le général Augusto Pinochet, renversa Allende, le président démocratiquement élu, par un coup d'État soutenu par les élites du pays et les États-Unis. Allende se suicida dans son bureau après avoir essayé, en vain, de contrer le putsch. Pinochet installa un régime de répression généralisée et sans frontières contre les militants syndicalistes, politiques de gauche, et contre les militaires loyalistes ayant refusé le coup d'État. De l'autre côté, avec sa technocratie nommée Chicago Boys, il n'a pas hésité de commencer à imposer un nouveau modèle économique ultra-libérale. Au moins 3000 personnes sont mortes dans le pays entre les années 1976-1982. Approximativement 30 000 personnes ont été torturées et plusieurs milliers ont été exilées.

En Argentine, les militaires qui boutèrent Péron hors du pouvoir, et du pays, en 1955, s'attachèrent rapidement à reconstruire 'la démocratie sur de nouvelles bases'. Mais en 1966 un nouveau putsch militaire eût lieu sous prétexte de déstabilisation du système politique argentine sans les Péronistes. En 1973 Juan Peron fût réélu président aux élections présidentielles libres. Il retourna en Argentine, y meurt et sa femme Isabel Péron assura la présidence. En 1975 les militaires réoccupèrent l'administration et une période nommée *guerra sucia* (salle guerre) commença. D'après des organismes de droits de l'homme 30.000 personnes ont disparues pendant cette période. La plupart des victimes n'étaient pas des combattants de guérillas, mais des syndicalistes, des étudiants et des sympathisants de gauche.

Ici, essayons d'illustrer nos propos avec l'exemple brésilien.

La période militaire au Brésil, présente des aspects assez singulières, elle fût la plus longue, avec une durée de 21 ans, de toutes celles de l'Amérique latine. À partir de la proclamation de la république, en 1889, l'histoire du Brésil est ainsi rythmée par des putschs et des coups d'États aux fortunes diverses. Dernière putsch militaire de Brésil eût lieu en 1964 contre le gouvernement sociale de Belchior Marques Joao Goulart, sans effusion de sang. A partir de 1967, des noyaux des guérillas urbaines commencèrent une lutte armée. En fait, il s'agissait des groupes tout petits et inefficaces. Mais le régime n'a pas hésité de présenter cet ennemi comme le prétexte de son administration autoritaire. Les généraux décrétèrent que 'Le Brésil est en guerre'. Face aux menaces présumées contre « la souveraineté nationale », tous les

moyens militaires sont utilisés contre « l'ennemi ». L'armée et la police réprimèrent conjointement et pratiquèrent également la torture, autant pour terroriser les contestataires que pour obtenir des renseignements.¹⁰

Le combat 'anti-communiste' n'était pas seulement dirigé par l'administration. Au nom de la lutte, tous les coups étaient permis. La communauté bariolée du renseignement fomanta le contre-terrorisme, l'armée des 'escadrons de la mort' était recrutés parmi les civils anti-communistes. Mais il faut néanmoins noter que le Brésil n'a jamais connu les niveaux de violence répressive des autres pays du continent, bien que les méthodes appliquées soient identiques. Le bilan de la guerre sale était d'environ 200 morts, 150 disparus, 10 000 exilés et un certain de milliers d'arrestations. Il faut ajouter aussi que le comportement du peuple brésilien envers le régime militaire n'a pas été similaire à celui des peuples des autres pays du continent. « *En avril 1991, seulement 39 % des Brésiliens consultés par un sondage d'opinion considérait que la démocratie est préférable à tout autre type de gouvernement. En 1988, à une enquête multinationale sur la même question, les Brésiliens étaient 43 % à répondre positivement, contre 74 % des Argentins et 62 % des Chiliens. En 1989, 46 % des Brésiliens, contre 17 %, estimait qu'il vivait mieux sous le régime militaire* ». ¹¹

d) Les guerres civiles en Amérique centrale

Le processus de la révolution / contre-révolution déclencha, en Amérique centrale, une série de guerre civile durant les années 1980. Ces guerres où se trouvaient d'une part les partis de gauches et les guérillas et de l'autre les militaires, les civiles armées et voire les soldats américains donnèrent lieu à des développements non-souhaités provoquant une réaction de l'opinion internationale à cause des violations de la démocratie et des droits de l'homme. L'administration Ronald Reagan (1981-1989), soutint sans limites les gouvernements militaires et les civiles armées anti-communistes peu respectueux des droits de l'homme. Reagan ne reconnaissait apparemment que les droits des États-Unis contrairement à son précédent Jimmy Carter. Par conséquent, la doctrine Reagan rendit ces guerres civiles plus sanglantes et inhumaines.

¹² Alain Rouquié, *Le Brésil au 21ème Siècle*, Fayard, 1991, Paris, p. 182.

¹¹ *Ibid*, p. 214

La guerre civile la plus connue fût celle de Nicaragua. En 1979, le mouvement révolutionnaire dirigé par Daniel Ortega, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), mit fin à la dictature patrimoniale de la famille Somoza qui y régnait depuis 1935.

L'administration Carter (1977-1981) dont la politique étrangère était centrée sur les droits de l'homme, mit fin au soutien apporté par les États-Unis depuis des lustres à la famille Somoza et accorda une aide monétaire à l'administration Sandiniste.

Même avant de renverser Somoza, le FSLN était une organisation différente par rapports aux autres mouvements révolutionnaires latino-américains. Il respectait la démocratie. Mais ceci n'a pas empêché la famille Somoza et les élites nicaraguayens de former une armée contre-révolutionnaire et de déclencher une guerre civile.

Les événements du Nicaragua ont marqué un tournant stratégique dans la démarche des Etats-Unis. M. Carter perdit le contrôle de la situation, assistant impuissant au triomphe militaire total de la révolution Sandiniste.¹²

La leçon sera vite assimilée par l'administration Reagan : Il faudrait à tout prix soutenir la lutte sanglante anti-communiste des militaires et des *contras*.

Exceptionnellement, les troupes de l'armée américaine participèrent directement à la guerre. En 1990, le FSLN accepta de se retirer du pouvoir après avoir perdu les élections. Les Contras, ainsi que l'armée américaine, perpétrèrent de nombreux attentats, crimes et destructions entre les années 1979-1990, qui feront 57 000 victimes, dont 29 000 morts.

Une autre guerre civile plus sanglante mais moins attirante par l'opinion publique eût lieu au Guatemala. En 1954, le président Jacobo Arbenz Guzman instaura une taxe sur les exportations et décida une réforme agraire qui oblige entre autres la United Fruit Company-UFCO (dont ses administrateurs ont des relations fortes avec le gouvernement américain) à céder une partie des ses terres inutilisées. Ainsi, les États-Unis renversèrent Guzman et installèrent à sa place la junte militaire du général Carlos Castillo Armas. Durant les années

¹² Bernard Cassen, "Droits de l'homme, « droits » des États – Unis", *Manière de voir*, No. 90, Décembre 2006 – Janvier 2007, p. 23.

suyvantes un mouvement de guérilla formé par des paysans parvint à s'organiser. Les années 1980 étaient la période la plus sombre de l'histoire guatémaltèque. Les généraux mirent en place les patrouilles d'autodéfense civiles, miliciens recrutés de force de l'armée et ayant comme objectif d'éradiquer le mouvement révolutionnaire. Le général Efraín Ríos Montt, mit en action la politique de 'la terre brûlée'. Le bilan fût désastreux : 440 villages rasés, près de 200 000 mayas massacrés, 40 000 réfugiés. Le conflit prit alors des allures de guerre civile. L'état passa sous mandat de l'ONU en 1994. En 1996, l'accord historique fût signé avec la guérilla et le conflit prit fin.

Au Salvador, le coup d'état de 1980 déclancha une guerre civile sanglante de 12 ans. Le bilan de la guerre entre l'armée Salvadorien et *les escadrons de mort* soutenue par le gouvernement des États-Unis et la guérilla marxiste du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) fût de 100 000 morts. En 1992, les différents protagonistes de la guerre civile signèrent les accords de paix qui mettent effectivement fin à la guerre.

En Colombie près de 200 000 personnes décédèrent pendant le conflit débutant aux années 1960 et qui dure encore entre les guérillas marxistes et l'armée et les forces *paramilitaires*. Le bilan de la guerre entre le Sentier Lumineux (Mouvement de guérilla maoïste) et l'armée du Pérou pendant les années 1980 et 1990 était de 70 000 morts ou disparus (d'après la commission Vérité et Réconciliation du Pérou)¹³. « En 1980, l'Amérique latine comptait seulement deux démocraties civiles, la Colombie et le Venezuela. Mais dix ans plus tard, treize pays sont sortis de la dictature ». ¹⁴

3) Le processus de la démocratisation

Les changements induits par la fin de la Guerre froide et le processus de globalisation se traduisirent dans les formes d'exercice du pouvoir et dans les rapports entre les acteurs sociaux, affectant le poids que ceux – ci détiennent dans le secteur étatique.¹⁵ Comme dans les autres coins du monde, le continent vécut la vague de la démocratisation pendant cette décennie. En quelques années, après l'Europe du Sud, l'ensemble des pays d'Amérique latine abandonna les formes autoritaires de régime (1980 le Pérou et El Salvador, 1981 le Honduras,

¹³ David Garibay, "La sortie des guerres civiles", *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006, p. 64.

¹⁴ Caroline Canale, *op-cit.*, p. 29.

¹⁵ *Ibid.*, p. 37.

1982 la Bolivie, 1983 l'Argentine, 1985 le Brésil, le Guatemala et l'Uruguay, 1989 le Paraguay, le Chili et le Panama, 1990 le Nicaragua). Comme pour les années soixante, il convient de parler de synchronisation verticale des conjonctures nationales.¹⁶

Comme on l'a vu, l'Amérique latine témoigna, pendant trois décennies, des régimes autoritaires, violant les droits de l'homme et la démocratie, et des guerres civiles. Les événements de ce processus traumatique firent des peuples de l'Amérique latine des clients indispensables des droits de l'homme, de la démocratie et de la stabilité politique. « *Le souvenir de la répression et des crimes perpétrés par les dictatures est sans cesse réactualisé par les procès et les poursuites judiciaires intentés par les victimes* ». ¹⁷

Pour la véritable possibilité des poursuites judiciaires et répondre aux mobilisations des victimes les gouvernements développèrent les commissions Vérité et Réconciliation. Le but était d'établir 'une vérité' conventionnelle, obtenir la reconnaissance des violations des droits de l'homme, décider des réparations à octroyer aux victimes et plus rarement désigner les responsables de la violence. Les mandats des commissions, connurent d'importantes variations d'un pays à l'autre. Vingt-sept expériences sont généralement recensées dans le monde, parmi lesquelles la Bolivie en 1982, l'Argentine en 1984, le Chili en 1990, le Salvador en 1992, Haïti et Guatemala en 1994, l'Équateur en 1996, le Pérou et l'Uruguay en 2000 et Panama en 2001.

Dans quelques pays (En Argentine comme au Chili), une réactivation des poursuites judiciaires eut lieu plusieurs années après la clôture des travaux des commissions qui n'étaient pas suffisant de rendre la justice totalement.¹⁸

Le processus de violence causa l'émergence de nouveaux mouvements sociétaux. Dans tout le Continent se formèrent de nouveaux mouvements sociétaux dont le plus connu étant celui des mères de la Plaza de Mayo, lesquels étaient des mouvements dédiés uniquement à la réclamation des droits de l'homme. En outre, les mouvements féministes gagnèrent du terrain. Le même processus favorisa également la lutte politico-économique et identitaire des indigènes de l'Amérique latine, soumis à des actes de violence. Avec l'adoption de la

¹⁶ Olivier Dabène, *op-cit.*, p. 153.

¹⁷ Caroline Canale, *op-cit.*, p. 35.

¹⁸ Sandrine Lefranc, "Fin des dictatures, justice et réconciliation", *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006, p. 54.

démocratie, les partis de gauches n'ont pas négligé d'inclure dans leurs programmes des jugements portant sur le passé et des démarches d'institutionnalisation pour la démocratie et les droits de l'homme. En outre, les partis établirent des liens solides avec des mouvements sus-mentionnés. Les résultats des commissions Vérité et Réconciliation étaient insuffisants. Régler les comptes avec 'la période sale' serait encore dur et long processus. L'acteur le plus désireux et le moins hésitant dans ce processus de la confrontation avec le passé serait la gauche latino-américaine. Et cette situation fût considérée comme l'un des points favorisant les succès d'élection des partis de gauches durant les années 1990 et 2000.

D'après les analystes politiques des différentes perspectives idéologiques, la première raison des victoires récentes des partis de gauche en Amérique latine est l'épuisement des modèles néolibéraux des années 1980 et 1990.

B - La destruction sociale créé par les politiques économiques néo-libérales

Dès le début des années 1980, les pays de la région commencèrent à renverser leur vieux modèle du développement national par le nouveau modèle de l'ère de la globalisation : le modèle néo-libéral. En dépit de quelques progrès sur le plan macro-économique, ce dernier causa de graves problèmes socio-économiques dès la moitié des années 1990. Comme le fait remarquer l'économiste Joseph Stiglitz: « *Une stratégie de réforme qui promettait d'engendrer une prospérité sans précédent connut un échec lui aussi sans précédent. Ses résultats furent pires que ce que craignaient nombre des critiques : pour une grande partie de la région, non seulement la réforme n'a pas engendré la croissance attendue, mais dans bien des pays, elle contribua à faire augmenter les inégalités et la pauvreté.*»¹⁹

Les réformes encouragées par les institutions internationales comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et ainsi que la Banque Interaméricaine de Développement, comme les ajustements structurels dont le but était la libéralisation, la privatisation et le dérèglementation économique causèrent des divers problèmes économiques et sociaux : Les crises financières, la dette externe, l'hyperinflation, la volatilité de la croissance,

¹⁹ Joseph Stiglitz, "El Rumbo de las Reformas. Hacia Una Nueva Agenda Para América Latina", *Revista de la CEPAL*, Santiago du Chili, No: 80, Août 2003, cité dans la Revue *Mouvements*, Paris, No: 47 - 48, Septembre – Décembre 2006, p. 6.

l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, la dissolution d'importants secteurs sociaux.

Les populations souffrant des conséquences socio-économiques négatives du processus ont commencé à se mobiliser dans tous les pays de la région contre le nouveau modèle économique dès la fin des années 1980. Le processus ayant changé la structure sociale, altéra les mouvements sociaux classiques de l'Amérique latine. Ces derniers (habitants de quartiers pauvres, mouvements des sans-terre, des sans-emploi, mouvements indigènes etc...) débutèrent 'une lutte vitale' contre les gouvernements qui appliquent les ajustements structurels.

Il n'est pas exagéré de dire que cette réaction des populations parfois directe a orienté les peuples de la région vers les partis de gauche. Pendant les campagnes électorales, les promesses fondamentales de tous les partis de gauche étaient de lutter contre les problèmes comme la pauvreté, le chômage, la répartition inéquitable de la richesse, le manque des services publics créés et / ou augmentés pendant la période néo-libérale. Il s'agit d'un discours anti-néolibéral et social prononcé par les partis de gauche ou du centre-gauche contre les gouvernements en place.

1) Les caractéristiques et le processus de mise en oeuvre du programme néolibéral

Le terme néo-libéralisme est utilisé pour qualifier des applications de politiques libérales sur le plan économique mondial dès le début des années 1980. Il s'agit donc d'une nouvelle période du capitalisme moderne qui repose sur une plus grande liberté de commerce par négociation entre de grandes institutions internationales permettant une ouverture des marchés mondiaux, qui ne se limite plus aux marchandises.

On peut analyser la construction du processus néo-libérale Amérique latine selon les quatre composantes suivantes :

1) Liberalisation commerciale: Le démantèlement du tarif et des barrières non-tarifaires aux échanges, le dérèglementation économique.

2) Privatisation: La vente des actifs publics réduisant l'intervention publique au marché.

3) Réformes financières: La favorisation d'une plus grande intégration dans le marché financier international.

4) Réformes de travail: La mise en oeuvre du principe de la flexibilité du coût du travail. D'après la vision néo-libérale, les rigidités 'anormales' sur le marché du travail peuvent ralentir ou décroître l'investissement et par conséquent la croissance.

Donc pendant la décennie quatre-vingt, l'Amérique latine a expérimenté en même temps une transition politique et économique. La transition vers la démocratie s'accompagna d'un changement de l'ancien modèle économique. Toutefois, le processus néo-libéral en premier lieu, prit son élan dans un pays qui vivait sous la dictature: le Chili.

a) Le début du processus au Chili et les *Chicago Boys*

Après le renversement du président démocratiquement élu Salvador Allende par la junte militaire dirigée par le général Augusto Pinochet, le pays andin fit connaissance avec un nouveau projet économique ultra-libéral. Juste après le coup d'État la technocratie dénommée « *les Chicagos Boys* » se constitua autour d' Augusto Pinochet. *Les Chicagos Boys* étaient un groupe de jeunes économistes chiliens, dont la plupart avaient été formés à l'Université de Chicago.

Ils furent influencés par les idées de l'École de Chicago et le fameux économiste Milton Friedman. Ils offrirent au gouvernement militaire un projet de reconstitution et de réinsertion capitaliste, intitulé 'Nouveau modèle de développement orienté vers l'extérieur'.²⁰ Ils ont servi comme le lien principal entre l'élite internationale du Nord et le projet militaire chilien pour effectuer une véritable révolution libérale. « *Ce modèle était le précurseur de ce qui allait devenir notoire comme consensus de Washington dans les années 1980. Contrairement au modèle d'industrialisation par substitution d'importations, celui-ci mettait l'accent sur les exportations et l'ouverture à la compétition internationale.* »²¹

Au cours des dix-sept années du gouvernement militaire, les économistes libéraux tiendront une place importante au sein des ministères successifs. Il faudra attendre l'année 1976 pour assister à une amélioration de la situation économique. « *Le miracle chilien* » débuta avec un

²⁰ Olivier Dabène, *op-cit.*, p. 158.

²¹ *Ibid*

taux de croissance annuel en moyen de 6,6 %, tiré par le développement des secteurs non-productifs. Attirés par une législation avantageuse et des taux d'intérêts très élevés (51 % en 1977), les capitaux étrangers commencèrent à affluer au pays.»²² Mais en 1982, la dégradation de la situation économique mondiale troubla fortement ce tableau. Les flux de capitaux se tarissaient et le poids de la dette s'alourdit . Le projet néo-libérale commençait à craquer en quelque sens mais en même temps il était à l'apogée de son rayonnement sur le continent.

L'année 1982 marqua un tournant dans l'histoire économique de l'Amérique latine quand le Mexique se déclara en cessation de paiement des intérêts de ses dettes, ouvrant un cycle récessif dans toute la région.

b) La diffusion du néo-libéralisme dans la région après 1982

La généralisation de la dette généra un nouveau modèle économique dans toute la région. Tandis que la crise financière du Mexique était l'événement le plus dramatique de 1982, l'Amérique latine dans l'ensemble fut sévèrement affectée et vers la fin de l'année pratiquement chaque pays cherchait une renégociation de sa dette extérieure. Le nouveau modèle de développement doubla le consensus de Washington.²³

Le modèle de développement basé sur l'industrialisation par substitution des importations, utilisé jusque-là par la majorité des pays latino-américains, est mis en question. « *Depuis les années 1940, ce modèle consistait à produire des biens d'équipement pour le marché national, à l'abri de barrières douanières, avec le soutien d'un État interventionniste gouverné par les élites politico – économiques. Or, la libéralisation économique promeut une production industrielle engagée vers les exportations.»²⁴*

En outre, le rôle économique et social de l'État tend à s'effacer afin de réduire le déficit public.

c) L'application du modèle

²² M. Fernandez, J. Rampal, *Pinochet: Un Dictateur Modèle*, Paris, Hachette Littératures, 2003, p. 138.

²³ Marie-Carmen Macias, "Un Développement Marqué Par des Fortes Inégalités Économiques et Sociales", *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006, p. 26.

²⁴ *Ibid*

Les programmes néolibéraux appliqués par les partis de droite ou de centre-gauche, encouragés par les institutions internationales comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement et soutenus par les élites et les corps militaires latino-américains changèrent le fond, la structure économique, politique ainsi que social de la région. Une révolution néo-libérale a vu le jour dans la région pendant les années 1980 et 1990.

La plupart des pays d'Amérique latine, commencèrent à libéraliser leurs régimes commerciaux pendant la deuxième moitié des années 1980. Selon la Banque de Développement Interaméricaine, le niveau moyen des tarifs en Amérique latine a baissé de 42 % en 1985 à 14 % en 1995. Les restrictions non-tarifaires affectaient 38 % des importations dans la période de pré-réforme, mais dans les années 1990, seulement 6 % des importations en furent affectées.²⁵

La plupart des règlements cherchant à empêcher les sorties des capitaux furent également enlevés pendant cette période. En termes de résultats, l'ouverture du commerce mena principalement aux importations accrues et non à une poussée significative dans les exportations comme cela avait été attendu. La décennie de la libéralisation commerciale mena à l'effondrement de beaucoup d'entreprises nationales et privées de petite ou de moyenne tailles qui s'étaient consacrées au marché intérieur.

De même, en matière d'ouverture commerciale et de libre-échange, le continent vécut un rythme soutenu, comme l'indique la prolifération des traités bilatéraux et multilatéraux de ces dernières années. L'un des accords les plus remarquables est indéniablement celui de Mercosur, signé en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay auxquels il convient d'ajouter plusieurs États membres associés (Venezuela en 2006) et qui a vu officiellement le jour le 1er janvier 1995.²⁶ L'exemple du Mexique était encore plus significatif. En dépit d'une forte tradition protectionniste et nationaliste, ce pays signa l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les États-Unis et le Canada, lequel est entré en vigueur le 1er Janvier 1994. Il s'agit là d'un changement d'envergure. À l'ancien

²⁵ Ronaldo Munck, *Contemporary Latin America*, Londres, Palgrave, 2003, p. 53.

²⁶ Javier Santiso, *Amérique Latine – Révolutionnaire, libérale, pragmatique*, Paris, Éditions Autrement, 2005, p. 49.

paradigme de la stratégie autocentrée, dite de ‘substitution des importations’, succéda une stratégie, singulièrement dynamique, d’ouverture et d’insertion positive dans les échanges mondiaux²⁷. Signataire de GATT en 1986, le Mexique devint le seul pays du continent à avoir conclu un tel accord avec les pays nord- américains, le seul également à être membre fondateur de la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement et à avoir été admis, en mai 1994, dans l’une des antres du libéralisme de cette fin de siècle, à savoir l’Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE).²⁸

La privatisation, selon la Banque de Développement Interaméricaine, fût le composant le plus évident de la stratégie pour réorganiser l’appareil de l’État et pour simplifier les activités de gouvernement. 755 ventes et transferts au secteur privé ont été réalisés en Amérique latine entre 1988 et 1995. Presque la moitié de ces ventes étaient dans le secteur des services publics.²⁹ Avec les États ex-communistes de l’Europe de l’Est, l’Amérique latine serait le chef dans la grande commande de privatisation des années 1990 comme favorisée par la globalisation néo-libérale. A court terme, la privatisation remplit les caisses publiques et aida à apaiser la crise fiscale endémique de l’État. Mais à long terme, il fit que l’économie est devenue plus fragile face aux marchés commerciaux mondiaux et causait de graves problèmes socio-économiques. « *Au total, au début des années 1990, l’ensemble de la région comptait pour 35 % du total mondial en valeur des opérations de privatisation contre seulement 6 % en 1988, faisant de l’Amérique latine l’une des régions où les privatisations furent les plus rapides et les plus profondes. Ces transferts d’actifs vers le secteur privé représenteront plus de la moitié des revenus issus des privatisations dans les pays émergents au cours de la première moitié des années 1990.* »³⁰

Tandis que des systèmes modernes de règlement d’opérations bancaires étaient installés dans la plupart des pays au cours des années 1990, le but principal était de réformer le fonctionnement des marchés financiers. Une grande partie de l’impact de la réforme financière fût au niveau idéologique et cela engendra aussi un effet psychologique qui s’est manifesté en forme de fuite de capital. Aux yeux des milieux financiers internationaux, l’Amérique latine semblait être un endroit amical durant les années 1990.

²⁷ *Ibid*, p. 50

²⁸ *Ibid*

²⁹ Ronaldo Munck, *op-cit.*, p. 54.

³⁰ Javier Santiso, *op-cit.*, p. 49.

Les réformes de travail exigés par le nouveau modèle sont des éléments qui restructurent également la société. Donc, les réformes de travail des années 1980 et 1990 visaient à abaisser le coût de travail, défiant par là même les droits historiques du mouvement ouvrier. En conséquence, beaucoup de droits sociaux acquis par les ouvriers furent éliminés.

Malgré les programmes politiques et économiques stéréotypés, comme nous le soulignons dans ce travail, chaque pays d'Amérique latine a une histoire singulière qui pèse encore lourde souvent sur lui et une actualité propre à chacun. La réalité fût, inutile de le dire, un peu plus malpropre que de telles généralisations ordonnées. Aucun pays n'a mis en application la pleine recette néo-libérale. Par exemple, plusieurs régimes néo-libéraux s'accrochèrent aux entreprises publiques lucratives et stratégiquement importantes en cuivre (Chili) et pétrole (Mexique, Venezuela). Plusieurs des pays réussirent à mélanger l'ajustement néo-libéral orthodoxe aux commandes de gouvernement hétérodoxes: Salaires et prix réglés du Mexique dans son programme d'adaptation réussi vers la fin des années 80, alors que le Mexique et l'Argentine maintenaient délibérément le taux de change surévalué au début des années 90 afin de réduire l'inflation.³¹

Pour comprendre les effets de la période néo-libérale sur les peuples latino-américains il faut jeter un coup d'oeil sur les conséquences par les indicateurs macro-économiques ainsi que sociaux des années 1990 et 2000.

2) Le bilan économique et social du modèle

a) Les indicateurs macro-économiques

Pendant l'ère néo-libérale, la région était souvent brocardée comme l'une des plus instables du point de vue macro-économique, avec des booms de croissance spectaculaires suivis des crises et des récessions tout aussi frappantes. « *Comparées à celles d'Asie, les économies d'Amérique latine subirent en moyenne 50 % plus de crises (par pays) au cours de la période 1970-1995. Non seulement la région pâtit de crises deux fois plus fréquentes, en moyenne, 50 % plus de crises (par pays) au cours de la période 1970-1995.* »³²

³¹ Duncan Gren, "Latin America: Neoliberal Failure and The Search for Alternatives", *Third World Quarterly*, Vol. 17, 1996, p. 110.

³² Javier Santiso, *op-cit.*, p. 42.

De fait, la volatilité de la croissance des pays latino-américains est singulièrement élevée. « *Au XX e siècle, cette volatilité atteint 8 % dans des pays aussi divers que le Chili ou le Venezuela, avec des records à Cuba (15 %). Au cours du siècle dernier, néanmoins, cette volatilité se terrassa, comme en témoigne l'exemple argentin: elle atteignait 8 % en 1990 – 1913 contre 5,4 % en 1981 – 1996. De façon générale, lorsque l'on compare les décennies les plus récentes (1980 - 1990), la volatilité se réduisit, passant d'une moyenne pondérée de 4,5 à 3,5. Certains pays enregistrèrent d'ailleurs des baisses spectaculaires de cette volatilité macro – économique. La fréquence des crises se réduisit également de près de deux tiers si l'on considère les 7 principales économies de la région, passant d'un total de 26 crises dans les années 1980 à 9 la décennie suivante.* »³³

Le taux de croissance moyen du PIB latino-américain pendant les années 1970 était respectivement de 5,32 % et 5,86 %, il passa à 1,18 % pendant les années 1980 et à 3,05 % durant les années 1990. Dont 10 % des habitants les plus riches reçoivent de % 40 à 47 % des revenus totaux alors que 20 % des plus pauvres ne perçoivent que % 2 à % 4 des revenus selon les rapports de Banque Mondiale³⁴.

Les années 1990 sont marquées par l'ouverture économique des pays, par l'afflux d'investissements directs étrangers (IDE) et la relance de la croissance. Les économies du continent se sont ouvertes à la concurrence internationale, mais la région ne représentait encore que 5,2 % des exportations et 4,8 % des importations à l'échelle mondiale – soit respectivement 465,3 et 443,3 milliards de dollars en 2004. La structure des échanges évoluait lentement. Si la part des produits manufacturés (36,3 %) dans les exportations augmentait, les secteurs agricoles (28,9 %) et extractifs (hydrocarbures et produits miniers pour 33 %) se maintenaient encore en 2004. Entre 1990 et 2004, les entreprises étrangères investirent 305 milliards de dollars en Amérique latine. Les investissements directs étrangers sont concentrées sur un petit nombre des pays. Le Brésil et le Mexique reçurent 62 % du total des IDE en 2004.³⁵

Laissant de côté la discussion au-dessus des impacts macro-économiques des politiques néo-

³³ *Ibid*, p. 43.

³⁴ Marie-Carmen Macias, *op-cit.*, p. 27.

³⁵ *Ibid.*, p. 24.

libérales, la révolution silencieuse eût un impact social en grande partie négatif.

b) Les Indicateurs Sociaux

Au cours des années 1980, les populations pauvres augmentèrent, tant en valeur relative (de 59,1 % à 71 %) qu'en valeur absolue du fait de l'accroissement démographique encore soutenu. De 1990 à 2000, le nombre de pauvres est ainsi passé de 200 à 211 millions. D'après le FMI lui-même, au cours des 25 dernières années, le revenu par habitant en Amérique latine augmenta seulement de 10 %, contre 82 % entre 1960 et 1980³⁶ . Entre 1980 et 2003, le chômage officiel a bondi de 7,2 % à 11 %, le salaire minimal a chuté en moyenne de 25 % et le travail informel augmenta de 36 % à 46 %, dans cette région du monde où l'inégalité sociale est la plus grande (10 % de la population monopolise 48 % du revenu et les 10 % les plus pauvres se partagent à peine 1,6 % de ce total).³⁷

Les indications de CEPAL (la Commission Economique des Nations Unies pour l'Amérique latine et Les Caraïbes) montrent la variation de la pauvreté selon le sexe et la race aussi. Les populations indigènes et noirs souffrent d'être 'les plus pauvres' des pauvres du continent.³⁸

Depuis le milieu des années 1980, l'image est devenue plus contrastée. Alors que le niveau de l'inégalité baissait dans les régions urbaines du Chili, de la Colombie et du Costa Rica, il continua à empirer en Argentine, au Mexique, au Guatemala et au Panama. Même dans les pays où l'inégalité fût réduite ces dernières années, la répartition des revenus au début des années 1990 demeura considérablement moins équitable que pendant les années précédant la crise de la dette. La Colombie est l'un des quelques pays où l'inégalité a diminué tout au long des années 1980.³⁹

La pauvreté s'est également accrue après ces décennies alors que le pourcentage des latino - américains vivant dans la pauvreté avait baissé. « *En 1993, la Commission économique de l'ONU de l'Amérique Latine et des Caraïbes (CEPAL) rapporta que les années 80 avaient vu 60 millions de nouveaux pauvres, concernant 46 % de la population, presque 200 millions de*

³⁶ *Mouvements*, No: 47 – 48, Septembre – Décembre 2006, p. 6.

³⁷ Claudio Katz, "Au – delà du Néolibéralisme", 7 Mai 2004, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article964>, visité le 17.05.2007

³⁸ Marie-Carmen Macias, *op-cit.*, p. 29.

³⁹ Duncan Gren, *op-cit.*, p. 117.

*personnes, vivant au-dessous de la ligne de pauvreté. Presque la moitié d'eux étaient des indigènes, survivant avec un revenu de moins qu'un dollar par jour. La pauvreté s'est accrue du fait des réductions dans les services sociaux, des subventions de l'état et de la déréglementation de travail. »*⁴⁰

À côté des autres réformes du processus néo-libéral les réformes de travail ont généré la précarisation, la prolétarianisation (surtout des travailleurs publics et la classe moyenne) et un immense secteur informel. Les chômeurs citadins et les producteurs agraires qui avaient perdu leurs terres, furent forcés à travailler dans les *maquiladoras*, les usines de montage où leurs salaires ont baissés et leurs droits de travailleurs ont été limités.⁴¹

Comme on l'a remarqué au début, chaque pays d'Amérique latine a une histoire de programmes néolibéraux et des crises économiques propres à eux-mêmes attachés aux propriétés des structures économique-politiques du pays. L'histoire du néo-libéralisme de Venezuela, ayant une structure politique plus démocratique par rapport aux autres pays et une économie fonctionnant en grande partie avec des impôts sur des exportations de pétrole, marque un exemple spécifique des histoires différentes des applications et des conséquences de programmes néolibéraux en Amérique latine.

Une autre expérience tout aussi singulière fût initiée par le Brésil. Après les diverses tentatives de lutte contre l'inflation, le Brésil adhéra à la fin des années 1980 au modèle néo-libéral, similaire à celui des autres pays de L'Amérique latine. Mais il faut préciser que le pays a adopté les programmes d'ajustement plus tard que les autres pays. Au Brésil, assez différente du Chili, de la Bolivie, du Mexique et de l'Argentine, la sortie de l'ère militaire déboucha sur un climat peu convenable au néo-libéralisme dans un premier temps.

Le cas du Venezuela

Avant d'analyser l'expérience néo-libérale du Venezuela il faut tout d'abord jeter un coup d'oeil sur la structure de l'économie-politique Vénézuélien.

⁴⁰ Marie- Carmen Macias, *op-cit.*, p. 29.

⁴¹ James Petras, *Sağ Sol Kutuplaşması – Latin Amerika ve Emperyalizm*, İstanbul, Mephisto, 2005, p. 134.

L'économie du pays fonctionne en grande partie avec des impôts sur des exportations de pétrole. Depuis les années 1920, le débat économique se focalisait sur la distribution du revenu du pétrole. Différemment d'autres pays, l'Etat Vénézuélien pouvait employer le revenu de pétrole pour créer l'infrastructure et les services publics. En second lieu, l'Etat a entrepris directement la création des industries de base dans se secteurs suivants: L'hydroélectrique, le fer et l'acier, et les secteurs pétrochimiques. L'Etat a favorisé la mobilité sociale en améliorant l'éducation et en ouvrant d'autres canaux pour l'intégration sociale.⁴²

Paradoxalement, l'abondance de ressources de pétrole a ouvert la voie au développement tout en étant également un frein au développement. D'une part, elle a permis au Venezuela d'établir une infrastructure productive et des services modernes. D'autre part, elle a produit une surestimation chronique de devise, qui a rendu des importations plus attrayantes. Ceci, à son tour, a produit une industrie pétrolière inefficace, fort couteuse et incapable d'être compétitive sur le marché international. En raison de sa nature fortement technologique, il était également non-intensive en main d'œuvre de travail et n'a pas créé l'emploi pour ceux qui laissaient le secteur agricole peu lucratif et qui émigraient aux centres urbains. En dépit de l'effort de développer une économie soutenance moderne, le résultat des politiques effectuées des années 1930 aux années 1980 causa le taux de croissance élevé (particulièrement dans les années 60 et les années 70) mais dépendait extrêmement du revenu de pétrole.⁴³

Vers les années 1980, les services publics qui, au début, répondirent en juste proportion pour satisfaire aux besoins sociaux, perdirent graduellement beaucoup de leur efficacité. La prédominance du système du patronage et du contrôle du fonctionnement des services sociaux produisit une détérioration de plus en plus sérieuse de ce secteur. En conséquence, le Venezuela se ranga plus bas dans les mesures de santé publique et d'éducation que d'autres pays de la région, quoique son niveau de dépenses sociales fût par habitant l'un des plus élevés dans la région.⁴⁴

En même temps le secteur de services sociaux devenait des dépenses plus inefficaces et plus sociales se développaient. « *Des augmentations furent couvertes pendant plusieurs années par le revenu de pétrole, mais les ajustements structureaux exigés après 1982 en raison d'une*

⁴² Menno Vellinga, *The Changing Role of the State in Latin America*, Oxford, Westview Pres, 1998, p. 214

⁴³ Frédérique Langue, *Histoire de Venezuela - De la Conquête à Nos Jours*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 340.

⁴⁴ *Ibid*

diminution du revenu de pétrole et du fardeau de l'endettement externe exercèrent des pressions pour arrêter le taux de croissance des dépenses sociales. »⁴⁵

En 1989, la situation était critique: *«Les réserves internationales étaient tombées aux niveaux minimaux, il y avait des difficultés pour le remboursement de la dette extérieure, et le déficit fiscal était substantiel. Un ajustement était nécessaire afin d'équilibrer des variables macro-économiques et le gouvernement de Carlos Andres Perez entra en contact avec le FMI pour demander son appui. »⁴⁶* Le programme d'ajustement décidé avec le FMI ne fut pas limité aux mesures provisoires; il avait aussi l'objectif de lancer une grande rotation de l'économie Vénézuélienne, de l'Etatisme à la supériorité du marché.

Les objectifs fondamentaux du programme d'ajustement à moyen terme étaient de favoriser l'investissement du capital étranger, réduire les importations, stimuler les exportations, diversifier l'économie. Le coût social du programme (le chômage, la pauvreté, etc.) causa les mêmes conséquences que dans autres pays latino-américains: la mobilisation des populations. Des émeutes éclatèrent à Caracas et dans d'autres villes en fin février 1989, au commencement comme réponse à une augmentation du prix du transport urbain.

Cette explosion sociale inattendue appelé *Caracazo* constitue un tournant dans l'histoire du pays. Cette révolte sera analysé par les commentateurs comme une guerre des pauvres contre les riches. La concentration du revenu a permis à quelques uns de maintenir un style de vie luxueux, dans le contraste acéré avec l'austérité imposée ailleurs. En conclusion, Perez lui-même, avec ses conseillers, fût accusé de la corruption qui a diminué son autorité pour imposer les sacrifices exigés par le programme et entraîna sa chute en mai 1993.

M. Rafael Caldera qui a pris le pouvoir en 1994, a poursuivi les politiques économiques de son prédécesseur.

Arrivant aux années 2000, le bilan du processus néolibéral était catastrophique. *« L'érosion du pouvoir d'achat des Vénézuéliens s'érode depuis la fin du choc pétrolier des années 1970. Au cours du dernier quart de siècle, le Venezuela aura subi neuf récessions. Florissante dans les années 1960 – 1980 avec une croissance moyenne proche de 5,5 %, l'une des plus élevées*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ibid*

de la région -, l'économie Vénézuélienne s'est par la suite engourdie avec une croissance d'à peine 0,25 % du PIB entre 1980 et 2002, avant d'effectuer le grand plongeon dans une des récessions les plus intenses des sept dernières décennies, en 2002-2003. Au cours de cette période, le revenu par habitant s'effondra, régressant en ce début de siècle au niveau des années 1940-1950. La croissance moyenne du PIB au cours des vingt – cinq dernières années fut de 0,8 % alors que dans le même temps la croissance de la population augmentait de 2,7 %. En 1965, le PIB par habitant du Venezuela représentait 120 % de celui des pays développés et près de 500 % de celui des pays du Sud – Est asiatique. En 2000, il ne représentait plus que 40 % de celui des pays développés et moins de 75 % de celui des pays du Sud – Est asiatique. La productivité des travailleurs du secteur non pétrolier diminua de 50 % depuis 1980. »⁴⁷

Les inégalités et la pauvreté se sont approfondies. Plus d'un tiers de la population se trouverait dans un état de pauvreté critique (près du quart souffrirait de dénutrition) et les deux tiers seraient en fait touchés par un phénomène de pauvreté voire de marginalité (47 % vivaient effectivement dans des zones 'marginales', tels les ranchos de Caracas). La classe moyenne a connu une certaine prolétarianisation au cours de ces dix dernières années, alors que la concentration de la richesse se poursuivait au profit « d'une bourgeoisie nationale » protégée par l'Etat. Dans le domaine de l'éducation, pour donner un autre exemple des déséquilibres qui persistent, il existe un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande, notamment dans l'enseignement primaire (700 000 enfants de 6 à 16 ne sont pas scolarisés). »

48

Souffrant du chômage, de l'inégalité sociale, de la pauvreté, parmi la population et notamment chez les pauvres des grands métropoles se formait le besoin d'un leader capable de réaliser un programme économique basé sur une redistribution plus équitable de la rente pétrolière et d'envisager pour le pays de nouveaux programmes sociaux. C'est ce besoin de la population qui causa l'arrivée de M. Hugo Chavez au pouvoir en 1998.

⁴⁷ Javier Santiso, *op-cit.*, p. 132.

⁴⁸ Frédérique Langue, *op-cit.*, p. 337.

L'histoire contemporaine brésilienne aura été elle aussi composée d'expériences démocratiques frustrées, d'interruptions autoritaires et d'applications sur un corps social polarisé de modèles d'industrialisation à marche forcée et de substitution aux importations.

Le cas du Brésil

Le régime militaire débutant en 1964 a vécu en grand crise de la dette pendant les années 1980. Suivant le retour de la démocratie en 1985, les nouveaux gouvernements ont consisté alors à enrayer cette spirale inflationniste, en mettant en place un *quick – fix* hétérodoxe de choc anti – inflationniste en 1986. C'était le fameux plan Cruzado qui, lui non plus, ne réussira pas à interrompre l'envolée des prix. En 1989 les premières élections présidentielles directes depuis le retour de la démocratie portent au pouvoir Fernando Collor de Mello.⁴⁹

Le premier projet néo-libéral est mis en pratique par ce dernier. Mais il fût déposé par le Congrès pour corruption en 1992 et laissa en suspens le processus de néo-libéralisme. C'est le ministre de l'économie M. Itamar Franco, qui dirigea le pays jusqu'en décembre 1994. « *M. Cardoso, le chef du Parti de la Social – démocratie brésilienne (PSDB) reprit ce projet en lui donnant une nouvelle configuration: celle de la lutte contre l'inflation, modalité latino – américaine de réduction des dépenses de l'État, censées être la cause de la stagnation et du retard économique.* »⁵⁰

Après que M. Cardoso ait terrassé l'inflation avec son *Plan Real* de stabilité monétaire, il fût réélu en 1998. Mais son programme s'est poursuivi par la financiarisation de l'économie et la précarisation du travail tout semblablement aux autres pays de la région .

La néo-libéralisation accéléra à partir de cette date. Les changements portèrent sur la possibilité offerte aux entreprises étrangères d'investir dans les secteurs minier et pétrolier. À ces mesures sont venus s'ajouter des ajustements fiscaux et des libéralisations commerciales progressives. Le dirigisme et l'interventionnisme étatiques ne disparaissent pas pour autant (par exemple: le relâchement du contrôle sur l'opérateur pétrolier brésilien, Petrobras, en 1995, ne sera que partiel, et nombre de tentatives de réforme seront refusés par les parlementaires). Les privatisations se sont poursuivies, non pas au pas de charge comme dans

⁴⁹ Javier Santiso, *op-cit.*, p. 83.

⁵⁰ Emir Sader, "Huit Années qui ont Laminé Le Brésil", *Le Monde Diplomatique*, Octobre 2002, p. 14.

le pays voisins, comme l'Argentine, mais d'avantage au compte- gouttes, avec néanmoins des opérations de grande ampleur, à l'instar de la privatisation du holding téléphonique Telebras.⁵¹

La seconde administration Cardoso (1999 - 2003), sera pour certains plus décevante que la première. *« L'attention de l'équipe gouvernementale s'est reporté sur la consolidation des avancées du premier mandat. Les vellétés de croissance viennent pourtant buter en 2001 sur la crise énergétique, puis sur celle du voisin argentin confronté à une spectaculaire cessation de paiement. Néanmoins, ce second mandat parvient à consolider certains acquis majeurs, en particulier dans le domaine de fédéralisme fiscal, avec la loi de responsabilité fiscale, une première dans un pays où les dérives budgétaires en matière de dépenses sont amplifiées par les États de la Fédération. »*⁵²

Les remous de la crise argentine ont fait de nouveau tanguer l'économie brésilienne dont la dette revient au centre des préoccupations courant 2002. En quelques mois, les marchés financiers se sont focalisés sur l'événement de l'élection présidentielle d'octobre. Leur nervosité croissante et la crainte de voir s'installer au Brésil un gouvernement résolument à gauche de Lula da Silva. En quelques semaines, le taux de change et les primes de risques ont enregistré d'amples mouvements. En Octobre 2002, alors que Lula devient le président, les primes de risques atteignent des sommets inégaux. *« 2500 points de base, une performance que n'auront connue au cours de l'histoire des marchés émergents que dix autres pays. La dette publique brésilienne nette culmine à 64 % du PIB, tandis que le réal se déprécie de près de 50 %.*»⁵³

Avec le programme économique de Cardoso, l'économie brésilienne était devenu fragile. *« L'économie passa totalement sous la coupe de la finance en raison du niveau d'endettement des ménages, de l'engagement des banques dans les titres de la dette publique et de la proportion croissante des investissements spéculatifs des entreprises industrielles,*

⁵¹ Javier Santiso, *op-cit.*, p. 85.

⁵² *Ibid.*

⁵³ Javier Santiso, *op-cit.*, pp. 84-85.

commerciales et agricoles»⁵⁴ Le nouveau processus causa la transformation du budget public aussi. « *Les dépenses d'éducation représentaient 20.3 % des recettes courantes en 1995; elles ne comptent plus que pour 8,9 % en 2000. Le paiement des intérêts de la dette, qui absorbait 24,9 % des recettes en détourne 55,1 %.* »⁵⁵

Le nouveau processus changea fortement la structure socio-économique du pays. La reconstruction du secteur agraire dirigée vers l'exportation, et l'inexistence d'une véritable réforme agraire causèrent une transformation dans la structure du secteur. L'ouverture de l'économie aux marchés mondiaux et la précarisation du travail produisirent une nouvelle vague de migration interne. Une partie de la classe paysanne se transforma en une nouvelle classe ouvrière dans les grandes villes. Le secteur informel s'est élargie. Le processus reconstruisit aussi les classes moyennes. « *Le chômage, la chute dans l'informel, la dégradation des services publics, la contraction de l'emploi dans le secteur bancaire affectent leurs strates inférieurs, qui tendent à se prolétarianiser, tandis que la sophistication des services et l'expansion du secteur financier permirent à une autre frange de la population de se raccrocher à la dynamique mondialisée de modernisation de l'investissement du capital.* »⁵⁶

Le Parti des Travailleurs de M. Lula de Silva, s'opposa dès le début à ce processus ultra-libéral. Avec le soutien des différents mouvements syndicaux et paysans, il fût élu président en 2002.

Comme les indices le montrent, le modèle néo-libéral est responsable de la croissance des inégalités dans le continent sud-américain, de la concentration et l'accumulation des richesses dans les mains d'une élite qui devenait de plus en plus minoritaire et de l'appauvrissement accéléré d'une population formée de travailleurs, de paysans, d'indigènes et d'une partie de « l'ancienne » classe moyenne. Ces conséquences néfastes entraînèrent, dès la fin des années 1980, diverses réactions contre le modèle néo-libéral. La revendication des couches populaires, depuis les indiens de Chiapas jusqu'aux chômeurs des ghettos de Buenos-Aires en passant par les paysans sans terre du Brésil était la même: opposition au modèle néo-libéral, créer un processus social, plus égalitaire, plus équilibré. A la fin des années 1990, l'heure sonna le retour du balancier vers la gauche.

⁵⁴ *Ibid*

⁵⁵ *Ibid*

⁵⁶ *Ibid*, p. 15.

Sans doute, parmi les raisons de l'orientation des pays du continent vers la gauche, « l'anti-américanisme » tient une place importante. Bien que les relations de divers gouvernements de gauche avec les États-Unis varie selon chacun, l'une des raisons de la tendance des couches les moins favorisées de la population vers la gauche est la réaction générale « anti -Yankee » formée au cours de l'histoire.

C – La présence continue d'un acteur externe: Les États-Unis

Depuis le début du 19^{ème} siècle jusqu'à nos jours la structure des relations entre l'Amérique latine et les États-Unis fût l'un des facteurs déterminants des processus politiques et économiques des pays latino-américains. Les États-Unis, depuis la doctrine Monroe, ont agi envers les pays de l'Amérique latine avec une conception de politique étrangère hégémonique présentant une tendance de durcissement dans certaines périodes, et d'assouplissement dans d'autres « mais toujours de pérennité ». Les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine dans lesquelles les intérêts américains primaient, se déroulaient de manière à préserver cette primauté sur les plans économiques et politiques pour les États-Unis. Les instruments utilisés dans cette politique de « l'arrière-cour » que les États-Unis ont mis en oeuvre en collaboration avec les élites et les armées du continent, causèrent dans la structure politique de l'Amérique latine une défaillance de la souveraineté nationale, de la démocratie et des droits de l'homme, tandis que dans les quelques dernières décennies, de grands problèmes économiques et sociaux surgirent au détriment des couches les moins favorisées de la population. Par conséquent, l'histoire politique du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle du continent de l'Amérique latine, ne saurait être évaluée sans esquisser une étude -ne fût-ce que superficielle- des programmes de la politique étrangère des États-Unis concernant la région.

Dans la nouvelle phase politique durant laquelle la politique étrangère américaine entra après la fin de la Guerre Froide et à la suite de la 1^{ère} Guerre du Golfe, le fait que les États-Unis donnèrent moins d'importance à l'Amérique latine qu'auparavant et plus d'importance aux différents coins du monde créa un climat favorable pour l'établissement des gouvernements de gauche en Amérique latine. Après la fracture du 11 septembre 2001, le changement de l'intérêt croissant de la politique étrangère des États-Unis au Proche-Orient facilita

relativement le passage au gouvernement des partis de gauche, nationalistes, populistes qui contredisent en principe les intérêts des États-Unis. La régression qu'a témoignée ce dernier sur la scène de la politique internationale conduisit ces gouvernements à mettre en oeuvre des politiques plus radicales.

Bref, du point de vue des raisons et des conséquences, le déroulement de la politique étrangère des États-Unis tient une place importante dans l'orientation des pays d'Amérique latine vers la gauche. Il faut analyser la structure des relations des États-Unis avec l'Amérique latine sur des périodes historiques variées pour pouvoir analyser correctement la période des gouvernements de gauche.

L'Amérique latine constitua l'enjeu d'une concurrence, du moins un lieu de rencontre des deux acteurs occidentaux que sont les États – Unis et 'la vieille Europe dès la fin du 18^{ème} siècle. *« Avant même les déclarations d'indépendance, l'influence de la révolution nord – américaine de 1776 – 1777 et la première Constitution votée dix ans plus tard, se mêle à celle de la philosophie européenne des Lumières. Puis, la révolution française, son rayonnement en Europe, ses suites au 19^{ème} siècle en France même et à travers 'le réveil des peuples' dans les pays voisins, vont également avoir des échos et des répercussions en Amérique latine, alors que les États – Unis s'affirment déjà comme une puissance transcontinentale face aux empires européens. »*⁵⁷

1) La politique d'hégémonie débutée 'officiellement'

Le 2 décembre 1823, le président des États-Unis James Monroe, dans son message au Congrès, lance la célèbre doctrine qui conservera son nom. Le pays récuse toute intervention européenne dans les affaires des Amériques. Les États-Unis, sous couvert de lutter contre le colonialisme extérieur, orientait dès lors leur politique étrangère vers la constitution d'un bloc continental dominé par eux-mêmes. Souvent résumé dans la formule « L'Amérique aux Américains » (Lire: les américains qui sont les citoyens des États-Unis), la déclaration de

⁵⁷ Renée Fregosi, *Altérité et Mondialisation: La Voie Latino – américaine*, Paris, Ellipses, 2006, p. 77.

Monroe formulait quatre principes de politique étrangère: « 1) *Les États – Unis n’accepteront plus d’entreprises de colonisation européenne dans l’une ou l’autre partie du continent américain ; 2) Le système politique (républicain) des États américains demeurera distinct de celui (monarchique, constitutionnel ou non) désormais rétabli partout en Europe ; 3) les États – Unis considéreront toute tentative européenne d’étendre à l’hémisphère occidental son propre système politique comme une menace contre leur sécurité et contre la paix ; 4) en contrepartie, les États – Unis s’engagent à ne pas se mêler des affaires intérieures européennes.* »⁵⁸

De « protecteurs » des jeunes États du continent contre les anciens maîtres, les États-Unis devinrent les propriétaires d’un arrière-cour (*courtyard*), s’arrogeant le droit d’intervention sur un autre continent en fonction de leurs propres intérêts. D’après Alain Rouquié, cette mise en garde adressée au Vieux Monde, directement à la Russie, mais indirectement à l’Espagne, n’en restera pas moins le fil directeur de la politique continentale des États-Unis jusqu’à nos jours.⁵⁹

La politique de l’arrière-cour fût mise en pratique peu de temps après. Les États-Unis entreprirent des interventions militaires à Porto Rico en 1824, au Mexique en 1845 et 1847, au Nicaragua en 1853, dans la province du Panamá et au Nicaragua en 1860.⁶⁰ En 1847, les gouvernants du Chili, de la Bolivie, de l’Equateur, de la Nouvelle-Grenade (Colombie) et du Pérou se réunirent à Lima pour examiner les questions posées par cet interventionnisme.⁶¹ L’année suivante la guerre qu’entreprirent les États-Unis contre le Mexique justifia leur inquiétude. Les États-Unis annexèrent la moitié du territoire du Mexique.

Une fois terminée la guerre de Sécession, à partir de 1880, ayant également achevé la conquête de l’Ouest, les États-Unis tournèrent vers le Sud. Sous la présidence du général Ulysses Grant (1869-1877), « la théorie du destin manifeste » exposèrent le projet de contrôler l’ensemble du continent. Au nom de « la défense de la démocratie » une politique de *big stick* (gros bâton) se mît en pratique par les interventions militaires ponctuelles, les invasions et l’établissement de protectorats.

⁵⁸ Étienne Balibar, *L’Europe, L’Amérique, La Guerre: Réflexions Sur la Médiation Européenne*, Paris, Éditions la Découverte, 2003, p. 106.

⁵⁹ Alain Rouquié, *Amérique Latine: Introduction à l’Extrême Occident*, Paris, 1998, Point Essai, p. 427.

⁶⁰ Maurice Lemoine, “Du « Destin Manifeste » des États – Unis”, *Le Monde Diplomatique*, Mai 2003

⁶¹ *Ibid*

Cuba, après avoir été le territoire le plus longtemps colonisé par les Espagnols, se révolta en 1895 au nom d'une seconde guerre d'indépendance contre les États-Unis. Prenant prétexte de l'explosion accidentelle d'un cuirassé américain en 1889 dans le port de la Havane, les États-Unis déclarèrent la guerre contre l'Espagne. À la fin, l'Espagne fut obligée de renoncer au Cuba. Sous la pression de l'occupation militaire, le Cuba accepta d'ajouter un appendice à sa Constitution, l'amendement Platt, en vertu duquel ce dernier se résigna à admettre le droit d'intervention des États-Unis pour « préserver son indépendance ». (S'ingérant dans sa politique intérieure, les États-Unis interviendront à l'île en 1906, 1912 et 1917.) Pendant la période des protectorats, Cuba deviendra un lieu touristique pour les riches américains.

2) L'époque du panaméricanisme

En 1889, la première conférence internationale des États américains lors de laquelle les États-Unis proposèrent aux pays de l'Amérique latine de baisser leurs tarifs extérieurs et de créer une union douanière qui assurerait aux produits du Nord un vaste marché captif.

« De 1900 à la Grande Dépression, les relations interaméricaines sont dominées par la politique dominante des États – Unis. Le *big stick* diplomatique, version américaine de la politique de la canonniers, alterne avec « la diplomatie de dollar ». ⁶²

Les Caraïbes, les petites nations d'Amérique centrale et Panamá, où les États-Unis occupent une zone coloniale autour du canal, en étaient les principales victimes. Au nom du contrôle de Nicaragua, le pays stratégique pour le futur canal interocéanique, les marines entrèrent en scène en 1853, 1912 et 1927. Le pays fut occupé pendant les périodes de 1912-1925 et 1926-1933 par les États-Unis. Les interventions des marines furent mises en œuvre en 1917 au Costa Rica, en 1918, 1920 et 1925 au Panamá. ⁶³ Au Honduras, Les États-Unis intervinrent en 1903, 1905, 1919 et 1924 pour « rétablir l'ordre » (surtout celui de la United Fruit et des compagnies exploitant les territoires, les mines et les forêts). ⁶⁴ Les marines occupèrent Haïti entre 1915 et 1934 et la République Dominicaine de 1916 à 1924. ⁶⁵

⁶² Alain Rouquié, *op-cit.*, p. 428.

⁶³ Renée Fregosi, *op-cit.*, p. 79.

⁶⁴ Maurice Lemoine, *op-cit.*

⁶⁵ Alain Rouquié, *op-cit.*, p. 429.

A partir de 1933, avec l'arrivée du président démocrate Franklin D. Roosevelt à la Maison Blanche, cette politique violente se substitua à celle de *good neighbourhood* (bon voisinage). La montée de dangers dans le monde emmena les États-Unis à une politique d'avoir de bons voisins, dans le cas d'une guerre éventuelle en Europe. Les États-Unis mirent un terme aux occupations militaires et réaffirmèrent la souveraineté de chaque pays latino-américain. Mais pendant la phase des protectorats les États-Unis ne négligèrent pas de créer des régimes autoritaires dévoués à leurs intérêts. « *Le bon voisinage se traduirait donc par le soutien aux dictateurs Rafael Leonidas Trujillo en République dominicaine, Juan Vicente Gomez au Venezuela, Jorge Ubico⁶⁶ au Guatemala, Tiburcio Carías au Honduras, Fulgencio Batista à Cuba, et à la dynastie des Somoza au Nicaragua.* »⁶⁷

Avec la fin de la Deuxième Guerre Mondiale les États-Unis devinrent un acteur global en qualité de guider des pays capitalistes et dominer l'Amérique latine avec une influence politique et économique. Les relations des pays européens avec l'Amérique latine ont sérieusement diminué.

En 1914, les investissements directs du Royaume-Uni vers le sous-continent étaient trois fois plus élevés que ceux des États-Unis. Les investissements de la Grande-Bretagne au continent baissèrent de 754 millions de livres en 1938 à 245 millions en 1951. Les États-Unis pour leur part, qui n'avaient placé en Amérique latine que 300 millions de dollars en 1897, montèrent à près de 2 milliards en 1920, atteignent 3,5 milliards de dollars en 1929, 4,7 milliards en 1950.⁶⁸

Donc à la fin de la guerre mondiale tandis que l'Europe est en pleine reconstruction, les États de l'Amérique latine, se trouvaient seul à seul avec une puissance mondiale gigantesque: Un pays qui était le premier investisseur et le premier client de l'Amérique du sud et la première puissance économique et militaire mondiale. La dépendance des pays du sud au géant de nord serait inévitable au moins pour des décennies.

3) L'Amérique latine dans le conflit Est-Ouest

⁶⁶ En 1954, Jacomo Arbenz, le président progressiste légitime qui a exproprié la *United Fruit Company* est renversé par un putsch qui installera durablement au pouvoir des militaires de différentes factions jusqu'en 1996.

⁶⁷ Maurice Lemoine, *op-cit.*

⁶⁸ Alain Rouquié, *op-cit.*, p. 430.

La protection du continent de l'hémisphère du communisme devint le premier caractère de la politique étrangère des États-Unis envers l'Amérique latine d'après la fin de la guerre mondiale. Pendant toute la période de la guerre froide, les relations interaméricaines étaient influencées par des crises liées aux affrontements à l'échelle planétaire et la volonté des États-Unis de « protéger le continent contre le communisme ». Cette vision politique donna naissance à la période des contre-révolutions. Avec la doctrine anti-communiste de sécurité nationale même les administrations populistes ainsi que nationalistes furent traitées comme faisant partie du « danger rouge ». Entre-temps, l'École des Amériques commencèrent à fonctionner comme une usine qui fabriquaient des militaires latino-américains, fidèles aux politiques des États-Unis.⁶⁹

En 1959, la révolution cubaine s'éclata. Le leader révolutionnaire, Fidel Castro, qui n'était pas marxiste au premier abord, devint le premier ministre. Cette action inquiétant pour les États-Unis changerait la situation stratégique de l'Amérique latine pour tout au long de la guerre froide.

Le but des Castristes n'était pas initialement devenir un des satellites de l'URSS et de s'opposer directement à Washington. Mais les dissensions pour la plupart économiques entre la Havane et Washington poussèrent le pays aux rivages de l'URSS.

Le président Kennedy, face à la révolution castriste, lança en 1961 un plan d'aide au développement, « Alliance pour le Progrès ». Ce programme prévoyait d'octroyer des crédits aux pays d'Amérique latine pour une croissance soutenue. Le programme, que Alain Rouquié interprète comme un intérêt de propagande, serait oublié par les États-Unis dès le milieu de l'administration Johnson qui avait besoin des ressources pour la guerre de Vietnam. Parallèlement à celle-ci, le Pentagone réorganisa la politique de défense et mit l'accent sur la sécurité interne au détriment de la défense des frontières.

En Avril 1961, la Maison-Blanche organisa l'opération de la Baie Cochons. Le débarquement des exilés cubains chargés par les États-Unis à Cuba prit fin avec un

⁶⁹ « La création de l'École des Amériques a bien coïncidé avec le début de la guerre froide et a fonctionné dans ce contexte jusque dans les années 1980. Mais si depuis du Congrès américain en 1992 sur ses responsabilités dans les crimes des dictatures latino-américaines, l'École a été obligée de réviser ses manuels et son enseignement, elle n'en demeure pas moins un instrument précieux de contact et d'influence sur les forces armées du sous-continent. » Renée Fregosi, *op-cit.*, p. 81.

désenchantement. En représailles, Cuba fût exclu de l'OEA en janvier 1962, le blocus économique des États-Unis s'installa peu après en octobre 1962, et la crise des missiles éclata.

Le 14 octobre, les Américains découvrirent la présence de rampes de lancement des missiles soviétiques à 200 km de la Floride. « *Après que la tension ait atteint son point culminant, la menace de réplique nucléaire étant à l'ordre du jour, le 28 octobre, Nikita Khrouchtchev désamorce tout en annonçant le démantèlement du dispositif des missiles, tandis que les États-Unis s'engagent à ne pas intervenir à Cuba.* »⁷⁰

Avec la révolution cubaine et la crise des fusées le continent entra dans le champ de la rivalité Est-Ouest. La petite île devint un symbole de la guerre froide tout comme Berlin.

Par le soulagement du danger de l'exportation de la révolution cubaine au continent après 1965, l'intérêt de Washington sur le continent décrût. Le président Nixon et « son assistant » Henry Kissinger choisirent d'établir des relations privilégiées avec des pays comme le Brésil au lieu des « relations spéciales » avec tout le continent. Suivant les recommandations du rapport Rockefeller publié en 1969 sous le titre « La qualité de la vie dans les Amériques », texte qui soulignait le rôle modernisateur positif des élites militaires dans le développement du continent, les États-Unis n'ont pas hésité à intervenir indirectement pour déstabiliser les gouvernements « suspects ». La chute d'Allende en septembre 1973 ne fut que le cas le plus voyant de ces pratiques discrètes.⁷¹ Le coup d'État de Chili, le plus critiqué par l'opinion publique notamment par les pays Européens, renforça la réaction Anti-Yankee sur le continent.

Mais le leader démocrate Carter, sensible aux sujets de démocraties et aux droits de l'homme, dès son arrivée au pouvoir en 1976, s'efforça pour donner aux États-Unis une image plus séduisante après le Vietnam et le coup d'État chilien. La vision anti-Soviétique du pays ne changea pas et « les relations spéciales » ne recommencèrent point mais Carter lança un programme de pressions moralisatrices sur les régimes militaires du continent devenu peu important pour les États-Unis. En suivant les recommandations des rapports de Saul Linowitz, Carter n'en resta pas là. Il s'efforça dans un premier temps de supprimer les principaux facteurs de tension entre son pays et l'Amérique latine: « Quelques gestes peu durables à

⁷⁰ Renée Fregosi, *op-cit.*, p. 83.

⁷¹ *Ibid.*, p. 435.

l'égard du Cuba, la volonté d'améliorer les relations des États-Unis avec des États suspects de tendances socialisantes comme le Guyane ou la Jamaïque, firent moins pour la nouvelle image des États-Unis que la signature et la ratification des nouveaux traités sur le canal de Panamá qui, en mettant un terme à une situation coloniale et en reconnaissant la souveraineté des Panaméens sur la voie transocéanique, apportait une solution raisonnable à une question très sensible pour l'ensemble des Latino-Américains. »⁷²

Par ailleurs, l'attitude de Carter à l'égard de la crise du Nicaragua présentait une rupture avec la tradition diplomatique latino-américaine. Pour la première fois, Washington se refusa à soutenir une dictature amie qui est en guerre contre les révolutionnaires. C'est à partir de la prise de pouvoir par les Sandinistes que l'administration Carter se durcit. Les extensions dans le domaine de la politique internationale venant l'un après l'autre (La crise des otages de Téhéran, le réchauffement de la guerre froide depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'Union Soviétique, la crainte de la contagion castriste dans les Caraïbes à la suite de la fondation d'un régime marxiste à Grenada, l'orientation anti-américaine et socialiste de FSLN (*Front Sandiniste de libération nationale*) à Nicaragua, la guerre civile rampante au Salvador) mît fin à l'administration de Carter ainsi qu'à « la détente dans les relations interaméricains ».

Avant de passer à l'étude de l'administration Ronald Reagan il faut souligner qu'il existe une continuité dans la politique étrangère des républicains et des démocrates concernant la question de la défense des intérêts américains. D'après Jacques Lambert et Alain Gandolfi les différences entre la vision de la politique étrangère des républicains et celle des démocrates ne sont que sur le point des moyens et des méthodes: « *Ce serait une erreur de croire que républicains et démocrates s'opposent fondamentalement sur ce point. Tous considèrent comme impérative la défense des intérêts stratégiques américains, particulièrement dans le 'ventre mou' que constituent l'Amérique centrale et les Caraïbes. Ils diffèrent seulement sur les méthodes et sur les moyens. Les faucons considèrent que tous les moyens sont bons pour y parvenir et approuvent l'opinion d'avoir le droit naturel à intervenir en Amérique centrale pour défendre leur arrière-cour stratégiques contre la stratégie soviétique et l'expansion du marxisme-léninisme.* »⁷³

⁷² *Ibid.*, p. 436.

⁷³ Jacques Lambert et Alain Gandolfi, *Le Système Politique de l'Amérique Latine*, Paris, Presse Universitaires de France, 1987, p. 180.

Les citoyens des États-Unis, ayant besoin d'un leader fort, apportèrent au pouvoir en 1981 le républicain conservateur Ronald Reagan. Ce dernier mît en pratique une politique « très » pragmatique plus contenue aux intérêts des États-Unis. Tandis que l'Amérique du sud ne constituait plus un sujet de préoccupation, l'Amérique centrale et les Caraïbes devenaient stratégiquement important pour les États-Unis pendant ce mandat.

Contrairement à Carter, Reagan, redécouvrant la théorie de dominos, soutint les guerres anti-communistes menées par les gouvernements militaires et les *contras*, peu respectueuses des droits de l'homme et de la démocratie. Au nom de faire savoir au monde que les États-Unis n'avaient perdu ni leur force ni leur foi dans leur destinée manifeste, l'administration Reagan soutint les guerres contre les révolutionnaires « sans limites. » Les pays comme El Salvador, Nicaragua et Guatemala devinrent les terrains des guerres civiles sanglantes. Le 25 Octobre 1983, les marins n'hésitèrent pas à intervenir directement à Grenada au nom de la libération contre le communisme.

Au Nicaragua, l'administration républicaine utilisait diverses sortes de moyens pour sa lutte : Blocus diplomatique et économique, minage des ports, soutien financier à l'opposition armée contre-révolutionnaire, *les Contras*. « *Pour les États-Unis de M. Reagan, Nicaragua était un second Cuba. Non seulement en effet, le FSLN a bénéficié du soutien de Cuba pour s'armer et résister contre le régime de Anastasio Somoza, mais le personnage de Cesar Augusto Sandino auquel se réfèrent les Sandinistes et qui est l'emblème de la résistance à la domination des États-Unis sur le Nicaragua dans les années 1920-1930, était déjà soupçonné par l'Administration américaine de l'époque, d'être soutenu par le 3^{ème} Internationale.* »⁷⁴

Même aujourd'hui le but de l'interventionnisme Américain au nom de la lutte contre le communisme et leurs comportements (les plus symboliques) envers le Cuba et le Nicaragua demeure un sujet discutable. Tant d'analystes affirment que la lutte anti-Soviétique était un prétexte de l'interventionnisme américain.

Toutefois, avec la fin de la guerre froide, les intérêts des États-Unis s'orientèrent plutôt dans le domaine économique.

⁷⁴ Renée Fregosi, *op-cit.*, p. 86.

4) « L'arrière-cour » après la guerre froide

L'invasion de Panamá par l'opération militaire « Juste Cause » le 20 décembre 1989, le débarquement de 20 000 soldats américains dans le pays et le Sommet des Amériques en 1994 en vue de créer une zone de libre-échange hémisphérique peuvent être considérés comme des indicateurs du nouveau processus des relations interaméricaines.⁷⁵ Cette invasion fût la première qui ne devait rien à l'affrontement Est-Ouest. L'objectif étant de renverser un dictateur accusé de trafic de drogue. Ainsi, les nouvelles priorités de Washington à l'égard de l'Amérique latine seraient la défense de la démocratie, la lutte contre le narcotrafic et la libéralisation des marchés.

Une politique multilatérale et d'idéalisme relative a été menée à l'époque de Clinton. Les États latino-américains s'efforçaient d'adapter leurs économies aux marchés mondiaux et appliquer les politiques économiques néolibéraux. Les politiques d'ouverture et la libéralisation furent mises en œuvre par une nouvelle génération de dirigeants ultra-libéraux, formés à l'international et qui défendaient les thèses d'une nouvelle mondialisation capitaliste où les idéologies n'étaient plus considérées comme un danger éminent.

Pendant ce processus, les économies latino-américains deviendront « plus américanisées ».⁷⁶

Imposer des normes économiques au continent ne sont pas pour Washington les seuls moyens de gérer les relations avec le sud. La collaboration des États-Unis avec les armées latino-américaines continuèrent dans le domaine de la lutte contre le trafic de la drogue. Cette nouvelle lutte, est considérée d'après certains analystes comme un régulateur des relations interaméricains qui procura aux États-Unis un instrument de pression sur les gouvernements latino-américains, en particulier sur les pays andins, l'Amérique centrale et le Mexique.

Le plan de lutte contre le trafic de drogue le plus connu ainsi que discuté est celui de

⁷⁵ Alain Rouquié, , *op-cit.*, p. 440.

⁷⁶ « Les États – Unis, pays continent encore replié sur lui – même en 1960, ont triplé en trente ans la part exportée de leur PNB, et 'les marchés émergents' du tiers monde occupent dans leur commerce extérieur une place grandissante. L'Amérique latine est la région du monde où la croissance des exportations américaines a été la plus forte. De 1990 à 1996, les exportations américaines vers l'Amérique latine ont triplé. En 1996, elles ont augmenté deux fois plus que le commerce américain avec le reste du monde. L'Amérique latine constitue désormais pour les États – Unis un marché plus important que l'Union européenne. L'idée directrice qui structure ce néo – panaméricanisme économique, comme hier le système défensif interaméricain : un hémisphère fermé dans un monde ouvert » *Ibid.*, p. 442.

Colombie. Le Plan Colombie, mis en place en 1999, est un plan d'aide dont les premiers objectifs déclarés étaient de mettre fin au trafic de drogue et aider à l'établissement de la démocratie dans ce pays. Mais on a découvert ensuite que le Plan, pour le quel Washington a dépensé jusqu'à ce jour 4,7 milliards de dollars, avait un objectif supplémentaire, celui de vaincre la guérilla.⁷⁷ D'après James Petras, l'un des plus connus des intellectuels de la gauche latino-américaine, le but réel du Plan Colombie pour les États-Unis était de perpétuer la présence de l'armée américaine, qui faisait partie de la stratégie d'interventionnisme historique du pays, en Amérique latine. En plus, les groupes de guérilla colombiens (Les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de Libération Nationale (ELN), qui étaient populaires dans la campagne colombienne, étaient des vraies obstacles politiques devant les stratégies politico-économiques des États-Unis.⁷⁸ D'après les critiques du Plan, les relations entre les militaires, les politiciens et les trafiquants de drogue et le caractère autoritaire du régime politique constituaient d'ailleurs les preuves des objectifs « différents » du plan.

Dans la nouvelle période de panaméricanisme, l'aide publique au développement ne vît pas le jour. Aussi, dès la dissipation du « péril communiste », les points chauds de la région tombèrent dans l'oubli. « *Au Honduras, l'aide économique et alimentaire américaine est passée de 190 millions \$ en 1990 à 28 en 1996. L'assistance économique octroyée par les États – Unis à l'Amérique centrale – en cours de reconstruction – a été divisée par dix entre 1980 et 1995. Aussi, malgré le discours panaméricain sur les bienfaits prochains d'un 'hémisphère uni' et en dépit de la fascination exercée par les perspectives ouvertes au Sommet de Miami, le sentiment prévaut en Amérique latine que le sous - continent a cessé d'être une priorité pour Washington.* »⁷⁹

Il est indiscutable que les attentats terroristes envers les États-Unis en 11 septembre 2001, ont marqué un point de fracture dans la politique étrangère de ce pays et par conséquent dans les relations internationales.⁸⁰

5) L'effet de 9/11 sur les relations nord-sud

⁷⁷ Hectór Mondragón Báez, "Plan Colombie et Démocratie", Février 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2043>, visité le 10. 05. 2007

⁷⁸ James Petras, *op-cit.*, p. 194.

⁷⁹ Alain Rouquié, *op-cit.*, p. 444.

⁸⁰ Füsün Türkmen, "ABD'nin Dış Politikası: Devamlılık ve Değişim", *Doğu Batı*, No:32, Juin – Juillet 2005, p. 157.

Tout au début de son administration, George W. Bush a déclaré que l'Amérique latine serait une priorité pour leurs politiques étrangères. Tandis que les victoires des parties gauches latino-américains inquiétèrent le pays, les attaques du 11 Septembre orienta l'attention principale de la politique étrangère des États-Unis vers le Moyen Orient. Le pays proclama immédiatement la guerre contre le terrorisme (qui est un symbole utilisé beaucoup dans la manipulation de l'opinion publique) et la dénonciation de *l'Axe du Mal* (la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak). Au bout de cette nouvelle guerre, les États -Unis qui demandent le soutien de l'Amérique latine témoignèrent d'un grand désenchantement.

La Maison Blanche a été outragée quand les représentants du Chili et du Mexique, Amérique latine sur le Conseil de sécurité de l'ONU en 2003 et deux des alliés les plus étroits de Washington dans la région, s'opposèrent à une résolution approuvant l'invasion de l'Irak. En fait, entre les 34 latino-américains et des Caraïbes, seulement sept ont soutenu la guerre. Six d'entre eux (le Costa Rica, la République Dominicaine, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, et le Panama) s'engagèrent dans les négociations commerciales avec les États-Unis alors. Et le septième, Colombie, reçut une compensation d'aide militaire de plus de \$600 millions par an, de la part des États-Unis.⁸¹

Le tournant vers la gauche, le refus de soutenir la guerre contre le terrorisme, l'engagement avec de nouveaux partenaires économiques européennes et asiatiques, la montée de l'anti-américanisme et des figures politiques qui n'hésitent pas à contredire les intérêts de l'administration Bush dans le domaine diplomatique -comme Hugo Chavez- ont contribué à une considération néfaste des relations « injuste » entre les États-Unis et les pays d'Amérique latine.

Aujourd'hui tant d'analystes discutent encore les raisons de la crise des relations entre les États-Unis et l'Amérique latine. Peter Hakim, le président de *Inter-American Dialogue*, dans son article publié dans *Foreign Affairs*, prétend que les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine sont aujourd'hui à leur plus bas degré depuis la fin de la guerre froide. D'après Hakim, les deux côtés aussi sont responsables de cette situation: «*Les relations des Etats – Unis et l'Amérique latine se sont sérieusement détérioré – le résultat des échecs de la conduite de Washington, de la position intransigeante des Etats - Unis sur beaucoup de*

⁸¹ Peter Hakim, "Is Washington Losing Latin America", *Foreign Affairs*, Janvier – Février 2006

*questions critiques, et de la réticence des administrations de la facture Clinton et George W. Bush de se tenir jusqu'aux collègues électoraux domestiques puissants. Les États - Unis ne sont pas le seul coupable, cependant. Les dirigeants latino - américains ont également exécuté mal. Certains des chefs de la région se sont tournés vers la rhétorique populiste et anti - Américaine aux défenseurs et aux voix de victoire.»*⁸²

Le domaine des relations avec l'Europe, est aussi important pour exposer la relâchement de la position de l'arrière-cour. A partir des années 1990, les pays latino-américains ont recherché des nouvelles relations économiques avec des pas économiques hors des États-Unis.

Comme l'Amérique latine est devenu l'arrière-cour des États-Unis par la cessation de ses relations avec l'Europe, le retour de l'Europe sur le continent cette fois, est le signe de l'affaiblissement de l'hégémonie des États-Unis.

Les européens revinrent sur le continent d'abord par l'Amérique centrale, à travers l'UE, avant de combiner des actions bilatérales et multilatérales à travers l'ensemble de l'Amérique latine. La coopération s'établit tout d'abord dans le domaine commercial. À l'opposé des principes qui régissent les accords commerciaux avec les États – Unis, les accords européens incluent des engagement de fonds importants pour aider au développement économique et au pluralisme politique. *« Les relations de l'EU avec l'Amérique latine dans son ensemble comportent deux volets: le dialogue politique dans le cadre du groupe de Rio et la coopération axée sur les lignes de la stratégie de 1995, qui s'est avérée positive. L'UE est en outre le premier bailleur de fonds pour l'Amérique latine avec plus de 60 % du total reçu par la région (environ 2, 2 milliards d'euros), et aussi le deuxième partenaire en matière de commerce et d'investissement. »*⁸³

Les analystes présentent aussi les relations avec la Chine comme une autre preuve à l'affaiblissement de la prédominance des États-Unis. L'intérêt de la Chine en Amérique latine est assez important et a tendance à s'accroître. La région est devenue une source essentielle des matières premières et des produits alimentaires pour la Chine. Dans les six dernières années, les importations de l'Amérique latine depuis la Chine se sont multipliées par plus que six fois, presque 60 % par an. Pékin relève également un défi politique important dans la

⁸² *Ibid*

⁸³ Renée Fregosi, *op-cit.*, p. 89.

région: des 26 pays qui identifient Taiwan, 12 sont en Amérique latine ou dans les Caraïbes. La Chine vise à réduire ce nombre par une diplomatie agressive, aussi bien qu'à travers le commerce, des aides économiques, et un taux d'investissement accrus. Aujourd'hui beaucoup de gens en Amérique latine voient la Chine comme une alternative économique et politique en face de l'hégémonie des États-Unis. Et les leaders de gauche, inclus Lula De Silva, s'engagent à consolider leur relations avec la Chine, dans le domaine de la politique, de l'économie et ainsi que dans le domaine militaire de jour en jour.⁸⁴

Comme on le voit, le concept de la politique étrangère reposant sur les intérêts unilatéraux au lieu d'être réciproques, mis en oeuvre de temps en temps par des interventions militaires directes et la plupart du temps par la complicité des élites et des armées dans les pays dans le processus historique, a créé auprès des peuples de l'Amérique latine la réaction anti-Yankee⁸⁵ et l'antiaméricanisme est devenu un principe invariable dans toutes les luttes populaires des périodes différentes. Les luttes politiques englobant même des luttes militaires contre l'hégémonie des États-Unis ont été menées naturellement par différents facteurs politiques et avec des instruments divers au cours de l'histoire.

Dans la période qui s'étend du milieu du 20^{ième} siècle jusqu'à nos jours, c'étaient les partis politiques de gauche et les organisations qui occupèrent la place centrale parmi les acteurs cités. Aujourd'hui, les peuples d'Amérique latine dont la mémoire collective a enregistré les réactions anti-Yankee, accusent les États-Unis en matière des incidences économiques, politiques et sociales négatives ainsi que pour des coups d'état antidémocratiques, des guerres contre-révolutionnaires et des programmes économiques néolibéraux appliqués dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Par conséquent, les partis de gauche pour qui l'anti-américanisme constitue une instance centrale sont aujourd'hui supporté par la grande majorité des populations les plus lésées par les politiques des États-Unis. Et cela doit être interprété comme une manifestation de la réaction contre les États-Unis.

Dans cette période de tendance vers la gauche, notamment à la suite de la fracture du 11 septembre, le positionnement du Proche Orient au centre de la politique extérieure des États-

⁸⁴ Peter Hakim, *op-cit*.

⁸⁵ D'après Jacques Lambert et Alain Gandolfi « la réaction anti-yankee » qui est tres fort ancienne, s'exprime par un nationalisme séculaire qui débouche plus récemment, et dans des conditions difficiles, vers un latino-américanisme qui est loin d'avoir pu ou d'avoir voulu complètement s'affirmer. Jacques Lambert et Alain Gandolfi, *Le Système Politique de l'Amérique Latine*, Presse Universitaires de France, Paris, 1987, p. 180.

Unis a causé de plus en plus l'assouplissement des relations d'hégémonie et l'accès des partis de gauche au gouvernement s'est converti en un processus moins problématique par rapport aux décennies antérieures.

Comme on le voit, les pays de l'Amérique latine n'ont accepté ni les occupations d'Afghanistan ni celle d'Irak, non plus la guerre contre le terrorisme qui est le prétexte idéologique de ces attentats. Finalement, même l'Équateur et la Colombie qui étaient des alliés proches des États-Unis avant les élections ont refusé malgré les insistances des États-Unis de signer la reconnaissance de l'inviolabilité accordée aux États-Unis, par le Tribunal Pénal International.

Le respect peu satisfaisant du droit international par les États-Unis dans ses interventions en Afghanistan et en Irak, le non-lieu des raisons des interventions militaires, les violations des droits de l'homme, la chute au chaos des deux pays et la perte de légitimité internationale par la résistance en Irak ont donné une certaine marge de manoeuvre aux nouveaux gouvernements dans le continent. Cette situation a renforcé les positions dans la mise en oeuvre de certaines politiques de ces gouvernements menaçant les intérêts des États-Unis. En outre, comme conséquence des interventions militaires, la chute de la valeur du dollar américain et la hausse du prix du pétrole a renforcé le bloc latin, et cela permit la création d'un crédit alternatif par Hugo Chavez pour les pays du continent comme l'Argentine, le Brésil, l'Équateur et par conséquent, entraîna l'affaiblissement de la prédominance du FMI sur l'activité financière du continent. La possibilité de croissance du capital et des investissements dans des pays d'Amérique latine tout au long de ces dernières années, favorisèrent les conditions pour la réussite des gouvernements de gauche.

Tous ces développements des dernières années, ont nécessité la réformation des politiques de défense des États-Unis. Mais il paraît impossible de devancer ces mouvements de gauche par des anciennes méthodes de l'époque de la guerre froide; comme le montre l'insuccès de la tentative de coup d'état contre Chavez en 2002. L'administration de Bush qui s'en est rendu compte, a entrepris une quête d'autres instruments. L'importance attribuée par Bush à certains pays d'Amérique latine et sa dernière visite sur le continent où il a continuellement parlé aussi de l'inégalité économique et non seulement de la croissance économique, donnent une idée à sur la nouvelle politique étrangère des États-Unis envers l'Amérique latine. On estime que les États-Unis s'efforceront de réhabiliter leur image de pays impérialiste qui s'est instaurée en

Amérique latine en sabotant le processus d'intégration, et porteront plus d'importance aux relations économiques avec les nouveaux gouvernements pour se faire des administrations amies. Mais cette nouvelle inclinaison ne veut absolument pas dire que les États-Unis qui s'orientent, après chaque crise limitant leurs forces, vers l'Amérique latine pour renforcer leur influence en dehors de leurs frontières, fermeront leurs yeux au fait que le continent commence à échapper à son contrôle, et par conséquent ne s'affronteront pas aux applications des partis de gauche qui contredisent parfois ouvertement leurs intérêts.

Après les facteurs subjectifs et conjoncturels, nous pouvons analyser les motifs subjectifs et politiques, les politiques qu'ont menées les partis et les mouvements de gauche en faveur des communautés victimes des politiques néo-libérales et des régimes militaires.

CHAPITRE 2 - FACTEURS SUBJECTIFS-POLITIQUES

Le fait que les nouveaux mouvements sociaux devenus les acteurs les plus efficaces dans ces dernières décennies parmi les acteurs politiques opposants en Amérique latine qui ont utilisé leur support au profit des parties de gauche lors des derniers scrutins a un effet significatif dans le processus de la mise en place des gouvernements de gauche en l'Amérique latine.

A - L'apparition de nouveaux mouvements sociaux

Les nouveaux mouvements sociaux évalués par les analystes latino-américains en tant qu'inclus dans la catégorie de la gauche sociale ont eu un effet en tant qu'acteurs politiques les plus importants dans la formation du processus de la formation des gouvernements de gauche sur le continent sous de diverses formes dans certains pays, en supportant directement la gauche politique, assurer la perte de pouvoir des forces politiques en face des partis de gauche ou porter leurs propres figures au pouvoir.

Il n'est pas possible de pénétrer dans la question du processus au cours duquel des parties de gauche dans ces pays ont accédé au pouvoir sans comprendre l'effet de ce mouvement sur la scène politique de l'Amérique latine composé d'ouvriers, de paysans, de femmes, d'indigènes, de pauvres urbains et des chômeurs qui ont subi des dommages lors des processus politiques et économiques des années précédentes.

Actuellement, Nestor Kircher se trouve porté au pouvoir en Argentine par le soutien des ouvriers chômeurs et des pauvres urbains, Lula de Silva en Brésil par le soutien des paysans sans terres, Tabaré Vázquez en Uruguay grâce au soutien des travailleurs qui s'opposent aux programmes de privatisations, Evo Morales en Bolivie, Michelle Bachelet au Chili avec le soutien des femmes et Rafael Correa en Équateur avec le soutien des indigènes. Nous pouvons aussi compter parmi les motifs les plus significatifs de l'augmentation de l'activité de la gauche dans les dernières années en Mexique, le mouvement zapatiste ainsi que d'autres mouvements indigènes et les nouveaux mouvements syndicaux de divers types. La raison de la mise en place du programme de la « Révolution Bolivarienne » de Hugo Chavez au Venezuela fût le mouvement des pauvres urbains éclaté en 1989 à Caracas. C'est ce même mouvement qui a pu empêché la tentative de coup d'état en 2002 et qui a de nouveau porté Chavez au pouvoir.

Pour évaluer à juste mesure l'effet de ces nouveaux mouvements sociaux en Amérique latine⁸⁶ dans le 'processus des gouvernements de gauche', il sera utile d'étudier les motifs entraînant l'émergence de ces mouvements, les processus de la progression et les différences des mouvements politiques du passé.

1) Les conditions socio-politiques du changement

Nous avons étudié plus haut en détail la destruction économique et sociale qu'ont subi les sociétés du continent causée par les coups d'état et des guerres civiles soutenu par Washington ainsi que les politiques néo-libérales qui les suivirent. Au cours de l'étude des couches sociales qui constituent la base de ces nouveaux mouvements sociaux, on mettra en évidence que ce sont les mêmes couches qui ont subi les effets les plus graves de la destruction sociale et économique à l'époque du militarisme mais plus particulièrement à

⁸⁶ La notion des nouveaux mouvements sociaux s'est introduit dans la terminologie des sciences sociales à la suite de 1968 par l'apparition de nouveaux mouvements anti-systémiques constatés notamment en Europe et dans divers pays du monde. Les analyses de ces nouveaux mouvements par des sociologues tels que Alain Touraine, Claus Offe et Jürgen Habermas offrent une large perspective pour comprendre les nouveaux mouvements sociaux récents en Amérique latine. Mais les nouveaux mouvements sociaux en Amérique Latine des années 1990 et 2000 comprennent des authenticités impossibles à comprendre uniquement par l'analyse du passé en cette matière. Voire les dernières progressions ont invalidées certaines thèses en la matière. Par exemple, comme l'a indiqué Marcelo Gomaez dans son article, la thèse de Touraine où il défend que ces mouvements sont propres aux sociétés démocratiques et pluralistes n'est plus valide aujourd'hui. Marcelo Gómez, "Social Movements and Collective Action in Latin America: Some Questions on the Potential Political Transformer of the Masses' Interventions", *Revista Themoi*, No: 007, 2003, redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/124/12400707.pdf, visité le 24.05.2007

l'époque des politiques d'économie néo-libérale.

Au cours de ces périodes, la plupart des couches qui ont enduré de graves conditions sociales comme la pauvreté, la dépossession, la précarisation des emplois, le chômage et l'oppression ethnique a initié le processus de la constitution des nouveaux mouvements sociaux par les réactions créées spontanément.

Dans les années précédentes, les mouvements sociaux consistait à des syndicats de prolétariat d'industrie et des mouvements paysans marxistes. Le processus politique et économique des dernières décennies a entraîné d'importants changements politiques et socio-économiques dans la structure des classes de l'Amérique latine et par conséquent, le principe de collision ainsi que les structures internes de ces mouvements se sont radicalement transformés.

Le processus de changement néo-libéral a eu un effet crucial sur la nature de toutes les classes sociales en Amérique latine aussi bien en qualité qu'en quantité. En nous référant à l'étude de James Petras sur le sujet⁸⁷, il nous paraît possible de résumer de la manière suivante ces changements dans la structure des classes suite à l'application des modèles politiques.

Dans plusieurs pays de l'Amérique latine, par suite de l'ouverture de l'économie aux marchandises d'importation de bas prix, le nombre des ouvriers employés dans l'industrie a diminué, un système fondé sur l'embauchement d'ouvriers sans sécurité sociale s'est formé peu à peu dans les zones de libre-échange; les usines de montage, appelées *maquiladoras* ont diminué le nombre d'ouvriers qualifiés et ont créé des industries travaillant avec des ouvriers contractés. Le taux de ce type employés dans la classe ouvrière a diminué dans plusieurs pays. Le taux des ouvriers sans syndicats étant baissé, le poids socio-politique des ouvriers d'industrie dans la classe ouvrière a été relativement affaibli. Par ailleurs, dans les pays tels que l'Argentine, le Pérou, la Bolivie, la Colombie, le Brésil, le Venezuela et le Mexique, le nombre des chômeurs et d'employés précarisés a augmenté rapidement et s'est élevé de 40 % à 80 %. Le soutien donné à la stratégie de croissance basé sur l'importation avec les marchandises importées à subvention et au prix inférieur a entraîné la faillite des petits fermiers et la migration de la population paysanne.

⁸⁷ James Petras, *op-cit.*, pp. 64-74.

Au delà de 90 % des subventions de l'État ont été transférées aux exportations de produits agricoles de grande taille et les petits producteurs se sont trouvés dépourvus des crédits de l'État. Les politiques agraires ont augmenté le nombre et le taux des paysans sans terre; la centralisation des terres d'une façon progressive, la confiscation des terres du peuple, le montant excessifs des frais des fermes et les bas prix des producteurs des biens d'alimentation ont privé les populations paysannes de la part au marché et de la marge de profit. En conséquence d'une demande croissante de main d'œuvre dans l'industrie et de l'immigration entraînée par les politiques agraires, une grande masse des pauvres urbaines a été formée autour des grandes villes.

Les travailleurs du secteur public furent les plus affectés de ce processus. Notamment l'Équateur, la Bolivie, le Pérou, le Brésil, l'Argentine et la Colombie, par la suite des privatisations dans le domaine public les travailleurs ont été soumis à de lourdes contraintes comme démissions massives, salaires insuffisantes, clause de l'accomplissement du délai de travail, de la perte des pension de retraite et des autres droits sociaux.

Les hommes d'affaire de petite et de moyenne taille et les travailleurs qualifiés dans du secteur privé ont été également soumis à plusieurs lourdes contraintes. Les coûts élevés et la difficulté de trouver du crédit causèrent l'interruption du flux du liquide, les marchandises d'importation de bas prix provoquèrent la diminution des profits et ainsi, des milliers d'usines de petite et de moyenne taille finirent par faire faillite. Les grandes surfaces et supermarchés appartenant aux étrangers diminuèrent sérieusement la part des entrepreneurs de petite et de moyenne taille dans la vente au détail et dans le secteur alimentaire. Dans les grandes sociétés acquises par les sociétés nord-américaines ou européennes, notamment dans les banques, il y a eu des renvois massifs.

Comme nous le voyons, ce changement dans la structure de classe a transformé des masses « en qualité et en quantité » dans ce processus social à cette nouvelle époque et donnèrent lieu aux nouveaux mouvements sociaux à partir de leurs base véritablement « nouveaux ».

La perte de légitimité des gouvernements et des partis politiques aux yeux de couches sociaux a rendu l'espérance de pouvoir transformer le pays via des partis politiques peu convaincante pour la majorité des mouvements de base. L'inefficacité des parties de gauche, des syndicats, des mouvements de guérilla et d'autres types d'organisations révolutionnaires de l'époque

précédente en l'affirmation de leurs revendications causa l'orientation de ces masses qui ne toléraient plus de délai pour une solution efficace et qui avaient de diverses réclamations sociales, culturelles, politiques, sexuelles à côté de leurs demandes économiques qui visent des modèles d'organisation de type tout à fait différent.

Tous ces motifs sociaux, économiques et politiques ont créé les nouveaux mouvements sociaux pour la plupart tout au cours des années 1990.

2) Le processus de la formation de nouveaux mouvements sociaux

Les nouveaux mouvements sociaux de l'Amérique latine sont nés presque spontanément à la base de la société, dans les années 1980 et 1990, à des endroits « spécifiques » et pour des besoins tout à fait « concrets ». Leur dirigeants étaient des gens préoccupés par la stagnation économique (et parfois par le militarisme), frustrés par l'hierarchie et le sectarisme des groupes de gauche. Les premiers dirigeants étaient « plus politisés » que des gens simples, mais n'étaient cependant pas non plus des partisans des anciens types de mouvements révolutionnaires, ou des partis de gauche ou encore des syndicats. Ces dirigeants se situaient à cette époque, dans la sphère de micro. C'est dans ce contexte, dans ces sphères que des actions de protestation et de révolte ainsi que la recherche d'identités culturelles, éco-régionales, sociales, ethniques, sexuelles et autres se sont produites et se produisent encore comme des moyens d'auto-défense spontanés.⁸⁸ Ces actions, toutes ont été menées, virtuellement, en dehors des structures des partis ou des organismes préexistants.

Peu après les naissances de ces nouveaux mouvements des indigènes, chômeurs, paysans, femmes, ces derniers ont senti le besoin de lier de leurs protestations et luttes avec celles des autres. Ils ont commencé à organiser des forums, des rassemblements sur des thèmes spécifiques. C'est ainsi que les bases ont été fondées pour une culture politique et civile tout à fait différente par rapport aux anciens mouvements politiques. Cette coordination a provoqué par la suite, l'institutionnalisation de ces mêmes mouvements. Des structures politiques basées sur la démocratie interne, la participation de la base, des réunions ouvertes, une direction collective et régie sur le principe d'alternance, une transparence administrative absolue a vu le jour. Avec le temps, ces mouvements ont évolué du niveau micro au niveau

⁸⁸ Orlando Fals Borda, "Mouvements Sociaux et Pouvoir Politique: Développements en Amérique Latine", Juin 1994, <http://multitudes.samizdat.net/spip.php?article845>, visité le 17.05.2007

macro, et de la protestation à la proposition. « *Ce faisant, ils ont perdu les deux caractéristiques décrites ci - dessus : celle d'être nés d'une conjoncture limitée dans le temps, et celle d'être délimités dans l'espace. Ils ont instauré des voies de communication à deux sens, de la base au sommet, et du sommet à la base, avec des formes d'échange plus symétriques.* »⁸⁹

Malgré les pressions de l'État, ces mouvements se sont développés au point d'englober des régions socio-géographiques entières à travers les réseaux et les mécanismes de coordination déjà mentionnés (regroupements de conseils locaux, de groupes de travail bénévole de quartier, des coopératives de logements sociaux et de bidonvilles, des campagnes d'éducation populaire, etc....). Ainsi ils ont continué à résister aux tentatives d'instrumentalisation par des groupes de gauche radicale.⁹⁰

En franchissant le seuil du niveau micro au macro, en envisageant de renverser le cours du système économique et politique, en abordant les idées et objectifs généraux sans y sacrifier leur identité, leur intégrité, leur direction ou leur autonomie en tant que mouvements, les plus avancés parmi eux sont devenus des alternatives politiques fondamentales à plusieurs endroits. Ils ont constitué des alternatives qui ont tendance à s'implanter sur la scène politique à cause du vide créé par des partis et des mouvements politiques anciens.⁹¹

La nature civique et directe, l'engagement en faveur de la décentralisation et de l'autonomie régionale, la tolérance pluraliste basée sur la diversité culturelle sont les caractéristiques les plus remarquables des nouveaux mouvements sociaux.

D'après ces mouvements, la prise du pouvoir (par les méthodes des partis de gauche ou de guérilla) n'est pas suffisante en soi pour transformer le système. Ils sont presque tous contre la stratégie Jacobine. Ils s'approprient la stratégie de la transformation du bas vers le sommet, et pas l'inverse. « *Ce qui explique l'accent mis sur l'application immédiate des formes démocratiques et de la participation authentique, basée sur une philosophie fondée sur l'expérience de la diversité de gens de milieux divers, dans le quotidien et dans le rapport,*

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid*

⁹¹ *Ibid*

*entre les sexes. C'est une autre façon de voir, comprendre et de faire face à la vie. »*⁹²

De même, la forte réaction qui récuse la légitimité des institutions et gouvernements technocratiques et développementalistes se focalise particulièrement contre les plus centralistes et autoritaires, à savoir ceux qui monopolisent les processus décisionnels. Et cela semble logique vu les origines locales de ces mouvements qui continuent à insister sur leur identité et de leur autonomie comme le *sine qua non* de leur survie physique. L'un des aspects intéressants du moment actuel de redéfinition de la politique, c'est l'accent mis sur la fragmentation du pouvoir actuel et sur la réforme des règles en cours afin de laisser le champ libre à différentes approches innovatrices.⁹³

Finalement l'accent mis sur le pluralisme et la tolérance est une des leçons les plus importantes qu'on peut tirer de l'expérience de ces mouvements qui vivent le jour au cours de vingt dernières années. En effet ces mouvements doivent leur survie à leurs valeurs éthiques qui implique l'ouverture à 'l'Autre', en respectant son droit à la différence, en valorisant la diversité idéologique, artistique, culturelle et sociale.

3) La catégorisation des nouveaux mouvements sociaux

a) Les mouvements Indigènes

L'arrivée des mouvements indigènes sur la scène continentale est certainement l'un des phénomènes les plus saisissants de l'histoire sociale récente en Amérique latine. Depuis l'époque coloniale et jusqu'à une période récente, les peuples indigènes ont subi la domination, l'exploitation et la discrimination des oppresseurs. Paradoxalement, alors que la globalisation néo-libérale en cours est désastreuse à bien des égards pour ces personnes marginalisées, il a créé également les conditions qui les aident à émerger en tant qu'acteurs sociaux avec leur propre identité. L'accélération de la globalisation apporte avec elle les graines de la réaffirmation culturelle, locale et régionale.⁹⁴

Ils combinent, d'une façon tout à fait innovatrice, l'adhésion ethnique, la protestation morale et

⁹² *Ibid*

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ François Houtart, "Globalization of Resistance 2002 – Latin America", Septembre 2003, <http://www.social-movements.org/en/node/view/324>, visité le 19.05.2007

l'action sociale et politique. Leurs demandes concernant la reconnaissance de l'identité ethnique du peuple indigène selon les droits de l'homme aussi bien qu'une démocratisation véritable du pays et une critique des modèles économiques néo-libéraux. Leur sens d'identité est assez fort pour ne pas sombrer dans une dissolution ou s'effacer sous les pressions des efforts d'assimilation, mais, ils s'ouvrent suffisamment aux autres identités et aux autres groupes sociaux, ne restent donc pas renfermés sur eux-mêmes, isolés du reste du monde. Leurs rébellions multiplient leurs cravates avec d'autres-local, national et international.⁹⁵

Les mouvements naissants semblent avoir tiré des leçons des antagonismes d'hier entre les syndicats ruraux et les organismes indigènes. Tandis que les anciens, avec une orientation de la classe, donnent la priorité à la promotion des droits sociaux, ces derniers, plus culturalistes, tendent à adopter des options favorisant un sens d'identité par le rétablissement des traditions. Les rivalités entre les chefs des deux tendances étaient très fortes dans ces divisions du mouvement populaire rural. Ces mouvements réclament l'autonomie sans sécession et l'intégration sans assimilation.

Les mouvements indigènes les plus efficaces du continent se trouvent au Mexique et dans les pays andins.

Au Mexique, le mouvement Zapatiste, dont le nom vient du leader de la révolution mexicaine, Emiliano Zapata, avec son chef masqué, mystérieux, romantique et intellectuel, le sous-commandant Marcos⁹⁶, n'est pas seulement l'un des acteurs efficaces du pays mais du continent et même du monde⁹⁷ d'aujourd'hui.

Les Zapatistes sont entrés dans la scène politique « du monde » avec un soulèvement en 1^{er}

⁹⁵ *Ibid*

⁹⁶ « *Le vrai nom de Marcos est Rafael Sebastián Guillén Vicente. Issu de la classe moyenne et métisse, Marcos était professeur de philosophie à l'université de Mexico jusqu'à son arrivée dans le Chiapas en 1983, où il épouse la cause indigène. Imprégné de l'idéologie marxiste – léniniste, le porte – parole de l'EZLN avait déjà connu, auparavant, la lutte armée, dans ses formes classiques, et la répression. Au contact des Indiens et de ceux qui les côtoyaient à l'époque, les prêtres du diocèse de San Cristobal, inspirés par la théologie de la libération, son idéologie a évolué durant les dix années de préparation qui ont précédé le soulèvement du 1er Janvier 1994.* » Anne Vigna, « Sous – Commandant Marcos », *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007, p. 56.

⁹⁷ Il n'y a pas de doute que le nouveau mouvement social le plus médiatique du monde est EZLN. Ce dernier a accordé une priorité très importante à la communication avec le reste du Mexique depuis 1994. Les communiqués poétiques de Marcos ont été envoyés au monde entier via l'internet a fait naître un leader de guérilla contemporain. EZLN a construit des relations fortes avec les mouvements altermondialistes. Ils existent même des analyses prétendant que ce dernier n'a pas été lancé par les manifestations de Seattle en 2001 mais par le premier soulèvement des Zapatistes au janvier 1994.

janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Des combattants de l'armée zapatiste de libération nationale EZLN (L'Armée Zapatiste de Libération Nationale) formé de quelques milliers d'Indiens Mayas, le visage souvent caché par un foulard, ont pris momentanément le contrôle de cinq municipalités de Chiapas et ont déclaré leur volonté de combattre le gouvernement mexicain.

Ils réclament les droits économiques et culturels des peuples indigènes, la démocratisation du Mexique et l'arrêt des programmes néo-libéraux. Peu après cet événement choquant les autorités et quelques conflits militaires, les négociations avec le gouvernement débutèrent. Le processus des négociations qui ont duré deux ans est conclu par la signature des accords San Andrés qui portent sur les droits et culture indigènes. « Au début septembre de la même année, les commandants rebelles décident de suspendre le dialogue. En cause, essentiellement, les réticences gouvernementales à mettre en oeuvre les accords signés et le harcèlement militaire des villages et hameaux favorables aux zapatistes. »⁹⁸

Le mouvement Zapatiste a exposé au monde un type d'organisation jusque-là inouï. C'était une armée, mais qui ne vise pas le but de s'emparer du pouvoir et mener une guerre de guérilla. Les Zapatistes n'avaient pas marqué la prétention d'investir ni l'autorité ni la direction des gouvernements.

Le mouvement a poursuivi le chemin de la création « d'une autre vie ». Depuis 1994, l'EZLN a peu à peu constitué des zones autonomes indépendantes du gouvernement officiel, dans les quelles ils ont établi des services de santé gratuits et des écoles, tout en continuant leur lutte par des méthodes pacifistes que l'on pourrait comparer avec les méthodes de Gandhi ou de Martin Luther King.⁹⁹ Après plus de soixante – dix ans de pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a laissé sa place à la tête de l'État, en décembre 2000, au Parti d'action nationale (PAN). Certes, le nouveau président élu, M. Vicente Fox, s'est vanté en prenant le pouvoir de régler le conflit de Chiapas 'en un quart d'heure'.¹⁰⁰

Par la suite, Marcos et les représentants de l'armée zapatiste ont réalisé une marche désarmée à Mexico, nommé Zapatour, et ont pris la parole au Congrès au nom de la résolution de la

⁹⁸ Bernard Duterme, "Dix Ans de Rébellion Zapatiste au Chiapas", *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007, p. 54

⁹⁹ Marcelo Gómez, *op-cit.*

¹⁰⁰ Bernard Duterme, *op-cit.*

question indienne par des accords fiables. Peu après que l'EZLN fut retournée au Chiapas, le Congrès vota une version différente de la loi.

Après le retour au Chiapas, le mouvement continua à la création des régions autonomes nommés *caracoles* et mena sa lutte avec une stratégie plus silencieuse jusqu'en 2006.

Pendant les campagnes électorales de 2006, L'EZLN a organisé ce qu'elle a appelé *la Otra Campaña* (L'autre Campagne), faisant allusion aux campagnes électorales des partis, qui, pour l'EZLN, étaient « tous pareils ». C'est la première fois dans son histoire que le mouvement a tenté d'actionner devant les élections présidentielles. Marcos et les représentants de EZLN ont entamé une marche à travers des paysans au nom de construire un front politique formé des autres mouvements, syndicaux et les petits partis de gauche radicale aux élections. Tout le discours de Marcos, pendant des mois était sur la division du pays entre les riches et les pauvres. Cependant, l'EZLN n'a pas pu réaliser une large coalition de gauche à la fin de cette campagne.

C'est le leader de la droite centrale, Felipe Calderón, qui a remporté l'élection présidentielle de 6 juillet 2006, avec les 56 % des voix¹⁰¹, contre le candidat de la coalition du centre gauche Andrés Manuel López Obrador. Obrador a contesté les résultats et appelé à des manifestations et demandé un recompte des votes.¹⁰² Des millions des Mexicains ont manifesté à Mexico la présidence de Calderón. L'EZLN a soutenu fortement ce mouvement. Malgré les revendications des centaines de milliers de partisans de López Obrador qui ont occupé le centre ville de Mexico pendant tout l'été, seulement 9 % des bulletins de vote ont été recomptés et finalement le Tribunal fédéral électoral a rejeté, le 5 septembre, les allégations de fraude et a déclaré Calderón président légitimement élu.

EZLN a organisé une campagne de solidarité avec le peuple d'Oaxaca en décembre 2006, quand une révolte indépendante de mouvements sociaux émergea dans la capitale de l'État, Oaxaca, en réclamant la démission du gouverneur de l'État, Ulises Ruiz Ortiz. Prenant son origine dans une grève violemment réprimée des enseignants, cette vaste mobilisation sociale aujourd'hui rassemblée dans l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO) s'est transformée en un véritable gouvernement local alternatif.

¹⁰¹ Ignacio Ramonet, "Age d'or", *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007, p. 83.

¹⁰² Raphaël Canet, "Le Peuple Contre la Nation. Mobilisations Sociales et Démocratie au Mexique", *La Chronique des Amériques*, Janvier 2007, No: 2, www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_Canet_07_02.pdf -, visité le 5 Juin 2007

En Equateur, un mouvement indigène émergent s'est rendu efficace sur la scène politique. Tout au long de la décennie 1990, le mouvement indigène en Equateur, représenté en totalité par la CONAIE (La confédération des nationalités indigènes de l'Equateur), a agi efficacement sur la scène politique du pays. Le mouvement a étonné tous les mouvements mondiaux avec sa vitesse d'organiser le développement des structures locales et transterritorial avec une capacité croissante de convocation et de mobilisation. Tout ceci a rendu le soulèvement indigène national de 1990 possible, avec une grève civique et massive d'une semaine généralisée.¹⁰³

Les soulèvements de 1990, 1992, 1994, 1997 et 1998 n'ont pas seulement permis à la CONAIE d'élargir ses terres et ses moyens de développement, mais aussi de repousser les hausses de prix d'énergie ainsi que les diverses mesures d'ajustement structurel exigées par le Fonds Monétaire International (FMI).¹⁰⁴ Le mouvement a obtenu des victoires dans le domaine des droits culturels aussi.

En janvier 2000, les Indigènes étaient de nouveau dans les rues de Quito, (avec une partie de l'armée et d'autres mouvements sociaux) pour manifester contre le projet du président Jamil Mahuad qui avait le but de remplacer la monnaie nationale et le sucre par le dollar américain. Le congrès fût occupé, M. Mahuad a dû quitter la présidence, mais le vice-président Gustavo Noboa qui l'a remplacé a continué à la politique de dollarisation.

L'expérience de soulèvement de 2000 a eut pour effet de dénoncer la fragilité du mouvement devant des pressions internationales. Une grande partie des membres de CONAIE a donc accepté de participer au processus des élections.

A cette occasion, un officier métis, le colonel Lucio Gutiérrez grâce au soutien de la CONAIE est élu président de la République deux ans plus tard. La CONAIE est entrée d'une manière imposante au gouvernement. Mais avec l'orientation de M. Gutierrez aux politiques néolibérales, les représentants indigènes au Congrès se sont opposés au président. Le gouvernement a co-opté une partie des dirigeants de la CONAIE, notamment ceux de

¹⁰³ Bernard Duterme, *op-cit.*

¹⁰⁴ Laurent Tranier, "Les Indigènes Équatoriens Face au Défi Évangélique", *Le Monde Diplomatique*, Avril 2005, p. 18.

l'Amazonie. L'objectif de Gutierrez était la destruction et la dissipation de la CONAIE. Sous son mandat, un attentat a été perpétré contre le président de la CONAIE, au cours duquel le fils du président a été grièvement blessé. Finalement la CONAIE s'est affaiblie pendant cette période.

Le soulèvement indigène dans le pays qui a commencé en mars 2006 contre la prétention du gouvernement provisoire d'Alfredo Palacio de signer un traité de libre-échange avec les États-Unis, fût la première grande mobilisation indienne après une longue crise.

Mais aux élections présidentielles du 26 novembre 2006, le mouvement est divisé en trois branches. La branche, qui est formée de groupes essentiellement constitués de dirigeants provinciaux, d'intellectuels indiens et de quelques dirigeants nationaux de la CONAIE, a soutenu le leader du centre-gauche Rafael Correa aux élections présidentielles de novembre 2006. Grâce à ce soutien, Correa a gagné au second tour dans toutes les provinces de l'Est du pays et de la Sierra avec une moyenne de 67%.¹⁰⁵

Le cas de la Bolivie est politiquement « original ». Après l'imposant cycle de protestations orienté par de nombreux groupes d'organisations indigènes et syndicaux, entre les années 2000 et 2005¹⁰⁶, les mouvements indigènes boliviens ont, pour la première fois, réussi à élire un président indigène : Evo Morales. Ce dernier, le leader du parti MAS (Le Mouvement vers le Socialisme) a gagné les élections présidentielles en 2005 avec un fort soutien des mouvements sociaux. D'ailleurs, différemment des autres pays du continent, le MAS est un parti formé des représentants des mouvements sociaux. Donc c'était une victoire directe des mouvements sociaux aux élections en Bolivie. Nous analyserons le MAS d'une manière plus détaillée dans la deuxième partie de notre étude.

b) Les mouvements ruraux

Les mouvements ruraux sont très populaires en Amérique latine depuis le début des années 1990. La popularité actuelle du discours sur la réforme agraire est en grande partie due au travail faite par les organisations comme le FENOC (la Fédération Nationale d'Organisations

¹⁰⁵ Nelson F. Núñez Vergara, Équateur, "Nouveau Gouvernement de Gauche, Quelles Perspectives? ", Février 2007, <http://www.alterinfos.org/spip.php?article725>, visité le 18.05.2007

¹⁰⁶ Walter Chávez, "L'Abc de la Crise Politique Bolivienne", 7 Mars 2005, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1290, visité le 19.05.2007

Paysannes) en Equateur, le MST (Mouvement des Sans-Terre) au Brésil et le FNC (la Fédération Nationale Paysanne) au Paraguay.¹⁰⁷

Le MST est probablement le plus populaire (et le plus célèbre au monde) de ceux mentionnés, ainsi pour des raisons de clarté dans notre étude, nous la traiterons exclusivement. La question de la réforme agraire au Brésil a été l'un des problèmes significatifs pendant les 30 dernières années. Le MST est un mouvement qui lutte pour la réforme agraire mais en même temps crée les possibilités de survie pour les paysans sans terres en « occupant, résistant et produisant ».¹⁰⁸

Ce mouvement est né au début des années 1980 avec les objectifs d'inciter les partis à mettre en vigueur une réforme agraire, de donner conscience aux travailleurs agricoles concernant leur l'intérêt de soutenir le mouvement et surtout d'occuper les terres des grands propriétaires comme une stratégie de lutte. Depuis sa création il a connu un tel essor qu'aujourd'hui il est devenu un acteur incontournable tant au Brésil que sur le plan international. En 1985, un an après sa fondation, le Mouvement avait déjà réalisé trente-cinq occupations de terre et mobilisé un peu plus de dix milles familles. Dix ans plus tard, cent quarante six occupations étaient en place et regroupaient plus de quarante milles familles. Aujourd'hui on estime que plus de cent milles familles (environ cinq cent milles personnes) participent au Mouvement.¹⁰⁹

Le Mouvement des paysans sans terre a provoqué une prise de conscience d'une ampleur sans précédente au Brésil sur l'urgence de la réforme agraire. Privilégiant l'autosuffisance alimentaire et la diversification des cultures, contrairement aux grands propriétaires terriens, le mouvement des paysans sans terre cherche d'abord à nourrir ceux qui travaillent la terre.¹¹⁰

Le Mouvement des Sans Terre repose sur une organisation verticale mais du bas vers le haut. Chaque famille membre d'un *assentamento* fait partie d'un *núcleo* (noyau) qui regroupe 10 familles. Chaque *núcleo* élit un coordinateur et une coordinatrice. Chaque secteur du Mouvement des Sans Terre est représenté dans les nucléos : Production, éducation, genre,

¹⁰⁷ Alexandros Gezerlis, "Latin America: Popular Movements in Neoliberal Modernity", *Democracy & Nature*, Vol. 8, No. 1, 2002, p.102.

¹⁰⁸ Le fameux slogan « Ocupar, Resistir, Produzir! » (Occuper, Résister, Produire!) de MST, utilisé peu après par des autres organisations, non seulement explique la vision de la lutte de ce dernier mais aussi la stratégie de l'action directe de tous les nouveaux mouvements sociaux du continent.

¹⁰⁹ Jean Luc Pelletier et Philippe Guinot, "L'Histoire de la Lutte Pour la Terre au Brésil", *Info Terra*, No: 5, Janvier 2001, <http://www.france-fdh.org/terra/infoterra/jan2000.htm>, visité le 20.05.2007

¹¹⁰ *Ibid.*

communication, culture, droits de l'homme, relations internationales, jeunesse, environnement et santé. Ce schéma se répète à l'échelle des *assentamentos*, des Etats et au niveau fédéral. La prise de décision revient à un aller / retour constant entre la base et les différents niveaux de représentativité.¹¹¹

Au niveau économique, la production est organisée d'après des principes de coopératifs et tandis qu'il vise la productivité élevée, le MST favorise le développement écologique par des techniques alternatives pour fertiliser le sol et préserver les graines indigènes aussi bien que le rejet des pesticides qui nuisent à l'écosystème. L'accès aux soins médicaux est facilité par l'établissement des usines dans lesquelles les médicaments sont produits selon des règlements de MST ce qui assure pour les paysans une indépendance vis-à-vis des entreprises multinationales de pharmaceutique. De même, l'éducation suit les principes de la pédagogie de libération, favorisant un apprentissage collectif, enraciné dans un contexte politique et stimulant la réflexion et une attitude critique au cours d'apprentissage.¹¹²

Le MST a donné toujours l'importance aux élections au Brésil. Lors des campagnes suivant le régime militaire, le mouvement a toujours soutenu le PT (Parti des Travailleurs) en 1984, 1989, 1994 et 1998. Lors de la campagne électorale 2001 le mouvement a appuyé fortement le candidat de gauche, Lula da Silva. La raison de son soutien était motivé par les demandes de la réforme des terres, la création d'emploi dans le milieu rural, la production d'aliments pour tous et l'investissement dans l'agriculture familiale. Soutien de MST était la clé du succès de Lula aux élections dans lesquelles 115 millions d'électeurs ont voté.

Avec Lula à la présidence, le MST a continué sa lutte pour la réforme agraire et a maintenu sa stratégie d'occupation des terres. Malgré la déception de ses adhérents devant les politiques sociales de Lula, ce premier a renouvelé son soutien à Lula aux élections de 2006, mais cette fois plus passivement. Actuellement, MST adopte une position critique, mais de dialogue, selon les termes de leur dirigeant le plus connu, João Pedro Stédile.¹¹³

c) Les Mouvements de chômeurs et de pauvres urbains

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² Marta Harnecker, *MST: Bir Hareket Yaratmak*, Kalkedon, İstanbul, 2006, p.12.

¹¹³ Emir Sader, "Rendez – Vous au Brésil", *Manière de Voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007, p. 79.

Plus haut, nous avons montré que la structure des classes sur le continent a changé suite à la destruction causée par les politiques néo-libérales dans la structure sociale et la quantité des masses de chômeurs et de pauvres urbains a largement augmentée. Etant donné que les syndicats et les organisations de gauche dans plusieurs pays qui représentent un petit nombre d'ouvriers d'industrie et qui recherchent la réconciliation sont loin d'être le moyen de lutte de ces sections, ils se sont automatiquement dirigés vers des modes de mouvements d'un tout nouveau type.

Le mouvement le plus connu des chômeurs et des pauvres urbains du continent est sans doute celui d'Argentine. Le modèle néo-libéral appliqué tout au long des années 1990 a produit chaque année des milliers de chômeurs. « Le taux de chômage a monté de 8 % en 1992 à 18 % en 1995; entre 1989 et 2000, le nombre d'ouvriers en activité a chuté de 35 % ». ¹¹⁴

Les mouvements sociaux de l'Argentine sont devenus des acteurs de premier plan à la suite de la profonde crise politique-économique et social du décembre 2001. Le 19 et 20 décembre la crise a éclaté dans le pays et le président Fernando de la Rúa a dû abandonner le pouvoir à la suite de gigantesques manifestations nommées *cacerolazo*. Les masses sont descendues dans les rues en faisant du bruit en frappant sur les casseroles vides et en criant « *Que se vayan todos!* » (Qu'ils s'en aillent tous!). Ce slogan était adressé à une classe politique complètement discréditée, revendiquant la disparition totale de partis traditionnels et l'attribution d'un rôle majeur à la société civile ainsi qu'aux autres formes d'organisation par le bas. La crise de 2001 a ouvert la voie à l'émergence de nouveaux protagonistes comme les nouveaux acteurs. Parmi les nouveaux mouvements sociaux organisés, la plus grande place a été tenue par le mouvement de chômeurs et de pauvres urbains nommés *piqueteros*.

Nés au milieu des années 1990 en réaction aux licenciements massifs effectués par la compagnie pétrolière nationale YPF, les « piquetes », ont procédé par des blocages de route souvent accompagnés de campements provisoires et autogérés par les manifestants qui se sont rapidement étendus dans le pays. Cette forme de protestation sociale a donné son nom à des dizaines de mouvements regroupant des centaines de milliers de chômeurs et de pauvres urbains en lutte, *les piqueteros*. Au – delà de leur hétérogénéité, ces groupes partagent un

¹¹⁴ Cécile Raimbeau, « Les Argentines Occupent, Résistent, Produisent... », *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007, p. 83.

espace commun traversé par des registres d'action précis, parmi lesquels le piquet ou le barrage routier, l'inscription territoriale (le travail communautaire dans le quartier), la démocratie directe, et l'institutionnalisation d'une relation avec l'Etat, par la supervision de plans sociaux et le financement de projets productifs (Les jardins communautaires, les boulangeries, les entreprises textiles, les coopératives d'eau et de construction etc...).¹¹⁵

En outre le mouvement national des fabriques récupérées par les travailleurs (MNFRT) est l'un des organisations efficaces de chômeurs suivant *les piqueteros*. Depuis la crise économique, les chômeurs luttant sous le tutorat de cette organisation occupent leurs entreprises en faillite et les remettent en marche sans patrons. Ils ont obtenu même des droits légaux pour en continuer l'exploitation pendant le gouvernement de Nestor Kircher.

Le candidat Péroniste de gauche, Nestor Kircher a tenté de construire des forts relations avec *les piqueteros* et ainsi les autres mouvements de chômeurs pendant la campagne électorale en 2003. Avec son discours anti-néo-libéral et des promesses aux piqueteros, ce dernier a augmenté ses voix pour les élections présidentielles. Donc la première clé de la victoire de Kircher a été de canaliser l'énergie politique des mouvements de chômeurs aux élections. Durant la présidence de Kircher, le mouvement a été divisé et affaibli sur la scène politique du pays.

Le Vénézuéla est totalement atypique dans le cas de mouvements sociaux. C'était la fameuse révolte des pauvres urbains en 1989, *Caracazo*, qui a donné la possibilité à Hugo Chavez de devenir « le héros du peuple » et de gagner des victoires électorales. Mais au Venezuela il n'y a aucun mouvement social autonome significatif qui a développé des expériences précédentes. Néanmoins, du *Caracazo* de 1989 jusqu'aujourd'hui, et vu l'évidence de la décadence complète des systèmes de médiation des parties traditionnelles, il est possible d'observer une tendance de l'action collective directe du caractère politique. Les successions des concentrations et des manifestations colossales pour l'exposition d'un appui actif au gouvernement donnent les indices de la substitution d'une volonté collective et d'un contexte dynamique politique qui institue son propre rapport direct avec le processus gouvernemental au vieux dispositif du rapport chefs-masses. On peut dire qu'il ne s'agit ici ni d'une logique des mouvements sociaux ni d'une logique de commande civique. Tous ces conflits semblent

¹¹⁵ Maristella Svampa, "Argentine: Gauches et Mouvements Sociaux", 31 Mai 2006, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1737, visité le 05.12.2006

être guidés par la motivation d'accéder aux ressources de l'Etat. L'insurrection civile, puis l'intervention militaire d'avril 2002 qui s'appuyait sur une base populaire et militaire à la fois, et la grève au début de cette grande manifestation de l'année montrent clairement que les interventions des masses sont immédiates et crûment politique, exprimant presque exclusivement la réclamation du droit de régir.¹¹⁶

d) Les mouvements des droits de l'homme

Le mouvement de la justice en Argentine est l'un des premiers des nouveaux mouvements sociaux latino-américains sous la catégorie de droits de l'homme. A partir de 1980, ce mouvement est né en Argentine par la pression des demandes de la justice concernant les violations des droits de l'homme sous l'ancien régime autoritaire. Le mouvement, *Les Madres de Plaza de Mayo*, (Les Mères de la Place de Mai), formé des mères dont les filles et fils sont disparus à l'époque du régime autoritaire, sont devenus des acteurs politiques efficaces sur la scène politique de l'Argentine en luttant sans arrêt pendant les années 1980 et 1990. Depuis 1981, ces femmes manifestaient inlassablement tous les ans, en mémoire de leurs enfants disparus sous la dictature.

En 1995 un nouveau groupe de manifestants pour les droits de l'homme, *Hijos* (enfants) a été fondé. C'était une organisation formée des filles et des fils des disparus et composée majoritairement des jeunes gens d'une vingtaine d'année.¹¹⁷

Bien que ces deux groupes ne fussent pas très nombreux, ils étaient soutenus par un grande partie des Argentiniens. Les actions judiciaires des années 1980 et 1990 n'étaient plus suffisantes pour recevoir les demandes du mouvement pour les droits de l'homme. Pendant la crise de 2001, ce mouvement est devenu plus populaire au cours des manifestations auxquelles ils ont participé massivement. Enfin Nestor Kirchner a promis le passage à la justice les responsables des violations des droits de l'homme de la période militaire, jusqu'aux chefs les plus hauts placés de la dictature pendant sa campagne électorale de 2003. Le

¹¹⁶ Marcelo Gómez, *op-cit.*

¹¹⁷ Elizabeth Jelin, "Argentine: Les Mouvements Sociaux et le Pouvoir Judiciaire Dans la Lutte Contre L'impunité", *Mouvements*, No: 47 / 48, Septembre – Octobre – Novembre - Décembre, p. 89.

mouvement n'a pas hésité donc de soutenir un leader qui a déjà lutté contre la dictature dans sa jeunesse. Kircher a tenu ses promesses et n'a pas hésité de mettre les responsables des crimes et des tortures devant le tribunal. Quelques représentants des Mères de la Place de Mai ont adhéré au parti de Kirchner. Les Mères de la Place de Mai, satisfaites des politiques de Kircher ont décidé de mettre fin à leur marche en janvier 2006.¹¹⁸

Il existe encore en Amérique latine de nouveaux mouvements sociaux moins efficaces comme le mouvement féministe, le mouvement écologiste et le mouvement des homosexuels. Malgré leur inefficacité relative, la plupart de ces mouvements ont soutenus les partis de gauche et ont réussi l'élargissement en « qualité » de la politique de gauche. De l'autre côté il faut souligner qu'il existe encore quelques organisations de gauche d'ancien type comme le parti communiste Vénézuelien (PCV) et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).

Comme nous le constatons, les nouveaux mouvements sociaux latino-américains sont devenus des acteurs politiques plus efficaces et légitimes par rapport aux partis politiques et aux institutions gouvernementales sur la scène politique du continent dans cette dernière décennie et ont joué un rôle clé dans le processus de l'orientation vers la gauche. Quoique leur soutien aux partis de gauche ait causé une déception et entraîné leur affaiblissement peu après la constitution des gouvernements de gauche dans quelques pays, ces mouvements sont toujours les acteurs politiques les plus efficaces de l'Amérique latine. Ils continueront sûrement à jouer un rôle cruciale pour le bon fonctionnement des gouvernement en place dans les années qui suivront. On attend, sous la lumière des expériences précédentes que le soutien des mouvements aux gouvernements de gauche, notamment au Brésil et au Venezuela, se maintienne dans la mesure où ces gouvernements procéderont à l'application des politiques-économiques sociaux et populaires.

B - Le renouvellement idéologique, politique et organisationnel de la gauche latino-américaine

¹¹⁸ "Last March for Argentine Mothers", 26 Janvier 2006, <http://news.bbc.co.uk/2/low/americas/4647150.stm> visité le 21.05.2005

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur les partis de gauche qui sont actuellement au pouvoir en Amérique latine ou qui ont accru leurs puissances tout en étant en opposition, on remarquera qu'ils sont presque tous des acteurs politiques nouveaux ou qui se sont renouvelés en période du passage à la démocratie et de la politique néo-libérale.

Comme nous venons de l'examiner dans la section précédente, tandis que de nouveaux mouvements sociaux surgissaient dans le continent, des organisations de gauche se sont renouvelées conformément aux nouvelles conditions de la nouvelle période. Certes, l'un des facteurs importants qui sont derrière le succès des partis de gauche est ce « nouveau concept politique ». Les partis de gauche créés par les cadres dont certains sont issus des mouvements sociaux, certains étant des descendants des anciennes organisations de gauche, d'autres par réaction aux organisations de gauche dans lesquelles ils se trouvent, ont mis en place un nouveau type d'organisation, de nouvelles solutions concrètes, un nouveau thème politique, de nouvelles stratégies conformes à la nouvelle période de la démocratie et du néo-libéralisme, et ont ainsi pu obtenir le soutien des vastes couches de la société.

Le PT (Parti des Travailleurs/*Partido dos Trabalhadores*) brésilien, le FT (Front Large/*Frente Amplio*) uruguayen, le PPD (Parti pour la Démocratie/*Partido por la Democracia*) chilien, le MAS (Le Mouvement Vers le Socialisme/*Movimiento al Socialismo*) et le MIP (Le Mouvement indigène Pachakuti) bolivien, le FSLN (Front Sandiniste de Libération Nationale/*Frente Sandinista de Liberación Nacional*) nicaraguayen, Le FMLN (Farabundo Marti de Libération Nationale/*Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional*) salvadorien, le PRD (Parti de la Révolution Démocratique/*Partido de la Revolución Democrática*) mexicain, l'ARI (Affirmation pour une République Egalitaire/*Afirmación para una República Igualitaria*) argentine, le MVR (Le mouvement pour la V^{ème} République/*Movimiento V^{ème} República*) vénézuélien, le IU (Gauche Unie/*Izquierda Unida*) du Pérou sont les exemples les plus représentatifs de ces nouveaux et / ou renouvelés partis de gauche.

Parmi eux, le PT, par son idéologie, sa politique, sa structure organisationnelle est l'exemple typique des partis de gauche de nouveau type, le MAS est celui des partis des mouvements sociaux, tandis que le FSLN et le FMLN sont celui des anciennes organisations de gauche renouvelée. Cependant, même si nous examinons les nouveaux partis de gauche en trois catégories dans leurs traits généraux il faudra préciser qu'ils ont des ressemblances entre eux. Par exemple le PT aussi naquit d'un mouvement populaire comme le MAS.

Nous n'étudierons pas le PT dans ce chapitre comme nous le reprendrons en détail au début du chapitre suivant.

Il sera utile d'analyser la place de la gauche latino-américaine sur la scène politique du continent. Et pour ce faire, il convient de jeter un coup d'œil sur l'historique de la gauche du continent.

1) La gauche latino-américaine

La présence de la gauche dans la vie politique et sociale de l'Amérique latine a été effective et souvent significative pendant tout le XXème siècle, mais plus particulièrement à partir des années 1940, où son rôle et son influence, au pouvoir, dans l'opposition ou dans la résistance à l'oppression de régimes militaires, furent au premier plan.¹¹⁹ Bien entendu cette gauche ne se manifeste pas comme une force monolithique.

Les idéologies de gauche importées par les immigrants allemands, italiens et espagnoles commencèrent à se développer en Amérique latine au début du 19ème siècle. Les premiers partis ouvriers qui se considéraient marxistes, des penseurs et des courants socialistes ont surgi. Tandis que Juan B. Justo (1865-1928) et le Parti Socialiste Argentin qu'il a créé en 1895 formaient l'aile modérée, l'orientation radicale était représentée par Luis Emilio Recabarren (1876-1921) et son Parti Ouvrier Socialiste du Chili créé en 1912.

Les partis communistes en Amérique latine sont montés sur scène à partir de deux points de départ. Soit ils étaient issus des partis socialistes préexistants (l'Argentine 1918) soit de l'aile gauchiste, internationaliste, fidèle à la Révolution d'Octobre d'une certaine majorité de ces partis (l'Uruguay 1920, le Chili 1922). Le deuxième s'est constitué par l'évolution de certains groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes en direction du bolchevisme (le Mexique 1919, le Brésil 1922).

La force de ces partis était assez restreinte pour une longue durée. Ces partis agissaient plutôt attachés aux décisions du 3^{ème} International durant les premières années. Selon ces décisions

¹¹⁹ Antoine Blanca, *La Gauche Latino-Américain: Origines et Avenir*, Éditions Bruno Leprince, Paris, 2004, p.5.

la lutte révolutionnaire en Amérique latine devait résoudre la question de l'agriculture, devait être anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Dans les années 1920 et 1930, certains leaders de gauche ont essayé de théoriser un modèle du marxisme spécifique à l'Amérique latine. Le nom le plus puissant de cette synthèse fût José Carlos Mariátegu (1894-1930). L'écrivain et le journaliste péruvien Mariátegu a connu le marxisme lors de ses années de jeunesse qu'il a passées en Europe. Il s'est consacré au mouvement syndical après son retour au Pérou. En 1928 il a créé le Parti Socialiste, le journal ouvrier *Labor* et la Confédération Générale Ouvrière. Il s'est concentré sur les travaux théoriques tout en poursuivant ses activités politiques. Mariátegu a développé ses analyses sur le Pérou de manière à couvrir toute l'Amérique latine. Mariátegu qui précisait que la gauche socialiste au Pérou est possible en raison des vestiges du « communisme Incaen », que la gauche doit attacher de l'importance à la culture de l'Amérique latine dans sa lutte politique, a défendu que la lutte en Amérique latine doit être à la fois anti-impérialiste et anti-capitaliste différemment de plusieurs partis communistes de cette période. De même, un autre penseur qui essaya de faire une synthèse entre la doctrine marxiste internationale et les conditions spécifiques de l'Amérique latine fût l'intellectuel cubain Jolie Antonio Mella. Le décès en 1929 de Mella, à peine à 26 ans, qui aborda avec une attitude critique sévère la ligne de l'Union Soviétique du point de vue politique causa l'interruption de ses travaux.

Selon la division chronologique effectuée par Michael Löwy¹²⁰, le processus de « Stalinsation » des mouvements de gauche et des partis communistes en Amérique latine s'est consolidé et s'est concrétisé après la mort de Mella et de Mariátegu, à partir du début des années 1930. Une partie importante des organisations gauchistes se transformèrent dans cette période en des structures fortement liées à l'Union Soviétique, qui agissent considérant l'Union Soviétique comme la patrie-mère du socialisme, et que leur devoir était de la défendre. Tandis que la lutte politique de ces organisations devait être une révolution progressive sous le Stalinisme. Pour ceci, « des alliances devaient s'établir entre les prolétaires, les paysans, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale », « le monde était sous la menace de l'Allemagne Nazi et ce qui comptait pour cette raison c'était la lutte contre le nazisme ». Les formations corrélatives à cette orientation de la gauche de l'Amérique latine dans la vie politique pratique furent les fronts populaires. La gauche qui défend la ligne

¹²⁰ Michael Löwy, *Latin Amerika Marksizmi*, Belge Yayıncılık, İstanbul, 1998, p.7.

de Staline en Amérique latine comme dans le monde entier s'est livrée aussi à la création des fronts populaires en collaboration avec de différentes forces politiques. On essaya de créer ces fronts avec des partis libéraux et nationalistes en raison de l'absence de partis politiques sociaux-démocrates dans plusieurs pays du continent. Par exemple le parti communiste au Pérou a participé au Front Démocratique du libéral Manuel Prado. Les partis communistes en Colombie ont soutenu sans condition le Parti Libéral. Le Parti Communiste Mexicain a soutenu l'aile modérée du gouvernement formé par le Parti de la Révolution Mexicaine.

Notamment, avec l'éclatement de la deuxième Guerre Mondiale et dans le cadre de l'alliance entre les Etats Unis et l'Union Soviétique contre l'Allemagne Nazie, toute propagande contre les Etats-Unis fût critiquée violemment et fût traitée par les partis communistes comme manœuvre au service du fascisme. Cet esprit s'est poursuivi même après la guerre.

Une nouvelle période dite Browderisme se développa dans la période de 1944-1945. Earl Browder, le Secrétaire Général du Parti Communiste des Etats-Unis a déclaré dans l'ambiance de joie engendrée par le traité de Téhéran qu'une période d'amitié et de coopération complète qui se poursuivra aussi après la guerre s'est ouverte entre le camp socialiste et les Etats-Unis. Le parti fût aboli sous cet angle de vision. Le Browderisme a influencé aussi les partis communistes en Amérique latine. Par exemple le Parti Populaire Socialiste qui se nomma le Parti Communiste à partir de 1945 a participé au gouvernement du Général Batista depuis 1943 jusqu'en 1944. Le pacte de l'Unité Nationale fût signé entre les syndicats ouvriers et les organismes patronaux grâce aux efforts du Parti Communiste. Les partis communistes reprirent de nouveau la ligne antiaméricaine après l'éloignement de Browder des lignes communistes des Etats-Unis et avec le commencement de la période de la Guerre Froide entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis.

Une nouvelle ère débuta dans la gauche de l'Amérique latine avec la mort de Staline en 1953, après le 20^{ème} Congrès¹²¹ du Parti Communiste de l'Union Soviétique et la dissolution du Kominform en 1956. Les partis communistes de l'Amérique latine commencèrent à supporter les gouvernements centraux parallèlement à la politique de cohabitation en paix de l'Union Soviétique. Les exemples principaux sont les soutiens apportés aux gouvernements de

¹²¹ Le 20^{ème} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique s'est tenu à Moscou du 14 au 25 février 1956 et a réuni des délégués venant de toute l'URSS ainsi que des délégués des « partis frères » venus d'autres pays. Ce congrès est resté célèbre par la déstalinisation qui y a été officialisée.

Juscelino Kubitchek au Brésil et d'Arturo Frondizi en Argentine.

Cependant, un tournant historique a vu le jour tant dans l'histoire de la gauche de l'Amérique latine que dans celle de l'Amérique latine avec la Révolution Cubaine en 1959 et qui surprit toute la gauche du continent. La domination des partis communistes officiels dans la gauche de l'Amérique latine s'est brisée avec la révolution et un nouveau courant Marxiste qui défend la lutte armée, « qui s'oppose à toute sorte de déterminisme passif et fataliste », fondé sur le volontarisme révolutionnaire commença à s'activer : le Castrisme. Les premières organisations castristes surgirent à la fin des années soixante par la rupture entre les organisations de jeunesse et les partis populistes et les partis communistes traditionnels. Leurs premiers exemples suivirent la trace des guérilleros ruraux. Les principales organisations étaient : le FALN (Les Forces Armées de la Libération Nationale) sous le leadership de Douglas Bravo et le MIR (le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) sous le leadership d'Américo Martin au Venezuela, le FAR (les Forces Armées Révolutionnaires) sous le leadership de Turcios Lina et le MR 13 (le Mouvement Révolutionnaire du 13 Octobre) sous le leadership de Yon Sosa au Guatemala, le MIR (le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) sous le leadership de Luis de la Puente Uceda et l'ELN (l'Armée de Libération Nationale) sous le leadership de Héctor Béjar au Pérou, l'ELN (l'Armée de Libération Nationale) sous le leadership de Fabio Vásquez en Colombie, le FSLN (Le Front Sandiniste de Libération Nationale) sous le leadership de Carlos Fonseca Amador au Nicaragua, l'ELN (l'Armée de Libération Nationale) sous le leadership de Che Guevera en Bolivie. Ce qui a exposé à l'échelle continentale l'expression politique de la première période du Castrisme fût le congrès de l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (OLAS) qui s'est tenu à la Havane en 1967. L'OLAS décida l'exécution de la lutte de gauche d'une manière coordonnée et armée à l'échelle continentale.

La plupart des organisations précitées subirent une défaite militaire et politique au bout d'un certain temps. En dehors de quelques unes, ces organisations de guérilleros ruraux, le FSLN en particulier au Nicaragua, furent soit isolées et marginalisées, soit pacifiées par l'incarcération ou l'assassinat de leurs leaders, certains d'entre elles s'abstinrent de la lutte en se rendant compte de l'impossibilité de la réussite de la lutte armée.

Après 1968, une nouvelle période du castrisme débuta avec l'expansion des mouvements des guérilleros urbains. Les principaux mouvements de cette période sont les suivants : Le MLB

Tupamaros (le Mouvement de Libération Nationale Tupamaros) sous le leadership de Raul Sendic en Uruguay, Le PRT-ERP (le Parti Révolutionnaire travailleurs-l'Armée Révolutionnaire du Peuple) sous le leadership de Roberto Sanducho en Argentine, l'ALN (Action de Libération Nationale) sous le leadership de Carlos Marighella et le MR 8 (Mouvement Révolutionnaire du 8 Octobre) sous le leadership de Carlos Lamarca au Brésil, le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) sous le leadership de Miguel Enriquez en Chili. Ces organisations étaient supportées en grande partie par les étudiants et les intellectuels tandis qu'elles avaient très peu de sympathie auprès des ouvriers qu'elles voulaient organiser. La plupart de ces organisations se dispersèrent ou s'affaiblirent dans les années 70.

Comme nous venons de transmettre en détail dans la première partie, les différents mouvements de gauche réussis à accéder ou non au pouvoir furent opprimés par des coups et des méthodes militaires violentes. La date la plus importante quant à cette pression et à la défaite de la gauche en Amérique centrale fût le coup de Chili en 1973.

Les forces de gauches ont créé en 1969 une alliance électorale dite Unidad Popular (UP). Cette alliance se composait des partis tels que le parti communiste et socialiste accompagnés de quelques petits partis gauchistes, humanistes. Dans les élections de 1970 Salvador Allende, le candidat d'UP, fût élu à la présidence avec 37 % des voix. Le gouvernement d'Allende nationalisa les uns après les autres les secteurs principaux de l'économie tels que les banques, l'agriculture, les mines de cuivre, la communication. Les Etats-Unis de son côté redoutait la création d'un « deuxième Cuba ». Cette inquiétude avait pour origine la théorie domino d'Eisenhower, président des Etats-Unis en 1954. Selon cette théorie les autres pays de l'Amérique du Sud rentreraient un par un sous le communisme après le Chili comme le renversement en chaîne des pièces de domino. Un coup militaire a été organisé le 11 Septembre 1973 contre le gouvernement. Le président Allende a perdu sa vie dans le palais présidentiel Moneda. Des centaines de partisans d'Allende furent tués, des milliers furent arrêtés. Toutes les entités de l'Etat furent occupées par des troupes militaires. Tous les pouvoirs furent assumés par le Général Augusto Pinochet en qualité du leader de la junte. Des unités militaires établirent des camps de concentration dans les régions désertiques au nord du Chili ou dans les coins peu peuplés de la Patagonie. Plusieurs opposants de la junte furent torturés à mort ou jetés dans la mer à partir des avions. Des milliers de chiliens s'évadèrent à l'étranger ou furent exilés. Le coup du Chili créa un grand effondrement dans la gauche de

l'Amérique latine.

Tandis que le tournant le plus spécifique qui montre le commencement de la période de défaite de la gauche en Amérique latine était la chute du pouvoir d'Allende, le tournant similaire en Amérique centrale fût le renversement du gouvernement Sandiniste en 1990.

Le FSLN a été fondé en 1961 sous l'effet de la révolution cubaine. L'organisation a fait le synthèse du marxisme et des idées du général anti-américain Augusto César Sandino tué en 1954 par le pouvoir de Somoza. Le FSLN qui déclancha la guerre de guérilla dans le pays s'orienta à s'allier avec les milieux libéraux et les classes moyennes après la deuxième élection d'Anastacio Somoza, à la présidence en 1974 par modification de la constitution. Il était déjà devenu président en 1967 par un coup d'Etat.

Une vague de grève générale et des actions de violences s'est répandue dans le pays à la suite de l'assassinat du journaliste Pedro Joaquin Chamorro en janvier 1978 qui était le leader d'un mouvement puissant d'opposition nommé l'Union de la Libération Démocratique. Les sandinistes qui recommencèrent la lutte armée ont mis fin le 17 juillet 1979 au régime de 45 ans de Somoza après avoir pris possession de toutes les villes importantes et assiégé la capitale Managua. Le nouveau gouvernement entreprit une série de mesures en nationalisant les biens de la famille de Somoza et établit des liens étroits avec les pays socialistes. Sur ceci, les Etats-Unis arrêtaient l'aide économique au Nicaragua et commencèrent à supporter d'une manière étendue les Contras droitistes qui menaient une lutte de guérilla contre le gouvernement. Les relations du Nicaragua, dont l'économie entra dans une crise grave, se détériorèrent avec certains pays de l'Amérique centrale.

Lors de la réunion des présidents des pays de l'Amérique centrale tenue en février 1989 en El Salvador, un accord fût conclu selon lequel les unités de contras devaient être supprimées en contrepartie des élections libres et de la libération d'environ 1900 prisonniers qui furent parti des gardes nationales attachées à Somoza. Les lois garantissant la liberté de la presse et qui rétablissent le système électoral furent adoptées la même année. La même année les Etats-Unis enlevèrent le blocus économique imposé au Nicaragua depuis cinq ans. Aux élections de 1990 le FSLN s'est retiré du pouvoir en subissant une défaite contre l'Union Nationale de Pouvoir. De même, les mouvements de guérilla en El Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou échouèrent au niveau militaire devant les forces de l'Etat et les groupes de contre-

guérilla durant cette période. La période de défaite qui se soldera par un renouvellement de la gauche dans toute l'Amérique latine a commencé après la défaite du Nicaragua en 1990.

Après cet historique il sera utile de toucher les particularités de la gauche de l'Amérique latine qui la différencient de la gauche mondiale au niveau idéologique, politique et culturel.

Les particularités de la gauche latino-américaine

L'une des spécificités les plus importantes de la gauche de l'Amérique latine et qui la distingue de la gauche européenne concerne l'évolution de la sociale démocratie dans le continent. Jusqu'aux années 1990, la sociale démocratie n'est jamais arrivée à un niveau qui la permette de s'enraciner dans le continent. La sociale démocratie ne s'est installée que dans deux pays en Amérique latine. Ces deux pays sont l'Uruguay et l'Argentine. Les partis socialistes de ces pays se sont affaiblis partiellement dans l'ambiance de radicalisation créée après la révolution cubaine mais renforcés de nouveau dans les années 1990. Les partis dits socio-démocrates en Amérique latine dans les années 1990 sont des partis qu'on peut qualifier beaucoup plus populistes au niveau de la politologie, toujours différemment de la démocratie sociale européenne.

L'une des propriétés spécifiques de la gauche en Amérique latine réside dans le fait qu'elle ait rompue en grande partie de la ligne idéologique et politique de l'Union Soviétique en cours de la guerre froide.

Avec la révolution cubaine et le courant Castriste, la gauche et le marxisme trouvèrent pour eux-mêmes une place importante dans la sociologie de l'Amérique latine. Leurs thèses concernant la relation de la gauche traditionnelle staliniste avec l'Amérique latine et la gauche, qui avait été efficace jusqu'à cette époque-là, commencèrent à être interrogées. Dans les années 1960 et 1970, plusieurs intellectuels de l'Amérique latine écrivirent des livres théoriques spécifiques d'analyse marxiste en Amérique latine. On peut dire que la révolution cubaine a éclaté dans ce climat idéologique pour la critique tant du modèle marxiste-léniniste de type soviétique que du modèle tiers-mondiste, du développement capitaliste.

La force des mouvements trotskiste et maoïste a toujours été limitée en Amérique latine. Le Trotskisme et le maoïsme ont quand même fait un essor, bien que limité, après les années de

1960. La sympathie des trotskistes envers la révolution cubaine et le fait que les castristes n'aient pas des préjugés anti-trotskistes ont rendu possible la collaboration des castristes et des trotskistes dans les pays tels que le Chili, la Bolivie, et l'Argentine. Cependant les trotskistes n'ont jamais été très actifs bien qu'ils aient pu être efficaces dans certains pays, à certains moments.

Alors que le Maoïsme est apparu dans le continent basé sur la polémique soviéto-chinoise comme partout ailleurs, le premier groupe maoïste dans le continent fût le PC du B apparu juste après la division dans le Parti Communiste Brésilien prosoviétique. Avec le temps, presque dans tous les pays surgirent des partis maoïstes et des organisations de guérillas. Ils vécurent des tensions énormes avec les castristes tant dans la lutte politique qu'idéologique et n'ont pas agi conjointement. Les groupes maoïstes ne purent jamais accueillir une grande masse de partisans.

La particularité politique la plus spécifique de la gauche de l'Amérique latine réside dans ses relations avec le christianisme. La théologie de la Liberation a beaucoup contribué à aux relations de la gauche vis-à-vis des croyances religieuses du peuple et même à établir un parallélisme entre les croyances religieuses et la vision de gauche. Les racines idéologiques de la Théologie de la Liberation remontent à l'époque des conquêtes du 15^{ème} et du 16^{ème} siècles.

Le Père Bartholomé de las Cajas qui mit les pieds sur les terres de l'Amérique latine avec la flotte espagnole au début du 16^{ème} siècle a jeté les fondations de la Théologie de la Liberation avec ses tentatives visant à protéger d'abord les indigènes américains, puis les noirs emmenés comme esclaves sur le continent. Il a défendu les droits de ces masses et a entrepris une tentative de la création colonie exemplaire qu'il a essayé d'établir à Santo Domingo est resté pourtant sans succès. L'interprétation qu'a fait Bartholomé du christianisme en faveur de ces pauvres, lui ont procuré le renom de « protecteur des indigènes » au Mexique, au Guatemala, au Pérou et au Nicaragua; il fût la source d'inspiration des mouvements locaux de liberté qui germèrent dans le continent tout le long de quatre siècles.¹²²

Les deux éléments des zones rurales de l'Amérique latine dans la deuxième moitié du 20^{ème}

¹²² Metin Yeğin, *Topraksızlar: Brezilya'da Topraksız Köylü Hareketi*, İletişim, İstanbul, 2004, pp. 101-104.

siècle, c'est-à-dire la pauvreté absolue dans laquelle les masses paysannes se trouvaient autour de l'Eglise et le fait que l'Eglise constituait le seul support local que possédaient ces paysans pauvres ont ouvert le chemin de la reprise en main des activités de l'Eglise par cette interprétation radicale sous un angle de vision nouvelle. Gustavo Gutiérrez qui figurait parmi les noms fondateurs du mouvement décrivait la théologie comme une approche orientée vers l'action, lors de la réunion des théologiens Latino-américains qui s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil en 1964. Ce principe fût développé pendant les réunions de la Havane, Bogota et Cuernavaca en 1965 et atteignit sa maturité lors de la conférence de Medellin en 1968.¹²³

La Théologie de la Liberation qui est l'un des plus importants composants des luttes sociales en Amérique latine entre 1960 et 1990 s'est nourrit de trois sources principales qui sont les suivantes: Les théologiens européens qui prétendaient que la croyance avait une dimension politique et que l'Eglise devait être une institution de critique sociale ; à côté du marxisme avec les notions de la lutte de classe, du praxis et de l'aliénation ; l'école de dépendance représente une approche spécifique à la question du sous-développement de l'Amérique latine.

Selon ce courant qui défend que la théologie traditionnelle dominante en Amérique du nord et en Europe représente les hommes "blancs, nord-américains, capitalistes" cette théologie "soutient et légitimise le système politico-économique responsable de l'exploitation et de l'appauvrissement du monde". Tandis que la Théologie de la Liberation défendait que le point de départ devait être la souffrance de ceux qui sont opprimés. La Théologie de la Liberation pose la question de ce que veut dire l'église dans le contexte de la "pauvreté extrême, l'inégalité sociale et la révolution" plutôt que ce qu'est l'église en soi, en abstrait. Selon cette théologie la mission de l'église est de "condamner l'injustice, critiquer ce qui n'est pas humain, être du côté des pauvres et des opprimés" plutôt que de sauver les âmes.

Les partisans de la Théologie de la Liberation qui partent de ces principes se sont constitué notamment en Amérique latine dans la période des dictatures militaires, c'est-à-dire dans les années 1970 à partir d'innombrables communautés de base qui unissent les pauvres et les gens ordinaires pour discuter sur la Bible, prier et remplir leurs responsabilités socio-politiques dans leurs régions. Rien qu'au Brésil apparurent d'innombrables centres et

¹²³ *Ibid.*

mouvements travaillant autour des thèmes tels que l'union des noirs, les droits de l'homme, les mouvements de la défense des bidonvilles, les mouvements féminins, les communautés rurales. D'autre part, la Théologie de la Libération fût parmi plus importants les défenseurs des masses opprimés face aux dictatures militaires spécialement lors des guerres civiles en El Salvador et au Guatemala. Ainsi la Théologie de la Libération a joué eu effet important sur la fermentation des mouvements sociaux qui ouvrent le chemin à la période des partis de gauche au début du 21^{ème} siècle.

Une autre face spécifique de la gauche de l'Amérique latine concerne la relation qu'elle a établie avec le populisme¹²⁴. La tradition de leadership personnel et de populisme dans la politique latino-américaine a infecté depuis toujours la gauche dans le continent.

En Amérique latine il y a une tradition populiste riche adoptée par les leaders tels que Juan Peron en Argentine, Lazaro Cardenas au Mexique, Getulio Vargas au Brésil, Jorge Eliécer Gaitan en Colombie qui ont joué un rôle clé dans la naissance de la politique de masse et dans la création des Etats modernes dans leurs pays au milieu du vingtième siècle. A part ceci, le terme de néo-populiste a été utilisé pour une série de politiciens plus superficiels et démagogiques tels que Carlos Menem en Argentine, Alberto Fujimori au Pérou, Fernando Collor au Brésil et Abdalá Bucaram en Equateur. Ce leadership personnel et cette tradition populiste ont influencé aussi la gauche latine. Lorsqu'on jette un coup d'œil sur les organisations gauchistes on remarque que des leaders dotés d'une force d'éloquence particulière, représentant en leurs personnalités l'admiration extrême des masses et le leadership occupent la tête de la plupart de ces organisations.

La relation que la gauche a nouée avec le nationalisme sur les plans idéologique, politique est aussi différent de celui de la gauche mondiale. Si nous ne tenons pas compte des pays du tiers monde, le nationalisme qui affiche un contenu négatif pour la gauche mondiale, spécialement pour la gauche européenne s'est imprégné tant dans la gauche latine que certains groupes trotskistes idéologiques politiques de la gauche latino-américaine l'ont adopté.

¹²⁴ Selon le théoricien Argentin Ernesto Laclau qui a réalisé des études sur le populisme de l'Amérique latine le populisme est un mouvement politique qui apparaît en périodes critiques et qui se caractérise par le discours contre l'ordre radical à part le leadership charismatique. Ce mouvement n'a pas de programme politique. Il peut se charger d'un rôle droitiste, gauchiste ou centriste. D.L. Raby, *Günümüzde Latin Amerika ve Sosyalizm*, Yordam Kitap, İstanbul, 2007, p. 324.

Selon Antoine Blanca, l'ancien ambassadeur de France dans plusieurs des pays de l'Amérique latine et spécialiste de la gauche latino-américaine, le nationalisme confirmait les objectifs qui furent ceux des pères de l'indépendance en combattant les puissances qui sont supposées vouloir se remettre en cause. Ils combattaient pour la Nation dans le sens que lui donnaient les sans-culottes.¹²⁵

Après avoir précisé ces distinctions, nous pouvons analyser le processus de renouvellement des ces partis de gauche.

La totalité des partis de gauche que nous avons étudiée le long de cette thèse présentent des différences variées provenant tant des structures économiques – politiques – culturelles de leurs propres pays que de leurs différences idéologiques – politiques – organisationnelles.

Il faut évaluer le processus suivi par les partis de gauche pour arriver au pouvoir. séparément de plusieurs partis de gauche définis comme sociaux - démocrates en Amérique latine. Car ces partis, affiliés à l'International Socialiste bien que certains se déclarent sociaux - démocrates, d'autres viennent de la tradition de parti d'Etat, ont accédé au pouvoir dans plusieurs pays de l'Amérique latine dans les années 1980 et 1990, et ont appliqué individuellement les politiques néolibérales.

Tandis que les partis de gauche qui sont dans les gouvernements aujourd'hui ont pu arriver au pouvoir en luttant à la fois contre les applications de gouvernement des partis de droite et contre celles de ces partis sociale - démocrates.

La plus grande différence entre les partis de gauche de la période des gouvernements de gauche et ces partis de gauche qu'ils critiquent violemment se présente dans le domaine de la politique économique. Bien que les méthodes et le radicalisme par lesquels ces partis de

¹²⁵ Comme indique Antoine Blanca, spécialiste de la gauche latino-américaine, ancien ambassadeur de France dans plusieurs pays en Amérique latine, le termes nationaliste a une signification différente en Amérique latine de celle qu'on leur donne en Europe : « *L'Européen qui souhaite s'intéresser à la vie politique et sociale du continent américain doit commencer par prendre garde aux pièges du vocabulaire, les mêmes mots pouvant donner lieu à des interprétations sinon toujours différentes, du moins nuancées. Le terme 'nationaliste' qui en Amérique latine (comme dans d'autres régions en développement) a une résonance progressiste que les hommes de gauche de cette partie du monde ont souvent revendiqué comme qualité. Le nationaliste confirme les objectifs qui furent ceux des pères de l'indépendance en combattant les puissances qui sont supposées vouloir la remettre en cause. Il combat pour la Nation dans le sens que lui donnaient les sans – culottes. C'est un résistant. Hier contre les tentatives possibles de retour du colonisateur de la veille. Aujourd'hui face à l'envahissante arrogance des Etats – Unis.* ». Antoine Blanca, *Op-cit.*, pp. 8-9.

gouvernement s'affrontent contre les politiques néolibérales présentent des différences, la totalité de ces partis prétendent résister contre la destruction néolibérale. Ces derniers attachent davantage d'importance aux politiques sociales, du moins dans un contexte de discours. Cependant, on a constaté que la distinction entre ces partis et les partis sociaux - démocrates s'est affaiblie une fois qu'ils ont accédé au pouvoir et qu'une partie importante d'eux se sont « social démocratisés ».

Après cette définition et distinction nous pouvons analyser le processus de renouvellement des ces partis de gauche.

2) Une nouvelle conjoncture politique et économique

Bien que le processus de renouvellement de la gauche de l'Amérique latine n'ait pas démarré simultanément dans tous les pays et n'ait pas avancé dans la même direction, il n'y a pas de doute que les partis de gauche se sont influencés réciproquement.

Les évolutions sur la scène politiques tant dans le monde qu'en Amérique latine à la fin des années 1980, au début des années 1990 ont conduit à la recherche d'une nouvelle gauche dans le monde de même que sur le continent dans le cadre idéologique, politique et organisationnel.

D'abord le processus de « Glasnost » et de « Perestroïka », puis la chute des régimes socialistes en Europe de l'Est, puis celle de l'Union Soviétique ont créé un impact indéniable, du moins idéologique, sur la gauche de l'Amérique latine même si cet impact n'était pas à la hauteur de celui créé sur la gauche mondiale.

La défaite électorale du FSLN a entraîné la clôture d'une ère en Amérique centrale et a poussé les mouvements de guérilla dans un processus de controverse. A la suite de la période des coups d'Etat et des guerres civiles, avec le passage à la démocratie libérale, les mouvements de guérilla entrèrent dans un processus de légalisation. Avec le processus de la démocratie libérale en Amérique du sud, plusieurs partis radicaux de gauche se mirent à la recherche d'une vision de lutte adéquate à cette période en s'organisant d'une part, en participant au processus électoral de l'autre, en analysant de même la nouvelle période économique (néo-libérale). Les nouveaux mouvements sociaux qui commencèrent à se germer spontanément,

indépendamment de ces organisations influencèrent aussi les partis de gauche dans leurs renouvellements idéologiques, politiques et organisationnels.

Le forum de São Paulo, qui se réalisa juste en cette même période et qui réunit pour la première fois la gauche latino-américaine, et représente un seuil dans ce processus de renouvellement. Le forum qui se tint au Brésil en 1990 sur l'invitation du PT brésilien et qui se répéta par la suite dans des pays différents, influença la vitesse et le contenu du processus de renouvellement de la gauche. Il sera intéressant de parler du forum pour saisir ce processus de renouvellement.

a) Le forum de São Paulo: un seuil pour le renouvellement de la gauche latino-américaine

En Juillet 1990, les gauches latino-américains pour la première fois de leur histoire, souvent traversée de conflits et exclusions, ont réussi à constituer un lieu unitaire de débat, de solidarité et d'action commune avec le forum de São Paulo. Par l'invitation du PT les 48 organisations de gauche, parmi les quelles se trouvent (outre le PT) le FMLN salvadorien, le Parti Communiste Cubain, le PRD mexicain, le Frente Amplio de l'Uruguay, Izquierda Unida du Pérou, Causa R du Venezuela, le mouvement Lavalas de Haïti et peu après le FSLN du Nicaragua. Trois autres réunions ont eu lieu suivant la première rencontre: La première au Mexique en juin 1991, la deuxième à Managua en juillet 1992 et à la Havane en juillet 1993.

Le contexte historique dans lequel s'est créé le forum est à la fois celui de la fin des socialismes réels, de la guerre froide et l'offensive du néo-libéralisme mondiale. La gauche était désarçonnée par les événements comme la disparition des socialismes réels, de la défaite électorale des Sandinistes en 1990, étonné devant le période de la démocratie libérale, mais cependant elle a commencé à réussir à se réorganiser. Le forum de São Paulo a joué un rôle significatif dans le ré-armement culturel et dans le renouveau politique des forces émancipatrices continent.¹²⁶

Ce n'est pas tout à fait par hasard si la première réunion du Forum a eu lieu au Brésil. Le nouveau style d'organisation et de culture politique introduit par le PT a été un élément

¹²⁶ Michael Löwy, "Le forum de São Paulo", Juin 1994, <http://multitudes.samizdat.net/Le-forum-de-Sao-Paulo.html>, visité le 05.06.2007

important dans la création d'une conjoncture favorable à une initiative de ce type.

La Déclaration de São Paulo, qui clôt la première rencontre est un document historique important, qui montre l'existence d'un accord substantiel parmi les organisations de gauche pour tirer des leçons du passé et rompre avec l'autoritarisme bureaucratique: « *Les organisations de gauche pensent que la société juste, libre et souveraine et le socialisme ne peuvent surgir et se maintenir que s'ils s'appuient sur la volonté des peuples et leurs racines historiques. Nous manifestons notre volonté commune de renouveler la réflexion de gauche et le socialisme, de réaffirmer son caractère émancipateur, de corriger ses conceptions fausses, de dépasser toute expression bureaucratique et toute carence dans la véritable démocratie sociale de masse. La société libre, souveraine et juste, et le socialisme, sont indissociables de la véritable démocratie et de la justice* ». Refusant « *l'impérialisme et le capitalisme néolibéral, avec leur lot de souffrances, de misère, de retard et d'oppression* », la gauche latino - américaine décide de « *s'engager de façon active dans le combat pour les droits de l'homme, pour la démocratie et la souveraineté populaires, qui sont autant de valeurs stratégiques* ». ¹²⁷

Cette rencontre, au milieu de la crise politique de la gauche latino-américaine aussi bien que mondial, a été ressentie par la majorité des participants comme un pas décisif vers un avenir nouveau.

Le deuxième forum a eu lieu en juin 1991 à Mexico convoquée par le PRD avec la participation de 68 organisations issues des pays du continent et des Caraïbes. La « Déclaration de Mexico » a insisté sur l'importance de la démocratie, non seulement dans la société et l'État, mais aussi à l'intérieur des partis, syndicats et organisations sociales de la gauche en vue de la création d'une nouvelle culture politique. Le document a développé aussi, de façon plus concrète que celui de 1990, l'analyse critique des politiques de FMI. Une autre décision importante de la réunion de Mexico a été la formation d'un groupe de travail chargé de promouvoir des études et des actions unitaires à partir des accords du Forum. Ce groupe est constitué par le FSLN, le FMLN, le PC cubain, Izquierda Unida du Pérou, le PT brésilien, le PRD mexicain, Lavalas Haïtien, Le mouvement de Bolivie libre, et le Frente Amplio d'Uruguay.

¹²⁷ Ibid.

La Troisième Rencontre du Forum a eu lieu en juillet 1992 à Managua, avec la participation de 61 organisations originaires de 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de nombreux observateurs de l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Nord. La résolution adoptée, en cette année du Cinquième Centenaire de l'invasion et la conquête de l'Amérique, se réclamait de cinq siècles « de résistance indigène, noire et populaire », pour dénoncer l'offensive néo-libérale des États-Unis, du FMI et de la Banque Mondiale, appeler les peuples du continent à l'organisation autonome et au combat pour une nouvelle société.

La quatrième rencontre a eu lieu à la Havane, en juillet 1993, avec la présence de 112 organisations. Quelques uns des principaux dirigeants de la gauche du continent comme Lula da Silva et Cuauhtémoc Cardenas, président du PRD mexicain étaient présents à la rencontre. Le choix de la Havane, symbolisait la solidarité de la gauche latino-américaine avec le peuple cubain face au blocus.

La déclaration de 1993 a souligné l'intégration économique et politique latino-américaine comme la seule réponse « réaliste et cohérente » à la domination du capital multinational sur l'Amérique latine. En addition, la déclaration de la Havane a affirmé de façon plus explicite la nécessité de reconnaître et l'incorporer la pluralité ethnique et culturelle, ainsi que l'égalité de genre, dans l'exercice de la démocratie.

Presque toutes les parties qui ont participé au forum ont réussi pendant les élections des années 1990 et 2000.¹²⁸

Comme nous avons évoqué ci-dessus, lorsque nous regardons le processus de renouvellement de la gauche nous voyons à la fois que de nouveaux partis ont surgi et que les organisations anciennes se sont renouvelées. L'exemple le plus frappant concernant le renouvellement des organisations anciennes est le fait que les mouvements de guérillas de l'Amérique centrale ont pris part dans le contexte politique démocratique en laissant les armes.

b) La transformation des mouvements de guérilla de l'Amérique centrale en partis

¹²⁸ John Warnock, "The Rise of a New Left in Latin America", *Canadian Dimension*, Vol. 31, No. 3, Mai 1997, p. 1.

légaux de gauche

Dans la première partie, nous avons examiné en détail le processus de la révolution et de contre-révolution développées en Amérique latine depuis les années 1960. Les pays où ce processus a causé les destructions sociales, économiques et politiques les plus sérieuses étaient sans doute les pays de l'Amérique centrale. Une ère de guerres civiles sanglantes a débuté au Nicaragua, au Guatemala, au Salvador et au Honduras avec le commencement des combats armés entre les groupes de guérillas et les régimes autoritaires dans ces pays.

L'opportunité de la création de la vie civile a apparu avec le commencement du processus de la libéralisation politique dans ces pays vers le milieu des années 1980. Des accords de cessez-le-feu ont été conclus au début des 1990 entre les gouvernements et les organisations de guérillas ou bien les mouvements de guérillas ont déclaré unilatéralement le cessez-le-feu. A partir de la deuxième moitié des 1990 les mouvements de guérillas ont laissé les armes et ont décidé de poursuivre leurs luttes dans un contexte politique démocratique.

Le FSLN qui s'est emparé du pouvoir en 1979 au Nicaragua, s'en est retiré en 1990 après les élections qu'il a organisées, en obtenant 41 %¹²⁹ des voix contre les 55 % du front composé de 14 partis, soutenu par les Etats-Unis. FSLN a continué sa lutte dans le processus des élections après de longues discussions internes mais pourtant son taux de suffrages a chuté à 38 % aux élections de 1996, date à partir de laquelle FSLN a commencé à se renforcer de nouveau suite à la destruction causée par les politiques néo-libérales. FSNL qui a obtenu les 42 % des suffrages aux élections de 2002, a accédé au pouvoir dans les élections présidentielles de 2006 en ayant obtenu les 38 % des voix, et Daniel Ortega qui est le leader du mouvement est devenu de nouveau le président de la république après 16 ans.¹³⁰

La guerre civile sanglante qui a causé la mort de soixante-quinze milles personnes en El Salvador a pris fin avec la signature de cessez-le-feu conclu en 1992 entre le groupe de guérilla FMLN et l'Etat d'El Salvador. Le FMLN a été admis la même année comme un parti légal et il a obtenu le droit de participer aux élections. FMLN a accru progressivement son succès électoral dans les années qui ont suivi. Le parti a obtenu les 25 % des voix en 1994, les

¹²⁹ Michael Allison, "The Transition from Armed Opposition to Electoral Opposition in Central America", *Latin American Politics and Society*, Vol. 48, No.4, p. 142.

¹³⁰ *Ibid.*

32 % en 1997, les 37 % en 2000. Le leader légendaire des guérillas Shefik Handal fût deuxième aux élections présidentielles en 2004 avec les 35,6 % des voix derrière Elias Antonio Saca Gonzales du parti ARENA qui a obtenu 57,7 % des voix. Le parti a atteint le taux de 39,7 % aux élections de Mars 2006 et il a remporté les maires de plusieurs villes dont El Salvador, San Salvador et Santa Tecla sont en tête.¹³¹

La guerre civile qui a commencé au Guatemala en 1960 et qui a duré 36 ans a causé la mort d'environ 200 milles personnes dont la plupart étaient du peuple autochtone Maya. L'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a signé un accord de paix avec le gouvernement d'Alvaro Arzu en 1996 à l'issue des négociations qui ont duré plusieurs années. L'URNG s'est convertie officiellement en un parti de gauche en 1998. Le parti qui a obtenu les 8 % des voix aux élections de 1999 n'a pu obtenir que 1 % en 2003.¹³²

La guerre civile qui a éclaté au début des 1960 en Honduras a été moins violent que les trois autres pays et s'est achevée au début des 1990. En mai 1990 l'un des groupes de guérilla, FMLNH, a arrêté la lutte armée, les autres groupes de guérilla ont aussi arrêté la lutte armée à la suite de l'application d'un programme d'amnistie par le gouvernement du Honduras en 1991 pour les détenus politiques et les guérillas en exil. Le PUD composé des organisations anciennes de guérilla et de certains partis politiques a obtenu 1 % des suffrages en 1997, 4 % en 2001.¹³³

Comme on le voit, le succès des nouveaux partis dans le processus électoral dépendait de leurs succès dans les cas où ils étaient des mouvements de guérillas. Par exemple le FSLN et le FMLN qui avaient réussi dans le domaine de la lutte armée se sont convertis en partis politiques réussis. L'URNG et le PUD qui ont moins bien réussi dans la lutte armée se sont parallèlement convertis en partis moins réussis. Pourtant, y compris ces deuxièmes exemples, la contribution des anciens mouvements de guérillas au processus de paix et du passage à la vie civile a été accueilli par les peuples de l'Amérique centrale et a accru le prestige de la gauche.

Certains de ces nouvelles parties ont surgi directement des mouvements sociaux. Les

¹³¹ *Ibid.*

¹³² *Ibid.*

¹³³ *Ibid.*

mouvements sociaux dans certains pays ont souhaité que leurs propres représentants passent au pouvoir au lieu de soutenir les partis de gauche et ont créé les partis des mouvements sociaux. L'exemple principal de ce genre de partis, dont quelques analystes les traitent comme « les Nouveaux Parties de Mouvement »¹³⁴, est le MAS en Bolivie.

c) Le MAS bolivien comme exemple de « parti de mouvement »

Le MAS bolivien semble proche de la trajectoire du Parti des travailleurs brésilien: qui, lui aussi s'est construit dans les luttes, cristallisé en organisations populaires et conquêtes municipales, avant l'arrivée de son candidat Evo Morales¹³⁵ au pouvoir en 2005.¹³⁶ Cette popularité électorale croissante était accompagnée d'une montée similaire des mobilisations populaires, ainsi que d'un renforcement des mouvements sociaux anciens et nouveaux. Le MAS arriva pendant cette période pour canaliser ces énergies sociales-ou du moins à leur donner une expression sur la scène politique-et, fort de cette réussite, il parvint aussi à rallier une bonne partie de la classe moyenne. Ces appuis permirent à Evo Morales, d'origine autochtone et dirigeant du puissant syndicat des *cocaleros* (producteurs des feuilles de coca), de briguer et d'obtenir la présidence de la république. Il s'agit là d'un véritable tour de force, compte tenu surtout du fait que la discrimination à l'encontre des autochtones demeure encore extrêmement forte partout dans le pays.¹³⁷

¹³⁴ Tina Hilgers, "Latin American Political Parties, Social Movements, and Democratic Administration- the case of the Brazilian Workers' Party", *Critique: A Worldwide Student Journal of Politics*, Hiver 2003, p. 2.

¹³⁵ Il n'y a pas de doute que Evo Morales avec son pull – over à larges rayures colorées est un des leaders politiques « original » de la scène politique latino – américain ainsi que mondiale. Comme Hugo Chavez et Lula da Silva, son origine est une famille pauvre. Né en 1959 à Islalavi, une communauté aymara située dans ville de mineurs, Morales est issu d'un modeste famille de paysans indiens ayant dû rapidement arrêter sa scolarité, il a gagné sa vie comme maçon, boulanger et trompettiste avant son service militaire à la Paz. Ensuite, il a quitté l'Altiplano pour devenir cultivateur dans la zone tropicale du Chapare bolivien. Il a devenu secrétaire de son syndicat de *cocaleros* en 1985, avant d'être nommé, en 1988, secrétaire exécutif de la Fédération du tropique de Cochabamba. Lors des manifestations contre la loi sur le régime de la coca et des substances contrôlées en juillet de la même année, Morales est plusieurs fois arrêté et même battu par les forces armées (En 2000, à Tunari, une bale le manque de peu). Président du comité de coordination des six Fédérations du tropique de Cochabamba, il se présente sur la liste d'une coalition d'organisations politiques de gauche, Izquierda Unida, et a obtenu plus de 70 % des voix dans sa circonscription du Chapare. En 1999, il a créé le MAS. Franck Poupeau, "Evo Morales: Un Indigène au Pouvoir", *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007, p. 76.

¹³⁶ Alain Lipietz "L'Amérique du Sud au Carrefour", *Mouvements*, No: 47 / 48, Septembre – Octobre – Novembre - Décembre, p. 148.

¹³⁷ Nancy Thede, Manuel de la Fuente, "La Bolivie d'Evo Morales, Une Année Plus Tard", *La Cronique des Amériques*, Février 2007, No: 4, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php?id_article=3465, visité le 07.06.2007

Le MAS¹³⁸ bolivien est né dans les luttes des mouvements indigènes à la fin des années 1980. A partir de la seconde moitié des années 1980, avec la mise en pratique du modèle néo-libéral en Bolivie, les luttes des mouvements indigènes ont mise en oeuvre une série de réformes structurelles qui ont démantelé et détruit les industries d'Etat et parallèlement les structures organisationnelles de mobilisation représentées par le mouvement ouvrier, le plus grand mouvement sociale autour de la gauche Bolivien tendît à disparaître. Cela, ajouté à la désastreuse gestion du gouvernement de la coalition de gauche de l'Unité démocratique populaire (UDP), au début des années 1980 a causé une marginalisation des organisations de gauche Bolivien. Cependant, dès la fin des années 1980, en différents endroits du pays, ont commencé à s'organiser et se réorganiser des mouvements sociaux. Parmi les mouvement qui émergent dans le Chapare (département de Cochabamba) figure le mouvement de *Cocalero* qui après plusieurs années d'organisation, de lutte et de résistance, a réussi à se transformer en la base sociale principale de l'acteur politique principale d'aujourd'hui: Le Mouvement Vers le Socialisme-Instrument Politique Pour La Souveraineté des Peuples (MAS-IPSP).¹³⁹

A la fin des années 1980, le mouvement syndical *cocalero* s'est organisé contre l'application de politiques coercitives de «lutte contre le trafic de drogue », menées par la coopération de l'Etat Bolivien et les Etats-Unis. Le gouvernement bolivien, identifiant la région de Chapare comme une zone illégal pour la culture de la feuille de coca, a commencé à mettre à exécution les plans d'éradication forcée de la coca. La violence accompagnant la mise en oeuvre des politiques d'éradication a abouti à l'activation d'un mouvement syndical-paysan. A ce point il faut souligner l'effet des expériences syndicales des anciens mineurs qui ont migré vers la zone du Chapare. Ces derniers ont contribué avec leurs expériences syndicales aux celles des paysans indigènes qui avaient déjà une longue histoire de lutte politique. La lutte a été radicalisée peu de temps après par des grèves de faim, des blocages de route, des manifestations et de longues marches, tout en entetenant des négociations avec le gouvernement. En 1995, suivant une période de politisation du mouvement paysan, la coalition politique des syndicats agraires du MAS-IPSP a participé aux élections sous le nom

¹³⁸ Le sigle « MAS » provient d'une fraction qui s'était détachée de la Phalange socialiste bolivienne (FSB) à la fin des années 1980 et était dirigée par David Añez Pedraza. Ce groupement avait l'intention de s'éloigner des principes anti - gauches et anti - syndicaux de la Phalange et se rapprocher de la gauche pour former le MAS Unzanguista (référence au leader historique Óscar Únzaga) qui ultérieurement se rattachera à des groupes tel que celui d'Evo Morales dans Gauche Unie. Peu après, Morales, qui cherche à s'inscrire dans le système électoral, finira par s'accaparer le sigle, tout en éliminant le *Unzanguismo* en tant que nom et idéologie et en gardant la couleur bleu du phalangisme. Shirley Orozco, "Histoire du Mouvement vers le Socialisme", 29 Mars 2006, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1676, visité le 01.06.2007

¹³⁹ *Ibid.*

de Gauche Unie. A cette occasion, la coalition est parvenue à participer et à obtenir 49 conseillers municipaux et 10 mairies, tous dans le département de Cochabamba.¹⁴⁰

L'étape suivante a été celle des élections présidentielles de 1997, également abordée sous l'appellation de Gauche Unie. A cette occasion, le président de l'ASP (Assemblée pour la souveraineté des peuples) Alejo Veliz s'était porté candidat à la présidence, Marcos Domic, issu de la vieille gauche et dirigeant de la GU, à la vice-présidence et Evo Morales à la chambre des députés. Parmi tous les candidats qui se sont présentés, seulement Evo Morales Ayma, Román Loayza, Félix Sánchez et Néstor Guzmán Villarroel ont été élus députés.

Ce sont surtout des *cocaleros* et des habitants des zones rurales de Cochabamba qui ont apporté les suffrages lors de cette joute électorale, ce qui a eu pour effet d'enfermer le mouvement au niveau local, même s'il a obtenu 3,4 % des voix sur l'ensemble du pays. De plus, Evo Morales a été élu député de la circonscription 27 de Cochabamba avec 61,8 % des suffrages, le record national.¹⁴¹

En 1999, deux ans plus tard après la rupture entre Evo Morales et Alejo Veliz, Morales et ses partisans ont décidé d'adopter le sigle « Mouvement vers le Socialisme » (MAS) à l'occasion des élections municipales de 1999. Ils ont obtenu, de manière autonome, le 3,2 % des suffrages à l'échelle nationale, un résultat traduit par la conquête de 27 postes de conseillers municipaux et de 7 mairies.¹⁴²

Tout au long des années 2000 et 2001, le soulèvement social de « la guerre de l'eau » et la rébellion aymara dans la Paz ont modifié le système politique du pays. Les mouvements sociaux indigènes sont entrés efficacement dans la scène politique du pays. En peu de temps ces mouvements ont modifié le système politique du pays en commençant à empêcher les politiques néo-libérales, en affaiblissant le système politique qui jusqu'alors reposait sur trois partis (MNR, ADN et MIR) et érodant le système de croyances dominant fondé sur la foi dans les vertus des privatisations et des accords partisans. Les groupes sociaux ont débuté à être d'accord sur le besoin d'un Etat qui aurait un rôle central. Une conjoncture a été créée dont le MAS tirerait les bénéfices sur le plan électoral.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² *Ibid.*

Le MAS a participé aux élections pour la première fois en présentant de nouvelles figures politiques comme candidats dans tous les départements. Le succès¹⁴³ du parti fût étonnant pour les partis traditionnels ainsi que pour les dirigeants de MAS. Le parti a entamé un parcours électoral au terme duquel elle parvint à la seconde place à l'échelle nationale recueillant 20,94 % des voix, soit avec une différence minimale (1,51 %) par rapport au Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) qui est monté au pouvoir avec 22,45 % des suffrages. Il triompha dans quatre des neuf départements que compte le pays (La Paz, Cochabamba, Oruro et Potosí), et obtint l'élection de 8 sénateurs et 27 députés.

Lors des élections municipales de 2004 le MAS a obtenu 20,9 % de suffrages.¹⁴⁴

La victoire décisive est venue en 2005. Aux élections de décembre 2005, le MAS d'Evo Morales obtint une victoire sans précédente. Il est devenu la première force politique du pays, devançant tous les partis traditionnels avec 54% des voix aux élections présidentielles.¹⁴⁵

Au cours de la période qui suivit, le MAS est devenu un de premiers exemples de la nouvelle gauche de l'Amérique latine. Ce parti de mouvement, présentait un différent type de structure de parti et un nouveau type de discours populaire; et son élasticité politique montrait que la nouvelle gauche latino-américaine n'était plus comme celles du passé, « une gauche idéologique », mais plutôt politique. Le MAS, depuis sa naissance, a eu une structure duale. D'un côté, il s'appuyait sur la structure de mouvement *cocalero* et par la suite, à partir de 2002, sur une coalition de mouvements sociaux, indépendants. De l'autre, il essayait d'organiser une structure politique nationale et démocratique. Dans le discours proposé par le MAS, certains contenus se modifient peu à peu, en suivant le rythme des changements qui affectent le réel politique-économique.

Le parti se diffère de la stratégie de l'ancien gauche, en ayant un solide programme de changements et de réformes. Il construit son projet au tour des problèmes ponctuels. Il s'en

¹⁴³ Pendant les campagne électorales, MAS, a choisi un stratégie de communication horizontale, participative depuis le bas. C'était un des stratégies clés de son pouvoir. Contrairement aux stratégies médiatiques des partis traditionnels comme le Podemos (Pouvoir Démocratique et Social), l'UN (Unité National), l'AUN (Alliance d'Unité de Cochabamba), la campagne du MAS s'est fait au porte – à porte, de quartier en quartier et de village en village.

¹⁴⁴ Shirley Orozco, *op-cit*.

¹⁴⁵ Nancy Thede, Manuel de la Fuente, *op-cit*.

diffère aussi avec le ton de son caractère politique qui appuie sur l'identité indigène. Le MAS dans son discours, en tant que caractéristique première, incorpore et revalorise l'identité ethnique. Mais, de surcroît, dans cette thématique identitaire, le MAS a créé un « nous » et un sentiment d'appartenance, en opposition à un « eux », la plupart du temps représenté par le « peuple » ou le « populaire », comme terme rassemblant la majorité ou presque tous, mais quand-même pas tous, selon des frontières très diffuses d'exclusion ou d'appartenance, puisque certains groupes sociaux appartiennent parfois à « nous » et d'autres fois non.¹⁴⁶

Il faut ajouter que le gouvernement de MAS est proche de Hugo Chavez dans sa vision intégrationniste latino-américaine. En addition, ses politiques économiques de nationalisation, sa politique étrangère distancié à l'égard des États-Unis mettent le gouvernement bolivien aux côtés de celui de Venezuela et aussi du Cuba sur la carte politique du continent.

Les partis nouveaux, renouvelés de gauche que nous traitons se distinguent des partis et des organisations de gauche d'avant 1990 par leurs lignes idéologiques-politiques, leurs façons de s'organiser, leurs stratégies de lutte, les programmes de solution mis en place.

3) Les caractéristiques idéologiques, organisationnelles, et pratiques-politiques des partis nouveaux de gauche

Il sera utile pour notre étude d'examiner les nouvelles caractéristiques de ces partis dans ces domaines.

a) Le concept de la politique pratique et le renforcement du discours pragmatique

Les lignes politiques des partis en question se sont édifiées plutôt par leurs solutions proposées concernant les problèmes concrets.¹⁴⁷ Tant l'effondrement des expériences du socialisme réel que l'insuffisance d'une partie des formulations idéologiques de la période de la guerre froide dans la lutte de la nouvelle période ont poussé les partis à primer le concept « de politique pratique ». Le concept politique qui se forme principalement sur l'idéologie a été abandonné de plus en plus à cause des moyens offerts par le processus de démocratisation

¹⁴⁶ Shirley Orozco, *op-cit.*

¹⁴⁷ Christopher Sabatini, "The Decline of Ideology and the Rise of 'Quality of Politics' Parties in Latin America", *World Affairs*, Vol. 165, No. 2, Automne 2002, p. 106.

et de nécessité d'apporter des solutions urgentes aux crises économiques. Cette ouverture a entraîné avec elle le fait que le discours politique est devenu plus populiste, plus pragmatique. Les partis de gauche se sont présentés devant les masses électorales non seulement avec les concepts tels que "l'égalité, la liberté, la justice, la révolution, le socialisme" mais avec des propositions concrètes de solutions qui remplissent le contenu de ces concepts. Par exemple Lula s'est présenté devant le peuple avec son programme « de faim zéro », Vasquez avec « la lutte contre la pauvreté », Kircher avec « la réduction du chômage », Morales avec « la reconnaissance des peuples autochtones, la réforme agraire, l'étatisation des ressources naturelles ».

b) L'élargissement des masses ciblées

Comme nous avons étudié précédemment en détail, la transformation causée par les politiques néo-libérales sur la structure de classe en l'Amérique latine a entraîné la diversification des couches sociales auxquelles s'adressaient ces partis de gauche.

Les couches qui s'organisaient dans le passé principalement dans la classe ouvrière et à qui s'adressaient les partis de gauche se sont élargies avec cette transformation sociale.

Les partis de gauche ont commencé à faire de la politique non seulement au nom du prolétariat industriel, mais aussi au nom de toutes les classes qui ont été affectées d'une manière défavorable du processus néo-libéral: des ouvriers, des paysans sans terre et des petits propriétaires terriens, des travailleurs du secteur public, des autochtones, des femmes, une partie de la classe moyenne qui s'est prolétarisée, des petits commerçants, des propriétaires des petites entreprises et même des industriels nationaux. Ce qui leur a assuré un soutien de la part de larges masses.

c) La collaboration avec les nouveaux mouvements sociaux

Comme nous avons étudié en détail dans la partie précédente, ces partis attachent beaucoup d'importance aux demandes des nouveaux mouvements sociaux. Les partis ont introduit les demandes des mouvements en question dans les premières lignes des programmes des gouvernements dans les processus électoraux. Les partis donnent de l'importance à poursuivre le dialogue avec les nouveaux mouvements sociaux même si on a vécu des problèmes sérieux avec ces organisations dans certains pays. La relation des partis de gauche avec ces

mouvements n'influence non seulement le succès électoral de ces partis, mais aussi leurs cultures politiques. Ces mouvements poussent les partis de gauche à devenir plus démocratiques, pluralistes, participatifs, à respecter les droits culturels des autochtones, à produire des solutions concrètes devant les problèmes concrets du peuple. Il faut ajouter que les relations avec nouveaux mouvements sociaux et les organisations non gouvernementales ont fait augmenter la sensibilité de la gauche aux problèmes écologiques et d'inégalité de genre aussi.

d) Les alliances avec les autres partis de gauche et de centre

Ces partis attachent une grande importance à la collaboration avec d'autres partis dans le processus des élections et de la formation du gouvernement. La grande majorité des gouvernements de gauche dans le continent s'est réalisée aujourd'hui non pas avec un parti unique de gauche mais avec la création d'un front de gauche. Et même le concept de collaboration de ces partis n'est pas limité seulement par la gauche. Des collaborations se sont créées dans certains pays entre les partis libéraux, chrétiens, démocrates, nationalistes-populistes à la fois dans le processus électoral et dans le processus de la formation du gouvernement. Par exemple, aujourd'hui le gouvernement de *concertación* de Chili réunit le PDC (le Parti démocrate chrétien), le PS (le parti socialiste), le PPD (Parti pour la démocratie), le PRSD (le parti radical sociale-démocrate)¹⁴⁸ ; le gouvernement de *Frente Amplio* uruguayen est composé de 18 partis¹⁴⁹.

e) Le dépassement du *machismo* (machisme)

Le concept politique basé sur la lutte des classes en période de guerre froide a poussé le problème de femme à l'arrière plan. Si on tient compte de l'influence de la culture de *Machismo*¹⁵⁰ sur la gauche, répandue sur le continent, le problème féminin figurait dans les thèmes de la lutte politique durant les décennies précédentes.

¹⁴⁸ Claire d'Hennezel, "Les enjeux électoraux au Chili quinze ans après la fin du régime militaire", *La Chronique des Amériques*, Décembre 2005, no:44, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php3?id_article=2387 visité le 06.06.2007

¹⁴⁹ Gustavo Dans, "L'Uruguay de Tabaré Vasquez: Une Transition Tranquille?", *La Chronique des Amériques*, Mars 2005, No:09, www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/Chro_0509_Uruguay-transition.pdf, visité le 06.06.2007

¹⁵⁰ Le *Machismo* (Le Machisme) est l'un des termes clés pour bien expliquer la structure de la culture politique et sociale des pays latino – américains. Le machisme traditionnel, qui se reflète à la gauche latino – américain, est l'un des principaux caractéristiques du caudilloisme.

Cependant l'approche des partis de gauche concernant les droits des femmes a été largement transformé par le fait que les femmes ont été elles aussi défavorablement affectées dans les domaines économique, sociale et culturel durant la période de néo-libéralisme, ainsi ils se trouvèrent en obligation de tenir compte de l'émergence et de l'évolution des mouvements féministes avec les années 1980, de l'apparition des mouvements féministes locaux, ainsi que de la croissance du nombre des ONG exerçant dans le domaine du problème de la femme qui tenaient un discours féministe à côté de leurs revendications sociales et tout ce, dans une ambiance plus propice pour la résolution de l'inégalité de genre que la démocratie libérale avait créé.

La conception sexiste a commencé à se détruire durant cette période. C'est ce qui a poussé les partis de gauche à donner davantage d'importance aux droits des femmes et qui a accru le nombre d'activistes femmes dans ces partis. C'est certainement l'une des raisons pour lesquelles les femmes soutiennent davantage les partis de gauche par rapport aux hommes.

La période où les femmes se sont intégrées le plus dans les mécanismes politiques dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine est la période des gouvernements de gauche actuels.

Selon le travail¹⁵¹ des académiciens Maria Escobar Lemmon et Michelle M. Taylor Robinson, le taux des femmes ministres des gouvernements de gauche est plus haut par rapport aux gouvernements précédents. Le taux des femmes ministres qui était 11.9 % pendant les années 1980, est passé à 13.4 % pendant les années 1990 et à 29.2 % durant les années 2000.

Il faut citer surtout le fait qu'une femme veuve a pu devenir la présidente d'un pays conservateur comme le Chili porte une signification symbolique pour montrer l'évolution en cette matière.

f) La participative et la démocratie directe

Ces partis ont attaché une grande importance à la participation aux processus politiques et à la

¹⁵¹ Maria Escobar Lemmon, Michelle M. Taylor Robinson, "Women Ministers in Latin American Government: When, Where, and Why?", *American Journal of Political Science*, Vol. 49, No. 4, October 2005, pp. 829 – 844.

démocratie directe tant au niveau local que national.¹⁵² Le programme bolivarien de Chavez aujourd'hui vise à recréer le Venezuela avec le concept de « société démocratique participative ». On donne de l'importance à l'organisation de base dans tous les processus politiques et à la participation des ONG. Le conseil social CDES fondé en 2003 au Brésil vise à transmettre les demandes des classes sociales au gouvernement de Lula. Les problèmes sur le travail et sur l'économie se discutent aussi par la participation conjointe des hommes d'affaires, des syndicats et des responsables du gouvernement dans le conseil similaire en Uruguay.

g) L'importance donnée aux administrations locales

A la différence de la stratégie de modifier la société du haut vers le bas en s'emparant du pouvoir de l'Etat durant la guerre froide, ces partis ont visé d'abord à gagner les élections locales. Les politiques appliquées dans les administrations locales ont annoncé les politiques nationales¹⁵³, le succès des administrations locales a sérieusement influencé le succès dans les élections nationales. Par exemple, le fait que le PT gagna la mairie de Porto Allegre au Brésil en 1989, le fait que le FA gagna la même année la mairie de Montevideo en Uruguay et leurs performances dans ces villes ont joué un rôle important dans leurs succès électoraux dans les années qui ont suivi.

Il sera utile d'examiner les expériences du budget participatif pour bien expliquer l'un de ces deux derniers points.

La conception du budget participatif que ces partis ont mis en place dans les administrations locales a été adopté par des partis politiques différents et même s'est répandu dans le monde entier. Le concept du budget participatif nécessite une analyse particulière comme elle est l'un des facteurs importants qui influencent le succès de la gauche dans les élections nationales.

L'expérience des budgets participatifs, qui permettent aux citoyens de co-décider des priorités budgétaires de leur ville, en Amérique latine est celui qui expose la nouvelle façon de gouvernement de la nouvelle gauche qui est largement participative et démocratique. Après la

¹⁵² Francisco Panizza, "Unarmed Utopia Revisited: The Resurgence of Left – of Centre Politics in Latin America", *Political Studies*, Vol. 53, No. 4, p. 716 - 734

¹⁵³ Geraldine Lievesley, "The Latin American Left: The Difficult Relationship Between Electoral Ambition and Popular Empowerment", *Contemporary Politics*, Vol. 11, No. 1, Mars 2005, p. 7.

phase d'expérimentation pendant les années 1980, en rayonnant sur le continent, les applications de budgets participatifs ont ouvert la voie aux victoires des élections présidentielles des partis de gauche.

Selon les estimations du professeur Yves Cabannes, conseiller du Centre International de gestion urbaine et de ville de Porto Allegre, environ 1 200 municipalités sur les 16 000 que compte la région ont mis en place des formes plus ou moins avancées de budgets participatifs.¹⁵⁴

La source des expériences du budget participatif fût le Brésil. Suivant la victoire dans les élections municipales de 1989, le Parti des Travailleurs a mis en oeuvre à Porto Allegre¹⁵⁵, capitale de l'Etat de Rio Grande do Sul, un système innovatif appelé budget participatif. Dans le budget participatif, la détermination du montant des recettes et des engagements financiers, toutes décisions concernant les investissements et leurs degrés de priorités, était léguées à la population elle-même au travers d'un mécanisme rodé de débats, et de consultations. De grands progrès ont été marqués dans les domaines de l'éclairage public, de la voirie, du logement, de la santé et de l'éducation.

Plusieurs acteurs politiques de plusieurs pays de la zone andine sont actuellement tentés d'expérimenter les budgets participatifs.

Comme on peut le constater dans l'histoire des vingt dernières années du continent, de nouveaux mouvements sociaux ont surgi face aux problèmes économiques, politiques, sociaux qui ont mis à jour l'orientation vers la gauche que nous avons étudiée tout au long de cette première partie de notre travail. Des partis de gauche qui se sont adaptés aux conditions de la nouvelle période ont germé simultanément dans certains pays et se sont propagés par la suite dans d'autres. Ainsi les partis de gauche sont devenus des centres d'attraction vers lesquels des couches sociales ont canalisé leurs demandes politiques et sociales. Le succès des partis de gauche en Amérique latine attire l'attention de toutes les organisations de gauche du

¹⁵⁴ Yves Cabannes, "Les Budgets Participatifs en Amérique Latine – De Porto Allegre à l'Amérique Centrale, en Passant Par la Zone Andine: Tendances, Défis et Limites", *Mouvements*, No: 47 / 48, Septembre – Octobre – Novembre – Decembre 2006, P. 128.

¹⁵⁵ L'expérience de budget participatif a attiré l'attention de la gauche mondial et le mouvement alter-mondialiste aussi. Porto Allegre ayant le système de budget participatif qui est traité par plusieurs groupes alter-mondialistes comme un nouveau type de gouvernement de la démocratie radicale et anti-néolibéral « honoré » trois fois le forum social mondial. Marion Gret, Yves Sintomer, *Porto Allegre: Farklı Bir Demokrasi Umudu*, İstanbul, İthaki, 2004, İstanbul, p. 12.

monde entier à l'époque où les partis sociaux-démocrates et socialistes endurent des crises sérieuses dans le monde.

DEUXIEME PARTIE: COMMENT 'LA GAUCHE' RENOUVELLEE GOUVERNE?: UNE ANALYSE COMPARATIVE DU BRESIL ET DU VENEZUELA

Avant de passer à l'analyse des applications gouvernementales de Luiz Inácio Lula de Silva et de Hugo Chavez on traitera la position idéologique et politique de ces deux figures et mouvements en rappelant leurs origines dans l'histoire politique de l'Amérique latine. Ça

nous aidera à analyser mieux les pratiques gouvernementales des partis de ces deux leaders qui ont des différents lignes idéologiques, organisationnelles, culture-politiques.

CHAPITRE PREMIER-LA COMPARAISON POLITIQUES DE PARTIS DE LULA ET DE CHÁVEZ

A – Deux différents historiques

Il faudra examiner l'historique du Parti des Travailleurs (*PT-Partido dos Trabalhadores*) de Lula da Silva et du Mouvement Bolivarien¹⁵⁶ de Hugo Chávez pour pouvoir faire une analyse correcte et une comparaison idéologique, politique et organisationnelle appropriée de ces deux partis qui représentent les deux courants dominants dans la gauche latino-américaine. Il faudra l'examiner en parallèle avec l'histoire politique des pays auxquels ils appartiennent, pour pouvoir bien saisir le processus de leurs évolutions. Si nous tenons compte du fait que les deux partis prétendent se situer à gauche de l'éventail politique, il conviendra d'analyser d'abord l'évolution des luttes sociales au Brésil et au Venezuela suivant leurs étapes principales tout au long du 20^{ème} siècle, avant de passer à l'analyse des historiques de ces partis.

1) L'évolution des luttes sociales contemporaines au Brésil et au Venezuela

Lorsque l'on considère l'histoire du Brésil au 20^{ème} siècle on remarque que les mouvements de gauche y tiennent une place importante. Même si des stratégies de s'emparer du pouvoir par des méthodes militaires à certaines périodes ont été prédominantes au sein de la gauche brésilienne et que des organisations clandestines de guérilla ont surgi dans les années 1960, une partie importante des luttes de la gauche politique a avancé pour sa part parallèlement aux luttes des classes sociales. En raison de la spécificité de la structure économique-politique du pays (la création d'une société industrialisée, la possession de vastes terrains dans la main

¹⁵⁶ On analysera la transformation actuelle du Mouvement Cinquième République (MVR-Movimiento Bolivariano Revolucionario) de Chávez au Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV-Partido Socialista Unido de Venezuela) dans la partie suivante.

d'une petite classe d'élites, etc....) la classe ouvrière vient en tête des divisions les plus peuplées de la population suivies par des paysans sans terre.

a) La tradition de la lutte politique à travers les intérêts de classe au Brésil

Les mouvements de gauche au Brésil sont nés au début du 20^{ème} siècle avec l'arrivée des immigrants Italiens et Espagnols dotés des idéologies anarchistes et socialistes. En 1917 et 1918 des syndicats ouvriers et des groupes anarchistes et communistes ont surgi. Les groupes anarchistes ont orienté la création de grands syndicats dans quatre coins du pays. Les petits groupes communistes dans les différents coins du pays ont fondé le Parti Communiste Brésilien (*PCB-Partido Comunista Brasileiro*) à l'issue du congrès réuni en 1922. Le parti a pris le contrôle des organisations syndicales variées des mains des groupes anarchistes en 1920. A cette période des liens organiques commencèrent à s'établir entre le parti et les syndicats des ouvriers de l'industrie. Après la crise économique de 1929, le parti et les syndicats ouvriers s'affrontèrent avec la pression intense du gouvernement et s'affaiblirent.¹⁵⁷

Tenentismo, PCB et Vargas

L'aile droite du mouvement des lieutenants (*tenentismo*)¹⁵⁸, qui se divisa plus tard en deux fractions, dont les jeunes officiers de l'armée furent le leader le long des années 1920 s'empara du pouvoir par un coup d'État en 1930. Getulio Vargas, leader à tendance populiste de l'aile droite du mouvement venu à la présidence de l'Etat s'orienta vers l'industrialisation sous l'effet de la crise mondiale en renforçant le rôle de l'Etat dans le processus économique. La décision de se préparer pour une insurrection populaire menée par « le front populaire anti-

¹⁵⁷ Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi, Murat Belge, (dirs.), İstanbul, İletişim, 1988, Vol: 7, p. 1452.

¹⁵⁸ Le *tenentismo* (les tenentes sont les jeunes lieutenants de l'armée brésilienne), est un mouvement de rébellion, au début des années 1920. Leur ambition était de mener à bien des réformes sociales progressistes (création d'une justice électorale honnête et autonome, fin de la corruption, nationalisme économique, etc.), par la lutte armée.

impérialiste » fût prise lors de la réunion des Parties Communistes de l'Amérique latine qui s'est tenue en 1934 à Moscou. Plusieurs membres de *Komintern*¹⁵⁹ furent envoyés au Brésil pour supporter le parti. Luis Carlos Prestes fût chargé de diriger l'insurrection. Lorsqu'il n'a pas pu mener à la réussite la révolte de 1934 à laquelle il avait participé, Prestes, qui était le leader de l'aile gauche du mouvement *Tenentismo* a parcouru le Brésil du nord au sud, de l'est à l'ouest en trois ans avec l'armée qu'il a créée et il est devenu un héros populaire. Prestes s'est mis en contact avec le PCB durant cette période, s'était chargé des missions dans la section sud-américaine du Komintern.¹⁶⁰ Prestes qui rentra de l'étranger au Brésil en 1935, a créé l'Alliance Nationale Libératrice (*ANL-Aliança Nacional Libertadora*) qui allie l'aile gauche du mouvement *tenentismo* avec les communistes.¹⁶¹

La ANL qui réclamait des réformes nationalistes et démocratiques s'est organisé en peu de temps à l'échelle du pays. Prestes a soutenu que le pouvoir devrait être remis à la ANL en alléguant que le gouvernement de Vargas a trahi les idéaux du mouvement *Tenentismo*. Des révoltes commencèrent à s'éclater dans de différentes régions en novembre 1935 sous le leadership de jeunes officiers. Des arrestations massives eurent lieu immédiatement après la répression de la révolte en peu de temps, des milliers de gens ont été fusillés, Prestes a été condamné à dix ans de prison. La révolte de 1935 fût le dernier exemple des révoltes armées dirigées par les parties communistes en Amérique latine. Après cette révolte le gouvernement Vargas a déclaré la guerre contre l'Allemagne et l'Italie, le PCB de son côté a supporté Vargas en se conformant à la politique étrangère de l'Union Soviétique.¹⁶²

L'époque de Vargas durant laquelle une industrialisation sérieuse s'est réalisée, l'Etat central a été renforcé au lieu d'une structure fédérale molle, où les droits sociaux ont été réprimés, a pris fin avec un coup militaire réalisée en 1945. En 1946 le pays est passé au régime multipartite avec une nouvelle constitution. En 1950 Vargas est venu au pouvoir en s'élisant de nouveau et il a investi essentiellement à l'échelle publique dans les domaines tels que le pétrole et la sidérurgie. Vargas, à qui les militaires ont demandé de démissionner, s'est suicidé

¹⁵⁹ Le Comintern, ou l'Internationale communiste, également connu sous le nom de Troisième Internationale, est une organisation internationale qui a été créée en 1919 par Vladimir Lenin et par le Parti Communiste de l'Union Soviétique dans le but de mener en coordination la lutte du socialisme à l'échelle mondiale et de créer « La République Soviétique Internationale. » Le Comintern se compose des communistes, et des partis communistes, des partis de gauche et des organisations ouvrières de plusieurs pays. Le Comintern a réalisé huit congrès mondiaux jusqu'à sa dissolution en 1943.

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ *Ibid.*, p.1453.

¹⁶² *Ibid.*

en 1954. Juscelino Kubitschek, Jania da Silva Quadros et João Goulart qui lui ont succédé ont poursuivi la ligne gouvernementale de développement populiste de Vargas.

Vers 1960, d'autres milieux commencèrent à se former à gauche en dehors du PCB. Des groupes nommés anti-impérialistes tels que Les Ligues Paysannes (*Ligas Camponesas*), au nord-est du pays, Groupe des Onze (*G 11-Groupe dos Onze*) au sud à Rio Grande do Sul se sont formés. Les groupes étudiants et intellectuels qui se sont détachés du mouvement catholique et qui ont rompu leurs liens avec la hiérarchie catholique ont créé l'Action Populaire (*AP-Ação Popular*).¹⁶³

Les débats entre les partis communistes soviétiques et chinois en cette période se sont répercutés dans le Parti Communiste Brésilien. Un groupe du comité central s'est détaché à la suite des querelles pour créer le Parti Communiste de Brésil (*PC do B-Partido Comunista do Brasil*), le premier parti à tendance Maoïste de l'Amérique latine.

Le PCB qui était engagé au régime populiste de Goulart à cette époque est entré dans une dépression grave tant à cause la révolution cubaine que le coup de 1964 de l'armée du Brésil aux groupes démocratiques-nationalistes auxquelles il se fiait. Le parti qui soutenait tous les gouvernements populistes entre 1950 et 1964, soutenait également le Mouvement Démocratique Brésilien (*MDB-Movimento Democrático Brasileiro*) et son successeur, le PMDB qui était nommé comme « opposition fidèle » par le régime dans la période militaire.

La période de la lutte armée

Des protestations massives furent organisées contre la junte militaire entre les années 1966-68 en grande partie animée par les étudiants. Tandis que la violence intense qui eût lieu consécutivement au nouveau coup militaire réalisé le 13 janvier 1968 poussa certains milieux de gauche à la lutte armée.¹⁶⁴

Celui qui fit commencer la période de la lutte armée au Brésil fût Carlos Marighela qui avait auparavant fait parti du comité central du PCB. Marighela qui accusa la direction du parti « d'être dégénérée par l'idéologie bourgeoise, de l'inertie, de la bureaucratie » a créé en

¹⁶³ *Ibid.*

¹⁶⁴ *Ibid.*

février 1968 l'Action de Libération Nationale (*ALN-Ação Libertadora Nacional*) avec l'appui cubain, lorsqu'il fût chassé du parti, avec un grand groupe qui le suivirent. Des groupes de guérilla de toute taille furent formés par la suite.

En peu de temps, ces milieux commencèrent à procéder aux pillages dans les banques, à attaquer les maisons des conseillers et des spécialistes des États-Unis, aux institutions commerciales nord américaines. Marighela fût saisi et tué par la police le 4 Novembre 1969, lorsqu'il allait d'une ville à une autre dans le pays.

Ses successeurs ont connu le même sort. Divers groupes de guérilla urbaine après avoir tenté quelques actions de guérilla dans la zone rurale, ont fini par échouer.¹⁶⁵

Dans les années les plus intances de l'action révolutionnaire, en 1969-1970, les groupes de guérilla n'ont jamais réuni plus d'un millier d'hommes mal armés. Les révolutionnaires n'ont pas mis la République en danger et non plus gagné le soutien des masses Brésiliens. En 1970, ces mouvements de guérilla urbaine ont été démantelés et neutralisés.¹⁶⁶

Le front de la gauche autour du MDB

On a essayé de créer un système à deux partis dans la période du régime militaire au Brésil. L'Alliance Républicaine Nationaliste (*ARENA-Aliança Renovadora Nacional*) a incarné le rôle du parti de pouvoir tandis que le Mouvement Démocratique Brésilien celui de l'opposition. Bien que le MDB soit un parti guidé, les ouvriers et la gauche ont procédé à former un front autour de lui.¹⁶⁷

Le MDB dont le régime craignait qu'il pourrait passer sous le contrôle des milieux de gens de gauche a été le premier parti aux élections locales de 1976. Bien que les résultats fussent annulés et que le pouvoir de l'ARENA se poursuivasse, la période de l'ouverture à la démocratie a démarré en 1978.

En 1979 le général João Figueiredo accédant à la présidence s'est engagé à rétablir la démocratie. Une amnistie pour les exilés politiques est proclamée en août 1979, la censure de

¹⁶⁵ Alain Gandolfi, *Les Luites Armées en Amérique Latine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991, p. 166.

¹⁶⁶ Alain Rouquié, *Le Brésil au XXIème Siècle*, Paris, Fayard, 2006, p. 181.

¹⁶⁷ Ragıp Zarakolu, "Yeni Tür Bir Parti : Brezilya İşçi Partisi'nin Yükselişi", *Sosyalizm ve Toplumsal Mücadeleler Ansiklopedisi*, Murat Belge, (dirs), İstanbul, İletişim, 1988, Vol: 7, p. 1450.

la presse est levée. Figueiredo a mis également fin au bipartisme instauré en 1965, pour la continuité du régime. Le but a été de construire un multipartisme restauré qui doit diviser l'opposition et faire éclater le MDB.¹⁶⁸

Le Parti Social Démocrate (*PDS-Partido Democrático Social*) a été formé au nom de subvenir aux besoins d'un parti centriste modéré. Les militaires brésiliens n'ont pas oublié la formation d'un parti « opposant », « de gauche ». Le vieux parti travailliste est né de ses cendres sous l'égide du gouvernement militaire militaire.¹⁶⁹ Pour autant, le MDB n'a pas disparu mais devenu le Parti du Mouvement Démocratique Brésilien (*PMDB-Partido do Movimento Democrático Brasileiro*).

Lorsque les crises économiques s'ajoutèrent au désagrément provenant du régime militaire¹⁷⁰ des mouvements massifs d'étudiants, d'ouvriers, d'employés publics, des manifestations des paysans pauvres commencèrent à éclater dans le pays.

Les grands mouvements ouvriers se déclenchèrent dans la région ABC de São Paulo où le nouveau prolétariat du pays s'intensifiait. Tandis que les leaders de ce mouvement qui se politisait rapidement allaient s'organiser différemment des partis communistes et des partis sociaux-démocrates habituels ou des fractions de gauches révolutionnaires et le processus de la création du PT allait commencer.

Dans la partie où nous avons abordé les conséquences des politiques néo-libérales et des politiques non-démocratiques des régimes militaires qui violaient les droits de l'homme, nous avons traité les spécificités de la structure politique et économique du Venezuela. Il est possible de trouver l'incidence de ces spécificités dans l'histoire des mouvements sociaux contemporains du pays. Lorsqu'on jette un coup d'œil à l'historique du 20^{ème} siècle il apparaît que les mouvements sociaux au Venezuela étaient moins fréquents par rapport aux autres pays. Les organisations de gauche ont établi leurs stratégies de pouvoir non sur les mouvements sociaux massifs mais sur l'obtention de du pouvoir étatique par la force.

b) La tradition de la lutte politique à travers la puissance politique

¹⁶⁸ Denis et Alain Ruellan, *Le Brésil*, Paris, Karthala, 1989, p. 81.

¹⁶⁹ Alain Rouquié, *op-cit.*, p. 193.

¹⁷⁰ Les détails qui y sont associés figurent dans la première partie du travail.

L'apparition des mouvements ouvriers et des mouvements de gauche date des années 1930 au Venezuela dirigé tout au long de la première moitié du 20^{ème} siècle par les pouvoirs militaires partisans du développement. Le Parti Communiste du Venezuela (*PCV-Partido Comunista Venezolano*), l'organisation de gauche la plus ancienne du pays se forma en 1931 et poursuivit ses activités en clandestinité jusqu'en 1945.

Les années López Contreras (1936-1941) sont celles d'une prise de conscience du monde du travail et de la structuration des mouvements politiques.¹⁷¹ Ces années témoignèrent aussi de la fondation de plusieurs syndicats et de partis politiques d'opposition (le Parti Révolutionnaire Progressiste, le Bloc National Démocratique, l'Union Nationale Etudiante etc...). Ces organisations politiques et syndicales d'opposition furent à l'origine de plusieurs grèves survenues pendant l'année 1936 dans les secteurs du textile, de l'élevage, des arts graphiques, des conducteurs d'autobus ou des boulangers. La plus importante dans l'histoire du mouvement ouvrier vénézuélien reste à cet égard la grève du 14 décembre par les travailleurs du pétrole, dirigés par le Bloc National Démocratique et le Parti Communiste.¹⁷² Les revendications des grévistes -refusées par le patronat- étaient les suivantes: Journée de huit heures, augmentations de salaire, amélioration des conditions de vie (logement) et de travail (sécurité).

La junte patriote et le bipartisme

Medina Angarita qui assumait la présidence de 1941 à 1945 s'efforça pour que deux partis politiques apparaissent au nom de la démocratie au Venezuela. Ainsi, l'Action Démocratique (*AD-Acción Democrática*) fondée le 11 Mai 1941 sur des principes nationalistes et anti-oligarchiques était le premier parti légalisé à l'arrivée de Medina Angarita. En face, le 18 Avril 1942, la fusion de deux partis, Action Electorale et le Mouvement Action Nationaliste, a donné naissance au parti Action Nationale, ancêtre de COPEI (*Comite de Organización Política Electoral Independiente*).¹⁷³

Les gouvernements de certains présidents venus au pouvoir jusqu'en 1958 prirent fin par des

¹⁷¹ Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 268.

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ *Ibid.*, pp. 270-275.

coups d'État. Avec le dernier coup de 1958 la voie fût ouverte pour la démocratie au Venezuela que l'on montrait comme exemple à toute l'Amérique latine.

La dictature de Marcos Pérez Jimenez a été renversée le 23 Janvier 1958 par un mouvement supporté par la Junte Patriote Nationale sous le leadership de Fabricio Ojeda. Les représentants des partis politiques clandestins tels que l'AD, le Comité d'Organisation Politique des Électeurs Indépendants COPEI, le PCV étaient dans le mouvement. Le PCV était l'élément le plus actif de l'insurrection populaire qui a renversé la dictature.¹⁷⁴

La chute de Pérez Jimenez a donné lieu au pacte de Punto Fijo qui précise le nouveau système politique. Cet accord signé en octobre 1958 par Rómulo Gallego, Rómulo Betancourt, Rafael Caldera et Jovito Villalba contrôlait le système politique du Venezuela et assurait le partage du pouvoir par les partis l'AD et le COPEI.

Des gouvernements présidés par les membres des deux partis, Action démocratique (AD), membre de l'Internationale socialiste, et COPEI, membre de l'Internationale démocrate-chrétienne ont instauré le bipartisme dans la vie politique du pays. La Confédération des travailleurs du Venezuela (*CTV-Confederación de Trabajadores de Venezuela*), fondé en 1936, l'organisation la plus importante du mouvement de travail au Venezuela, a été orienté par le parti AD qui était au pouvoir après la période de transition à la démocratie. Il s'est structuré dans une ligne syndicale, semi-corporatiste.¹⁷⁵ Entre-temps tous les partis politiques sont devenus libres.

Un mouvement de guérilla en relation avec des officiers

Lorsque le gouvernement de Rómulo Betancourt qui accéda au pouvoir à l'issue des élections décida de rompre les relations diplomatiques avec le Cuba en fonction de la politique étrangère des États-Unis au début de 1960, une dualité surgit au sein de l'Action Démocratique. L'aile gauche dirigée par les syndicalistes, les leaders des mouvements universitaires et de jeunesse quittèrent le parti pour créer le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (*M.I.R.-Movimiento de Izquierda Revolucionaria*) et s'intégra dans les rangs du pouvoir. Cette création était similaire aux organisations de mouvement de même type

¹⁷⁴ Marta Harnecker, *Hugo Chavez : Venezüela Devrimini Anlamak*, İstanbul, Güncel, 2006, p. 15.

¹⁷⁵ Fuat Ercan, "Suskun Adamın Baladı: Latin Amerika Üzerinden Venezüela'ya Dair Düşünceler", *Praksis*, No: 14, Hiver – Printemps, 2006, p. 97.

créées par les partisans de gauches « rompus du réformisme » au Pérou et au Chili.

Le MIR et le PCV, en cette période, prirent la tête des mouvements qui s'élevaient contre le gouvernement de Betancourt. Les mouvements de masse qui s'élevèrent en 1960 se convertissent en affrontements armés à la suite des événements qui débutèrent à l'Université de Caracas. Dix-huit personnes trouvèrent la mort le premier jour de l'action sous les balles des militaires.¹⁷⁶ Devant cette évolution le PCV et le MIR s'orientèrent vers la lutte armée.

Les actions de masse s'amplifièrent en janvier 1962 en rejoignant les révoltes des unités militaires. Les jeunes officiers aussi ont participé au mouvement d'opposition qui allait grandissant. Les révoltes des officiers des bases marines de Carupano et de Puerto Cabello le 4 mai et le 2 juin 1962 sont les plus grandes révoltes militaires. En cette période le PCV se concentra sur la stratégie de révolution avec une aile de l'armée et essaya un coup de gauche. Pourtant, aucune de ces tentatives ne réussit et tous ceux qui s'y impliquèrent s'affrontèrent avec la violence de l'armée. A la suite des évolutions l'administration déclara l'état de siège le 9 mai 1962, elle interdit toute activité de tous les partis politiques, le PCV et le MIR en tête.

Le MIR et le PCV décidèrent en 1963 d'unir les forces armées sous un commandement central et ainsi naquit les Forces Armées de Libération Nationale (FALN-*Fuerzas Armadas de Liberación Nacional*). Le Front de Libération Nationale (FLN-*Las Fuerzas de Liberación Nacional*) fût créé comme l'organe politique du FALN. Les actions des guérillas furent intensifiées dans tous les domaines en sous toutes formes. De nombreux civils, ainsi que des militaires, perdirent la vie au cours de ces événements.¹⁷⁷

En Avril 1967, le PCV a reconnu officiellement l'échec de la guérilla et préconisé ouvertement la recherche de la légalité démocratique. Celle-ci est devenue effective lors des élections de 1968, aux quelles le PCV participa par l'intermédiaire d'un mouvement appelé L'Union Pour Avancer. En Mars 1969, sous le gouvernement de Rafael Caldera le PCV et une bonne partie des militants du MIR renoncèrent définitivement à leurs activités révolutionnaires.¹⁷⁸ La seule exception étant le Parti de la Révolution Vénézuélienne (PRV-*Parti de la Revolución Venezolana*) dirigé par Douglas Bravo, mouvement dont les idées

¹⁷⁶ Douglas Bravo, *Milli Kurtuluş Cephesi*, İstanbul, Ant, 1969, p. 21

¹⁷⁷ « Un certain nombre d'acteurs civil de cette époque ont contribué à l'organisation de la structure politique de Chávez lorsqu'il a lancé sa candidature à la présidence de la République. » Frédérique Langue, *op-cit.*, p. 10

¹⁷⁸ Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela, op-cit.*, p. 321.

Bolivariennes jouissaient de quelque popularité dans les milieux militaires.¹⁷⁹ Rafael Caldera, candidat du COPEI qui a remporté les élections de 1968 a levé l'interdiction de PCV et les activités légales ont été autorisées.

En 1971, la division du Parti communiste fût à l'origine du Mouvement vers le socialisme (MAS-*Movimiento al Socialismo*). Les partisans de l'Euro-communisme¹⁸⁰ dont le leadership a été mené par Teodoro Petkoff ont quitté le parti et ont créé le MAS en affirmant que le parti s'est aligné à la ligne orthodoxe prosoviétique.¹⁸¹

Le Caracazo et la gauche

Pendant les années 1970 et au début des 1980 les partis AD et COPEI ont alternativement dirigé le pays tandis que le PCV et le MAS n'ont pas eu de grands succès aux élections présidentielles. De grands mouvements sociaux n'ont pas vu le jour dans cette période.

Les prix de pétrole qui ont augmenté dans les années 1970 ont fait bondir les revenus pétroliers du Venezuela qui avait nationalisé entièrement ce secteur. Les gouvernements ont augmenté les salaires, ont mis en place des applications de la politique sociale en cette période. Tandis qu'au début des 1980, des programme du FMI que l'on avait adopté pour surmonter la crise économique, ont commencé d'abord par supprimer les politiques économiques développementalistes et populistes.

Enfin, trente ans d'expérience démocratique, considérée comme exemplaire pour la région, a pris fin en hiver 1988. Cette date marquait également une tentative de créer un nouvel équilibre économique, social et politique, voire institutionnel.¹⁸²

Le coût social des programmes néo-libéraux comme le chômage, la pauvreté, l'inaccessibilité

¹⁷⁹ Frédérique Langue, *Hugo Chávez et Le Venezuela, op-cit.*, p. 53.

¹⁸⁰ L'eurocommunisme est un courant communiste apparu dans les années 1970 en Europe de l'Ouest, notamment en Italie. Il est créé à l'initiative de trois leaders des principaux partis communistes d'Europe Occidentale: Georges Marchais (le Parti Communiste Français), Enrico Berlinguer (le Parti Communiste Italien) et Santiago Carrillo (le Parti Communiste Espagnol). L'eurocommunisme suit l'idéologie communiste mais critique le modèle soviétique. Le courant défend un communisme qui garantit les libertés formelles, la démocratie parlementaire et le pluralisme.

¹⁸¹ Le fait que ce mouvement porte le même nom que les mouvements en Argentine et en Bolivie n'est qu'une similitude de noms.

¹⁸² Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela, op-cit.*, p. 305.

aux services publics a fait éclaté en 1989, une grande révolte populaire appelée le *Caracazo*. C'est en effet à compter de ce jour qu'entraient en vigueur un certain nombre d'augmentations de prix.

A la stupéfaction « des riches », de ceux qui habitent dans la vallée de la capitale, surplombée par les bidonvilles, « les pauvres sont descendus des collines ». Ils ont attaqué les supermarchés et autres symboles de la société de consommation. De l'autre côté, le gouvernement déclara l'état de siège, plaça la ville sous la loi martiale et l'armée écrasa la révolte par des mesures d'une violence inouïe. Les événements ont causé trois-cents morts selon les statistiques officielles (Beaucoup plus selon les organisations internationales de défense de droits de l'homme. Des bilans non-officiels vont jusqu'à trois-milles morts).¹⁸³

Le 27 février 1989 constitue un tournant dans l'histoire du pays. La démocratie d'entente à deux partis a pris fin avec les événements de 1989. L'AD et le COPEI ont commencé à être perçus comme étant un seul parti aux yeux du peuple. Les masses larges ont débuté la recherche des nouveaux acteurs et des nouveaux leaders politiques.

Les élections directes des préfets, des maires, des députés ont eu lieu le 4 décembre 1989. Les 60 % des électeurs s'en sont abstenus. Les militants du parti Causa R à tendance anti-néolibérale ont été élus aux postes clé.¹⁸⁴

Le *Caracazo* a influencé la vision politique des civiles ainsi que des militaires, en particulier les officiers appartenant aux nouvelles générations, plus cultivés et ayant fréquenté des universités.

Le coup d'État de 1992 n'a pas été un coup d'État comme les autres dans l'histoire du pays. Malgré son échec militaire, il a marqué le commencement d'une nouvelle époque, propulsant de nouveaux acteurs sur l'avant-scène de la vie politique, et Chávez en particulier.¹⁸⁵

2) Les historiques détaillés du Parti des Travailleurs et du Mouvement Bolivarien

¹⁸³ *Ibid.*, p. 268.

¹⁸⁴ Marta Harnecker, *op-cit.*, p. 17.

¹⁸⁵ Frédérique Langue, *Hugo Chávez et Le Venezuela, op-cit.*, p. 12.

Au début de notre travail nous avons examiné en détail le fait de l'apparition des partis de gauche nouveaux ou renouvelés au niveau idéologique, politique et organisationnel en Amérique latine à partir des années 1980. A la tête des partis en question vient le PT Brésilien qui a influencé tant la gauche de toute l'Amérique latine que celle du monde¹⁸⁶ entier depuis les années 1980. Par conséquent le PT est devenu le parti de gauche de l'Amérique latine, dont la création et l'évolution ont été examinées le plus, tant en Amérique latine que dans le monde depuis les années 1980 jusqu'à nos jours.

Le PT qui a été présenté comme « un nouveau type de parti » alternatif au modèle du parti léniniste a été quand même sujet à des débats tout en étant resté le foyer des critiques dans les années 2000 suite au changement dans sa ligne politique.

a) Le Parti des Travailleurs en tant que nouveau parti de mouvement social

Le motif principal de l'attention prêté à la formation du PT, tant dans l'ensemble du continent de l'Amérique latine que par les mouvements de gauche du monde entier, fût sans doute la coïncidence de l'apparition et du renforcement de ce parti avec la période de la déchéance et de l'effondrement du socialisme réel en Europe de l'est et en URSS, donc avec une époque où la gauche se trouvait dans une crise à l'échelle mondiale.¹⁸⁷

Dans les années 1980 et au début des années 1990 où la période des pouvoirs de la gauche est clôt en Amérique Centrale comme en Amérique du sud en raison des problèmes vécus par suite à la révolution sandiniste avec le coup d'État au Chili, où la période néo-libérale a été déclenché à l'échelle mondiale et où les états socialistes étaient entrés dans un processus de dissolution, le PT sans la moindre confusion, en accentuant qu'il était un parti socialiste ouvrier est monté sur la scène politique de l'Amérique latine et a obtenu un grand succès.

¹⁸⁶ « Tous les partis de gauches tels que le PRC (Parti de la Refondation Communiste) italien, L'IU (Gauche Unie) espagnol, le PDS (Parti du Socialisme Démocratique) allemand, le SSP (Parti Socialiste Écossais) étaient des organismes créés en étant influencés par le PT. Tandis qu'en Turquie, dans l'amalgame d'ÖDP (Parti de la Liberté et de la Solidarité), du moins au niveau de certaines tendances dans le parti le PT avait une influence importante comme source d'inspiration. » Sungur Savran, "Brezilya'da Lula Faciası", *Praksis*, No: 14, Hiver – Été 2006, p. 144.

¹⁸⁷ Bien que l'orientation du gouvernement vers la droite durant son mandat ait entraîné la réaction de la gauche, le PT est encore en position d'un composant important du mouvement de gauche. L'une des deux forces principales du mouvement alter-mondialiste qui a apparu en 1999 à Seattle et qui poursuit aujourd'hui aussi son existence est l'organisation ATTAC (L'Association Pour la Taxation des Transactions Financières et Pour l'Aide Aux Citoyens) en France tandis que l'autre est le PT.

Un parti-mouvement

La genèse du PT est liée à la résistance démocratique, au développementalisme autoritaire brésilien, le projet étatique qui a dominé la politique du Brésil des années 1980 et qui rejetait toute forme d'autonomie du travail ainsi que toute activité des mouvements sociaux.¹⁸⁸

La vague de grève qui a commencé en mai 1978 parmi les ouvriers de métallurgie dans la région industrielle ABC de São Paulo s'est répandue vers les autres secteurs et les régions, trois millions d'ouvriers actifs ont participé à ce mouvement en 1979.

Le PT est constitué à la suite de ces mouvements ouvriers par des syndicalistes combattifs généralement apolitiques, d'intellectuels d'inspiration chrétienne et d'anciens militants révolutionnaires qui avaient abandonné la lutte armée. Le leader du parti, Lula da Silva a été aussi le dirigeant des métallurgistes en grève de la région de São Paulo.

La fondation du PT fut un défi à toute la politique brésilienne de l'époque, un défi au régime autoritaire installée depuis 1964, un défi aux structures conservatrices des partis populaires et aussi un défi au parti communiste.

Le Centrale Unique des Travailleurs (CUT-Central Unica dos Trabalhadores) qui est une organisation indépendante mais qui avance ensemble avec le PT sur le plan politique a suivi la création de celui-ci en 1983. Le parti s'est positionné comme étant un vrai parti ouvrier tel qu'il a trouvé son expression dans les slogans de l'époque : « Ouvriers, votez pour les ouvriers ! », « Ton vote au PT, le reste est de la bourgeoisie ».

Tandis que d'autre part le parti s'est intéressé dès le début aux différents mouvements sociaux, il s'est chargé du rôle de défenseur de leurs revendications. En tête de ces demandes viennent celles des mouvements ruraux. D'ailleurs le Mouvement des Paysans Sans Terre,

¹⁸⁸ Sungur Savran, *op-cit.*, p. 125.

que nous avons examiné en détail dans les chapitres précédents, comme le CUT s'est formé dans le vent créé par le PT à gauche et a marché côte à côte avec le PT.¹⁸⁹

En outre, les éléments ecclésiastiques dans les communautés Catholiques de Base qui elles-mêmes ont mis en mouvement les millions de paysans sans terre et les pauvres citadins sur la base d'une théologie de libération, les indigènes, les noirs qui tiennent une part importante dans la population du Brésil, ainsi que les mouvements féministes et environnementaux ont trouvé une place importante dans l'approche politique du PT.

La pratique du pouvoir au niveau local

Le PT a acquis une place majeure dans la scène politique du pays après la démocratisation de 1985. Dans la décennie 1990, le parti a joué un rôle actif dans la CPI (la Commission d'Enquête Parlementaire) qui a mené des enquêtes particulièrement sur le réseau d'influence mis en place par Fernando Collor de Mello et s'est engagé dans une intense campagne d'anti-corruption. Ceci a accueilli la grande sympathie de la part de la société Brésilienne.

L'évolution essentielle qui a renforcé le PT sur la scène politique à cette période est arrivée avec les applications dans les administrations locale du parti.

Pendant les années 1990, le PT a favorisé la mise en oeuvre de plusieurs programmes sociaux au niveau local. L'un d'entre eux a été *Bolsa Familia*. C'est un programme de revenu minimum destiné à encourager les enfants issus des familles pauvres à poursuivre des études scolaires. Un autre a été *Escola Plural*. C'est un programme qui vise à résoudre le problème des taux élevés d'analphabétisme et d'échec scolaire parmi les enfants pauvres du Brésil. Cependant, le Parti a soutenu de nouveaux services de santé au niveau local, dans les villes qu'il administrait.

D'autre part, le projet que le parti a mis en place dans la mairie de Porto Allegre, le capital de l'État de Rio Grande du Sul, qu'il a remporté en 1990 et qu'il a étendu vers les autres régions,

¹⁸⁹ « La relation entre le PT et le CUT est bien semblable à celle de TİP (Le Parti des Travailleurs de Turquie) et DİSK (La Confédération Révolutionnaire des Syndicats Ouvriers) en Turquie pendant les années 1960. » Ergun Aydınoglu, *Brezilya İşçi Partisi Deneyimi*, İstanbul, Belge, 1991, p.12.

le projet du budget participatif¹⁹⁰ qui assurait la participation du peuple à l'administration, a été reçu avec beaucoup d'intérêt à l'échelle du pays.

Les manœuvres de Lula

Ces séries de programmes sociaux innovants basés sur une conception participative ont favorisé le renforcement du soutien du peuple Brésilien au PT tant au niveau local que national. Dans les années 1990 le succès électoral du PT au niveau local a été étonnant: le nombre de villes administrées par le PT qui ne comptait que 36 municipalités en 1988 atteint le nombre de 187 en 2000.¹⁹¹ Mais le succès du parti au niveau national n'a pas été suffisant pour remporter les élections de 1994 et de 1998. Lula da Silva a donc décidé de suivre une stratégie pour résoudre ce problème d'incapacité. C'était, de se rapprocher du centre à travers une alliance avec le Parti libéral et en s'éloignant du discours de la gauche radicale.

Le gouvernement de Cardoso, en retour, a joué la carte de la peur. Serra et d'autres membres du gouvernement ont commencé à suggérer que l'élection de Lula pousserait le Brésil sur la voie de l'Argentine sur le plan économique. La campagne de la peur a commencé à influencer d'une manière négative le soutien du peuple Brésilien à Lula.

Les marchés internationaux ont réagi d'ailleurs assez mal. En Juillet 2002, des investisseurs et des bailleurs fuyaient le Brésil et l'indicateur mesurant le facteur risque du pays oscillait entre 800 à 2000 points. Avec une économie au bord de l'effondrement, Cardoso appela le FMI au secours. Celui-ci arriva avec un nouveau prêt de 30 milliards de dollars (dont 6 milliards seulement seraient alloués dans l'année).¹⁹²

Cependant, Lula a publié sa déclaration de soutien le 22 août suivant, sous la forme d'une 'Lettre au Peuple Brésilien' aux politiques financières du gouvernement de Cardoso et l'a soutenu pour avoir accepté les conditions de l'aide de FMI.

Avec cette manœuvre, Lula a assuré le soutien des classes moyennes, des hommes d'affaires et des sociétés de capitaux internationales. Le PT a réussi le plus lors de la campagne

¹⁹⁰ Les informations détaillées sur le projet du budget participatif figurent dans la première partie du travail.

¹⁹¹ Leonardo Avritzer, *op-cit.*, p. 27.

¹⁹² *Ibid.*, p. 29.

électorale de 2002 durant laquelle il a mis au premier plan « la faim zéro » (*Fome Zero*), la politique publique qui vise à l'éradication de la faim et de l'exclusion sociale. Le 26 Octobre 2002, Le PT fût élu avec plus de 60 % des voix. La victoire a été due à un besoin de changement après les dommages causés par l'application des programmes néo-libéraux.

Lula, qui a été sujet à des critiques de la part des organisations sociales d'opposition diverses entre 1998-2006 pour avoir poursuivi des politiques néo-libérales, dont plusieurs compagnons ont été impliqués dans des scandales de corruption revindra au pouvoir en 2006 avec le même taux de suffrage qu'en 2006.

Le mouvement de Chavez au Venezuela cependant, s'est développé comme étant une structure basée sur l'alliance militaire-civile conformément à la tradition de la gauche au Venezuela.

b) Le mouvement Bolivarien en tant qu'un mouvement de 'Liberté Nationale'

Le commencement de la désintégration du régime économique-politique du Venezuela au début des années 1980 a entraîné une recherche de modèles politiques divers tant parmi la société civile du Venezuela que parmi les officiers de l'Armée du Venezuela.

Une cellule des officiers Bolivariens dans l'armée

Un groupe de jeunes officiers¹⁹³ patriotes en cette quête a créé en 1982 un groupe nommé l'Armée Bolivarienne Révolutionnaire-200 (*EBR-200-Ejército Bolivariano Revolucionario*). Hugo Chavez et ses amis Jesús Ernesto, Urdaneta Hernández, Felipe Acosta Carles ont créé l'organisation le 17 décembre (le 200^{ème} anniversaire de la mort de Simón Bolívar) sur un

¹⁹³ La côté distinctif de ces générations d'officiers jeunes est leur origine de classe et l'éducation qu'ils ont reçues. On a assuré la possibilité d'une très bonne éducation par rapport au passé avec le plan d'Andrés Bello qui est entré en vigueur au Venezuela en 1971. Ainsi les familles des classes populaires ont envoyé leurs enfants réussis à ces écoles qui promettaient une belle carrière. Les jeunes qui étaient diplômés de ces écoles ont gagné un bon niveau de vie tant dans la vie militaire que civile. Pourtant, la réduction des salaires des militaires et des budgets d'éducation dans les années 1980 a influencé négativement la carrière et l'avenir de ces jeunes soldats. Le fait que les étudiants militaires poursuivent leurs études dans les universités avec les étudiants civils en direction de ce plan a rapproché les militaires avec les milieux gauchiste. *Venezuelan Politics in the Chavez Era: Class, Polarization & Conflict*, ed: Steve Ellner & Daniel Hellinger, Lynne Rienner Publishers, Londres, 2004, p. 76; Ece Temelkuran, *Biz Burada Devrim Yapiyoruz Sinyorita*, İstanbul, Everest, 2006, p. 121.

serment de sauver les valeurs du pays et qu'ils lutteront contre la dégénération. Les membres du groupe qui n'avaient pas une ligne idéologique-politique nette débattaient des évolutions politiques dans le pays et dans le continent. Ces débats les orientaient vers une perspective de gauche, et les officiers éprouvaient une sympathie particulière à l'expérience du gouvernement du Général Velasco Alvarado au Pérou.¹⁹⁴ Ce groupe s'est limité en une petite cellule fonctionnant clandestinement dans l'armée dans les années 1980.

Peu après, les membres du groupe se sont mis en relation avec les leaders et les activistes des parties de gauche. Comme le frère de Hugo Chávez, Adán Chavez était l'un des membres du Parti de la Révolution vénézuélienne (PRV-*Partido de la Revolución Venezolana*) le premier leader qu'ils ont contacté fût Douglas Bravo, le leader de PRV.

Le groupe s'est mis en rapport par la suite avec des groupes de gauche comme la Cause Radicale (*Causa R-La Causa Radical*), Drapeau Rouge (*Bandera Roja*), La Ligue Socialiste (*Liga Socialista*) et certains intellectuels du pays. Bien que les entretiens soient peu fréquents, le Causa R, a contribué à l'organisation et au discours politique des années 1990 du mouvement Bolivarien.

Ils planifièrent l'organisation d'une insurrection révolutionnaire avec ces officiers et avec les groupes de gauche sous le leadership des militaires-civils. La révolte des pauvres, le *Caracazo* fût un tournant dans l'évolution de la lutte du mouvement ainsi que pour nombre d'autres nouveaux groupes sociaux et politiques. Ceci prouva d'une part que le peuple qui ne pouvait plus supporter les politiques neo-libérales était spontanément sur le point de se révolter et d'autre part l'insuffisance des institutions étatiques et des partis traditionnels à diriger le pays. Après le *Caracazo* les leaders du mouvement ont changé le nom du groupe comme le Mouvement Bolivarien Révolutionnaire (MBR-200-*Movimiento Bolivariano Revolucionario*).

Le 4 Décembre 1989, pour la première fois dans l'histoire du pays, les députés, les préfets et les maires furent élus ensemble. A l'issue de ces élections où les 60 % des électeurs s'abstinrent de voter, le CR et le le Mouvement Vers le Socialisme (MAS-*Movimiento al Socialismo*) obtinrent un succès important.¹⁹⁵

¹⁹⁴ Les informations détaillés sur Général Velasco Alvarado et « les militarismes progressistes » des années 1960 et 1970 figurent dans la première partie du travail.

¹⁹⁵ Marta Harnecker, *op-cit.*, p. 17.

La tentative d'un coup d'État nationaliste

MBR-200 commença d'élargir sa base dans l'armée au début des années 1990. Entre-temps les dirigeants du PRV et du Causa R et ceux de MBR-200 commencèrent à se réunir plus fréquemment. Le commencement de la création de la base civile du mouvement causa une tension parmi les membres civils et militaires du mouvement. Douglas Bravo et Kléber Ramirez du PRV rompirent leurs liens avec MBR-200.

Malgré tout, le projet du coup gauche fût mis en place le 4 Février 1992 par les leaders du MBR-200. Bien que dans plusieurs villes des points stratégiques tels que les bâtiments publics, les aéroports importants fussent saisis par les commandants et lieutenants-colonels du mouvement Bolivarien, la tentative de la prise du pouvoir se solda en un échec, et les centres stratégiques militaires de Caracas et le Palais Présidentiel ne furent pas saisis. Chávez, après les négociations de la reddition, a lancé un appel en direct depuis le ministère de la défense à ses compagnons armés et à tout le pays.

Les propos¹⁹⁶ qu'il a tenus lors de son discours l'ont rendu un héros national et Chávez avec tous les officiers impliqués dans le coup a été mis en prison.

« *Malgré l'échec du mouvement ses inspirateurs bénéficièrent à cette occasion d'une tribune éminemment politique.* »¹⁹⁷ Une autre tentative de coup d'État entreprise cette fois par un autre groupe le 27 novembre de la même année s'est soldée de même par une défaite. Le versant civil du mécontentement s'est exprimé à son tour le 10 mars 1992 par *le cacerolazo*.¹⁹⁸

Ces deux soulèvements, furent écrasés, mais l'écho rencontré dans certains secteurs de la population, voire la sympathie dont bénéficièrent leurs auteurs a révélé le malaise profonde qui règne l'opinion publique et l'ampleur du mécontentement existant dans la société civile.

La désobéissance militaire a ouvert la voie à celle des civils. Dans la nuit du février et du 10

¹⁹⁶ « *Compagnons : Malheureusement, pour l'instant, les objectifs que nous nous étions fixés n'ont pas été atteints dans la capitale (...) Pour ma part, par devant le pays et par devant vous, j'assume la responsabilité de ce mouvement militaire bolivarien.* » Frédérique Langue, *Hugo Chávez et Le Venezuela*, op-cit., p. 82.

¹⁹⁷ Frédérique Langue, *Histoire du Venezuela*, op-cit., p. 344.

¹⁹⁸ Bruit de casseroles.

mars, les habitants de Caracas et de grandes villes ont manifesté, sans sortir de chez eux, mais en tapant sur des casseroles. Les manifestations se sont poursuivies mettant en scène les étudiants, associations de quartiers, des employés de l'État, des médecins et mêmes des policiers.

Lorsque le président Carlos Andrés Pérez a été jugé pour avoir abusé des fonds publics et déclaré coupable par la cour de cassation, Ramón J. Velázquez a accédé à la tête du gouvernement provisoire et conduit le pays aux élections anticipées. Chavez a appelé le peuple à l'abstention. Les 52 % des électeurs ne se sont pas présentés aux urnes. Les élections ont été remportées non par les partis l'AD et le COPEI mais par Rafael Caldera, le leader d'un nouveau parti centriste nommé Convergence, la Causa R a encore une fois augmenté ses suffrages.

Du militarisme au populisme

Les leaders de MBR-200 qui étaient en prison à cette période ont d'une part fait des plans pour la période suivante, d'autre part se sont mis en rapport, par l'intermédiaire de leurs visiteurs, avec les noms importants issus de différents mouvements sociaux et politiques.

Chavez et ses compagnons qui ont été libérés avec l'amnistie déclarée par Caldera en mars 1994 se mirent à clarifier leur ligne politique qui consistait en un régime populiste basée sur la souveraineté nationale, tout en faisant le tour du pays entier.

Les milieux Bolivariens ont formé des organisations de base.¹⁹⁹ Ces organisations qui fonctionnent avec des mécanismes de décision du bas vers le haut se sont répandues progressivement dans le pays. Ce furent ces milieux qui prirent la décision de ne pas participer aux élections. Le mouvement a créé une structure nommée le Mouvement Cinquième République pour se représenter aux élections.

Certaines évolutions vécues lors de la campagne que Chavez a très activement menée, basé sur un discours anti-néo-libéral et nationaliste ont renforcé la main de Chavez. La récession économique vécue dans le pays en raison de la chute des prix internationaux du pétrole avant

¹⁹⁹ Les informations détaillées sur ces milieux seront fournies dans les chapitre suivants.

les élections était le premier facteur. Tandis que le deuxième facteur était le fait que la Causa R qui avait obtenu le succès grâce aux discours anti-néo-libéraux lors des élections de 1993 a commencé à soutenir les politiques néo-libérales du gouvernement existant et la division du parti en deux tendances. Le MVR a participé aux élections du 5 décembre 1998 sous le nom de l'alliance 'le Pôle Patriote' (MVR, MAS, PPT, PCV, IPCN, GE, MEP, SI, AA) et a accédé au pouvoir avec 56,45 % des suffrages devançant de 17 % environ son plus grand rival Henrique Salas Römer.

Chávez augmentera ses suffrages dans les élections de 2000, reviendra à la présidence à l'issue d'un soulèvement populaire après avoir évité une tentative de coup en 2002, recevra le soutien de la majorité du peuple lors du referendum de 2005, et sera élu à la présidence dans les élections de 2006 toujours en augmentant ses suffrages.

Deux différentes historiques de la gauche

Vu les disparités dans le cours de l'évolution des structures économiques et politiques des deux pays, l'histoire des luttes sociales du siècle dernier y présente des différences propres à chacun. Le fait que le Brésil fuisse l'un des pays qui soient rentrés le plus tôt dans le cycle de l'industrialisation parmi les pays de l'Amérique latine entraîna le fait que le prolétariat industriel et les syndicats ouvriers y tiennent une place importante sur l'arène politique.

L'abstention de la mise en place d'une réforme agraire de grande envergure en période des pouvoirs populistes a donné naissance à la formation d'une vaste population de paysans sans terre en face de petits propriétaires terriens dans la zone rurale. Ce secteur est la deuxième force essentielle de la lutte sociale au Brésil.

Le fait que la théologie de libération ait accueilli entre-temps un grand nombre de partisans dans la zone rurale du Brésil a eut un effet considérable dans le développement des mouvements de la zone rurale. Cependant, les mouvements contre le système au Brésil s'appuyèrent depuis toujours sur des mouvements populaires dont en le premier lieu celui des ouvrier, en le second lieu celui des paysan.

L'existence des communautés à tendance anarchiste et de gauche parmi les immigrés italiens et espagnols qui sont arrivés dans le pays au début du siècle a été le motif du déclenchement

des mouvements de gauches un peu plus tôt par rapport à la plupart des pays de l'Amérique latine. Cette situation, malgré l'effet de flouage créé par le populisme sur l'arène politique, a rendu relativement nette la séparation de droite-gauche dans ce pays. Parallèlement à ce que nous venons de constater, le PT a été créé comme un parti de masse issu du mouvement ouvrier et en relation avec d'autres mouvements sociaux, il a nettement précisé lors de sa création qu'il est sur la ligne de la gauche socialiste. Le PT, en se mettant dans le vent des mouvements sociaux, s'est installé au pouvoir en mettant en avant comme solution des politiques sociales contre les irrégularités créées par les politiques néo-libérales.

Différemment du Brésil, le processus d'industrialisation au Venezuela a démarré plus tardivement et une vaste classe ouvrière n'a pas pu se former malgré les lignes économiques développementalistes des régimes militaires. La raison plus importante fût l'orientation du pays vers l'industrialisation dans des domaines variés au Brésil; tandis qu'au Venezuela, une économie essentiellement centrée sur la production du pétrole a été formée et que ce secteur est par la suite devenu investi par le grand capital. Les revenus de pétrole du pays l'ont rendu plus avantageux pour les investissements comparé à d'autres pays du continent et l'axe de la lutte de base dans le domaine politique se focalisa sur la question du partage de ces revenus. Les syndicats en place ont agi comme une partie intégrante des politiques étatiques pendant des années. Dans l'économie centrée sur le pétrole, les mouvements ruraux ne se sont pas évolués à cause de la minimisation des activités économiques dans le secteur rural et de la migration vers des grandes villes. Cette structure économique a entraîné la poursuite d'une lutte politique centrée sur la prise du pouvoir étatique par la force et la création d'un nouveau régime. Le fait que la tradition militariste fût très forte dans le pays a largement contribué sans doute à l'instauration de cette forme de lutte politique. C'est ainsi que le mouvement de Chávez est apparu sur la scène de l'histoire comme l'instance qui a orienté cette tradition politique vers la gauche.

D'autre part, le fait que les traditions du nationalisme et du populisme soient très fortes dans toute la scala de la vie politique du pays a empêché une cristallisation de la distinction gauche-droite sur l'arène politique du pays. Il est possible de constater cette incidence dans le cas du mouvement qui s'est organisé autour de Chávez. Ce mouvement qui a défini sa ligne politique en se réclamant du leader légendaire du continent, Simón Bolívar, à la différence du PT socialiste, n'a pas pris son origine dans les luttes sociales. Le parti a pris pour cible les politiques néo-libérales comme le PT lorsqu'il accéda au pouvoir, pourtant, différemment du

PT, il a tenu contre celles-ci un discours nationaliste et populiste au lieu d'un discours de classe et de gauche.

B - Les lignes idéologiques et les structures organisationnelles du Parti des Travailleurs et du Mouvement Bolivarien

Lorsqu'on compare les lignes idéologiques et les structures organisationnelles du Parti des Travailleurs (PT) et du Mouvement Bolivarien, on constate que les partis présentent des différences dans les deux domaines. L'analyse des différences basées sur la structure sociale-politique et issues de l'évolution historique spécifique des mouvements de gauche au Venezuela et au Brésil étudiées dans le chapitre précédent sont d'une importance clef en vue de l'évaluation des différences des applications des deux gouvernements que nous allons traiter dans le chapitre qui suit. En effet les deux structures politiques sont en cours de transformation aux niveaux idéologique et organisationnel à la fois. La vitesse de cette transformation accrût avec l'accès de ces acteurs au gouvernement. Les deux partis témoignent des transformations 'de sens diamétralement opposé' au niveau idéologique et organisationnel. Il sera utile d'examiner cette transformation frappante en commençant par l'aspect idéologique.

1) Les Lignes idéologiques du PT et du mouvement Bolivarien

Basé sur une ligne idéologique national-révolutionnaire et populiste, le Mouvement Bolivarien avance de jour en jour vers une ligne que l'on peut qualifier de gauche radicale, plus à gauche que la sociale-démocratie. Tandis que le PT, créé comme un parti socialiste, tend idéologiquement vers une position de parti centriste. En adoptant la démocratie sociale dans les années 1990 et le social-libéralisme dans les années 2000, le PT a connu et en train de connaître un changement important.

a) Le PT: du socialisme vers le social-libéralisme

Nous avons traités dans le chapitre précédent la transformation du PT en un parti de gauche de nouveau type avec un élan puissant dans les années 1980, à une époque où le mouvement de gauche, adopté comme exemple par la gauche mondiale, s'était affaibli en Amérique latine et dans le monde entier.

L'un des aspects nouveaux de ce parti de nouveau type est l'idéologie. Le PT, tout en défendant le socialisme en tant qu'idéologie, se distinguait idéologiquement des structures de gauche qui l'ont précédé comme les partis communistes, les organisations de guérilla qui défendaient le socialisme. La mentalité socialiste du PT était conçue de manière à embrasser les demandes des autres mouvements sociaux en dehors des ouvriers tels que les paysans, les femmes, l'environnement, les indigènes et de manière à attacher une grande importance à la démocratie. En critiquant la mentalité du socialisme bureaucratique, le PT critiquait violemment le capitalisme en même temps et accentuait avec insistance sur le fait qu'il était socialiste et non social-démocrate et qu'il menait une lutte de classe.

Les objectifs du PT avaient été déclarés comme suit lors de son assemblée organisée à l'échelle du pays en octobre 1979 : «*Le PT a déclenché la lutte afin que tout le pouvoir économique et politique soit mené directement par les ouvriers. Il n'y a pas d'autre moyen de mettre fin à l'exploitation et à l'oppression.*» Dans le dernier article des statuts sociaux établis lors de la conférence nationale qui s'est tenue en septembre 1981, il est clairement expliqué que l'objectif du PT est le socialisme.²⁰⁰

L'existence des groupes et des individus appartenant aux lignes idéologiques diverses dans le parti avait un effet considérable sur l'attitude du PT défendant un socialisme démocratique et pluraliste. La ligne idéologique du parti était définie par tous ses composants, à savoir depuis les partisans de la Théologie de la Libération jusqu'au Trotskistes, depuis les Castristes jusqu'aux Maoïstes.

Le changement de la ligne idéologique du PT s'est réalisé d'abord par les programmes défendus dans la politique pratique, puis par les applications gouvernementales déviantes par rapport à celles promises au début, à la suite d'une révision des idées théoriques-politiques du programme du parti. Dans les années 1980, le PT voulait le rejet complet des dettes étrangères (moratorium), une réforme agraire de grande envergure, la nationalisation des banques, du commerce extérieur et de l'industrie.²⁰¹

Tandis que les groupes et les individus marxistes poursuivaient leurs existences dans le parti

²⁰⁰ Ergun Aydınoğlu, *op-cit.*, p.28.

²⁰¹ James Petras, *Sağ Sol Kutuplaşması, Latin Amerika ve Emperyalizm*, İstanbul, Mephisto, 2005, p. 285.

vers les années 1980, ceux qui étaient dans l'administration du parti se sont orientés vers le social-démocratie. La majorité des dirigeants publics et des maires accédés au pouvoir s'abstenaient des applications radicales alors que le programme officiel préservait encore ces anciennes revendications.

Vers la fin des années 1990 le parti s'est 'social-démocratisé' en supprimant dans son programme les discours marxistes et socialistes. Les activistes du parti ont été remplacés par ceux qui ont adhéré au parti pour profiter du nouveau gouvernement. La communauté sociale-démocrate qui entourait le président Lula s'est renforcée dans le parti. Cette situation qui a causé des débats intenses au sein du parti a entraîné l'affaiblissement de la tendance de gauche radicale, voire la séparation d'une partie de cette tendance.

Au cours de la campagne électorale de 2002, contre la rumeur spéculative qui prévoyait une fuite des capitaux du Brésil au cas où Lula remporterait les élections, ce dernier a édicté une charte pour les Brésiliens dans laquelle il promettait de respecter les engagements faits par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et adoptait un discours « de marketing politique » avec le slogan: "*Votez Lulinha, pour la paix et pour l'amour*" (le diminutif *inho-inha* est un suffixe très largement utilisé au Brésil qui a en général une connotation d'affection).²⁰²

Lula a mis en place un programme libéralisé en supprimant une partie importante de ses promesses de réformes sociales lors de l'assemblée générale du PT qui s'est tenue avant les élections de 2002. L'alliance établie avec le parti libéral avant les élections a poussé le parti un pas de plus vers le centre.

Après son accès au pouvoir en 2002, le parti s'est davantage orienté vers le libéralisme avec son accord avec le FMI en juin 2002 et avec l'adoption du programme néo-libérale orthodoxe en 2003. Aujourd'hui, la ligne idéologique du PT est définie comme le social libéralisme proche de la troisième voie²⁰³ de Tony Blair selon l'analyse de plusieurs chercheurs.

²⁰² Emir Sader, "Lula: L'An 1", 27 Décembre 2003, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article789>, visité le 03.09.2007

²⁰³ « *Les thérociens de la troisième voie, Tony Blair et Anthony Giddens ont soulevé quatre problèmes existentiels pour la gauche aujourd'hui, tout spécialement pour la gauche latino-américaine: 1) La nécessaire prise en compte de la mondialisation à l'œuvre pour refonder la social-démocratie 2) La recherche d'une nouvelle synthèse entre socialisme et libéralisme au niveau théorique et pratique 3) Une analyse des sociétés à travers les dimensions travail, consommation, niveau de vie, susceptibles d'articuler individu et groupes sociaux*

Lula refuse même le terme de gauche. Par exemple lors d'un entretien avec le magazine français *Mouvements*, il affirme qu'il n'est pas à gauche : «*Vous savez que je n'ai jamais aimé proclamer gauche. Je suis un mécanicien tourneur et je suis arrivé à la Présidence grâce à une longue patience.*»²⁰⁴

Pendant que le PT avance depuis la gauche radicale vers la droite le Mouvement Bolivarien s'orienta vers la gauche, notamment dans les dernières années.

b) Le mouvement Bolivarien: du nationalisme révolutionnaire-populiste vers un nouveau type de socialisme

Le Mouvement Bolivarien dont la mentalité de lutte politique des fondateurs, Chávez en tête, s'est focalisée sur la politique pratique plutôt que sur l'idéologie a surgi avec une ligne idéologique floue. Les fondateurs n'ont pas initialement établi une ligne politique nette, ils ont essayé d'instituer leurs lignes au fur et à mesure que la politique pratique les orienta. Chávez et ses amis militaires ont d'abord été influencés par le militarisme progressiste²⁰⁵ sous l'effet des leaders tel que Omar Torrijo, cependant les lignes politiques dont ils se sont inspirés se sont différenciées et diversifiées avec le temps. Le drapeau de la ligne idéologique du Chávisme fût le Bolivarisme.

pertinents 4) La conception de stratégies d'alliances politiques progressistes. » Renée Fregosi, *Altérité et Mondialisation : La Voie Latino – américaine*, Paris, Ellipses, p. 221.

²⁰⁴ «Les Bases de l'égalité : Entretien avec Luiz Inácio Lula da Silva», *Mouvements*, Paris, No: 47 - 48, Septembre – Octobre – Novembre - Décembre - 2006, p. 36.

²⁰⁵ « Dans tous ces régimes (le Chili de Marmaduke Grove, la Bolivie de Bush, Villaroel, et Torres, l'Argentine de Péron, le Pérou de Velasco Alvarado et le Panamá de Torrijos), on assiste à une combinaison d'impulsions nationales libératrices et socio-égalitaires mêlées à un fort ingrédient d'autoritarisme personnel. (...) Cet autoritarisme personnel ou caudilliste joue un rôle si déterminant face aux autres ingrédients du 'socialisme militaire' que d'entrée, il les domine et les déforme. Le caudillisme charismatique, au lieu d'être au service des forces nationales et sociales émergentes, les met à son service et, en agissant de la sorte, leur enlève leur authenticité populaire ; il les subjugue, les médiatise, les corrompt et les dénature. Il atteint cet objectif au moyen de la manipulation habile des contradictions existantes au sein de l'ensemble de facteurs qui forment sa base de sustentation. En ce sens, 'le socialisme militaire' latino-américain constitue la version vernaculaire du bonapartisme, phénomène historique universel que les authentiques socialistes, ainsi que les autres démocrates, condamnent et combattent depuis près de deux siècles, en tant que grand falsificateur des luttes populaires, le grand illusionniste qui arrache les masses à ses dirigeants naturels, démocratiquement élus, et les conduit au précipice de la frustration et à une contre – révolution inévitable. » Frédérique Langue, *Hugo Chavez et le Venezuela*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 186.

Selon D. L. Raby l'idéologie du Mouvement de Chavez a comme origine la tradition nationaliste et révolutionnaire de l'Amérique latine. Depuis le début, Chavez parle de trois noms comme sa source d'inspiration: Simon Bolivar, combattant latino-américain d'indépendance, Simon Rodriguez, intellectuel moderniste Vénézuélien, l'éducateur privé et le conseiller de Bolivar et Ezequiel Zamora qui fut un *caudillo* leader de la lutte populaire menée pour la terre et la liberté dans la géographie du Venezuela au milieu du 19^{ème} siècle. Les thèmes principaux de l'idéologie de Chavez sont l'indépendance nationale, la souveraineté du peuple, la justice sociale, la mise fin à la corruption et l'union de l'Amérique latine.

Le drapeau de la ligne idéologique du Chavisme fut le Bolivarisme.²⁰⁶ Les historiens principaux définissent de la manière suivante le sens de Bolívar pour le Venezuela: « *Simón Bolívar est considéré comme la référence morale par excellence pour tout citoyen de ce pays. Être bolivarien équivaut à être Vénézuélien. (...) Pour le Vénézuélien du peuple, ce caractère symbolique de Bolívar est une croyance. D'où son immunité devant l'analyse et la logique. Une série de lieux communs confirme qu'il s'agit de convictions. A titre d'illustrations, en voici quelques – unes: 1) Aimer la patrie est aimer le Libérateur. 2) Bolívar a fait le Venezuela; quiconque agit pour la patrie fait revivre Bolívar. 3) La patrie requiert une action permanente. Cette action consiste à rendre réelle et actuelle la pensée de Bolívar. 4) La liberté fut le rêve de Bolívar. Elle est notre impératif. Bolívar et le Venezuela, Bolívar et la patrie, sont, par conséquent, interchangeables. Cette permutation entre l'un et l'autre extrême, entre un pays (en tant que République, nation, patrie), le Venezuela, et un homme (en tant que génie et apothéose, martyr, Libérateur). Simón Bolívar, suggère diverses perspectives d'analyse visant, en principe, à l'explication et à la compréhension de notre culture politique, de notre pensée*».²⁰⁷

Un des leaders du Mouvement Bolivarien, William Izarra définit de la façon suivante le *Chavismo* (Chavisme): « *Position idéologique, sentimentale ou fortement émotionnelle assumée par un individu ou des groupes d'individus, en liaison avec le projet de changement et de reconstruction de la patrie, porté par le leader charismatique Hugo Chávez. Ce leadership symbolise et synthétise l'ensemble du processus de lutte politique qui surgit avec*

²⁰⁶ L'utilisation librement du Bolivar par interprétation par tous les groupes politiques au Venezuela ressemble à celle de *Atatürk* sur la scène politique de la Turquie.

²⁰⁷ Frédérique Langue, *op-cit.*, pp. 58-59

l'apparition du système de démocratie représentative dans les années 60. Le chavisme n'est pas un bloc de pensée compact et homogène chez ceux qui le revendiquent. Il ne se fonde pas davantage sur une conception idéologique unique. Le chavisme va bien au – delà de Hugo Chavez. Il s'agit de l'action spontanée d'un collectif qui s'appuie sur une position irréductible de changement du système de vie. Dans le chavisme peuvent donc coïncider diverses visions du monde et de la politique. »²⁰⁸

Dans plusieurs recherches on a défendu la thèse selon laquelle l'interprétation Cháviste du Bolívarisme se repose sur 'l'indifférence aux principes' que même la stratégie politique du mouvement dirigé par Hugo Chávez était l'indifférence idéologique depuis la création du mouvement jusqu'à une date récente. On a utilisé généralement la terminologie nationaliste et populiste pour la description de la ligne idéologique qui domine le mouvement. Chávez, de son côté, qualifie le Bolívarisme comme la composante de ces deux tendances.

Depuis 2005 Chávez a commencé à déclarer qu'il souhaitait créer le Socialisme du 21^{ème} siècle. Chávez déclare aujourd'hui qu'il ne croit plus possible d'humaniser le capitalisme, et que son socialisme sera débarrassé des vices bureaucratiques, des dogmatismes idéologiques et des erreurs du passé. Le socialisme selon Chávez est « *avant tout une éthique* », « *l'amour du prochain* », « *la solidarité avec nos frères* ». Le premier socialiste fût Jésus Christ. Judas, qui a vendu la cause du Christ pour trente deniers, « *est le premier capitaliste* ». Bolívar, défenseur de la liberté et l'égalité, aurait été socialiste s'il avait vécu plus longtemps. Bref, le socialisme c'est l'altruisme, et le capitalisme, c'est l'égoïsme.²⁰⁹

Selon Chávez, le socialisme de 21^{ème} siècle sera différent de celui de 20^{ème} siècle. Ce ne sera pas un socialisme d'État à l'image de celui mis en oeuvre dans l'Union Soviétique, en Europe de l'Est ou à Cuba aujourd'hui. Il s'agira d'un socialisme pluraliste et moins centré sur l'État.

Quoi que Chavez ait commencé à parler du socialisme depuis 2005, les origines de l'idéologie de Chavez remontent au populisme latino-américaine et non pas au marxisme latino-américaine. Il suffit de regarder généralement les relations qu'il entretient avec les masses

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 94.

²⁰⁹ Marc Saint – Upéry, “Huit Questions et Huit Réponses Provisoires Sur la Révolution Bolivarienne”, *Mouvements*, Paris, No: 47 - 48, Septembre – Octobre – Novembre - Décembre - 2006, p. 58.

pour comprendre le populisme de Chavez. Ses liens avec les masses sont assez denses. Il crée une attraction forte en tant qu'un leader charismatique dans les conditions politiques de l'Amérique latine. Il a une éloquence passionnée. Le peuple a le sentiment d'entendre se refléter ses propres pensées internes et ses désirs. Chavez, en leader populiste, ne limite pas ses relations avec le peuple par des réunions de masse. Il entretient des relations avec les gens un par un et avec les groupes individuels. Le programme télévisé de Chavez « *Allo Presidente* (Alo Président) » diffusé par la télévision d'Etat par des contacts en direct avec les téléspectateurs qui posent des questions est une communication permanente avec les spectateurs présents dans le studio et avec ceux qui participent par téléphone en allant au-delà d'être des monologues du président.

Comme on le constate, les lignes idéologiques des deux mouvements sont différentes les unes des autres de même qu'elles se différencient de plus en plus par le fait que les deux mouvements avancent dans des directions politiques différentes. Les fondateurs du PT ont déterminé la ligne idéologique du parti en s'inspirant du marxisme et le parti s'est fixé un régime socialiste comme objectif. Pourtant, à partir du début des années 1990 le parti a d'abord adopté la ligne de la sociale démocratie, puis celle du social-libéralisme. Tandis que le PT avance de la gauche radicale vers la droite dans son histoire proche de 30 ans, le Mouvement Bolivarien traverse une lignée qui prend son origine d'une idéologie nationaliste-révolutionnaire-populaire ambiguë et se converge vers la gauche radicale. Le PT a abandonné son discours socialiste qu'il défendait dans les premières années, tandis que le Mouvement Bolivarien a ouvertement défendu le socialisme dans les dernières années. On peut mieux comprendre que dans la gauche de l'Amérique latine on est en train de vivre une polarisation tant dans la politique pratique que sur le plan idéologique si l'on tient compte des transformations idéologiques de sens opposés de ces deux acteurs. Il est possible d'observer dans les autres pays cette transformation idéologique des acteurs politiques dans la vie politique en Amérique latine, donc de prétendre que cette polarisation est vécue à l'échelle du continent.

Ce qui est frappant, c'est que les acteurs politiques venant de la gauche radicale se sont glissés vers la démocratie sociale et vers le libéralisme durant cette dernière période (exemples : l'Uruguay, le Chili) alors que les parties nationalistes-populistes initialement sans rapport avec la gauche, se sont orientés vers la gauche radicale (exemples : la Bolivie, l'Équateur).

Le titre sous lequel les deux partis se ressemblent est le populisme. Une partie importante des chercheurs désignent Chavez et Lula comme les leaders néo-populistes de l'Amérique latine. Tandis que Lula est considéré comme un leader néo-populiste libéral (Les lignes politiques de Carlos Ménem et Alberto Fujimori sont les plus connus exemples du néo-populisme libéral, né d'une fusion du néo-libéralisme et du présidentielisme) Chavez comme celui d'un néo-populiste nationaliste (Ce type de populisme qui est étatiste en même temps, est plus proche du populisme classique latino-américain).

Les structures organisationnelles du PT et du Mouvement Bolivarien sont également différents et se diversifient par des aspects variés politiques toujours à contre sens.

2) Les structures organisationnelles

Le Mouvement Bolivarien fondé par un groupe d'officiers élite a donné beaucoup d'importance à la création des organisations de base qui fonctionnaient par une démocratie directe au fil des années même si le mouvement n'a inauguré la création d'un parti socialiste que dans la dernière période.

La structure organisationnelle du PT dont la création et le développement se basent sur les mouvements des ouvriers et des paysans sans terre se détache de plus en plus du mouvement de base, la démocratie au sein du parti s'affaiblit, les professionnels de la politique plutôt que les travailleurs du parti montent au premier plan, les formes de relation basées sur le clientélisme s'accroît dans les cadres du parti en transformation.

a) Le PT: Le passage du parti du mouvement social à un parti d'élites

Le PT avait la structure d'un parti pluraliste maintenant la possibilité du débat continu parmi ses membres, basée sur essentiellement des mouvements sociaux, ouverte, à tendance libre depuis sa création jusqu'aux années 1980. Les adhérents discutaient librement de tous les problèmes et de leurs tendances politiques différentes sans la moindre crainte d'exclusion. Les activités politiques étaient assurées par l'organisation des activistes et des militants bénévoles. Le PT avait créé des organisations de base appelées noyaux de bases (*nucleos de base*). Les

noyaux étaient considérés comme le moyen de s'organiser parmi les travailleurs et la base de la démocratie dans le parti. Le parti s'organisait du bas vers le haut avec les nucléos.²¹⁰

Cependant, sur le plan organisationnel, le parti qui était une organisation de lutte des mouvements sociaux, a été déradicalisé et s'est converti au fil des années en un instrument d'élection, l'équilibre dans le parti s'est modifié en faveur des classes moyennes et au détriment de la base ouvrière initiale.

Vers la fin des années 80 l'aile social-démocrate a gagné la suprématie dans l'administration du parti, le nombre des hommes d'affaires membres du parti a accru et ceux-ci ont exclu certaines parties de la gauche radicale. Avec les années 1990, les professionnels salariés à temps complet et les bureaucrates de syndicat ont remplacé les activistes bénévoles du parti. Les nucléos ont disparu progressivement ou ont été convertis en comités électoraux parallèlement à la concentration du parti sur les élections.

Une équipe réunie autour de Lula et appelée les « néo-lulistes » a commencé à diriger le parti, la démocratie interne du parti s'est détériorée. Le contrôle de l'administration du parti depuis la base a disparu avec le changement de la composition de classe du PT. « Certains analystes de droite ou de gauche ont pourtant avancé d'autres interprétations, et notamment l'hypothèse de l'apparition dans (et par) le PT d'une nouvelle classe. Les intérêts de cette 'nomenklatura' seraient à l'origine d'une orientation modérée -voire conservatrice- du parti »²¹¹

La montée à l'intérieur de l'appareil d'État à ses différents niveaux s'est accompagnée de la consolidation d'une bureaucratie du parti de plus en plus éloignée de la base. Dans la Onzième Rencontre Nationale qui s'est tenu en 1997, 60 % des délégués étaient des professionnels de la politique: 18 % étaient parlementaires, 13 % assesseurs de ceux-ci, 9 % étaient des militants des mouvements sociaux; 8 % occupaient des fonctions de confiance dans des gouvernements provinciaux ou municipaux, 6 % étaient des cadres salariés du PT, 2 % étaient des fonctionnaires payés par des tendances internes au Parti, 1% était maires et

²¹⁰ Marie Helene Sa Vilas Boas, "La réélection de Lula: Une Reconstitution de la Gauche au Brésil?", 13 Novembre 2006, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php?id_article=3115, visité le 02/09/2007

²¹¹ Alain Rouquié, *Le Brésil au XXIème Siècle*, Paris, Fayard, 2006, p. 283.

gouverneurs. Au total, seulement 31 % des délégués n'étaient pas des politiciens de profession.²¹²

De même, dans les années 1990, Lula en personne, a été mis au premier plan plutôt que le parti et ses principes. Ainsi le PT qui était un parti ayant une base de mouvement s'est converti en une machine électorale construite autour de la personnalité et des conseillers de Lula. Tandis que les professionnels du parti se sont transformés en 'membres du congrès, en ministres du cabinet et en dirigeants de fonds.'

Enfin la révélation de divers scandales de corruption, et notamment le scandale de *mensalão*²¹³ de 2004, a compromis les personnages principaux du PT au pouvoir. Ils ont été accusés de suborner les législateurs, de détourner les ressources publiques, d'utiliser des fonds illégaux dans la campagne électorale, sans compter l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent.

Ces scandales ont fait éclater des crises internes dans le Parti. Suite à la crise, les mouvements sociaux se sont de plus en plus éloignés du parti, l'aile de gauche radicale est plus en plus marginalisés.

Les syndicats, les organisations paysannes, les étudiants, les ONG et secteurs de l'Eglise qui ont soutenu le triomphe électoral du PT prennent aujourd'hui leurs distances. Au sein des mouvements sociaux qui ont porté Lula au pouvoir, il y a un sérieux débat, même si, au milieu de cette crise, tous affirment qu'ils veulent maintenir leur autonomie vis-à-vis des partis, du gouvernement et de l'État.

Pendant ce moment le Mouvement Bolivarien élargit ses organisations de base, construit un parti socialiste uni en se réunissant avec les autres partis de gauche.

b) Mouvement Bolivarien: une organisation à la fois descendante et ascendante

Nous avons précisé que le Mouvement Bolivarien était né comme une microcellule

²¹² Alvaro Bianchi, Le Pt au Pouvoir : La Gauche Brésilien et le Social – libéralisme, 8 février 2003, <http://www.alencontre.org/Brazil/Brazil21.html>, visité le 01/09/2007

²¹³ Le *mensalão* désigne l'achat de vote de parlementaire, par le biais du versement d'un second salaire informel, pour l'adoption des projets présentés par l'exécutif.

composée des officiers patriotes, qu'il s'était transformé en un mouvement élite nationaliste nommé MBR-200 dans lequel figuraient d'abord les civils et les militaires, que Chávez et ses amis ont constitué des organisations de base après leur libération en 1994 et leur participation aux élections en créant le MVR.

Ces organisations de base nommées les Comités Bolivariens, centrées sur les quartiers, qui ont joué un rôle clé dans l'accès du MVR au pouvoir se sont répandues à l'échelle du Venezuela durant le processus qui a duré jusqu'en 1998. Les Comités Bolivariens ont été transformés en Cercles Bolivariens sur le plan légal lors du processus constitutionnel.

Les Cercles Bolivariens que Chávez a proclamés comme le mécanisme essentiel de la participation démocratique, considérés comme l'organisation civile de la base du parti et qui fonctionnent par la méthode démocratique qui comptent environ deux millions d'adhérents fonctionnent aujourd'hui comme le catalyseur²¹⁴ du processus nommé la révolution Bolivarienne. Les cercles fonctionnent dans le but 'd'élever la conscience de citoyenneté, de développer toute organisation participative, d'encourager les innovations et les créativité afin de permettre à la vie individuelle et sociale de reproduire; de coordonner les projets parallèlement aux besoins de la société dans les domaines de la santé, de l'éducation, du sport, des services publics, du logement, de la protection de l'environnement, des ressources naturelles et de la protection de l'héritage historique.'²¹⁵

Comme on peut le constater, Chávez dès le début attachait beaucoup d'importance à la constitution des organisations de base du mouvement civil. Chávez, tout en tenant fermement à l'élargissement des Cercles Bolivariens en vue du développement de la démocratie de base, s'orientait d'ailleurs vers la création d'un nouveau parti socialiste uni en 2006 parallèlement à sa radicalisation progressive dans le processus gouvernemental. Après sa victoire électorale du 3 décembre 2006 Chávez a lancé un appel aux vingt-quatre partis de créer un parti socialiste uni, PSUV (*Parti Socialiste Unifié du Venezuela-Partido Socialista Unido de Venezuela*) en vue de l'avenir de la révolution Bolivarienne. Ainsi il voulait unir la gauche et créer la base

²¹⁴ « Les Cercles Bolivariens et d'autres organisations ont été cruciaux pour convoquer les bases chavistes à participer à des mobilisations. Ainsi, par exemple, grâce à des réseaux informels mis en place par des organisations sociales et favorisés par l'utilisation de messages de texte des téléphones portables (SMS), un grand nombre d'habitants de quartiers populaires convergèrent vers Miraflores (le palais présidentiel) à Caracas et vers les casernes militaires de tout le pays pour exiger le retour au pouvoir de Chávez lors du coup d'Etat d'avril 2002. » Steve Ellner, "Les Stratégies d'en Haut et d'en Bas du Mouvement d'Hugo Chávez", 10 Août 2007, http://risal.collectifs.net/spip.php?page=imprimer&id_article=2174, visité le 02/09/2007

²¹⁵ Tan Morgül, "21. Yüzyıl Sosyalizmine Bolivarçı Paraf", İstanbul, *Birikim*, No:203, Mars 2005, p. 52.

nécessaire pour le passage au socialisme du 21^{ème} siècle. Le MVR s'est dissout après cette déclaration. Chávez a allégué que le parti serait un parti de base, que leur seul but ne serait pas de participer aux élections, que par contre il saurait mener une lutte électorale et qu'il deviendrait le parti le plus démocratique de l'histoire du Venezuela. Actuellement le parti, dont le processus de création se poursuit encore et qui pourtant compte déjà six millions d'adhérents, apparaît en effet comme un parti créé à partir de la base. Le PCV et le PPT débattent encore en leur sein leurs participations, tandis que nombre d'autres partis figurent déjà avec le PSUV dans le processus gouvernemental.

Il n'y a pas de doute que malgré sa passion de créer un type d'un instrument politique plus démocratique, pluraliste et collectiviste, Chavez perpétue dans sa vie politique la forte tradition du caudillisme de Venezuela.

Comme on le voit, pendant que les deux mouvements avancent dans des directions opposées, leurs structures organisationnelles présentent également d'importantes différences et ces différences s'emplifient de jour en jour.

L'administration du PT créée comme un parti qui prend pour support les organisations de base, comme un parti dans lequel fonctionne la démocratie participative, a dispersé les organisations de base à partir des années 1980, a lésé la démocratie interne et le parti s'est transformé en un parti électoral dirigé par les professionnels. Bien que le mouvement de Chávez soit né comme une organisation non fondée sur les organisations de base et élargi du haut vers le bas, il a donné par la suite beaucoup d'importance aux organisations de base.

Les liens du parti avec de larges masses populaires ont été renforcés grâce aux Cercles Bolivariens. Le retour de Chávez au pouvoir suite au soulèvement organisé par ces milieux après le coup perpétré contre Chávez en 2002 a prouvé leur importance sur l'arène politique du pays.

L'une des plus grandes différences entre le PT et le Mouvement Bolivarien concerne leur approche aux élections. Tandis que le PT est un parti qui effectue un travail centré uniquement sur les élections, le Mouvement Bolivarien est un parti qui a conçu son organisation comme un moyen qui travaille dans plusieurs domaines en vue de modifier le régime, qui considère les élections uniquement comme une partie de ces activités.

En dernier lieu, le PT et le Mouvement Bolivarien se sont bien différenciés avec la création du PSUV par Chávez, ce qui a fait l'objet des critiques de la part de certains milieux qui l'ont accusé de 'mener le pays à la dictature communiste.' Tandis que le PT représentait un courant de la gauche brésilienne, le PSUV a intégré en son sein plusieurs organisations de gauche du Venezuela et il est devenu un parti uni qui vise la modification du régime.

La similitude la plus importante entre les structures organisationnelles du PT et du Mouvement Bolivarien est le fait que la mentalité du personnalisme (*personalismo*) domine dans les deux partis conformément à la tradition politique de l'Amérique latine. Le corps de ces deux partis s'est identifiée avec leurs leaders, avec Lula et Chavez au-delà de leurs programmes.

CHAPITRE 2 - LES APPLICATIONS DES GOUVERNEMENTS DE LULA AU BRÉSIL ET DE CHÁVEZ AU VENEZUELA

Afin de pouvoir procéder à la comparaison des gouvernements de Lula et de Chavez, nous allons premièrement exposer les applications de politique intérieure de ces gouvernements. On constate que tant de ressemblances importantes entre les deux gouvernements durant les premières années des mandats de ces derniers diminuaient depuis 2001.

A - Les applications de politique intérieure des gouvernements

On observe de multiples similitudes et aussi bien de divergences à l'échelle des gouvernements de Lula au Brésil et de Chávez au Venezuela dans de différents domaines d'applications, bien que l'évolution quotidien des gouvernements montrent que les mesures prises dans les domaines économiques, politiques et sociales des deux pays se diversifient de plus en plus et que les similitudes se réduisent.

Dans tous ces domaines des ressemblances importantes pouvaient être constatées entre les applications du gouvernement de Chávez et celles du gouvernement de Lula durant les premières années de leur mandat. Cependant depuis 2001 le gouvernement de Chávez s'orienta vers une ligne plus 'nationaliste' et 'populaire'. Quant au gouvernement de Lula qui a adopté comme la recette principale gouvernementale la préservation les intérêts de l'élite

commerciale et industrielle du Brésil ainsi que la place du Brésil dans le système économique global, il poursuivit dans ses grandes lignes les applications de la politique intérieure du gouvernement de leur prédécesseur Fernando Henrique Cardoso.

Donc lorsque le gouvernement de Chávez s'orientait vers des applications de politique radicale par la transformation du régime du pays, le gouvernement de Lula préférait des applications qui consistaient à asseoir la continuité du régime existant.

Dans cette étude, nous avons consacré plus de place aux applications du gouvernement de Chávez par rapport à celles du gouvernement de Lula tant en raison de la spécificité en qualité que l'excès en quantité les applications des politiques économiques du régime en question au Venezuela.

Avant d'entreprendre des comparaisons dans le domaine de l'économie, il sera convenable de souligner la nécessité d'étudier la période du gouvernement de Chávez en deux instances, à savoir entre 1999-2001 et depuis 2001 jusqu'à nos jours. Dans la période de 1999 à 2001, le gouvernement de Chávez tenta de préparer l'infrastructure légale des réformes qu'il visait réaliser. Par conséquent les principes fondamentaux du gouvernement dans la politique intérieure et extérieure commencèrent à se clarifier à partir de l'an 2001.²¹⁶ Jetons d'abord un coup d'œil sur les lignes principales de ce processus. Grâce à sa victoire électorale, Hugo Chávez reçut le mandat de convoquer une assemblée constituante et d'introduire de profonds changements dans le système politique du Venezuela. Il organisa un référendum sur la nécessité d'une assemblée constituante. Un scrutin fût donc organisé pour élire les membres d'une Assemblée nationale constituante en Avril 1999 et Chávez remporta les élections. À la suite d'un processus relativement accéléré de débat, la nouvelle Constitution fût proposée aux

²¹⁶ « *Le deuxième semestre de l'année 2001 constitue un tournant politique majeur au Venezuela (...) la coalition majoritaire qui soutient l'action de gouvernement d'Hugo Chávez assume une ligne politique de réformisme radical (...) Prendre effectivement une telle option politique constituait une véritable déclaration de guerre à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, profitaient de l'ancien système. (...) Cela n'est pas un hasard. Car l'engagement pris par la coalition majoritaire était justement de rompre radicalement avec le passé. Rompre politiquement, en remodelant l'architecture institutionnelle du pays et les pratiques politiques traditionnelles. En ouvrant l'espace politique à la participation populaire et aux classes sociales marginalisées. Rompre économiquement, en mettant en cause un modèle d'État nourrisseur, mais nourrisseur d'une minorité dont il était le principal pourvoyeur de fonds, de contrats et de privilèges fiscaux. Rompre socialement, en faisant des politiques de développement le cœur de l'action publique et non pas un analgésique contre les effets de la « seule politique possible ».* Temir Porras Ponce Leon, "Les Enjeux de la Crise Vénézuélienne", *Recherches Internationales*, No: 69, Mars 2003 ; Transposé par Frédéric Lévêque, "Venezuela : Une « Révolution Démocratique », 30 août 2005, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1453, visité le 05.09.2007

électeurs en décembre 1999 et approuvée par les 72 % des voix. Finalement, Chávez a été réélu dans les élections de 2000 avec 59 % des voix.²¹⁷

Cependant, les principaux aspects du programme de Chávez (concernant la redistribution de la richesse du pays, l'intégration de la population marginalisée et la mise en place d'une économie alternative au néo-libéralisme) attendaient encore leurs mise en oeuvre. « *Si, dans un sens, l'outil principal de la mise en œuvre de ce programme reste la Constitution, ses détails devaient encore être précisés. Un des premiers points de l'agenda législatif fût donc de passer une loi 'de pouvoirs spéciaux' permettant au président d'émettre des décrets dans différents domaines préétablis.* »²¹⁸

Les pouvoirs extraordinaires de l'assemblée constituante devaient prendre fin en novembre 2001. Juste avant, Chávez présenta 49 décrets-lois. Les décrets-lois permettaient à Chávez de restructurer l'industrie pétrolière, d'obliger les banques à consacrer une portion de leurs fonds à des micros-crédits et à l'agriculture, de repousser les grandes sociétés de pêche loin des côtes du pays pour procurer ainsi une opportunité de subsistance plus aisée aux petit pêcheurs et de menacer les grands propriétaires terriens par une réforme agraire, entre autres choses.

Les lois furent cataloguées par le patronat, par l'opposition politique et par les médias comme une atteinte à la propriété privée. Parallèlement à toutes ces réformes institutionnelles, un mouvement d'opposition supporté par le gouvernement nord-américain fût créé. Trois tentatives de coup ont eu lieu entre janvier 2002 et août 2004 contre le gouvernement Chávez.

La première tentative fût le putsch d'avril 2002. Le 11 avril 2002, le gouvernement fût renversé par un coup d'état organisé par les officiers qui ont des relations avec les plus grands patrons Vénézuéliens. Pedro Carmona, président de la chambre de commerce du Venezuela déclara sa présidence. Madrid et Washington reconnurent rapidement le nouveau gouvernement. Le lendemain, cette fois-ci le nouveau gouvernement fût renversé par une gigantesque manifestation populaire à Caracas. Après une période de calme, l'opposition essaya de renverser Chávez par « une grève générale ». « *Même si l'opposition a qualifié ce mouvement de grève générale, il s'agissait en fait d'une combinaison de lock-out patronal,*

²¹⁷ Gregory Wilpert, "Venezuela : Démocratie Participative ou Gouvernement Comme un Autre ?", 30 Septembre 2005, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1486, visité le 11.09.2007

²¹⁸ *Ibid.*

grève des employés administratifs et sabotage généralisé de l'industrie pétrolière. Par ailleurs, ce sont principalement les établissements de franchises étasuniennes de fast-food et les centres commerciaux les plus huppés qui fermèrent leurs portes pendant deux mois. Le reste du pays a continué de fonctionner plus ou moins normalement pendant tout ce temps, sauf pour les pénuries de produits alimentaires et d'essence dans tout le pays, notamment parce que nombre de centres de distribution étaient fermés.»²¹⁹ Suivant un putsch militaire et un lock-out pétrolier²²⁰, l'opposition tenta une troisième fois de renverser Chávez par le referendum révocatoire d'août 2004. Finalement, plus de 58 % des électeurs se prononcèrent contre la destitution de Chávez. « Au cours de l'année 2003, le gouvernement, après une phase défensive pour survivre et réactiver l'industrie pétrolière, base de l'économie nationale, acquit plus de confiance et se mit à impulser des politiques de type offensif orientées à la consolidation de sa base politique et sociale, des politiques publiques concrètes, tangibles, en capacité de toucher la majorité de la population et d'influer sur ses conditions de vie. »²²¹

Chávez, à partir du Forum Social Mondial de 2005, commencera à faire entendre que le socialisme est le seul choix face au capitalisme. Après cette brève information nous pouvons commencer à évaluer les politiques des gouvernements de Lula et de Chávez dans le domaine économique.

1) Le domaine économique

Les applications des gouvernements de Lula et de Chávez dans le domaine économique présentent des différences importantes tant au niveau de la macroéconomie que celui de la microéconomie. Lula qui est arrivé au pouvoir en garantissant au FMI, à la Banque Mondiale et aux structures de capitaux nationaux et multinationaux de maintenir les politiques économiques du gouvernement précédent, poursuivit les politiques de l'économie néo-libérale conformément à sa promesse. Voire pour certains chercheurs les applications de Lula se basent sur un programme « plus néo-libérale » par rapport aux applications économiques du gouvernement précédent de Fernando Henrique Cardoso. Tandis que le gouvernement de

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ « Les 63 jours de lock-out patronal et surtout, le sabotage pétrolier ont fait chuter l'activité économique du pays de 9,5 % en 2003, ont causé près de 10 milliards de dollars de pertes et ont considérablement augmenté le chômage et la pauvreté. » Frédéric Lévêque, *op-cit*, p.108

²²¹ Edgardo Lander, "Le Venezuela à la Recherche d'un Projet Contre-hégémonique", *Alternatives Sud*, No :12, 2005, p. 180.

Chávez, différemment du Brésil, a commencé à mettre en application les politiques économiques alternatifs aux politiques néo-libérales à partir de 2001. Ce sont des politiques sociales, nationales et populistes destinées à renforcer le marché intérieur. Donc les privatisations continuaient au Brésil lorsqu'on assistait aux nationalisations au Venezuela, le Brésil s'intégrait d'avantage à l'économie globale dans le domaine de la finance tandis que l'on prenait des mesures contre la libéralisation financière au Venezuela, le Brésil soutenait sérieusement l'importation et les investissements étrangers dans le pays alors que le Venezuela procédait à des arrangements variés avec une approche utilitaire nationaliste dans ce domaine, la réforme agraire prenait du retard au Brésil alors qu'une réforme agraire radicale se réalisait au Venezuela.

Le gouvernement de Chávez, notamment à partir de 2001, s'orienta à appliquer les politiques susceptibles d'être l'alternative du projet néo-libéral. Ces politiques économiques s'opposent 'aux dogmes' du libre-échange, de la privatisation, de l'austérité des dépenses publiques et de la déréglementation, 'dogmes' qui tous tendent à favoriser les grosses entreprises au détriment des citoyens ordinaires. « *Les politiques économiques du gouvernement de Chávez se centrent sur le « développement endogène», c'est-à-dire un développement qui vise à diversifier l'économie nationale, notamment par un soutien aux petites entreprises et aux coopératives.* »²²²

A la lumière des politiques économiques dans les premières années du gouvernement de Chávez, nombreux analystes du processus parvinrent à la conclusion que l'orientation économique du gouvernement était fondamentalement néo-libérale. Il n'y a eu dans les premières années du gouvernement aucune proposition complète du développement ni une politique économique à la hauteur du radicalisme du discours politique. Les orientations fondamentales des politiques macro-économiques étaient assez orthodoxes, en donnant la priorité aux équilibres macro-économiques et au contrôle de l'inflation.²²³

Malgré le discours politique insistant sur la nécessité de réviser et de renégocier la dette extérieure, cette dernière est payée 'rubis sur l'ongle'.²²⁴ Etant donné cette capacité de

²²² Gregory Wilpert, *op-cit*.

²²³ « Une augmentation significative de la dette publique interne, la hausse des taux d'intérêts et l'augmentation des profits du secteur financier étaient la conséquence de cette décision politique ». Edgardo Lander, *op-cit*, p. 175.

²²⁴ Gregory Wilpert, *op-cit*

paiement, il n'y a pas eu lieu de solliciter de nouveaux prêts au FMI. Dans des occasions répétées Chávez s'est réuni avec des investisseurs étrangers, les exhortant à investir au Venezuela, leur garantissant la sécurité juridique et la stabilité politique. « *Les exemples les plus remarquables de décisions économiques qui expriment une continuité avec les politiques néo-libérales figurent dans deux normes juridiques de la première époque gouvernementale : la Loi sur la promotion et la protection des investissements et la Loi organique des télécommunications, que les investisseurs internationaux ont cités en exemple d'ouverture et de transparence.* »²²⁵

La première étape significative d'une nouvelle orientation économique date du mois de novembre 2001 avec l'adoption de quarante-neuf lois. Certains ont pour finalité le financement ou la promotion de modalités économiques alternatives et des organisations privées : la recherche d'une réorientation des instruments de financement du secteur public destinés à assurer le développement économique et sociale; l'aide aux petites et moyennes entreprises; la création d'un système de micro-crédits; le Fonds Social Unique ainsi que le soutien aux formes alternatives de propriété et d'organisation de la production, comme des coopératives.²²⁶

Le modèle économique que l'on peut appeler « national-populaire », « social » ou « endogène » que Chávez tente d'implanter prend racine dans ces lois-décrets. La majorité des réformes possèdent une forte composante nationaliste et ont pour objectif d'améliorer la situation des classes populaires.²²⁷ En direction de ces lois, le gouvernement de Chávez commença de s'éloigner du projet néo-libéral à partir de 2001.

Particulièrement dans le processus qui suit l'an 2001, les politiques financières et monétaires du gouvernement de Chávez rompirent en grande partie avec normes de la politique néo-libérale. Pour atténuer l'inflation, des politiques de contrôle des taux de change et des prix se substituèrent à la politique de serrer la ceinture des années 1990. Les dépenses financières furent prises sous contrôle par l'État. La conversion de la politique monétaire fût relativement lente. La Banque Centrale et le secteur de Finance sont en partie sous le contrôle de l'Etat. Cependant le contrôle des taux de change et des dépenses financières allégea la pression en

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ Edgardo Lander, *op-cit.*, p. 177.

²²⁷ Christian Tremblay, "Regard Sur la Présidence d'Hugo Chavez au Venezuela", Février 2003, www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/Chro_Venez1.pdf, visité le 11.09.2007

augmentant l'offre monétaire locale et assura le maintien des bas taux d'intérêts. En outre, une série de limitations furent mises en place en dehors du contrôle de devises dans le secteur de la finance afin d'assurer un certain contrôle sur l'allocation des crédits. Les limitations apportées aux intérêts de crédit, l'orientation des crédits existant dans le portefeuille des banques vers certains secteurs et les conditions imposées pour que les représentants du gouvernement se nomment aux conseils d'administration et figurent parmi elles.²²⁸

L'industrie pétrolière continue d'être la source principale du revenu de l'économie du pays pendant la période du gouvernement de Chávez. Les réformes du gouvernement dans le secteur pétrolier augmentèrent considérablement les recettes publiques dans ce secteur. Ceci se réalisa par la réforme énergétique qui assura la nationalisation de l'entreprise publique pétrolière *Petroleos de Venezuela* (PDVSA)²²⁹ et qui limita le contrôle privé sur les réserves pétrolifères.

Le développement des réserves pétrolières du Venezuela fût rendu une action incombant prioritairement à PDVSA. Cependant, par le biais des projets variés de co-développement, des rôles importants se donnent aux sociétés importantes des États-Unis et à d'autres sociétés internationales étrangères. Ces projets réduisent l'importance du secteur privé bien qu'ils incluent des articles qui limitent la propriété étrangère, qui imposent des conditions concernant l'assurance de performance, qui augmentent la parts de l'État et le montant des impôts. Finalement, dès son arrivée au pouvoir, Chávez resserra les liens avec les pays membres de l'OPEP et les pays non-membres pour restreindre l'offre et faire monter le prix du baril du pétrole qui se situait alors au prix plancher de 8,43 dollars en février 1999. Cette stratégie, fit grimper rapidement le prix de l'or noir et donna à Chávez un nouvel élan.²³⁰

La rupture du néo-libéralisme dans les relations de transformation dans le marché se voit le plus explicitement dans le commerce international et dans le domaine financier. Il est possible de parler d'une série d'initiatives destinées à se rompre avec la libéralisation des mouvements

²²⁸ Greg Albo, "Beklenmedik Devrim: Venezüela Neoliberalizme Karşı Çıkıyor", *Praksis*, No: 14, Hiver – Printemps 2006, pp. 55 – 57.

²²⁹ « L'entreprise publique pétrolière *Petroleos de Venezuela* (PDVSA) créée en 1976 dans le cadre de la nationalisation du pétrole au Venezuela. L'industrie pétrochimique du pays fut également nationalisée, en 1978. Entre 1989 et 1998, appelée alors la période de la « *Apertura Petrolera* », la stratégie pétrolière consista à l'internalisation de la Pdvsa. Brièvement, l'objectif était d'intégrer verticalement Pdvsa en investissant à l'étranger dans le but d'assurer ses marchés. Cela a eu comme conséquence une augmentation des partenariats avec des firmes étrangères et une baisse de la rente pétrolière pour le Venezuela. » Christian Tremblay, *op-cit.*

²³⁰ *Ibid.*

de capitaux et du commerce libre qui sont les éléments de base du Consensus de Washington. Par exemple il s'agit des contrôles sur les mouvements de capitaux tant dans le secteur public que dans les sociétés et les individus dans du secteur privé. Par ailleurs, il y a une orientation systématique vers les accords bilatéraux qui régissent certaines relations commerciales.

Une autre approche fût observée dans les autres secteurs de l'économie en dehors du secteur minier où l'intervention de l'Etat est éminente. On développe les petites et moyennes entreprises vers la construction de « *l'économie sociale* ». ²³¹ Les producteurs sans terre ou de petits et de moyens tailles sont toujours supportés dans le secteur agricole.

Le domaine d'efficacité de toute coopérative qui fournit des marchandises ou des services faisant partie d'un travail de grande échelle destiné à réduire le secteur informel fût élargie par le soutien des administrations centrales et locales. Le nombre de coopératives qui était 700 en 1998 lorsque Chávez a accédé au pouvoir augmenta à 83 mille vers le milieu de 2005. ²³²

Dans le code de pêche, le domaine des petits pêcheurs qui était restreint fût élargi jusqu'aux larges des côtes, des zones destinées auparavant à la pêche d'échelle industrielle.

Le Ministère de l'Economie Populaire instauré dans le but de développer les initiatives micros, les coopératives et les autres initiatives pouvant s'infiltrer à l'économie informelle soutient aussi ces travaux en direction des politiques citées plus haut.

Le gouvernement Chávez est le seul gouvernement de l'Amérique latine à essayer de mettre en oeuvre actuellement un projet ambitieux de réforme agraire. Le gouvernement a également introduit de nouveaux principes en matière de la politique agricole comme la primauté donnée

²³¹ « Selon l'équipe qui a travaillé à ces propositions au ministère de la Planification et du Développement, l'économie sociale "est une économie alternative" où "prévalent les pratiques démocratiques et autogestionnaires". Elle est "fondée sur les formes de travail associatif et non salarié" et "la propriété des moyens de production est collective (sauf dans le cas exceptionnel des micro-entreprises)". Elle est "centrée sur le partage égalitaire de l'excédent", est "solidaire de l'environnement social dans lequel elle se développe" et "tient à son autonomie face aux centres monopolistiques du pouvoir économique ou politique". Elle est attachée aux principes éthiques suivants : "1. L'expansion des valeurs démocratiques et libertaires dans toutes les pratiques sociales. 2. L'engagement de fraternité et de solidarité avec les environnements communautaires et de travail dans lesquels nous évoluons. 3. La rencontre égalitaire avec l'autre. 4. La lutte pour l'entière liberté et dignité de nos nations. 5. Le profond amour pour la terre et la nature. 6. Le respect absolu pour les droits humains. 7. La priorité de l'intérêt général sur les intérêts individuels". » Edgardo Lander, *op-cit.*, p. 185.

²³² Greg Albo, *op-cit.*, p. 57.

à l'utilisation de la terre pour des fins de production alimentaire et sur la propriété de celle-ci.²³³ Partant de la reconnaissance de la propriété privée, la réforme agraire pose des limitations qui se fondent tant sur le droit des paysans propriétaires des terres que sur l'objectif de l'assurance constitutionnelle de la sécurité alimentaire et se fixe comme but l'élimination de la grande propriété.

Comme nous avons précisé au début, Lula, dès qu'il est arrivé au pouvoir, s'est mis à poursuivre les politiques néo-libérales datant de l'époque de Cardoso. Le processus d'ajustement structurel a bien continué pendant le nouveau mandat : réforme de la Prévoyance sociale, retrait de l'entrave constitutionnelle à l'autonomie de la Banque centrale, réforme du Pouvoir judiciaire, et la loi de faillites.²³⁴

En réalité au Brésil, le fait que Lula appliquerait des politiques néo-libérales était prévisible déjà dès les premières nominations aux gouvernements. Lula qui élut comme son adjoint José Alencar, président du Parti Libéral, un homme d'affaire influent dans le secteur de textile nomma juste après les élections Henrique Meirelles, le CEO de la banque américaine FleetBoston, comme gouverneur de la Banque Centrale. Antonio Palocci nommé comme ministre chargé de l'économie est un adhérent du PT qui nationalisa les compagnies de téléphone et d'eau de la mairie lorsqu'il était maire de Riberao Preto. Le ministre d'agriculture Roberto Rodriguez est un homme d'affaire riche propriétaire d'une plantation de soja de 400 hectares. Luis Furlan, le ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce, est un dirigeant riche de Saida qui est l'une des plus grandes exploitations industrielles alimentaires du Brésil. Le portefeuille du Ministère des Affaires est confié à Celso Amorim qui était le Représentant Permanent du Brésil auprès des Nations Unies de l'époque de Cardoso.

Selon la philosophie économique héritée de l'époque de Cardoso la croissance se repose sur la stabilité des prix, le flux du capital étranger, la politique monétaire dure et le maintien sans concession des remboursements des dettes publiques et étrangères. Donc le besoin de procéder à la réduction du budget de l'Etat entraînera un surplus de budget pour le contrôle de l'inflation et pour les remboursements des dettes. Une fois la stabilité assurée, l'économie

²³³ Gregory Wilpert, "Réforme Agraire au Venezuela : La Terre Pour le Peuple, pas Pour le Profit", 21 Avril 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1718>, visité le 12.09.2007

²³⁴ Pilinio Arruda Sampaio, "Bresil: Qu'est-ce qui a changé avec Lula?", 21 Janvier 2005, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1236>, visité le 13.09.2007

décollera avec la capacité d'exportation et les programmes de lutte contre la pauvreté pour vaincre la famine pourront être financés. Le gouvernement de Lula, comme celui de Cardoso s'est procédé aux applications parallèlement à cette philosophie économique.²³⁵

Comme l'une des premières actes dans le domaine économique, Lula et de son équipe augmentèrent, sans la pression du FMI, l'excédent primaire à 4,25 % en 2003, à 4,5 % en 2004 qui était de 3,75 % en 2002. Le taux d'intérêt fût augmenté de 25 % à 26,5 % durant la même période.²³⁶

Le gouvernement réalisa des réformes en direction des politiques toujours néo-libérales dans le domaine fiscal. Le gouvernement réduisit l'impôt sur les sociétés, les impôts des opérations financières, reconnut des exemptions fiscales à long terme aux investissements étrangers, instaura des encouragements à l'exportation des produits agricoles. En contrepartie des avantages accordés au capital international et local on procéda à l'augmentation des impôts indirects, ce qui voulait dire l'augmentation de la charge fiscale sur les larges masses populaires.

D'autre part le gouvernement reconnut l'indépendance de la Banque Centrale par une réforme néo-libérale typique, réalisa une série d'autres applications jusqu'à la levée de contrôle sur les prix de plus de deux cents denrée alimentaires et médicaments.

La réforme agraire n'a pas eu lieu pendant le gouvernement Lula. L'objectif d'installer un million de famille en quatre ans a été réduit d'une moitié et même cet objectif n'a pas été mis en œuvre. Par ailleurs, le gouvernement a été critiqué d'avoir resté impuissant face à la violence des grands propriétaires terriens.

2) Le domaine social

Selon plusieurs analystes le côté commun le plus important des gouvernements de gauche actuels de l'Amérique latine, y compris les administrations de Lula et de Chávez, c'est qu'ils attachent une grande importance aux politiques sociales. Il n'y a pas de doute sur la véracité de cette constatation lorsqu'on considère les applications. Cependant il y a des différences

²³⁵ James Petras, *op-cit.*, pp. 271 – 293.

²³⁶ *Ibid.*

parmi les actes des gouvernements dans le domaine social tant au niveau du contenu que de la quantité. Les gouvernements de Lula et de Chávez donnent relativement plus d'importance aux applications de la politique sociale par rapport aux gouvernements précédents. Les applications des deux gouvernements dans le domaine social se différencient par leurs méthodes de la réalisation de ces applications aussi. En dehors de l'expérience du budget participatif, les programmes sociaux du gouvernement de Lula se constituent plutôt des projets préparés en package et imposés à la société. Tandis que le gouvernement de Chávez donne beaucoup d'importance tant à la création de ces programmes qu'à leurs applications avec la participation du peuple.

Durant l'administration Chávez, les dépenses sociales en pourcentage des dépenses publiques ainsi que le soutien aux programmes sociaux augmentèrent.²³⁷ Le quasi-totalité de cette augmentation est destinée à la sécurité sociale, à l'éducation et à la santé. Le gouvernement, en mettant d'une part en application les programmes sociaux, lutte d'autre part contre la politique du clientélisme et contre la corruption qui sont hérités du régime de Punto Fijo.

Des politiques appelés 'missions' furent mises en application dans le but d'encourager la participation aux projets sociaux.

Les dépenses publiques en éducation représentaient en 2002 4.6 % du PIB du Venezuela (en hausse de 1.4 % par rapport à 1998) et 43 % des dépenses sociales de l'État. L'accès à l'éducation constitue dans le discours Bolivarien une priorité. Le taux brut de scolarité, qui représente le pourcentage de jeunes entre 3 et 24 ans fréquentant une institution d'enseignement, est passé de 56.9 % en 1998-1999 à 62.2 % en 2001-2002, ce qui démontre une amélioration notable. Le taux de fréquentation de l'éducation préscolaire et de l'éducation primaire est passé de 83 % en 1998-99 à 90.3 % en 2001-2002.²³⁸

Ces résultats sont les produits des projets comme celui des écoles Bolivariennes qui consiste à fournir diverses ressources aux enfants les plus démunis. Pour ce faire, les 2 679 écoles Bolivariennes du pays procurèrent, en 2002, deux repas par jour (déjeuner et dîner) à plus 600

²³⁷ A ce sujet plusieurs spécialistes évoquent l'argument que la hausse des dépenses des programmes sociaux est un instrument dans la stratégie populiste du président qui cherche à consolider son pouvoir politique auprès des masses populaires.

²³⁸ Christian Tremblay, "La Politique Sociale du Gouvernement Chávez: Populisme ou Pressions Populaires?", Janvier 2004, www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro_0406_Venezuela.pdf, visité le 13.09.2007

000 enfants, ce qui constitue la composante nutritionnelle du projet. Les autres aspects du projet, qui sont en processus d'application dans ces écoles, sont la promotion de la santé, notamment la santé sexuelle, et les services culturels.²³⁹

Sur le plan de l'éducation non-formelle, le gouvernement de Chávez initia en juillet 2003 une vaste campagne d'alphabétisation par *Misión Robinson* pour combattre le déficit éducationnel chez les classes les plus défavorisées. Selon les chiffres de l'Institut national de coopération éducative (INCA), qui est responsable de la coordination de cette campagne, un million de personnes furent alphabétisées. La deuxième phase de cette campagne (*Misión Robinson II*) permit aux citoyens de renforcer leurs connaissances en écriture et en lecture et incorporera plusieurs diplômés de la première phase de la campagne d'alphabétisation.

La *Misión Sucre* permis l'incorporation massive à des niveaux d'études supérieurs d'étudiants qui avaient achevé leurs études secondaires mais qui n'avaient pu rentrer à l'université, en donnant la priorité aux étudiants des secteurs des classes moyennes inférieures et pauvres. Près de 300 milles d'étudiants purent s'inscrire jusqu'aujourd'hui aux programmes de niveau universitaire grâce à *La Misión Sucre*. Cinq nouvelles universités furent inaugurés depuis 1999 dans le cadre du programme de l'Université Bolivarienne où l'enseignement est entièrement gratuit.²⁴⁰

Les frais sanitaires ont augmenté depuis le début du mandat d'Hugo Chávez, renversant ainsi la tendance à la baisse initiée dans la première moitié de la décennie.²⁴¹ *La Misión Barrio Andentro* (à l'intérieur du Quartier) qui est le plus grand programme social dans le domaine de la santé, fût lancé au cours de l'année 2003. Le programme destiné à fournir des soins médicaux et des médicaments gratuits, 24h sur 24, et visites à domicile dans les régions les plus nécessiteuses du pays se compose principalement de médecins cubains.²⁴² Il est clair que la priorité du gouvernement de Chávez a élaboré un système de santé public unique. Enfin, il faut également mentionner l'augmentation du nombre de Vénézuéliens ayant accès à l'eau potable comme facteur d'amélioration des indicateurs de santé. Le pourcentage de la population profitant d'un accès à l'eau potable est passé de 82 % en 1998 à 89 % en 2002.²⁴³

²³⁹ *Ibid.*

²⁴⁰ Tan Morgül, "21. Yüzyıl Sosyalizmine Bolivarçı Paraf", *Birikim*, No: 203, Mars 2006, p.52.

²⁴¹ Christian Tremblay, *op-cit.*

²⁴² Edgardo Lander, *op-cit.*, p.185.

²⁴³ Christian Tremblay, *op-cit.*

Aujourd'hui, 94 pourcent de la population urbaine, 78 pourcent de celle de la campagne a accès au réseau.²⁴⁴

En ce qui concerne le système de sécurité sociale, il faut mentionner tout d'abord que sur le plan législatif, l'Assemblée Nationale adopta la nouvelle loi régissant le système de sécurité sociale dans le pays. Cette loi qui entra en vigueur en 2002 est conforme à l'esprit de la nouvelle Constitution puisqu'elle stipule que le système de sécurité sociale nationale doit être public et universel (mais qui permet certains partenariats de services avec le privé. Le système de sécurité sociale représente le deuxième poste budgétaire en importance selon la politique sociale du gouvernement central. Le niveau des dépenses réelles dans le domaine de la sécurité sociale a augmenté plus de 40 pourcent pendant le mandat de Chávez.²⁴⁵

Sur le terrain productif le gouvernement appliqua tant de programmes d'appui aux petits producteurs et aux organisations coopératives et programmes de micro-crédits, en particulier *El Banco de la Mujer*²⁴⁶, destinées à former et à procurer un appui technique et financier aux femmes des secteurs sociaux les plus délaissés du pays. Des « unités économiques associatives » composées de cinq à neuf femmes sont promues pour la réalisation de l'activité économique à soutenir. « *Le Plan Zamora est destiné à attribuer des terres à des paysans et à mettre en oeuvre les « Fondos Zamoranos » qui incluent "terre, organisation, assistance technique et formation, commercialisation, infrastructure, services et financement".* »²⁴⁷ Le gouvernement Chávez appliquère aussi des programmes d'appui financier à la petite et moyenne industrie ainsi qu'au programme d'achats publics. « *Ces programmes et d'autres se situent dans le cadre de ce qui a été dénommé l'économie sociale, l'aire de proposition politique de changement et de construction d'un ordre social avec des composantes plus utopiques ou radicalement alternatives à l'ordre existant.* »²⁴⁸

Le gouvernement Lula n'a pas réalisé tant de réformes structurelles dans le domaine social. En plus, peu de réformes réalisés sont critiquée par quelques syndicats et l'aile gauche du Parti des Travailleurs.

²⁴⁴ Frédéric Lévêque, *op-cit.*, p.110

²⁴⁵ Christian Tremblay, *op-cit.*

²⁴⁶ La Banque Différente (<http://www.banmujer.gov.ve/>).

²⁴⁷ Edgardo Lander, *op-cit.*, p.186

²⁴⁸ *Ibid.*

La réforme de la sécurité sociale qui passa en 2003 a été critiquée de prendre la matière exactement où elle avait été laissée pendant le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso: l'âge est le critère unique pour la retraite des employés publics; des valeurs de pension de vieillesse ne sont plus définies par le revenu moyen alors qu'active; l'impôt et les charges sociales sont rassemblés des retraités, bien que la notion aille à l'encontre les principes mêmes de la loi de sécurité sociale puisqu'elle ne produit pas de futurs avantages; et les conditions y sont intégrées pour la prochaine privatisation du système pour bénéficier des fonds de pension de retraite courus par des syndicats et des entreprises privées.²⁴⁹

Ainsi, la réforme du système de la retraite a été critiquée de favoriser une redistribution du revenu inversée des employés publics au capital financier et d'être une étape décisive vers la destruction de l'état providence brésilien. Dans le cas des employés publics, la loi garantissait des paiements de retraite égaux aux salaires actifs, signifiant que les ouvriers n'aurait aucune perte de revenu à la retraite. Le système compensait donc des fonctionnaires des salaires plus bas que ceux payés par le secteur privé, en particulier ceux des ouvriers publics moins habiles.²⁵⁰

Le combat du gouvernement Lula contre les problèmes sociaux, est mis en œuvre plutôt par programmes sociaux.

Le plus grand projet social du gouvernement de Lula est celui de *Fome Zero* (Faim Zéro). Mise en œuvre en 2003, le projet 'Faim Zéro' est une politique publique visant l'éradication de la faim et de l'exclusion sociale ainsi que la création des conditions d'un développement durable. La 'Faim Zéro' associe le gouvernement, la société civile et les initiatives privées. La 'Faim Zéro' se décompose de trois composants qui s'articulent entre eux: Les politiques structurelles, les politiques spécifiques, les politiques locales.

Les politiques structurelles agissent sur les causes profondes de la faim et de la pauvreté. Il appartient au pouvoir publique de mettre en œuvre ces politiques. Les programmes les plus efficaces des politiques structurelles sont les suivant :

* *Programa nacional de Estímulo ao Primeiro Emprego* (Programme National pour le

²⁴⁹ Rosa Maria Marques, "Lula and Social Policy", *Monthly Review*, No :8, Février 2007, pp. 22- 25.

²⁵⁰ *Ibid.*

premier emploi): Le program ayant pour objectif la création d'emploi, des offres de compensations financières aux entreprises créatrices d'emplois-jeune, valorise le concept de responsabilité sociale des entreprises, offre de formations professionnelles, aide au développement de petites entreprises.

* *Brasil Empreendedor* (Brésil Entrepreneur) : Ce programme ayant le but de soutenir les micro-entreprises, aide à la gestion, à la structuration ou à la restructuration des entreprises concernées, assure l'assistance technique pour le crédit et l'investissement, créent des crédits aux micros entreprises.

* *Economia Solidária* (Economie Solidaire) : Le programme dépendent du Ministère du Travail et de l'Emploi élabore et propose des mesures pour coordonner les politiques financières en matière de solidarité, diffuse et consolide les initiatives d'autogestion, produit des informations sur l'Economie solidaire.

* *Programa de Geração de Emprego et Renda* (Programme de génération d'Emploi et de Revenus) : Ce programme finance des micro-entreprises populaires qui n'ont pas accès au système financier traditionnel.

* *Programa do Artesanato Brasileiro* (Programme de l'Artisanat Brésilien) : Ce programme ayant pour but de générer des emplois et des revenus en valorisant l'artisanat brésilien met en valeur des cultures locales et la formation des artisans pour le développement d'un esprit d'entreprise et d'une plus grande compétitivité sur le marché, stimule la production et la commercialisation des produits issus de l'artisanat, notamment sur le marché international.

* *Bolsa Família* (Bourse Famille) : C'est un programme de redistribution des revenus qui unifie les programmes « Bourse Ecole », « Bourse Alimentation », « Carte Alimentation » et « Assistance Gaz ». C est un système d'allocations pour les familles les plus défavorisées. Pour avoir accès aux aides financières, les familles doivent maintenir leurs enfants en l'âge d'aller à l'école dans les réseaux d'enseignement, être à jour avec le calendrier de vaccination, participer aux examens pré-natals, aux activités d'orientation nutritionnelle, aux programmes d'alphabétisation et aux cours de formation professionnelle, entre autres obligations. Les responsabilités concernant le suivi des engagements pris par les familles sont répartis entre le gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats et les Communes. En mai 2006, le programme bénéficiait de 9.1 millions de familles, et non pas encore la population cible d'un certain 11.1 millions.²⁵¹

²⁵¹ *Ibid.*

* *Crédito Fundiário* (Crédit foncier) : Le programme ayant pour but de la contribution à la réduction de la pauvreté en milieu rural dans le Nord-est et dans les États du Sud-est et du Sud du Brésil. Il s'agit de compléter les programmes de réforme agraire des gouvernements fédéral et des Etats en finançant l'achat de terres et en soutenant des projets communautaires.

* *Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar* (Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale) : Le programme basé sur l'achat d'aliments de base utiles au programme « Faim Zéro » aux petits producteurs.

* *Programa alimentos seguros* (Programme sécurité aliments) : Ce programme augmente la qualité et la productivité de la production de fruits au Brésil pour la rendre compatible avec les standards internationaux.

* *Projeto Cisternas* (projet Citernes) : Ce programme est basé sur la construction de citernes pour capter l'eau pluviale.

Les politiques spécifiques ont été également conçues pour permettre l'accès direct à l'alimentation des familles les plus défavorisées. Elles peuvent être développés par les gouvernements des Etats, des Communes et à l'initiative de la société civile avec le soutien du pouvoir public. Les plus connus des programmes de ce type de politiques sont les suivants :

* *Programa de Alimentação do Trabalhador* (Programme d'Alimentation du Travailleur) : L'objectif du programme est d'améliorer les conditions nutritionnelles des travailleurs afin d'obtenir une meilleure qualité de vie, la réduction des accidents de travail et l'augmentation de la productivité.

* *Programa Nacional de Alimentação Escolar* (Programme National d'Alimentation Scolaire) répond aux besoins nutritionnels des enfants dans les crèches, dans les écoles maternelles des écoles primaires pendant la période scolaire.

Les politiques locales sont celles-ci qui peuvent être implantées à la fois par les mairies et la société civile. Les programmes les plus significatifs de ce type de politiques sont les suivants :

* Banques d'aliments: Les « banques d'aliments sont gérées par le secteur privé et la société civile avec le soutien du pouvoir public. Ils organisent les collectes de don et des partenariats avec les entreprises alimentaires et les distributeurs.

* Partenariat avec les commerçants au détail : Ce programme implique un partenariat entre le

pouvoir public (mairies) et les commerçants au détails-supermarchés aussi bien que d'autres points de vente; diminue le taux fiscal pour les supermarchés qui promeuvent et commercialisent les produits issus de l'agriculture familiale, contrôle le niveau des prix.

* Modernisation de la logistique d'approvisionnement : Ce programme a pour but de créer des centres d'achats et de distribution d'aliments dans les banlieues des villes, qui doivent apporter un soutien logistique aux petits commerces qui acceptent de vendre les produits du panier alimentaire de base à des prix moins élevés.

*Restaurants Populaires : Ce programme soutient l'implantation et la modernisation des restaurants populaires du secteur public (gérés par les gouvernements des Etats et / ou les Communes) pour élargir les offres de repas à des prix accessibles et créer un réseau de protection alimentaire dans les villes. Le programme bénéficie aux travailleurs à bas revenus, aux chômeurs, aux étudiants, aux retraités et aux sans-abris.

Il existe aussi des programmes sociaux de l'aide d'enfant et de l'aide du logement aussi. Tous ces programmes sociaux entraînent la diminution de l'inégalité sociale et de la pauvreté en Brésil pendant le pouvoir de Lula.

A l'issue d'une enquête réalisée dans le pays par l'Institut Datafolha en juin 2006 les 28 % des électeurs ont exprimé qu'ils trouvent bas leurs revenus. Ce taux était de 45 pour cent lorsque Lula accéda au pouvoir. Selon une étude effectuée par la Fondation Getulio Varga en se basant sur les données de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistique (IBGE), le taux des Brésiliens qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté a baissé entre 2003 et 2005 respectivement de 28,2 à 22,7 et à 19,18 pour cent par rapport à la population totale, ce qui représente 42,570 millions d'habitants. Le revenu moyen a augmenté environ de 4,8 pour cent par an dans la même période. L'indice de Gine qui mesure les dimensions de l'inégalité a chuté de 3,6 pour cent. Ce sont les meilleurs résultats depuis 1992 dans les domaines de pauvreté et d'inégalité. Selon les mesures des organisations internationales variées le Brésil qui était au troisième rang en 2002 en terme d'inégalité est tombé au dixième rang en 2006.

252

²⁵² Marc Saint-Upéry, *Meydan Okuyan Sol: Bolivar'ın Rüyası ve Güney Amerika*, İstanbul, 2007, İletişim Yayınları, p. 79.

3) Le domaine politique-institutionnel

Les gouvernements de Lula et de Chávez ne présentent aucune ressemblance dans le cadre des modifications qu'ils mirent en place dans leurs pays. Le gouvernement de Lula ne procéda à aucune tentative en vue de changer le régime politique du Brésil. Tandis que le gouvernement de Chávez, contre le régime de *Punto Fijo*, s'est dirigé vers la construction d'un nouveau régime « *participatif et démocratique* » mettant au centre les intérêts publics par des applications diverses au centre desquelles figure la modification de la constitution.

Avec les applications durant lesquelles même le nom et le drapeau du pays ont changé vise à « *assurer aux pauvres, aux indigènes et aux femmes la possibilité de s'intégrer dans le système politique par des moyens politiques divers* ». Pourtant il faut préciser que certaines applications de gouvernement de Chávez en direction de la création de ce nouveau régime sont interprétées par l'opposition comme une dérive vers la dictature.

Au cours des premières années du gouvernement, Chávez donna la priorité au changement institutionnel qui a marqué le passage de la Quatrième à la Cinquième République. C'était une nouvelle république d'après le gouvernement Chávez et même le nom du pays fût changé et devenu la République Bolivarienne du Venezuela. La nouvelle Constitution se formulait comme un acte symbolique de « *refondation de la patrie* », en remplaçant celle « *corrompue* » des quarante dernières années. « *Les très hauts niveaux de popularité du gouvernement d'Hugo Chávez et le soutien quasi-général à la convocation d'une Assemblée constituante représentaient une opportunité exceptionnelle pour convertir cette constituante en un large processus participatif de réflexion et d'apprentissage commun sur les questions du pays : le pouvoir, la propriété, le marché, l'Etat, l'égalité, la justice et la démocratie.* »²⁵³

Un de changement politico-institutionnels les plus significatifs de la Constitution se situe dans la large gamme de nouvelles formes de participation qui définissent un régime politique combinant les formes traditionnelles de la démocratie représentative²⁵⁴ avec des formes de

²⁵³ Edgardo Lander, *op-cit.* 172.

²⁵⁴ « Le projet bolivarien insiste sur la démocratie participative, en plus de la démocratie représentative traditionnelle. L'élément participatif du projet bolivarien prend de multiples formes, depuis la clause constitutionnelle sur les référendums jusqu'aux différents mécanismes de participation citoyenne dans la nomination de fonctionnaires publics tels que les juges, en passant par une plus grande démocratie locale, ou

démocratie directe, « *participative et protagoniste* ». ²⁵⁵

Les chapitres se rapportant aux droits humains ont repris les principales propositions des organisations vénézuéliennes des droits de l'homme en accord avec la principale d'entre elles, le Programme vénézuélien d'Education-Action pour les droits de l'homme (PROVEA). ²⁵⁶ De la même façon, une large couverture est attribuée aux droits des peuples et des communautés indigènes. Le gouvernement Chávez a en réalité permis par la nouvelle constitution à nombre de citoyens, surtout aux pauvres, aux femmes et aux indigènes de se sentir plus que jamais intégrés dans le processus démocratique. ²⁵⁷

Le plus grand action politique du gouvernement de Chavez au nom de changer le système politique a été la réforme des institutions en octobre 2007.

Dés le début de janvier 2007, le processus pour réformer la Constitution comme un moyen de

encore les conseils locaux de planification, où les citoyens ordinaires sont parties prenantes de la gouvernance locale et de sa supervision. » *Ibid.* 173.

²⁵⁵ "Article 70. Constituent des moyens de participation et d'élection du peuple pour l'exercice de sa souveraineté politique : l'élection aux charges publiques, le référendum, la consultation populaire, la révocation du mandat, l'initiative législative, constitutionnelle et constituante, la session ouverte, l'assemblée de citoyens et de citoyennes dont les décisions seront d'un caractère inaliénable, entre autres ; en matière sociale et économique, les instances de contrôle citoyen, l'autogestion, la cogestion, les coopératives sous toutes les formes y compris celles à caractère financier, les caisses d'épargne, l'entreprise communautaire et autres formes associatives guidées par les valeurs de la coopération mutuelle et de la solidarité. La loi établira les conditions pour le fonctionnement effectif des moyens de participation prévus dans cet article". *Ibid.* 174

²⁵⁶ « 1. intégration dans la Constitution des traités sur les droits humains ; 2. exclusion de la justice militaire (source historique d'impunité) pour juger des infractions en matière de droits humains ; 3. imprescriptibilité des violations graves aux droits humains ; 4. interdiction d'octroyer une grâce ou l'amnistie aux personnes ayant violé les droits humains ; 5. obligation étatique d'enquête et de sanction des infractions aux droits humains ; 6. reconnaissance de la légitimité de dénoncer l'Etat devant les instances internationales de protection des droits humains et obligation de l'Etat de faire exécuter les décisions de ces instances ; 7. obligation de l'Etat de réparer les préjudices causés aux victimes de violations des droits humains ; 8. prohibition expresse de la disparition forcée de personnes ; 9. progressivité en matière de droits sociaux ; 10. reconnaissance des droits originaires des peuples indigènes ; 11. reconnaissance de nouveaux droits (comme celui à un environnement sain, les droits des personnes ayant des besoins particuliers, entre autres) ; 12. reconnaissance des droits et intérêts collectifs et diffus ; 13. reconnaissance de la possibilité d'effectuer un service social distinct du militaire ; 14. création d'une Cour constitutionnelle comme juridiction suprême ; 15. création du Défenseur du peuple (connu aussi comme Défenseur des droits humains) ; 16. création du Comité de candidatures judiciaires ; 17. excellente régulation des « Etats d'exception » ; 18. Inclusion des questions fondamentales relatives aux droits humains dans les dispositions transitoires. » *Ibid.* 185

²⁵⁷ « Par exemple, en plus d'une grande variété de référendums, la société civile se voit attribuer un rôle important dans la nomination de juges et de divers fonctionnaires publics. Les assemblées locales de citoyens jouissent d'un statut constitutionnel et peuvent donc obliger les fonctionnaires locaux à rendre des comptes. Les conseils locaux de planification jouent aussi un rôle important dans la gouvernance locale, sur la base du modèle que l'on retrouve à Porto Alegre, Brésil. Ces mesures, et d'autres, donnent au Vénézuélien ordinaire un sens accru de participation dans son gouvernement. » Gregory Wilpert, *op-cit.*

construire le socialisme du 21^{ème} siècle est lancé. Dans le même mois de janvier 2007, a commencé une forte attaque de l'opposition qui affirme que Chavez constituera un régime totalitaire sans libertés. L'opposition organisa une campagne nommée «Non».

La nouvelle constitution avait le but de réformes radicales. Le caractère socialiste de l'Etat allait être inscrit dans la constitution. Le projet avorté de nouvelle constitution tout comme l'actuelle garantissait la propriété privée mais, de manière tout à fait pertinente, il précisait que celle-ci doit avoir été acquise de manière légitime. Les pouvoirs du président sont étendus de manière importante notamment en lui conférant le pouvoir de remodeler les entités territoriales et politiques du pays. Le projet refusé proposait de maintenir une série de mécanismes permettant aux citoyens d'être à l'initiative de changements constitutionnels, de référendums ou d'un processus de révocation des mandataires, mais elle augmentait le seuil à atteindre.

Parmi les amendements les plus importantes étaient suivants:

- 1) le remplacement de la semaine de 44 heures par celle de 36 heures combinée à l'interdiction d'obliger des travailleurs à accepter des heures supplémentaires (art. 90) ;
- 2) l'interdiction du latifundium (art. 307) et de la spéculation immobilière (art. 18) ;
- 3) la protection du logement familial ou individuel contre la saisie ou l'expropriation (art. 82) ;
- 4) la confirmation de l'autonomie universitaire (alors que la droite prétendait de manière mensongère que celle-ci serait supprimée) et de l'inviolabilité des campus universitaires à quoi s'ajoutait le vote paritaire des étudiants, des professeurs et des autres travailleurs universitaires (alors que jusqu'ici, les professeurs ont voix prépondérante tandis les autres travailleurs universitaires sont exclus du droit de vote) ;
- 5) la garantie du contrôle public sur toutes les ressources naturelles (art. 302 et 303) ;
- 6) la création d'un système de sécurité sociale pour le secteur informel et les travailleurs indépendants (art. 87) ;
- 7) la fin de l'autonomie de la Banque centrale (art. 318) ;
- 8) la promotion de l'agro-écologie pour garantir la souveraineté alimentaire (art. 305) ;
- 9) le droit de vote à partir de 16 ans au lieu de 18 (art. 64) ;
- 10) l'interdiction du financement des partis par des fonds provenant de l'étranger, qu'ils

soient d'origine privée ou gouvernementale (art. 67) ;

11) les origines et identités indigènes, européennes et africaines sont mieux mises en valeur.

« *La République bolivarienne du Venezuela est le résultat historique de la confluence de multiples cultures, pour cette raison l'Etat reconnaît la diversité de ses expressions et met en valeur les racines indigènes, européennes et africaines qui ont naissance à notre grande nation sud américaine* » (art. 100).²⁵⁸

Le 2 décembre 2007, l'électorat vénézuélien a rejeté par référendum la réforme constitutionnelle en accordant au "non" une courte majorité de 50,7% avec une abstention de 49,7%. Hugo Chavez a reconnu sa défaite mais a laissé planer l'incertitude concernant un nouveau référendum pour la même réforme avant la fin de son mandat.

Les rapports internationaux sur la démocratie et les droits de l'homme au Venezuela indiquent que l'accusation de créer un régime militariste et autoritaire est quand même exagérée.²⁵⁹

Quelques indicateurs exposent l'acceptation de ce nouveau type de démocratie par de larges couches populaires au Venezuela. Selon l'étude annuelle de Latinbarómetro²⁶⁰, l'opinion publique le plus connu de la région, menée avec l'appui de la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et plusieurs gouvernements latino-américains, le soutien à la démocratie soit a diminué, soit est resté le même dans presque tous les pays d'Amérique latine. Le seul pays où il y a eu une augmentation significative de soutien populaire à la démocratie est le Venezuela, qui occupe ainsi la deuxième place dans la région, avec un soutien de 74 %. Un soutien qui, pendant la présidence de Chávez seulement, a augmenté de 14 %.²⁶¹ Toutefois, les analystes de *Latinbarometro* font le commentaire suivant : « *La preuve de la transformation de la culture politique vénézuélienne que le gouvernement de*

²⁵⁸ Eric Toussaint, "Transformer l'Échec du 2 Décembre 2007 en un Puissant Levier Pour Améliorer le Processus en Cours au Venezuela d'Hugo Chavez", Décembre 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2378>, visité le 02.02.2008

²⁵⁹ « Citons le Rapport 2005 du Département d'État américain sur les droits de l'homme au Venezuela : La loi garantit la liberté de réunion, et le gouvernement respecte généralement ce droit dans la pratique. [...] Les médias imprimés et électroniques sont indépendants. [...] Le gouvernement n'exerce aucune restriction sur Internet ou contre la liberté académique. [...] La loi garantit aux citoyens le droit de changer pacifiquement de gouvernement, et les citoyens exercent ce droit par le biais d'élections régulières sur la base du suffrage universel. » Marc Saint – Upéry, "Huit Questions et Huit Réponses Provisoires Sur la Révolution Bolivarienne", Mouvements, No : 47/48, Septembre – Décembre 2006, p. 61.

²⁶⁰ www.latinobarometro.org

²⁶¹ Gregory Wilpert, *op-cit.*

M. Chávez a suscité réside dans le fait que le Venezuela est le pays d'Amérique latine où il y a le moins de gens qui pensent que le pays est gouverné pour une minorité et où le plus de gens estiment que le pays est gouverné pour le bien du peuple ». Ainsi, en matière de satisfaction vis-à-vis de la démocratie, le Venezuela n'arrive qu'après l'Uruguay et le Costa Rica, 42 % des Vénézuéliens s'estimant satisfaits de leur démocratie, contre 45% d'Uruguayens et 48 % de Costaricains. Le Venezuela a connu la plus forte augmentation de satisfaction envers la démocratie pendant la présidence de Chávez, passant de 35 % à 42 % en cinq ans.²⁶²

B - La politique étrangère des gouvernements

Lorsque l'on examine les applications des gouvernements de Lula et de Chávez dans le domaine de la politique étrangère, on constate que les politiques étrangères de ces gouvernements présentent une rupture définitive avec les gouvernements précédents. Mais sans aucune doute, cette rupture a un sens plus radical pour le gouvernement de Chávez que celui de Lula.

Les deux gouvernements déterminent leurs politiques étrangères dans l'absence d'un système des relations internationales multipolaire, ils visent de devenir pouvoir régional et travaillent essentiellement pour la réalisation de l'intégration régionale. Mais, dans leurs politiques internes, ils présentent des distinctions significatives.

Le fait que la politique étrangère des États-Unis se trouve focalisée sur le Moyen-Orient après le 11 Septembre et la présence au pouvoir des parties de gauche ayant un point de vue pour l'intégration nationale dans plusieurs pays de l'Amérique latine assurent à Lula et à Chávez une certaine liberté de mouvement en ce qui concerne leur nouvelle politique étrangère.

Il sera bien utile d'étudier les comparaisons dans le domaine de la politique étrangère tout d'abord dans le contexte des applications de la politique étrangère dans le continent et de l'intégration régionale.

²⁶² *Ibid.*

1) Les relations avec les Etats du continent et l'approche à l'intégration régionale

L'intégration régionale, constituant le cible politique principal de Simon Bolívar, a été toujours l'un des articles de l'ordre du jour de l'Amérique latine pendant 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Mais sans doute, des progrès aussi concrets survenus dans le processus des gouvernements de gauche n'ont jamais été vécus dans la voie de l'intégration régionale depuis Bolívar.²⁶³ A la suite d'une longue histoire avec l'époque des gouvernements de gauche, pour la première fois à l'Amérique latine, les pays du continent ont déclenché la construction du processus de l'intégration régionale sur communauté des problèmes courants qui les traverse tous. Dans cette direction, le Venezuela de Chávez et le Brésil de Lula et encore les autres pays de l'Amérique latine où les gouvernements de gauche sont au pouvoir mettent en oeuvre de nouveaux projets. Mais à ce point-là, de multiples différences peuvent être constatées lorsque nous étudions les besoins orientant les gouvernements de Lula et de Chávez vers l'intégration régionale ainsi que leurs procédés dans la poursuite de ce processus. Le Brésil participe sans doute à ces projets d'intégration pondérement en direction de ses intérêts économiques.

Quant au Venezuela, elle fait des efforts en direction de l'intégration de l'Amérique latine par des motifs principalement économique mais également politiques et culturels qui se réfèrent à l'héritage historique de Bolívar. A l'issue de cette différence des approches des deux pays, Venezuela suit une politique étrangère dans le sens des relations d'intérêt mutuelles vis-à-vis des autres pays de l'Amérique latine.

D'autre part, le Brésil rencontre de divers problèmes avec les autres pays de l'Amérique latine dans le sens de ses intérêts économiques. De divers applications de la politique étrangère qui concernaient notamment la société Petrobras ont suscité des critiques prétendant que le Brésil tout en ciblant l'intégration régionale d'une part, la détruisait de l'autre. L'approche du Brésil à la question de l'intégration régionale est vue par certains analystes comme une tendance infantile dont il s'abstient des responsabilités et des coûts.²⁶⁴ Voire certains analystes, prétendant entrevoir au-delà des discours officiels des gouvernements de certains pays,

²⁶³ « Il n'y a pas de doute que les nouvelles tentatives d'intégration tournent autour de l'énergie point de départ pour les nouvelles propositions ». Eduardo Gudynas, "La diplomatie de l'Energie et l'Intégration Sud-américaine à la Croisée des Chemins", 3 Août 2007,

http://risal.collectifs.net/spip.php?page=imprimer&id_article=2285, visité le 20.09.2007

²⁶⁴ *Ibid.*

estiment que le Brésil cible l'hégémonie régionale et qu'il doit être considéré comme un pouvoir sous-impérialiste. Ils poursuivent que le Brésil tente d'établir une hégémonie sur l'Amérique latine à partir de la société Petrobras²⁶⁵. Par ailleurs, le Petrobras est également critiqué par les mouvements sociaux.²⁶⁶

Dernièrement, il a été question d'un problème sérieux entre Brésil et Bolivie concernant la Petrobras. Le gouvernement de Morales a mis certaines restrictions sur les activités de Petrobras en Bolivie, la société brésilienne de pétrole. Les discussions et les négociations concernant le transfert des raffineries de Petrobras à l'entreprise pétrolière publique Bolivarienne YPFB a duré pendant des mois. Finalement, Petrobras a accepté 112 millions de dollars en échange de ses raffineries en Bolivie.²⁶⁷

La Vénézuéla, à son tour, fait des efforts pour une intégration régionale respectant les intérêts nationaux tout en se servant des avantages économiques provenant du pétrole.

Dans la cascade d'initiatives qui partent de Caracas, il existe des accords signés avec le Brésil et l'Argentine qui comprennent la création d'une entreprise régionale *Petroamérica*, dans laquelle le Venezuela sera le vrai moteur. Lors du sommet *énergétique des Caraïbes de l'année 2005 au Venezuela*, a été créée *Petrocaraiibe* qui prétend devenir « une organisation de coordination et de gestion de la production, du transport et de la fourniture de pétrole dans l'arc caraïbéen » a signalé Chávez lors de cet événement.²⁶⁸ Il s'agit d'une alliance régionale qui comprend un fonds de coopération et d'investissements dans lequel le Venezuela a investi

²⁶⁵ Rappelons que toutes les actions de Petrobras n'appartiennent pas à l'Etat de Brésil. A la suite des privatisations réalisées à l'époque de Cardoso, la part actuelle de l'état de Brésil dans la société est de 37 pour cent. Le 49% de la société est détenu par les sociétés des Etats-Unis ainsi que le 11% est détenu par les sociétés brésiliennes. Raul Zibechi, "Sous Impérialisme. br", 28 Juin 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1788>, visité le 19.09.2007

²⁶⁶ « Les mouvements sociaux de l'Argentine accusent Petrobras de violer les droits des salariés. Des travailleurs d'une raffinerie de l'entreprise à Bahia Bianca dénoncent par exemple la flexibilisation des relations de travail et l'externalisation (sous-traitance) de certaines opérations. En Colombie l'entreprise est accusée de forer des puits à proximité de la source de certains fleuves et de surexploiter les eaux du fleuve Sumapaz, dans la région de Melgar. En Bolivie, un site de production de gaz de l'entreprise est en train de causer des effets très négatifs sur la nappe phréatique en raison de l'ouverture de puits et de la pollution du fleuve San Alberto par des résidus d'opérations de traitement. Au Pérou, l'entreprise publique brésilienne prétend exploiter le gaz dans des régions proches de la réserve indigène Nahua Kugapakori (Amazonie Péruvienne), mettant ainsi en danger des peuples vivant isolés ». Igor Ojeda, "L'Hégémonie et le Jeu Sale de Petrobras en Amérique Latine", 5 Mai 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1748>, visité le 21.09.2007

²⁶⁷ Eduardo Gudynas, *op-cit.*

²⁶⁸ Raul Zibechi, "Le Venezuela en Amérique Latine: Au Delà du Libre Echange", 17 Août 2005, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1446>, visité le 20.09.2007

50 millions de dollars.²⁶⁹

La même année, dans le cadre du XVI^e Conseil présidentiel andin à Lima, un nouvel accord stratégique a été signé sur la proposition de Venezuela, entre les entités pétrolières publiques des pays de la CAN (Communauté andine des nations) qui prévoit la création de *Petroandina*. Il s'agissait « d'impulser l'enterconnexion électrique et gazière, la fourniture mutuelle de ressources énergétiques et des investissements conjoints dans des projets ».²⁷⁰

Caracas a proposé au sommet du Mercosur un « anneau énergétique » sud-américain comprenant la construction d'un gazoduc depuis les puits gaziers du nord-ouest vénézuélien jusqu'au Rio de la Plata. En mi-juillet, dans le cadre du XVI^e Conseil présidentiel andin, à Lima, un nouvel « accord stratégique » a été établi entre les entreprises pétrolières publiques des pays de la Communauté andine des nations (CAN-Bolivie, Equateur, Colombie, Pérou et Venezuela) qui prévoit la création de *Petroandina*. Il s'agit d' « impulser l'interconnexion électrique et gazière, la fourniture mutuelle de ressources énergétiques et des investissements conjoints dans des projets ». A cette occasion, le Venezuela a déboursé un autre 50 millions de dollars pour un fonds social humanitaire dont bénéficieront les quatre autres pays signataires de l'accord.²⁷¹

De même pour une différence des approches à l'intégration nationale, le gouvernement de Chávez diversifie ses projets d'intégration. Par exemple Chávez a créé une chaîne de télévision régionale en vue de constituer une alternative contre le CNN, celle-ci est reçue dans tous les pays de l'Amérique latine, fait une émission en langue Espagnole, dite 'Al Djazira' de l'Amérique latine, appelé 'Télésur'.

Le Mercosur et l'ALCA occupent une place stratégique en ce qui concerne la politique étrangère de Brésil. Par la participation à Mercosur, le Vénézuéla de Chávez a exposé une attitude très nette contre l'ALCA. Chávez a également créé un projet alternatif à l'ALCA qui s'appelle ALBA.²⁷²

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ *Ibid.*

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² Basée sur la justice et la solidarité entre les peuples, sur la création des mécanismes visant à créer des avantages coopératifs entre les nations, sur l'intégration latino – américaine et la négociation en blocs sous –

L'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques) est née lors de la quatrième rencontre de l'hémipshère suo-américain contre l'ALCA, qui s'est déroulé à la Havane du 27 avril au 1^{er} mai 2005.²⁷³

Il faut bien ajouter que le gouvernement de Chávez est actuellement le supporteur le plus important de Cuba au sens économique et politique. Caracas, à partir de la vente du pétrol à bon marché à Havana jusqu'aux aides dans plusieurs domaines, est devenu le soldaire le plus proche de Cuba dans le monde.

Il est également possible de constater certaines ressemblances et différences dans les relations établies par ces gouvernements avec les Etats-Unis. Mais, si nous considérons particulièrement la dernière année, les différences ont augmentées. Alors que le gouvernement de Lula est dirigé à établir des relations plus proches avec les Etats-Unis, le discours du gouvernement de Chávez contre les Etats-Unis devient de plus en plus dure.

2) Les relations avec les Etats-Unis

Le gouvernement de Lula, tout en se distinguant du gouvernement précédent de Fernando Henrique Cardoso, s'est orienté vers un réarrangement de ses relations avec les Etats-Unis en direction des intérêts nationaux du Brésil. Mais le gouvernement de Chávez a marqué en cette matière une rupture beaucoup plus dure que le gouvernement précédent et a présenté le courage de mener une lutte diplomatique contre les Etats-Unis pour les intérêts économiques et politiques de son pays et de la région.

Lula fait des efforts d'une part pour replacer les relations de son pays avec les Etats-Unis sur un axe plus juste et de l'autre part s'abstient de mener une politique étrangère agressive. Cette situation a permis au gouvernement de Lula de devenir le pays ayant les meilleures relations diplomatiques avec les Etats-Unis parmi les pays de l'Amérique latine où les gouvernements de gauche sont au pouvoir.

régionaux, l'ALBA a toutes les chances de rester un simple énoncé de bonnes intentions car aucun mécanisme n'est réellement mis en oeuvre pour avancer vers cette intégration

²⁷³ Barbara Vignaux, "Venezuela: le petrole au coeur de la diplomatie", *Le Monde Diplomatique*, Juin 2005, p. 2.

Malgré qu'il soit le gouvernement ayant actuellement les relations les plus proches avec les Etats-Unis parmi les gouvernements de gauche dans l'Amérique latine, on ne peut pas dire que le gouvernement de Lula continue de mener le même mode de relation avec les Etats-Unis que le gouvernement précédent de Fernando Henrique Cardoso. Le gouvernement de Lula est distingué du gouvernement de Cardoso en ce qui concerne la mise en oeuvre d'une politique étrangère pour les Etats-Unis plus distanciée voire qui, de temps en temps, ne s'abstient pas d'entraîner de petites tensions.²⁷⁴ Cardoso qui avait développé de bonnes relations au sens économiques et politiques avec le gouvernement de Clinton, a développé encore de relations proches avec le gouvernement de Bush. Cardoso a même fourni du support à Bush pour débiter "une nouvelle guerre contre le terrorisme" à la suite des attentats du 11 Septembre.²⁷⁵

L'auteur de science politique, Luis Alberto Moniz Bandeira dans son oeuvre intitulé *As relações perigosas : Brasil-Estados Unidos De Collor a Lula, 1990-2000-* (Les liaisons dangereuses : Brésil-Etats-Unis (De Collor à Lula 1990-2004) a indiqué que la politique étrangère du gouvernement de Cardoso se forme sur la ligne des intérêts des Etats-Unis: « *Pour de vastes secteurs, tant dans les forces armées que dans la société civile, la politique extérieure de Fernando Henrique Cardoso, tout comme sa politique économique, est apparue, de manière générale, comme un simple accessoire au service des intérêts hégémoniques des Etats-Unis, dans le monde, et en particulier en Amérique latine. Les attitudes de Celso Lafer ont contribué fortement à consolider cette perception, et à user encore davantage le prestige du gouvernement, en projetant l'image de servilité aux volontés des Etats-Unis, au cœur d'une gestion tourmentée comme jamais il n'y a eu dans l'histoire de l'Itamaraty (le ministère brésilien des Affaires étrangères) »*²⁷⁶

Au moment de la seconde guerre en Iraq, le Brésil a pris une position d'opposition à ce que le Conseil de sécurité de l'ONU appuie l'intervention des Etats-Unis. Mais il existe bien des contradictions. La participation du pays à l'opération militaire en Haïti est un bon exemple de ceux-ci. En Haïti « *le Brésil qui veut démontrer son potentiel de 'grand pays'* » coordonna

²⁷⁴ Selon le fameux intellectuel Emir Sader le changement le plus significatif de la politique extérieure du gouvernement de Lula comparée à celle de Fernando Henrique Cardoso est précisément la conscience de la présence déterminante de l'hégémonie impériale des Etats-Unis.

²⁷⁵ Emir Sader, "Le nouveau Contexte Latino-américain et la Politique Extérieure du Brésil", 14 Mai 2005, <http://www.risal.collectifs.net/spip.php?article1369>, visité le 18.09.2007

²⁷⁶ Ibid.

pour la première fois une force internationale de casque bleus.²⁷⁷

D'après le chercheur uruguayien Raúl Zibechi la présence militaire favorise l'hégémonie états-unienne : « Les presque dix mille effectifs présents sur l'île (7 500 soldats et 1 897 policiers de 22 pays) sous commandement brésilien, sont peut-être l'avancée la plus sérieuse sur le plan militaire vers l'ouverture d'une brèche dans la domination de Washington sur la région, si la mission s'avère être un succès. »²⁷⁸

Encore, la visite de George W. Bush au Brésil en mars 2007, a alimenté l'idée d'un plus grand rapprochement entre le Brésil et les Etats-Unis particulièrement grâce au commerce des biocombustibles. Mais il faut également indiquer que les Etats-Unis ont toujours des soucis en ce qui concerne le Brésil. Ce souci a gagné de nouvelles dimensions à la suite de l'orientation du Brésil dans de nouveaux projets nucléaires avec l'Argentine.²⁷⁹

Le gouvernement de Chávez a commencé à exercer une politique agressive sur le plan diplomatique contre le gouvernement de Bush notamment à la suite de la tentation de coup d'état ayant lieu en 2002 et supporté par les Etats-Unis. Chávez, tout en considérant notamment la réaction dans le monde en entier contre l'occupation de l'Afghanistan et de l'Iraq par le gouvernement de Bush sur le plan international, essaie de devenir dans la région et dans le pays le leader du front politique anti-Bush. Des procédés originaux suivies par Chávez ont fait de lui plus qu'un leader d'état habituel et l'ont transformé en le leader le plus authentique de la politique mondiale. Par exemple, lors d'un discours dans la salle des Nations Unies, il a prononcé "ici, il sent du soufre, le diable était là hier" et a fait le signe de la croix, plus tard, lors d'un discours à Vénézuéla, il a dit à Bush "you're a donkey, mr. danger" et ces phrases-là ont accueilli un grand intérêt de la part de la presse internationale.

La nouvelle tendance de Caracas est suivie par Washington avec plein de soucis. Il est spéculé que le gouvernement de Bush s'est dirigé vers le support des parties politiques, des établissements sociaux civils et du média anti-Chávez à la suite de la faillite de la tentation de coup d'état en 2002. Mais par-contre, il faut particulièrement indiquer que le commerce basé

²⁷⁷ Renée Fregosi, *op-cit.*, p. 125.

²⁷⁸ Raul Zibechi, "Le difficile Chemin Vers le Multilatéralisme", 5 Mai 2006, <http://www.risal.collectifs.net/spip.php?article1728>, visité le 22.09.2007

²⁷⁹ Raul Zibechi, "Mercosur Nucleaire et Souveraineté Nationale", 23 Octobre 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1953>, visité le 22.09.2007

sur l'exportation de pétrole entre le Vénézuéla et les Etats-Unis est toujours mené sans aucune interruption. « *Toutefois, Bush ne dispose pas de beaucoup d'alternatives pour faire face au Venezuela, tant que ce pays continuera à fournir 15% de ses besoins de brut, et n'a pas besoin de prêts ou d'assistance états - unienne que Bush pourrait retenir comme moyen de pression ; plus encore, tant que les Etats - Unis continuent à être dépendants de pays instables pour leurs importations de pétrole - malgré la bonne affaire qu'ils ont faite avec l'occupation de l'Irak - et qu'ils ne se seront pas garanti de nouvelles sources d'approvisionnement.* »²⁸⁰

Pour percevoir la différence de distance dans les relations des gouvernements de Chávez et de Lula avec les Etats-Unis, il faut veiller à la vue exposée lors de la visite de W. Bush à l'Amérique latine en Mars 2007.²⁸¹ Alors que Lula et Bush se pausaient d'une façon intime devant la presse après l'accord en matière des biocombustibles, Chávez a organisé dans les pays de l'Amérique latine une "contre-tournée" anti-Bush.

Il n'y a pas de doute que le fait que la nouvelle orientation de la politique étrangère des Etats-Unis et le commencement de la période des gouvernements de gauche dans la région ont causé la perte de l'influence traditionnel des Etats-Unis dans la région. Il faut rappeler ici que pour la première fois dans leur histoire, les Etats-Unis n'ont même pas été capables d'imposer aucun de leurs candidats à l'OEA (Organisations des Etats américains) et ont dû accepter le triomphe du Chilien José Miguel Insulza en 2005. Le triomphe de ce dernier a été soutenue fortement par Chávez a beaucoup inquiété le gouvernement de Bush.

3) La politique vis-à-vis du reste du monde

Les deux des gouvernements de Lula et de Chávez se sont dirigés vers la diversification des pays avec lesquels ils ont des relations politiques et économiques mais d'une manière différente que leurs prédécesseurs. Les deux pays, compte tenu de leurs efforts en vue de l'intégration régionale, ont fait des effets positifs pour la créaion d'un espace de politique internationale multipolaire. Les relations établies par le gouvernement de Lula avec les pays

²⁸⁰ Pascale Bonnofoy, "Chavez et la Pétro-Diplomatie Bolivarienne", 2 Juin 2005, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1389>, visité le 22.09.2007

²⁸¹ « *En Mars 2007, le président des Etats – Unis s'est rendu au Brésil, en Uruguay, en Colombie et au Mexique dans le cadre de ce qu'on a appelé la tournée de l'éthanol.* » Eduardo Gudynas, "La diplomatie de l'énergie et l'intégration sud – américaine à la croisée des chemins", *op-cit.*

en dehors des Amériques comprennent également des activités économiques au centre comme celles établies avec les autres pays de l'Amérique latine.

Lula procède d'une part à diversifier les pays avec lesquels le Brésil établit des relations, et de l'autre, il contribue voire devient un avant-garde pour la constitution des unions diversifiées sur la base des intérêts nationaux. Le Brésil s'est chargé d'un rôle significatif pour la constitution des coalitions le G-3 et le G-20. En Juin 2003, à l'initiative du Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud se sont unies pour défendre leurs intérêts et à la fin ils ont formé le G-3. Le but était de constituer une alliance stratégique de pays en développement pour affronter l'hégémonie des pays industrialisés. Plus tard dans la même année, le G-3 a conduit à la formation d'une seconde coalition de pays du Sud, le G-22 pendant le sommet de l'OMC à Cancun en septembre 2003. Ces coopérations ont entraîné des critiques déclarant que le Brésil est devenu un acteur global.²⁸² Les pays membres du G-22 ont commencé à agir en commun en direction des intérêts communs lors de toutes les réunions d'OMC. Le G-22 s'est consolidé et a été rapidement reconnu comme un véritable interlocuteur dans les négociations agricoles internationales.

Quant à Chávez, il développa des relations économiques et politiques avec certains pays du monde en se servant de son pouvoir découlant de sa qualité d'exportateur de pétrole que les analystes qualifie comme la pétro-diplomatie. La motivation principale du gouvernement de Chávez pour établir ces relations est de se faire l'avant-garde pour créer un monde multipolaire contre les Etats-Unis. Chávez évalue cet effort uniquement comme une stratégie de politique étrangère. Notamment après 2002, Chávez reconnût que la réalisation de la construction d'un nouveau régime considéré comme une menace par les Etats-Unis implique de sérieux problèmes dans un monde monopolaire. Chávez a suivi une politique active en direction de ce point de vue, à partir de Bagdad à Téhéran, de Londres à Moscou, il a visité plusieurs pays dans de courtes intervalles et a participé systématiquement à plusieurs réunions internationales. Venezuela arriva à réactiver l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à établir ensuite des alliances stratégiques avec plusieurs importants producteurs mondiaux. Il en arriva donc à établir des relations assez proches avec des pays du Moyen-Orient.

²⁸² « Le journaliste du Monde Paulo Paranagua annonçait: 'À Cancun, le Brésil est devenu un acteur global. Après avoir commencé à exercer un leadership régional en Amérique latine, Brasília accroît ses atouts pour obtenir un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU' » Renée Fregosi, *op-cit.*, p. 120.

L'un des pays principaux avec lesquels le Brésil a établi des relations à l'époque de Lula fût la Chine. Avec un taux de croissance avoisinant les 10 % par année, le Chine doit importer de plus en plus de matière première et d'aliments. Aujourd'hui le Brésil et l'Argentine sont les deux principaux partenaires de la Chine en Amérique latine. La relation entre le Brésil et la Chine est basée essentiellement sur l'exportation de soja.

Vénézuéla réorganise d'une part ses relations avec divers pays de l'Europe, l'Afrique et l'Asie, de l'autre part, elle défend l'union des pays du tiers monde contre les Etats-Unis sur une ligne néo tier-mondiste. Nous pouvons dire que le discours anti-Etats-Unis de Chávez a fait un effet significatif au niveau des gouvernements et au niveau des sociétés restreintes. Notamment le soutien inconditionnel qu'il apporta au Liban suite à l'attaque militaire d'Israël a augmenté la popularité de Chávez dans la région du moyen-orient. Toutefois ce dernier n'est pas seulement devenu populaire au Moyen Orient mais dans l'ensemble du Tiers Monde grâce à son discours d'anti-Bush. « *Il n'est donc pas si surprenant qu'un gouvernement conservateur et même pro Bush tel que l'Inde soutienne le Venezuela pour le Conseil de sécurité de l'ONU* ». ²⁸³ Il faut rappeler ici les critiques envers Chávez. Par exemple, Gregory Wilpert dans son article publié au Risal (Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine) critique la politique étrangère « anti-impérialiste » du Venezuela dans le domaine des droits de l'homme : « *Bien sûr, d'aucuns se demandent si le Venezuela se bat effectivement pour les opprimés du monde ou si simplement Chávez ne cherche que l'autoglorification. Certes, son soutien explicite à un gouvernement qui maltraite les femmes tel que celui de l'Iran ou à des gouvernements autoritaires comme ceux du Zimbabwe et de la Biélorussie montre que Chávez donne davantage de valeur à la position contre l'impérialisme états-unien de ces pays qu'à leur bulletin de notes en matière de respect des droits de l'homme chez eux.* » ²⁸⁴

CONCLUSION

Cette étude dans laquelle nous avons analysé les nouveaux gouvernements de gauche en Amérique latine et que nous avons pris soin de rappeler, en nous référant fréquemment aux

²⁸³ Gregory Wilpert, "Chavez: Provocateur Peu Diplomatique ou Champion de l'Anti – imperialisme?", 9 Novembre 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1982>, visité le 22.09.2007

²⁸⁴ *Ibid.*

données historiques, les périodes que le continent a vécu le long du 20^{ème} siècle, démontrent en priorité qu'une époque s'est achevée et qu'une nouvelle s'est ouverte en Amérique latine.

Les nouveaux gouvernements de gauche se sont renouvelés conformément aux conditions du 21^{ème} siècle sur le plan idéologique, ont restructuré leurs conceptions de la lutte politique et d'organisation selon les besoins politiques de la conjoncture nationale, régionale et internationale et des partis populistes-gauchistes ont accédé au pouvoir dans plusieurs pays de l'Amérique latine.

La particularité commune de ces gouvernements est d'appliquer des politiques qui visent la réduction des problèmes sociaux tels que la pauvreté, le dénuement, l'inégalité sociale, la résolution des problèmes liées aux droits de l'homme, l'élargissement des droits des groupes ethniques, ceux des femmes, l'élargissement de la souveraineté nationale et l'intégration en Amérique latine.

Néanmoins, la deuxième partie de l'étude a révélé que ces gouvernements renouvelés sur les plans idéologique, politique et organisationnel, que nous appelons des nouveaux gouvernements de gauche en raison des similitudes de certaines de leurs applications sociales, politiques et économiques, se différencient par le degré de radicalisation de leurs applications.

Le gouvernement de Lula au Brésil représente le premier de ces deux courants par sa conception de « gauche modérée ».

Le gouvernement de Lula au Brésil n'a pas d'objectifs prioritaires, comme la réformation radicale du système politique. Par conséquent des pas tels que la modification de la constitution entrent d'une manière limitée dans son agenda. Bien que Lula soit contre l'économie néo-libérale dans ses discours, le gouvernement prend soin de ne pas abandonner complètement le paradigme de ce modèle. Le gouvernement respecte les règles de l'économie du marché libre, s'abstient des politiques qui y nuisent. Il applique des politiques sociales populistes insuffisantes à résoudre les problèmes sociaux à leurs bases, agit avec prudence lorsque l'Etat reconstruit les services publics auxquels l'accès des larges masses populaires s'est trouvé limité en raison des politiques de privatisation et de libéralisation des marchés dans les années 1990.

Bien que le gouvernement fasse des pas en matière de l'intégration régionale, il est gêné du fait que cette démarche soit vue sur l'arène politique internationale comme une alliance « anti-impérialiste ». Or, sa politique d'intégration régionale se repose sur les intérêts économiques mutuels avec les pays de la région.

Dans la politique internationale le gouvernement diversifie les pays avec lesquels il a établi des relations politiques et économiques, la Chine, les pays de l'Union Européen en tête. Il évite spécialement de prendre une attitude agressive envers les Etats-Unis tout en établissant une relation plus distancée par rapport aux gouvernements précédents.

Les pays du deuxième courant qui sont sur une ligne de « gauche plus radicale » sont représentés par le Venezuela.

Le gouvernement de Chavez aujourd'hui au Venezuela vise la réformation radicale du système politique. Bien que l'un des deux referendums sur la modification de la constitution soit accepté et l'autre refusé par le peuple, Chavez a déclaré qu'il mettra encore à l'ordre du jour la modification de la constitution. Le nouveau système visé par Chavez est un système selon lequel les pouvoirs du chef d'Etat seront accrus en première phase, les masses des travailleurs acquerront plusieurs droits économiques et politiques, le régime mixte économiquement sera appliqué.

Le gouvernement, en tant qu'un gouvernement à la recherche d'un système politico-économique alternatif fait des pas en direction de la rupture avec les politiques de l'économie néo-libérale. Il essaye d'amputer les faces monopolistes du marché libre avec ses politiques fiscales qui prévoient le contrôle financier sévère, la taxation aux taux élevés des classes riches et ses démarches de nationalisation dans des domaines économiques variés dont le pétrole en tête. Dans une période où les prix du pétrole se sont élevés, le gouvernement, avec le support de la nationalisation de la production de pétrole, augmente constamment le budget qu'il attribue aux politiques sociales et s'oriente à la fois aux politiques populistes et aux applications qui résolvent radicalement les problèmes sociaux. Les services publics tels que l'éducation, la santé, le transport, la communication, l'énergie, l'eau sont à nouveau nationalisés. Le gouvernement est ouvert à toute nouvelle tentative en matière de l'intégration régionale et oriente les autres pays, par l'intermédiaire de l'ALBA.

Il s'approche de l'intégration régionale non seulement comme un objectif de solidarité économique que les pays de l'Amérique latine réaliseront en direction de leurs intérêts mutuels mais aussi comme un objectif politique. Le gouvernement qui est dans la perspective de l'union latino-américaine de Simon Bolivar vise l'intégration politique, économique, militaire, culturelle, etc... dans tous les domaines à court terme.

Le gouvernement essaye de se charger d'un rôle actif dans la politique internationale et développe des nouvelles relations avec plusieurs pays dont les pays en litige avec les Etats-Unis en tête.

La politique étrangère du gouvernement par rapport aux gouvernements précédents expose une rupture totale dans ses relations avec les Etats-Unis. Il s'oppose au gouvernement George W. Bush dans tous les domaines et même vise le rôle de leader de l'opposition dans la région et dans le monde.

Quoi qu'il existe plusieurs plans différents sur lesquels figurent les ressemblances et les dissemblances des nouveaux gouvernements de gauche ceux-ci se divisent en deux groupes principaux. L'exemple le plus spécifique qui représente la nouvelle gauche plus modérée du premier groupe est le Brésil tandis que l'exemple de la nouvelle gauche plus radicale est le Venezuela. Du point de vue des sciences politiques il sera utile de considérer la ligne du premier courant comme social-libérale, comme la ligne de la sociale démocratie d'un tiers monde de nouveau type. Il conviendra de nommer la ligne du deuxième groupe comme la gauche nationaliste-populiste qui radicalise de jours en jours et cherche un nouveau système politique hors du capitalisme.

Aujourd'hui, les pays du premier groupe sont majoritaires. Ce sont le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine, l'Equateur et le Chili, tandis que le Venezuela, la Bolivie et le Nicaragua figure dans le deuxième groupe. Quoique la nouvelle gauche ne soit pas au pouvoir au Cuba ce pays entretient des relations profondes avec les pays du deuxième groupe.

Dans la période des nouveaux gouvernements de gauche, les pays de l'Amérique latine construisent aujourd'hui des régimes plus démocratiques et qui attachent de l'importance au concept d'Etat social. D'une manière générale, le continent est entré dans sa période la plus forte d'intégration dans son histoire.

Le processus des nouveaux gouvernements de gauche influence aussi la réformation du système international des années 2000. Le fait de diversifier les pays avec lesquels il entretient des relations séparément un par un et le fait d'établir des relations profondes avec la Chine et les pays de l'Union Européenne en dehors des Etats-Unis diffèrent de ce qui s'est passé jusqu'à présent sont importants au niveau de la construction d'un système international multipolaire différent de la période de l'hégémonie des Etats-Unis après la fin de la guerre froide.

L'orientation du domaine d'intérêt de la politique étrangère des Etats-Unis vers le Moyen Orient, les conceptions de la nouvelle politique étrangère des pays individuels et les efforts d'intégration régionale ont affaibli l'hégémonie politique et économique que les Etats-Unis avaient en Amérique latine depuis la fin du 19^{ème} siècle, la notion de « cour-arrière » s'efface dans l'histoire.

D'autre part, si on pense à l'ascension économique irrésistible de la Chine, au développement des efforts d'intégration au sein de l'Union Européenne, à la transformation de la Russie en une force régionale avec l'arrivée de Vladimir Putin au pouvoir, on en déduira que les efforts d'intégration en Amérique latine est une contribution de cette partie du monde destinée à la décroissance de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis.

Certains des gouvernements s'efforcent sur le plan international de contribuer à la formation d'un monde multipolaire sur lequel l'hégémonie de Etats-Unis s'affaiblit. Le Venezuela tâche de prendre une position en ce sens dans les Nations Unies et d'influencer les autres pays du tiers-monde. Par ailleurs, même s'il n'a pas le même poids que dans les années 1960 et 70, la 14^{ème} réunion du Mouvements des Pays Non Alignés s'est tenue au Cuba en 2006 et Cuba en a été élu à la présidence. Durant la réunion à laquelle les ministres des Affaires Etrangères de plus de cent pays ont participé, la décision de réanimer le mouvement a été prise, Chavez qui a personnellement participé à la réunion a été l'un des partisans acharnés de cette résolution.

Un effet sur le plan international du processus des nouveaux gouvernements de gauche concerne aussi l'influence idéologique et politique des mouvements de gauche dans le monde. La gauche de l'Amérique latine, notamment après la révolution de 1959 en Cuba, a été un centre d'attraction pour les mouvements sociaux et les organismes de gauche dans le monde.

Cette situation a entraîné l'apparition des supporteurs de chaque orientation dans la gauche de l'Amérique latine. De même que l'apparition des groupes de gauche armés à l'échelle mondiale sous l'effet de la révolution cubaine dans les années 1960, il y eut des partis inspirés de la ligne de gauche de Salvador Allende dans les années 1970. La participation des groupes armés à la vie démocratique en Amérique centrale au début des années 1980 et 1990 a incité les organismes de gauche armés de prendre la position similaire dans plusieurs autres pays, de nouveaux mouvements sociaux et de nouveaux partis de gauche de l'Amérique latine continuent d'être la source d'inspiration aux différents mouvements et partis de gauche dans le monde.

La gauche latino-américaine est suivie avec grande admiration par la gauche mondiale du fait qu'elle a prouvé que l'idéologie de la gauche survit environ 10 ans après le démantèlement de l'Union Soviétique et qu'elle peut devenir une alternative réaliste contre les politiques néolibérales d'une nouvelle conception gauchiste.

Le mouvement alter-mondialiste apparu à Seattle en 1998, centré aux Etats-Unis et en Europe dont l'ordre du jour principal est l'opposition à la guerre après l'occupation de l'Iraq en 2003 se laisse influencer par la nouvelle gauche de l'Amérique latine tant sur le plan idéologique que politique. Le fait que la réunion du Forum Social Mondial qui est l'un des plus grandes action de ces mouvements soit tenue trois fois au Brésil, que le discours de Hugo Chavez soit applaudi debout par des dizaines de milliers d'alter-mondialistes lors de la dernière réunion ne sont pas une coïncidence.

Un cas similaire est vécu actuellement en Turquie. Le centre-gauche mais davantage la gauche radicale des années 1960 et 1970 en Turquie se sont sérieusement influencés par les mouvements de gauche de l'Amérique latine sur le plan politique.

Le leader du Parti Républicain du Peuple, Deniz Baykal, a fait savoir avant les élections générales de 2007 qu'il mènera une campagne électorale semblable à celle de Lula, leader du Brésil. Le Parti Social-Démocrate Populaire a développé un projet intitulé « pauvreté zéro » dans le but de résoudre les problèmes sociaux, inspiré du programme social « faim zéro » de Lula. Parmi les partis et les organismes connus comme la gauche nationaliste, Chavez, est suivi avec attention en raison de son comportement face aux Etats-Unis. Même un parti de la gauche nouvelle a été tenté en Turquie en s'inspirant de la ligne de Chavez et de la relation

gauche-religion en Amérique latine. Cependant, le mouvement Tentative de la Nouvelle Politique connu par l'opinion publique sous le nom du mouvement gauche-musulman s'est dissout avant de se concrétiser en parti. Les groupes de gauche radicale qui n'ont pas pu occuper une position active sur la scène politique en Turquie depuis le 12 septembre 1980 sont les groupes de gauche turcs les plus inspirés des évolutions en Amérique latine. Dernièrement certains syndicats et organismes de travail dont DISK (Confédération des Syndicats Révolutionnaires) en tête, examinent la nouvelle conception syndicale et les structures des organismes de travail en Amérique latine, a fait des publications sur elles, profite de leurs expériences en invitant régulièrement les représentants de ces organismes en Turquie. La plupart des partis et des groupes de gauche différents en tirent la leçon sur l'importance et la nécessité de s'unir avec le peuple en s'éloignant de l'élitisme gauchiste.

Toutefois, la conception de l'intégration des partis gauche avec le peuple en Amérique latine est pratiquée en Turquie par un parti de droite au lieu d'un parti de gauche. A part l'influence du soutien international, de celle de l'absence de l'opposition et du facteur de religion, la relation que AKP (Parti de Justice et de Développement) a entretenu avec le peuple d'une manière semblable à celle entretenue par la gauche latine réside derrière son succès électoral. Ceci a un rapport avec la conception de mener des politiques sociales populistes destinées à gagner l'admiration du peuple en entrant personnellement dans les masses pauvres, laquelle conception ayant débuté dans les administrations locales et continué lors du mandat du gouvernement. Dans ce contexte, on peut établir des ressemblances étonnantes entre le gouvernement de Tayyip Erdogan et de celui de Lula au Brésil. Les ressemblances prennent un aspect encore plus étonnant lorsqu'on tient compte des relations de clientélisme des deux gouvernements.

Mais alors, comment la période des nouveaux gouvernements influencera la politique en Amérique latine dans les années à venir ?

Si on regarde les partis de gauche qui remportent les deuxièmes élections auxquelles ils participent et les enquêtes sur l'opinion publique, on prévoit que la période des gouvernements de gauche en Amérique latine se poursuivra à court terme.

Dans ce cas, l'avenir politique des pays ainsi que le celui du continent, dépendra de laquelle de ces lignes sera plus efficace sur le plan national et régional dans le processus des

gouvernements de la gauche nouvelle en Amérique latine. Dans le cas où les gouvernements de la première ligne sont plus efficaces l'Amérique latine sera un continent plus démocratique et relativement plus social, tandis qu'au plan régional il sera un continent qui aura développé ses efforts d'intégration économique. Dans le cas de la continuation de la répartition parmi les lignes des gouvernements actuels de gauche, il n'y aura pas de grands bouleversements à l'échelle continentale mais l'éventualité des crises politiques dans l'ordre du jour apparaîtra dans les pays dirigés par les gouvernements nationaliste-populistes.

L'éventualité de grands bouleversements dans l'avenir politique de l'Amérique latine demeurera dans le cas où la seconde conception de gouvernement dominera. Dans ce cas, les droits économiques, sociaux, et politiques des masses pauvres seront élargis tandis que ceux des classes riches seront réduits bien au contraire.

La probabilité de réaction d'une partie des classes riches et des armées contre la reformation du système par cette conception de gauche est grande dans les pays du continent. Ce qui porte à l'ordre du jour le danger des guerres civiles dans ces pays. Il n'est pas difficile de prévoir que les gouvernements de plusieurs pays supporteront l'opposition pour renverser les gouvernements. La probabilité de conflit entre les pays « amis historiques » des Etats-Unis, tels que la Colombie, et les autres pays pourra naître dans ce scénario. De même, l'intégration régionale sera approfondie dans la deuxième option. Il y a la probabilité de l'apparition d'une structure semblable à l'Union Européenne ayant aussi sa force militaire. Cette conjoncture donnera le plus grand coup de l'histoire à l'hégémonie des Etats-Unis sur le continent. Il n'est pas difficile de prévoir que les Etats-Unis n'y resteront pas indifférents et essayeront d'arrêter ce processus par des moyens variés.

ANNEXE 1:

Amérique latine: Eléments chronologiques

VII^{ème} -IX^{ème} siècles

L'empire Maya développe une grande civilisation du nord de l'actuel Mexique à l'Amérique centrale.

XIV^{ème} -XV^{ème} siècles

Apogée de la civilisation Aztèque au Mexique et de la civilisation Inca au Pérou.

1492

Découverte de l'Amérique Caraïbe par Christophe Colomb.

1494

Le traité de Tordesillas partage le Nouveau Monde entre l'Espagne et le Portugal.

1500

Découverte du Brésil par le Portugais Pedro Álvares Cabral.

1521

Le conquistador espagnol Hernán Cortés conquiert le Mexique et détruit l'Empire Aztèque.

1524

Séville obtient le monopole du commerce avec l'Amérique et devient le siège du Conseil des Indes.

1531-1534

Le conquistador Espagnol Francisco Pizarro conquiert le Pérou et soumet l'Empire Inca.

XV^{ème} -XVIII^{ème} siècles

Espagnols et Portugais administrent leurs territoires par l'intermédiaire du Conseil des Indes où l'Église Catholique et les Jésuites jouent un rôle déterminant.

1810-1830

Guerres d'indépendance contre l'Espagne dirigées notamment par José de San Martín (Argentine, Chili), Bernard O'Higgins (Chili), Agustín de Iturbide (Mexique), Simón Bolívar et Antonio José de Sucre (région andine). Le rêve unitaire de Bolívar ne se réalise pas. Les contours des nouveaux États prendront leur forme définitive au cours des conflits du XIX^e siècle.

1822

Indépendance du Brésil. Le prince régent devient l'empereur constitutionnel Pedro 1^{er} contre la volonté de Lisbonne qui le reconnaîtra en 1825.

1823

Énonciation par le président des États-Unis James Monroe de sa doctrine: les États-Unis, qui ont reconnu les nouveaux pays indépendants d'Amérique du Sud, dénie aux Européens tout droit d'intervention et s'engage en contrepartie à ne pas intervenir dans les affaires européennes.

1848

À l'issue de la guerre entre le Mexique et les États-Unis, ceux-ci annexent le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie du Nord (traité de Guadalupe Hidalgo).

1862-1867

Échec de l'expédition de la France visant à constituer au Mexique un empire sous sa protection.

1865-1870

La guerre de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay contre le Paraguay ampute celui-ci d'une large partie de son territoire.

1875-1894

Mexique: les lois de «colonisation» confisquent des terres en friches appartenant aux communautés indiennes: 40 millions d'hectares font l'objet d'appropriations privées entre 1875 et 1910.

1879-1884

Guerre du Pacifique entre le Chili d'une part et le Pérou et la Bolivie d'autre part. Cette dernière perd son accès à la mer.

1889

Première conférence panaméricaine pour une recherche de l'unité américaine.

1890-1910

Période de forte immigration européenne en Amérique du Sud. Pendant cette période, l'État de São Paulo au Brésil reçoit un million d'immigrants, l'Argentine deux millions.

1895-1898

Cuba: Guerre d'indépendance que les États-Unis soutiennent en déclarant la guerre à l'Espagne.

1899-1902

Colombie: Succession de guerres civiles, dont celle des «Milles Jours» qui fait près de 100 000 victimes. Tout au long du XXe siècle, le pays connaîtra une cinquantaine de coups d'État et de guerres civiles.

1908-1935

Venezuela: Dictature de Juan Vicente Gómez sur fond de richesse pétrolière.

1910-1920

Mexique: Révolution contre le gouvernement de Porfirio Díaz. Aux libéraux dirigés par Francisco Madero s'opposent des groupes réclamant une réforme agraire, conduits au nord par Venustiano Carranza et Pancho Villa, et au sud par Emiliano Zapata. En 1915, débarquement de marines.

1912-1924

Amérique centrale et Caraïbes: Successifs de débarquements de marines pour soutenir les intérêts des Etats-Unis.

1914

Inauguration du canal de Panama reliant l'Atlantique au Pacifique. Après l'échec du Français Ferdinand de Lesseps en 1889, les travaux ont été réalisés par les Etats-Unis qui provoquent à cette fin la sécession de l'État de Panama de la Colombie en 1903.

1928

Congrès de la Havane: Adoption d'un tribunal d'arbitrage obligatoire pour tous les conflits entre les États américains.

1930-1945

En conséquence de la crise économique de 1929, vague de changements de régime dans la plupart des pays. Des gouvernements «populistes» et nationalistes prennent le pouvoir.

Mexique: Lázaro Cárdenas, président en 1934, nationalise le pétrole.

Brésil: La dictature de Getúlio Vargas instaure «l'État nouveau». Chassé par un coup d'État, il est ensuite élu en 1951 président de la République.

Argentine: L'armée sort des casernes pour intervenir dans la vie politique du pays. En 1943, un putsch port des militaires au pouvoir. Le ministre du Travail, Juan Domingo Perón, est élu président de la République en 1946.

1932-1935

Guerre de Chaco (Riche en pétrole) entre le Paraguay et la Bolivie qui est vaincue.

1936

Conférence interaméricaine de la paix à Buenos Aires: Traité entre 21 États américains sur le modèle du pacte Briand-Kellogg. L'idée d'une défense commune est évoquée.,

1945

Une court euphorie démocratique marque l'après-guerre dans de nombreux pays (Brésil, Pérou, Argentine, Bolivie, Venezuela...).

1947

Signature du traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR).

1948

Fondation de l'Organisation des États américains (OEA).

Colombie : Début d'une nouvelle guerre civile entre libéraux et conservateurs, la *Violencia* qui fera plus de 250 000 morts jusqu'en 1953.

1951-1952

Bolivie: Le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), porté au pouvoir par les élections, nationalise les mines et entame une réforme agraire.

1954

Paraguay: Le général Alfredo Stroessner prend le pouvoir et instaure, jusqu'en 1989, la plus longue dictature du Xxe siècle en Amérique latine.

1955

Brésil: Suicide de Getulio Vargas.

Argentine: Juan Perón est chassé du pouvoir.

1956-1959

Cuba: Rébellion contre le régime de Fulgencio Batista soutenu par les Etats-Unis. Elle s'achève par l'entrée à La Havane des troupes de Fidel Castro.

1960

Le traité de Montevideo instaure l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALC). Création du Marché commun centre-américain (MCCA).

1960-1969

Série de coups d'État contre des gouvernements pour la plupart démocratiquement élus dans dix pays différents (Salvador, Argentine, Pérou, Brésil, Bolivie, Panama...).

1961

Échec du débarquement d'exilés appuyés par les Etats-Unis dans la «baie des Cochons» à Cuba. La conférence panaméricaine de Punta del Este exclut Cuba de l'OEA.

1962

Cuba: «Crise des missiles». Kennedy obtient de Khrouchtchev le démantèlement des bases de fusées soviétiques contre l'engagement américain tacite de ne pas tenter d'assaut direct contre Cuba.

1964

Brésil: Coup d'État militaire qui instaure une dictature violemment anticommuniste.

Chili: Élection d'un gouvernement démocrate-chrétien qui entreprend une réforme agraire.

1967

14 février: Signature du traité de Tlatelolco, préfiguration du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) visant à dénucléariser l'Amérique latine.

9 Octobre: L'ancien compagnon de Fidel Castro, Ernesto «Che» Guevara, qui tentait d'implanter un foyer de guérilla («foquisme»), est tué en Bolivie.

1969

Création du Pacte andin qui devient en 1996 la Communauté andine des nations (CAN).

1970

Chili: Élection d'un gouvernement d'«Unité Populaire» s'appuyant sur l'ensemble de la gauche mais dépourvu de majorité parlementaire. Dirigé par Salvador Allende, il nationalise les banques et les mines de cuivre, et actice la réforme agraire.

1973

Juillet: Création de la Communauté des Caraïbes (Caricom).

1973-1990

Amérique Centrale: Des guerres civiles opposent des guérillas de gauche aux gouvernements et aux armées soutenus par les Etats-Unis.

Nicaragua: Affrontements entre la dictature du clan Somoza et les sandinistes. Ceux-ci, à partir de 1984, dirigent un gouvernement démocratiquement élu. Un «conflit de basse intensité» se poursuit avec le *contra*, groupe paramilitaire aidé par Washington.

Salvador: De 1980 à 1992, lutte armée entre la guérilla du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le gouvernement civil soutenu par Washington.

Guatemala: De 1973 à 1983, l'armée et les organisations paramilitaires étendent leur contrôle à plusieurs régions du pays face à la résistance des groupes guérilla.

1977

Les Etats-Unis reconnaissent la souveraineté du Panama sur le canal.

1979-1990

Période de sortie des dictatures et de «transition démocratique» pour treize pays latino-américains.

1980

L'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) succède à l'ALALC.

1980-2000

Pérou: Guérilla du groupe Maoïste *Sendero Luminoso* (Sentier Lumineux). Le conflit fait plus de 70 000 morts ou disparus.

1982

Guerre entre le Royaume-Uni et l'Argentine après l'invasion par cette dernière des îles Malouines (Malvinas ou Falkland). La défaite argentine devant la marine britannique accélère la chute de la dictature militaire.

1983

L'ONU charge «le Groupe du Contadora» (Mexique, Venezuela, Panama, Colombie) d'apporter une solution à la guerre civile qui oppose les *contras* au gouvernement nicaraguayen d'inspiration marxiste.

Les Etats-Unis interviennent dans l'île de la Grenade «contre la subversion soviéto-cubaine».

1986

Création du Groupe de Rio, principale structure de concertation politique à l'échelle du continent, recouvrant l'ensemble des pays d'Amérique latine et quelques représentants des Caraïbes (19 membres en 2006).

1989

Opération militaire Juste cause des Etats-Unis au Panama pour «rétablir la démocratie (...) et défendre les traités».

1990

Le Brésil et l'Argentine renoncent à développer des capacités nucléaires militaires.

1991

Premier sommet ibéro américain.

Le protocole de Tegucigalpa remplace le Marché commun centre-américain (SICA) entré en vigueur en 1993.

26 Mars: Signature entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et le l'Uruguay du traité d'Asunción instituant le Mercosur (Marché commun du Sud).

1992

Sommet de la Terre à Rio de Janeiro.

1994

Au sud du Mexique, dans l'État du Chiapas, début d'une insurrection armée menée par un groupe de guérillos «zapatistes» en hommage à Emiliano Zapata, dont le chef est le sous commandant Marcos.

Signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

Lancement par les Etats-Unis du projet de création d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) visant à ouvrir au libre-échange tous les États américains à l'exception de Cuba.

1998

Juin: Signature de la déclaration d'Ushuaia stipulant que la rupture du processus démocratique par l'un des pays membres du Mercosur le rend passible d'exclusion.

Octobre: Arrestation d'Augusto Pinochet à Londres. Il regagne le Chili en mars 2000 au terme d'une longue bataille juridique.

Décembre: Au Venezuela, élection d'Hugo Chávez à la présidence. Le nouveau président prend des mesures sociales et critique violemment la politique étrangère des Etats-Unis.

1999

Brésil: Une grave crise économique entraîne la dévaluation monétaire et le rationnement de la consommation énergétique.

2000

Venezuela: La réélection d' Hugo Chavez à la présidence.

2001

Suite à l'ouragan Michelle, les Etats-Unis exportent des produits alimentaires à Cuba pour la première fois depuis quarante ans.

2001-2002

Argentine: Une grave crise économique et financière a pour conséquence des coupes dans le budget de l'État-paiement des fonctionnaires, santé publique, éducation.

2003

Brésil: Élection de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence. Son programme comporte le plan «Faim Zéro» pour les plus démunis, une réforme fiscale, la relance et l'élargissement du Mercosur.

Argentine: Élection du candidat Péroniste de gauche, Néstor Kirchner à la présidence.

2005

Bolivie: Élection d'Evo Morales à la présidence. Premier président indien de l'histoire du pays, il prône la nationalisation des ressources minières et des services.

Uruguay: Élection du premier président de gauche, Tabaré Vázquez à la présidence.

2006

Chili: Élection de Michelle Bachelet, membre du Parti socialiste chilien, à la présidence. Elle annonce des réformes sociales.

Nicaragua: Élection de Daniel Ortega, leader du parti sandiniste Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Venezuela: Seconde réélection de Hugo Chavez à la présidence.

Équateur: Élection du candidat de gauche Rafael Correa à la présidence.

Brésil: Réélection de Louis Inácio Lula da Silva à la présidence.

2007

Argentine: Élection de Cristina Fernández de Kirchner, épouse de Néstor Kirchner à la présidence.

Venezuela: L'échec de la réforme institutionnelle du gouvernement Chavez.

ANNEXE 2

La carte de l'Amérique latine



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

AYDINOĞLU Ergun, *Brezilya İşçi Partisi Deneyimi*, İstanbul, Belge, 1991

BALİBAR Étienne, *L'Europe, L'Amérique, La Guerre: Réflexions Sur la Médiation Européenne*, Paris, éditions, la Decouverte, 2003

BLANCA Antoine, *La Gauche latino – américaine : Origines et avenir*, Paris, Éditions Bruno Leprince, 2004

BRAVO Douglas, *Milli Kurtuluş Cephesi*, İstanbul, Ant, 1969

ÇELİKKOL Güneş, *Direnışlerin Güney Kutbu: Bir Arjantin Seriiveni*, İstanbul, Agora Kitaplığı, 2007

DABENE Olivier, *La Région Amérique Latine: Interdépendance et Changement Politique*, Paris, Presses De La Fondation Nationale Des Sciences Politiques, 1997

DENNY Brewster, *La Politique Etrangère Americaine ou L'Obligation de Coherence*, Paris, Nouveaux Horizons, 1988

ELLNER Steve, HELLİNGER Daniel, *Venezuellan Politics in the Chavez Era: Class Polarization and Conflicts*, London, Lynne Rienner Publishers, 2003

FERNANDEZ M., RAMPAL J., *Pinochet: Un Dictateur Modèle*, Paris, Hachette Littératures, 2003

FREGOSİ Renée, *Altérité et Mondialisation: La Voie latino – américaine*, Paris, Ellipses, 2006

GALEANO Eduardo, *Latin Amerika'nın Kesik Damarları*, İstanbul, Çitlembik Yayınları, 2006

GANDOLFI Alain, *Les Luttes Armées en Amérique Latine*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991

GRET Marion, SİNTOMER Yves, *Porto Allegre: Farklı Bir Demokrasi Umudu*, İstanbul, İthaki Yayınları, 2004

HARNECKER Marta, *Hugo Chavez : Venezüela Devrimini Anlamak*, İstanbul, Güncel, 2006

HARNECKER Marta , *MST: Bir Hareket Yaratmak*, Kalkedon, İstanbul, 2006

LANGUE Frédérique, *Hugo Chávez et Le Venezuela*, L'Harmattan, Paris, 2002

LANGUE Frédérique, *Histoire de Venezuela - De la Conquête à Nos Jours*, Paris, L'Harmattan, 1999

LAMBERT Jacques et GANDOLFİ Alain, *Le Système politique de l'Amérique latine*, Paris, Presse Universitaires de France, 1987

LİER François, *L'Amérique Latine: de L'Indépendance à nos Jours*, Paris, Presse Universitaires de France, 1977

LÖWY Michael, *Latin Amerika Marksizmi*, İstanbul, Düşünce Dizisi, 1983

- MUNCK Ronaldo, *Contemporary Latin America*, Londres, Palgrave, 2003
- BORA Tanıl, GÜLTEKİN Murat (dirs), *Modern Türkiye’de Siyasi Düşünce: 8*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007
- ORAL Sander, *Siyasi Tarih, 1914-1994*, Ankara, İmge Yayınları, 1989
- ÖZBUDUN Sibel, *Dünyayı Isıtan Latin Ateşi*, İstanbul, Özgür Üniversite Yayınları, 2006
- PETRAS James, *Sağ Sol Kutuplaşması – Latin Amerika ve Emperyalizm*, İstanbul, Mephisto, 2005
- PIERRE Mouterde, *Quano L’utopie Ne Désarme Pas: Les ratiques alternatives de la gauche Latino-Américain*, Montréal, écosociété, , 2002
- ROUQUIE Alain, *Amérique Latine : Introduction à l’Extrême Occident*, Paris, Point Essai, 1998
- ROUQUIE Alain, *Le Brésil au 21^{ème} Siècle*, Fayard, 1991, Paris
- RUPELLAN Denis, RUELLAN Alain, *Le Brésil*, Paris, Karthala, 1989
- SAINT UPERY Marc, *Meydan Okuyan Sol: Bolivar’ın Rüyası ve Güney Amerika*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2007
- SALVADOR Allende, *Şili’de Sosyalist Eylem*, İstanbul, Bilgi Yayınevi, 1974
- SANTISO Javier, *Amérique latine – Révolutionnaire, libérale, pragmatique*, Paris, Éditions Autrement, 2005
- SÖNMEZOĞLU Faruk, *Uluslararası Politika ve Dış Politika Analizi*, İstanbul, Filiz Kitabevi, 2000
- SWEİG Julia, *Küba Devriminin İçinden*, İstanbul, Kitap Yayınevi, 2004
- TEMELKURAN Ece, *Biz Burada Devrim Yapıyoruz Sinyorita*, İstanbul, Everest, 2006
- VELLINGA Menno , *The Changing Role of the State in Latin America*, Oxford, Westview Pres, 1998
- VELTMEYER Henry, *Latin Amerika ve Başka Bir Kalkınma*, İstanbul, Kalkedon Yayınları, 2006
- VELTMEYER Henry, O’MALLEY Anthony, *Neoliberalizmi Aşmak, Latin Amerika’da Kitle Merkezli Kalkınma*, İstanbul, Kalkedon, 2002
- WIARDA Howard, KLINE Harvey, *Latin American Politics and Development*, Oxford, Westview Pres, 2001

WEBER Gaby, *Gerilla Bilanço Çıkartıyor: Arjantin, Bolivya, Şili ve Uruguay*, İstanbul, Belge Yayınları, 1991

YEĞİN Metin, *Topraksızlar: Bir Şenlikli Uzun Yürüyüş*, İstanbul, Versus, 2006

YEĞİN Metin, *Topraksızlar: Brezilya'da Topraksız Köylü Hareketi:MST*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2004

ARTICLES

ALBO Greg, “Beklenmedik Devrim: Venezüela Neoliberalizme Karşı Çıkıyor”, *Praksis*, No: 14, Hiver – Printemps 2006

ALLISON Michael, “The Transition from Armed Opposition to Electoral Opposition in Central America”, *Latin American Politics and Society*, Vol. 48, No.4

ARTIGAS Alvaro, “Progrès et désenchantement démocratique”, *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006

AUGUSTO O. Fabricio, NAKATANI Paulo, “The Brazilian Economy under Lula”, *Monthly Review*, No:8, Février 2007

AVELINO George, BROWN. S. David, HUNTER Wendy, “The Effects of Capital Mobility, Trade Openness, and Democracy on Social Spending in Latin America, 1980 – 1999”, *American Journal of Political Science*, Vol: 49, No: 3, Juillet 2005

AVRITREZ LEONARDO, “La crise du parti des travailleurs: de la démocratie participative au désenchantement politique, *Mouvements*”, No: 47 / 48, Septembre – Octobre – Novembre – Décembre 2006

BABB Sarah, “The Social Consequences of Structural Adjustment : Recent Evidence and Current Debates”, *Annual Review of Sociology*, No:31, 2005

BAEZ Hectór Mondragón, “Plan Colombie et démocratie”, 23 février 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2043>

BIANCHI Alvaro, BRAGA Ruy, “Le Pt au Pouvoir : La Gauche Brésilien et le social – libéralisme”, *Carré Rouge*, No:26, Juillet 2003

BIEKART Kees, “Seven theses on Latin American social movements and political change”, *The European Review of Latin American and Caribbean Studies*, No: 79, Octobre 2005

BONNASSIES Violaine, “Les indigènes au Venezuela: Une entrée en politique sous les auspices de la Révolution bolivarienne”, *La Chronique des Amériques*, No: 36, Novembre 2006, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php3?id_article=3092

BORDA Orlando Fals, “Mouvements sociaux et pouvoir politique: Développements en Amérique latine”, Juin 1994, <http://multitudes.samizdat.net/>

BORON A. Atilio, “Les défis de la gauche latino – américaine à l’aube du 21^{ème} siècle”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

CABANNES Yves, “Les Budgets Participatifs en Amérique Latine – De Porto Allegre à l’Amérique Centrale, en Passant Par la Zone Andine: Tendances, Défis et Limites”, *Mouvements*, No: 47 / 48, Septembre – Octobre – Novembre – Décembre 2006

CANALE Caroline, “Armées et Etat en Amérique Latine: Figures et Avatars du Pouvoir Militaire”, *Thématiques*, No. 4, Juillet 2006

CANET Raphaël, “Le Peuple Contre la Nation. Mobilisations sociales et démocratie au Mexique”, *La Chronique des Amériques*, Janvier 2007, No: 2, www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_Canet_07_02.pdf

CASSEN Bernard, “Droits de l’homme, «droits» des États – Unis”, *Manière de voir*, No. 90, Décembre 2006 – Janvier 2007

CHOSSUDOVSKY Michel, “Brésil : Lula et ‘le libéralisme à visage humain’”, *Aut’ Journal*, Juin 2003, <http://globalresearch.ca/articles/CHO307A.html>

ÇİĞDEM ÇİDAMLI, “Ezilenler ve Siyaset: Yeni bir tarihin başlangıcında”, *Praksis*, No: 14, Hiver – Printemps, 2006

COUFFIGNAL Georges, “L’Amérique latine ou les Amériques latines? ”, *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006

DANS Gustavo, “L’Uruguay de Tabaré Vasquez: Une Transition Tranquille?”, *La Chronique des Amériques*, Mars 2005, No:09, www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/Chro_0509_Uruguay-transition.pdf

D’HENNEZEL Claire, “Les enjeux électoraux au Chili quinze ans après la fin du régime militaire”, *La Chronique des Amériques*, No:44, Décembre 2005, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php?id_article=2387

DUMAN Anıl, “2006: Latin Amerika’nın Yılı”, *Birikim*, No:203, Mars 2005

DUGAS Sylvie, “L’administration Lula en crise : La corruption à l’assaut des institutions brésiliennes”, *La Chronique des Amériques*, No:29, Septembre 2005

DUTERME Bernard, “Dix Ans de Rébeillon Zapatiste au Chiapas”, *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007

EDELMAN Marc, “Social Movements: Changing Paradigms and Forms of Politics”, *Annual Review of Anthropology*, No: 30, 2001

ELLNER Steve, “Les Stratégies d’en Haut et d’en Bas du Mouvement d’Hugo Chávez”, 10 Août 2007, http://risal.collectifs.net/spip.php?page=imprimer&id_article=2174

ELLNER Steve, “Solun hedefleri ve Latin Amerika’da Neoliberalizme karşı strateji tartışması”, *Praksis*, No: 14, Hiver – Printemps, 2006

ERCAN Fuat, “Suskun Adamın Baladı: Latin Amerika Üzerinden Venezüela’ya Dair Düşünceler”, *Praksis*, No: 14, Hiver – Printemps, 2006

ESPINDOLA Roberto, “Political parties and democratization in the southern cone in Latin America”, *Democratization*, Vol: 9, No: 3, Automne 2002

FLYNN PETER, “Brazil and Lula, 2005 : crisis, corruption and change in political perspective”, *Third World Quaterly*, Vol: 26, No: 8, 2005

GALAFASSI Guido, “Social Movements, Conflits and a Perspective of inclusive democracy in Argentina”, *Democracy & Nature*, Vol: 9, No: 3, Novembre 2003

GARIBAY David, “La sortie des guerres civiles”, *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006

GEZERLIS Alexandros, “Latin America: Popular Movements in Neoliberal Modernity”, *Democracy & Nature*, Vol. 8, No. 1, 2002

GOSMAN Eleonora, “Lula approuve une loi polémique qui privatise la forêt amazonienne”, 15 Mai 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1715>

GÓMEZ Marcelo, “Social Movements and collective action in Latin America: Some questions on the potential political transformer of the masses’ interventions”, *Revista Themoi*, No: 007, 2003, redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/124/12400707.pdf

GREEN Duncan, “Latin America: Neoliberal Failure and The Search for Alternatives”, *Third World Quaterly*, Vol. 17, 1996

HAKIM Peter, “Is Washington Losing Latin America”, *Foreign Affairs*, Janvier – Février 2006

HAWKINS Kirk, “Populism in Venezuela: The rise of Chavismo”, *Third World Quarterly*, Vol: 24, No: 6, 2003

HELENE MARIE, “La réélection de Lula : Une reconduction de la gauche au Brésil?”, *La Chronique des Amériques*, No :37, Novembre 2006, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php3?id_article=3115

HILGERS Tina, “Latin American Political Parties, Social Movements, and Democratic Administration – the case of the Brazilian Workers’ Party”, *Critique: A worldwide student journal of politics*, No:6, Automne 2003

HOUTART François, “Globalization of Resistance 2002 – Latin America”, 19 Septembre 2003, <http://www.social-movements.org/>

JELIN Elizabeth, “Argentine: Les Mouvements Sociaux et le Pouvoir Judiciaire Dans la Lutte Contre L’impunité”, *Mouvements*, No: 47 / 48, September – Octobre – Novembre - Décembre

KATZ Claudio, “Au – delà du Néolibéralisme”, 17 mai 2004, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article964>

LANDER Edgardo, “Le Venezuela à la Recherche d’un Projet Contre – hégémonique”, *Alternatives Sud*, No: 12, 2005

LANDER Edgardo, “Conditions, formes et bilans de retour de la gauche en Amérique latine”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

LEFRANC Sandrine, “Fin des dictatures, justice et réconciliation”, *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006

LEMMON Maria Escobar, ROBINSON Michelle M. Taylor, “Women Ministers in Latin American Government: When, Where, and Why?”, *American Journal of Political Science*, Vol. 49, No. 4, October 2005

LEMOINE Maurice, “Du « Destin Manifeste » des États – Unis”, *Le Monde Diplomatique*, Mai 2003

LEON Temir Porras Ponce, “Les Enjeux de la Crise Vénézuélienne”, *Recherches Internationales*, No: 69, Mars 2003 ; Transposé par Frédéric Lévêque, “Venezuela : Une «Révolution Démocratique», 30 août 2005, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1453

LIEVESLEY Geraldine, “The Latin American Left: The Difficult Relationship Between Electoral Ambition and Popular Empowerment”, *Contemporary Politics*, Vol. 11, No. 1, Mars 2005

LIPIETZ Alain “L’Amérique du Sud au Carrefour”, *Mouvements*, No: 47 / 48, Septembre – Octobre – Novembre – Décembre

LOVE L. Joseph, “The Rise and Decline of economic structuralism in Latin America”, *Latin America Research Review*, Vol: 40, No: 3, 2005

LÖWY Michael, “Le forum de São Paulo”, Juin 1994, <http://multitudes.samizdat.net/Le-forum-de-Sao-Paulo.html>

LÖWY Michael, “Brezilya’nın Topraksız Kırsal İşçi Hareketi’nin Sosyo – Dinsel Kökenleri”, *Praksis*, No: 14, Hiver – Printemps, 2006

MACIAS Marie - Carmen, “Un Développement Marqué Par des Fortes Inégalités Économiques et Sociales”, *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006

MARQUES Rosa Maria, “Lula and Social Policy”, *Monthly Review*, No: 8, Février 2007

MARCEAU G. Stéphane, “Le mouvement autochtone mexicain à l’heure du dixième anniversaire des Accords de San Andrés”, *La Cronique des Amériques*, No: 10, Mai 2006, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_marceau_06_10.pdf

MARCEAU G. Stéphane, "L'autre campagne du mouvement zapatiste au Mexique", *La Cronique des Amériques*, No: 5, Février 2006, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_marceau_06_04.pdf

MARRA Andrea, "Comment Kirchner a « pacifié » le conflit social argentin", 18 Janvier 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2067>

MESZAROS Istvan, "Bolivar and Chávez: The sprit of radical Determination", *Monthly Review*, Juillet – Août 2007

MONCLAIRE Stéphane, "Le Brésil et la quête d'un nouveau statut international", *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006

MONSIVAIS CARLOS, "From 68 to Cardenismo: Toward a chronicle of social movements", *Journal of International Affairs*, No: 43, Hiver 1990

MORAIS Lecio, SAAD-FILHO Alfredo, "Lula and the Continuity of Neoliberalism in Brazil: Strategic Choice, Economic Imperative or Political Schizophrenia", *Historical Materialism*, No:13, 2005

MORGÜL Tan, "21. Yüzyıl Sosyalizmine Bolivarçı Paraf", *Birikim*, No: 203, Mars 2005

OROZCO Shirley, "Histoire du Mouvement vers le Socialisme", 29 Mars 2006, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1676

PANIZZA Francisco, "Unarmed Utopia Revisited: The Resurgence of Left – of Centre Politics in Latin America", *Political Studies*, Vol. 53, No. 4

PELLETIER Jean Luc et GUINOT Philippe, "L'Histoire de la lutte pour la terre au Brésil", *Info Terra*, No: 5, Janvier 2001, <http://www.france-fdh.org/terra/infoterra/jan2000.htm>

PETRAS James, "Lula's Neo – Liberal Regime: A Reply to Gacek", *Social Policy*, Vol: 35, No: 1, Automne 2004

PICHARDO A. Nelson, "New Social Movements: A Critical Review", *Annual Review of Sociology*, No: 23, 1997

PONT Raul, "L'expérience du budget participatif de Porto Allegre", *Le Monde Diplomatique*, Mai 2003

POUPEAU Franck, "Evo Morales: Un Indigène au Pouvoir", *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007

PRATES M. DANIELA, PAULANI M. LEDA, "The Financial Globalization of Brazil under Lula", *Monthly Review*, No:8, Février 2007

QUENAN Carlos, "Le régionalisme: Entre convergence et concurrence des projets", *Questions Internationales*, No. 18, Mars – Avril 2006

QUINTERO Inés, "Del Bolívar Para Todos al Bolívar para Chávez", *Espaces latinos*, Janvier 2000, No : 171, ss

OUVINA Hernan, “Les nouvelles radicalités politiques en Amérique latine: zapatistes, piqueteros et sans terre..”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

RAIMBEAU Cécile, “Les Argentines Occupent, Résistent, Produisent... ”, *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007

RAMIREZ Franklin, “Beaucoup plus que deux gauches”, *Mouvements*, No: 47 / 48, Septembre – Octobre – Novembre – Décembre 2006

RAMONET Ignacio, “Age d’or”, *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007

ROBERTS M. Kenneth, “Social Inequalities Without Class Cleavages in Latin America’s Neoliberal Era”, *Studies in Comparative Development*, Vol:36, No: 4, Hiver 2002

ROUSSEAU Stéphanie, “La gauche, le populisme et le Pérou d’Alan Garcia”, *La Cronique des Amériques*, No: 25, Juillet 2006, http://www.ameriques.uqam.ca/pdf/chro_Rousseau_06_25.pdf

SABATINI Christopher, “The Decline of Ideology and the Rise of ‘Quality of Politics’ Parties in Latin America”, *World Affairs*, Vol. 165, No. 2, Automne 2002

SABOGAL José, “Amérique latine: Un pas en avant, deux pas en arrière”, *Le débat Stratégique*, No: 176, Juillet 2006

SADER Emir, “Lula : L’An 1”, 27 Décembre 2003, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article789>

SADER Emir, “Huit Années qui ont laminé le Brésil”, *Le Monde Diplomatique*, Octobre 2002

SADER Emir, “L’héritage libéral en Amérique latine”, 23 Juillet 2004, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1055>

SADER Emir, “Rendez – Vous au Brésil”, *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007

SADER Emir, “Les luttes latino – américains contre le néolibéralisme sont – elles efficaces?”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

SAINT – UPERY Marc, “Huit Questions et Huit Réponses Provisoires Sur la Révolution Bolivarienne”, *Mouvements*, Paris, No: 47 - 48, Septembre – Octobre – Novembre - Décembre – 2006

SAMPAIO P. Arruda, “Lula, un gouvernement décevant pour le mouvement populaire brésilien”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

SAMPAIO P. Arruda, “Bresil: Qu’est-ce qui a changé avec Lula?”, 21 Janvier 2005, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1236>

SANTOS D. Thetonio, “Les mouvements sociaux latino – américains: de la résistance à l’offensive ?”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

SAVRAN Sungur, “Brezilya’da Lula Faciasi”, *Praksis*, No: 14, Hiver – Été 2006

SMITH C. WILLIAM, “Neoliberal Restructuring and Scenarios of Democratic Consolidation in Latin America”, *Studies Comparative in International Development*, Vol: 28, No: 2, Été 1993

SONTOS D. Theotonio, “Les mouvements sociaux latino – américains: de la résistance à l’offensive”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

STOFFEL Sophie, “Elections présidentielles au Chili : Michelle Bachelet, pour une « autre » politique?”, *La Cronique des Amériques*, Mai 2006, No: 12, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/chro_stoffel_06_12.pdf

STOLOWICZ Beatriz, “La gauche latino – américaine: entre épreuve du pouvoir et volonté de changement”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

SUAREZ J. Hugo, “Bolivie: Les antécédents et les défis de la nouvelle gauche”, *Alternatives Sud*, No :12, 2005

SVAMPA Maristella, “Argentine: Gauches et Mouvements Sociaux”, 31 Mai 2006, http://risal.collectifs.net/article.php?id_article=1737, visité le 05.12.2006

THEDE Nancy, DE LA FUENTE Manuel, “La Bolivie d’Evo Morales, une année plus tard”, *La Cronique des Amériques*, Février 2007, No: 4, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php?id_article=3465

TOURAÏNE Alain, “Enter Bachelet et Morales, existe-t-il une gauche en Amérique latine?”, *Nueva Sociedad*, No: 205, Septembre – Octobre 2006

TRANIER Laurent, “Les Indigènes Équatoriens Face au Défi Évangélique”, *Le Monde Diplomatique*, Avril 2005

TREMBLAY Christian, “La Politique Sociale du Gouvernement Chávez : Populisme ou Pressions Populaires ?”, Janvier 2004, www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro_0406_Venezuela.pdf

TREMBLAY Christian, “Regard Sur la Présidence d’Hugo Chavez au Venezuela”, *La Cronique des Amériques*, Février 2003, www.er.uqam.ca/nobel/oda/pdf/Chro_Venez1.pdf

TUMAN P. John, “Regime Type, Rights, and foreign direct investment in Latin America”, *Latin American Research Review*, Vol: 41, No: 2, Juillet 2006

TUNÇ Hakan, “Privatization in Asia and Latin America”, *Studies in Comparative International Development*, Vol:39, No:4, Hiver 2005

TURCOTTE Sylvain, “L’année Brésilienne 2002 : L’économie sous l’effet Lula”, *La Cronique des Amériques*, Janvier 2003, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Bilan_Bres02.pdf

TÜRKMEN Füsün, “ABD’nin Dış Politikası: Devamlılık ve Değişim”, *Doğu Batı*, No:32, Juin – Juillet 2005

VIGNA Anne, “Sous – Commandant Marcos”, *Manière de voir*, No: 90, Décembre 2006 – Janvier 2007

YELDAN A. Erinoç, “Neo – liberalizmin gözde ekonomisi Arjantin çökerken”, *Birikim*, No: 154, Février 2002

WARNOCK John, “The Rise of a New Left in Latin America”, *Canadian Dimension*, Vol. 31, No. 3, Mai 1997

WILPERT Gregory, “La signification du siècle socialisme du 21^{ème} siècle pour le Venezuela, 1 Décembre 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1952>

WILPERT Gregory, “Réforme Agraire au Venezuela : La Terre Pour le Peuple, pas Pour le Profit”, 21 Avril 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1718>

WILPERT Gregory, “Venezuela : Démocratie Participative ou Gouvernement Comme un Autre ?”, 30 Septembre 2005, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1486

ZIBECHI Raul, “Mouvements Indigènes: Entre Néolibéralisme et Gouvernements de Gauche”, 23 Juin 2006, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1804

ZIBECHI Raul, “Lula : Entre les élites et les mouvements sociaux”, 6 Mars 2007, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2139>

ZIBECHI Raul, “Sortir graduellement du néolibéralisme?”, 9 Avril 2004, http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=920

TABLE DE MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS.....	ii
L'INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE: QUELS SONT LES FACTEURS DU RENOUVELLEMENT DE LA 'GAUCHE' EN AMERIQUE LATINE?.....	6
CHAPITRE 1 – FACTEURS OBJECTIFS ET CONJONCTURELS.....	6
A - Les administrations militaires et la violation des droits de l'homme et de la démocratie.....	6
1) La tradition du militarisme latino – américain.....	7
2) Régimes militaires depuis 1959 jusqu'aux années 1990.....	8
a) La vague révolutionnaire et contre – révolutionnaire.....	8
b) Les militarismes 'progressistes'.....	10
c) Une étape plus noire débutée en 1973.....	11
d) Les guerres civiles en Amérique centrale.....	13
3) Le processus de démocratisation.....	15
B - La destruction sociale créée par les politiques économiques néolibérales.....	17
1) Les caractéristiques et le processus de mise en oeuvre du programme néolibéral.....	18
a) Le début du processus au Chili avec <i>les Chicago Boys</i>	19
b) La diffusion du néolibéralisme à la région après 1982.....	20
c) L'application du modèle.....	21
2) Le bilan économique et social du modèle.....	24
a) Les Indicateurs macro-économiques.....	24
b) Les Indicateurs Sociaux.....	25
C – La présence continue d'un acteur externe: Les Etats-Unis.....	34
1) La politique d'hégémonie débutée 'officiellement'.....	36
2) L'époque du panaméricanisme.....	37
3) L'Amérique latine dans le conflit Est – Ouest.....	39
4) « L'arrière – cour » après la guerre froide.....	43
5) L'effet de 9/11 sur les relations nord-sud.....	45
CHAPITRE 2 – FACTEURS SUBJECTIFS, POLITIQUES.....	50
A - L'apparition de Nouveaux Mouvements Sociaux.....	50
1) Les conditions socio-politiques du changement.....	52
2) Le processus de la formation de nouveaux mouvements sociaux.....	54
3) La catégorisation des nouveaux mouvements sociaux.....	57
a) Les mouvements Indigènes.....	57
b) Les mouvements ruraux.....	62
c) Les Mouvements de chômeurs et de pauvres urbains.....	65
d) Les Mouvements des droits de l'homme.....	67
B - Le renouvellement idéologique, politique et organisationnel de la gauche latino – américaine.....	69

1) La gauche latino – américaine.....	70
2) Une nouvelle conjoncture politique et économique.....	82
a) Le forum de São Paulo: un seuil pour le renouvellement de la gauche latino – américaine.....	83
b) La transformation des mouvements de guérilla de l'Amérique centrale en partis légaux de gauche.....	86
c) Le MAS bolivien comme exemple de « parti de mouvement ».....	88
3) Les caractéristiques idéologiques, organisationnelles, et pratiques - politiques des partis nouveaux de gauche.....	93
a) Le concept de la politique pratique et le renforcement du discours pragmatique.....	93
b) L'élargissement des masses ciblées.....	94
c) La collaboration avec les nouveaux mouvements sociaux.....	94
d) Les alliances avec les autres partis de gauche et de centre.....	95
e) Le dépassement du machisme.....	95
f) La participative et la démocratie directe.....	97
g) L'importance donnée aux administrations locales.....	97

DEUXIEME PARTIE : COMMENT 'LA GAUCHE' RENOUVELEE GOUVERNE ? : UNE ANALYSE COMPARATIVE DU BRÉSIL ET DU VENEZUELA100

CHAPITRE PREMIER – LA COMPARAISON POLITIQUE DES PARTIS DE LULA ET DE CHAVEZ.....100

A – Deux différents historiques.....	100
1) L'évolution des luttes sociales contemporaines au Brésil et au Venezuela... 101	
a) La tradition de la lutte politique au Brésil.....	101
b) La tradition de lutte politique au Venezuela.....	106
2) Les historiques détaillés du Parti des travailleurs et du Mouvement Bolivarien.....	111
a) Le parti des travailleurs en tant que nouveau parti de mouvement social.....	112
b) Le Mouvement Bolivarien en tant qu'un mouvement de 'Liberté Nationale''.....	116
B - Les lignes idéologiques et les structures organisationnelles du Parti des travailleurs et du mouvement Bolivarien.....	122
1) Les lignes idéologiques.....	123
a) Le PT: du socialisme vers le social-Libéralisme.....	123
b) Le Mouvement Bolivarien: du nationalisme révolutionnaire-populiste vers un nouveau type de socialisme.....	126
2) Les structures organisationnelles.....	130
a) Le PT : Le passage du Parti du Mouvement Social à un parti d'Elites.....	130

b) Le mouvement Bolivarien: une organisation à la fois descendante et ascendante.....	132
CHAPITRE 2 – LES APPLICATIONS DES GOUVERNEMENTS DE LULA AU BRESIL ET DE CHAVEZ AU VENEZUELA.....	135
A - Les applications de politique intérieure des gouvernements.....	135
1) Le domaine économique.....	139
2) Le domaine social.....	145
3) Le domaine politique – institutionnel.....	153
B - La politique étrangère des gouvernements.....	158
1) Les relations avec les Etats du continent et l’approche à l’intégration régionale.....	158
2) Les relations avec les Etats – Unis.....	162
3) La politique étrangère vis-à-vis du reste du monde.....	165
CONCLUSION.....	168
BIBLIOGRAPHIE.....	152
ANNEXES.....	184